DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 13588 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 5 OCTOBRE 1988

« Calumet de la paix » au Tchad

Alors qu'un dialogue s'instaure entre l'Afrique du Sud et ses voisins pour le règlement des conflits angolais et namibien, le bruit des armes va peut-être cesser aussi au nord de l'équateur. L'ONU s'apprête à organiser au Sahara occidental un scrutin d'autodétermination favorisé par la réconciliation du Maroc et de l'Algérie. Après l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre son pays et la Libye, le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Gouara Lassou, propose au colonel Kadhafi de « fumer le calumet de la paix » avec M. Hissène Habré.

Une sorte de coquetterie devant la victoire amène les Tchadiens à dire que rien n'est acquis définitivement avec l'imprévisible chef de la révolution libyenne et que, même s'il a donné des preuves de son assagissement en se réconciliant avec ses voisins maghrébins, la vigilance reste de mise. Ni les Tchadiens ni les Français ne peuvent oublier les promesses faites par M. Kadhafi au président Mitterrand lors de leur rencontre en Crète, en novembre 1984. Jamais tenues, celles-ci provoquèrent le retrait des forces de l'opération « Manta », qu'il fallut remplacer par celles du dispositif « Epervier » quatorze mois plus tard, après un retour offensif des Libyens.

Néanmoins, les proches de M. Hissène Habré sont les premiers à souligner que l'ancien adversaire — sans doute encouragé dans ce sens par Moscou — a fait un pas important en promettant de régler par la voie pacifique le « différend territorial ». N'Djamena a tenu à ce qu'un exemplaire du communiqué commun contenant cet engagement soit déposé à l'Organisation de l'unité africaine, supposée le cautionner.

Exploitant un rapport de forces favorable, M. Hissène Habré a préféré une négociation bilatérale au sommet de réconciliation proposé par les médiateurs. De même a-t-il refusé de rencontrer en Libye son vieux rival Goukouni Oueddeï. Actuellement à la tête d'un fantomatique Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), celui-ci lui a longtemps disputé le pouvoir avant d'être chassé de N'Djamena en 1982. Ancien chef d'Etat, il se posait en interlocuteur « incontournable », aidé par la thèse libyenne selon laquelle la paix entre N'Djamena et Tripoli passait d'abord par la fin de la « guerre civile » entre Tchadiens. Le communiqué du 3 octobre porte un coup dur à cette prétention.

M. Hissène Habré n'a rien cédé à l'opposition en exil, qui réclamait l'intégration des anciennes bandes dans une armée nationale, un débat sur une nouvelle Constitution, la dissolution du parti unique et son remplacement par un grand mouvement au sein duquel toutes les tendances pourraient s'exprimer. Conforté par de nombreux ralliements inconditionnels ces derniers mois, il promet simplement d'instaurer un large dialogue avec tous ceux qui voudront rentrer au pays.

L'euphorie de la victoire masque en partie l'absence de concertation politique à N'Djamena. A commencer par les Noirs du Sud, beaucoup de personnalités ont mis leurs revendications entre parenthèses pour bouter l'ennemi libyen. Leur adhésion sans réserve est maintenant nécessaire pour la reconstruction d'un pays ravagé par la guerre, presque totalement démuni d'écoles et de professeurs pour la rentrée scolaire. Il est bon de savourer le « calumet de la paix », mais il reste à gagner la bataille du développement.

(Lire nos informations page 4.)



Face à l'aggravation du déficit extérieur

Le gouvernement veut contenir le pouvoir d'achat

Alors que commencent les négociations salariales pour 1989 dans la fonction publique, le gouvernement se voit contraint d'imposer une certaine rigueur dans l'évolution des rémunérations. Les très mauvais résultats du commerce extérieur en août lui font redouter un dérapage de la consommation. A Matignon, on prépare pour fin octobre des mesures en faveur du commerce extérieur.

Le très mauvais résultat du commerce extérieur en août a secoué le gouvernement. On s'est réuni à Matignon entre ministres concernés. Le problème n'est cependant pas nouveau. Depuis le mois de juin, M. Michel Rocard en a même fait une de ses préoccupations permanentes, mobilisant son cabinet et mettant à contribution plusieurs ministères, comme il l'a fait pour l'emploi. Un travail de fond est en préparation dont les conclusions pourraient être présentées en conseil des ministres à la fin du mois d'octobre. Elles comprendront notamment un ensemble de mesures structurelles à long terme.

D'où vient que le premier ministre n'ait pas attendu les résultats du commerce extérieur de septembre, comme il se le promettait, pour tirer les conclusions sur la tendance réelle de nos échanges extérieurs ? Plusieurs raisons expliquent cette hâte. Même si le mois d'août est généralement considéré comme atypique, le déficit enregistré de 9 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières est le plus lourd que la France ait connu depuis 1983. Il survient après un décrochage opéré en juillet à la suite d'un premier semestre globalement plus satisfaisant, quoique toujours déficitaire (1,7 milliard de francs en moyenne mensuelle alors que celui de juillet s'élève à 4 milliards).

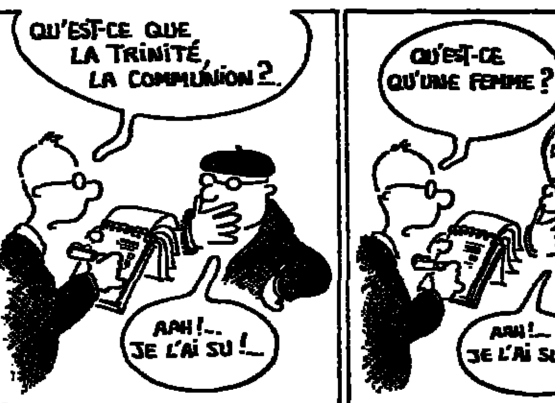
FRANÇOIS SIMON.

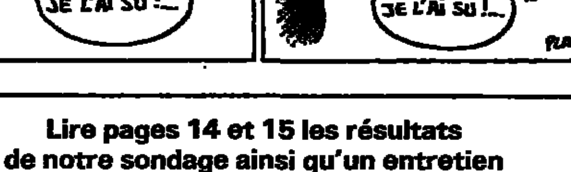
(Lire la suite page 45.)

Un sondage IPSOS pour « le Monde » et RTL

Les Français restent marqués par la culture chrétienne

Jean-Paul II sera à Strasbourg le samedi 8 octobre. Un sondage réalisé à cette occasion par IPSOS pour « le Monde » et RTL fait apparaître un relatif maintien de la culture chrétienne des Français. Commentant les résultats de cette enquête, le cardinal Lustiger, dans un entretien au « Monde », déclare qu'il est temps de « rédéfinir les conditions de la séparation entre l'Eglise et l'Etat ».




Lire pages 14 et 15 les résultats de notre sondage ainsi qu'un entretien avec le cardinal Lustiger.

Les nouveaux modes de gestion du personnel dans les entreprises

La redécouverte du « capital humain »

La politique de gestion et de motivation des hommes est désormais au cœur des préoccupations des dirigeants d'entreprise. Pour contribuer à éclairer ce débat, « le Monde » organise les 11, 12 et 13 octobre au palais de l'UNESCO à Paris ses premières journées prospectives qui seront ouvertes par M. Michel Rocard.

Les entreprises épousent souvent des modes, par nature fugitives. Si elles ne peuvent se voir imposer un modèle unique de gestion des hommes — car elles recouvrent des réalités techniques, économiques, financières, sociales très diverses, — elles accordent de plus en plus d'importance à ce qu'on appelle la *« gestion des ressources humaines »* (GRH), placée alors sur le même rang que la gestion des ressources financières. Cette GRH supplante peu à peu la vision classique, et liée à un modèle taylorien de plus en plus contesté, de la gestion du personnel, où une direction spécifique et centrale s'occupait de l'embauche, de la paie et des horaires du personnel. Sans stratégie et sans perspective propres.

Dans la bataille de la compétitivité, les entreprises redécouvrent que le *« potentiel humain »* est un atout, que la richesse des hommes est un facteur de réussite. Un bon gisement... La revue américaine *Business Week* a pu récemment célébrer les vertus de l'*human capital*. Et, à l'issue d'une rencontre, le 21 septembre, la CGC et le PS se sont retrouvés d'accord pour estimer que *« l'investissement dans le capital humain est aujourd'hui un investissement majeur »*. La reconnaissance de cette évidence — une entreprise tient sa valeur et son efficacité d'abord des hommes qui y travaillent — est le fruit d'une évolution, lente et inachevée, qui conduit à des changements dans le management des hommes.

Dans une étude publiée en 1987, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) (1) avait bien décrit cette nouvelle problématique.

Les entreprises doivent tenir compte d'un environnement qui s'est profondément modifié : une élévation du niveau scolaire, une évolution des mentalités, une information de plus en plus développée au niveau national et local, des *« particularismes exacerbés et en même temps le besoin d'appartenir à une communauté »*, des attentes nouvelles des salariés, des changements dans le mode de consommation, etc. Elles ont ainsi été *« obligées de modifier leur organisation pour anticiper le changement et faciliter l'innovation »*.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 44.)

(1) *Gestion des ressources humaines et compétitivité de l'entreprise*, mai 1987. Publications diffusions UIMM (56, avenue de Wagram, 75854 Paris Cedex 17), 332 pages.

Sept morts lors des inondations

Nîmes dans la boue

Les orages qui se sont abattus lundi 3 octobre sur la ville de Nîmes et ses environs immédiats ont pris la dimension d'une catastrophe avec un bilan en vies humaines qui se chiffrait déjà, dans la matinée du 4 octobre, à sept morts selon les autorités. Submergée en quelques instants par des torrents d'eau et de boue descendus des collines environnantes, la ville même a particulièrement souffert et les victimes sont pour la plupart des conducteurs ou passagers d'automobiles surpris dans leurs voitures. Durant plusieurs heures, les lignes téléphoniques ont été coupées et l'autoroute A9 fut rendue impraticable à la circulation.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, s'est rendu sur place dès lundi et a survolé la ville en hélicoptère. Les écoles devaient rester fermées durant la journée de mardi.

Ce phénomène exceptionnel s'est caractérisé par une localisation extrêmement limitée de la zone d'orages et surtout par le fait que celle-ci, qui allait déverser 228 litres d'eau au mètre carré, est restée stationnaire durant plusieurs heures.

(Lire notre reportage et l'article d'Yvonne REBEYROL, page 12.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Comment enrayer le fléau de l'excès de cholestérol. ■ Le satellite Cosmos-1900 n'est plus un danger pour la Terre. ■ Les molécules mènent l'enquête.

Pages 21 et 22

1789-1989 : les vicissitudes d'une commémoration

Un bicentenaire sans bagages

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire, doit présenter le mercredi 5 octobre au conseil des ministres une communication relative aux principales manifestations qui devraient accompagner la commémoration de la Révolution de 1789.

Le bicentenaire de 1789, dont la France se rapproche laborieusement, est-il voué à l'éprouvant syndrome de l'Arlésienne ? Comme l'héroïne de Daudet, il devient, de semaine en semaine, omniprésent autant qu'invisible.

Tout a été dit sur l'étrange engendrement de cette irréalité obsessionnelle aux multiples aspects. La soif ritualisée de commémorer, bien installée depuis qu'un ministère se donne pour mission de l'étancher, y a sa part.

Mais aussi des volontés politiquement contraires et fortement ancrées. Celle d'enfouir ou au contraire de revisiter afin de se les réapproprier et de les refonder la série de traumatismes historiques qui ont inspiré ou inventé les références de notre démocratie contemporaine.

On sait aussi combien de pères putatifs se sont penchés un temps sur la commémoration à venir avant d'être frappés par la mort ou bousculés par les aléas de la vie publique : Michel Baroin, puis Edgar Faure avant Jean-Noël Jeanneney se sont successivement acquittés avec des fortunes diverses de la fonction de maître de cérémonies.

MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 8.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 2 $.

Débats

INSTITUTIONS

Référendum : la difficulté d'être

par RAPHAËL HADAS-LEBEL (*)

ETRANGE fatalité que celle qui semble s'attacher en France à l'institution du référendum. Les controverses actuelles sur la Nouvelle-Calédonie ne constituent qu'un épisode de plus dans une histoire riche de suspicions et de malentendus. Le terme même de référendum n'apparaît dans aucune Constitution française avant une brève mention au détour d'un article de la Constitution de 1946. Quant à sa pratique, elle a été à peine moins discrète.

Et pourtant, s'il est, en démocratie, un mode d'expression qui permet au peuple souverain de se prononcer directement sur les questions qui le concernent, c'est bien celui-là. Est-ce parce que l'appel au peuple s'est fourvoyé, sous les deux régimes napoléoniens, dans les excès du plébiscite ? Est-ce parce que la tradition politique française, échaudée par les errements de la philosophie jacobine, a été marquée par une préférence systématique pour la démocratie représentative ? Toujours est-il que la consultation directe du peuple a généralement eu mauvaise presse dans la classe politique. Que le référendum pût être utilisé, comme en 1945-1946, pour changer de constitution, passe encore. Mais y recourir pour voter la loi, non.

Méfiance partagée

Cette méfiance n'est d'ailleurs pas un phénomène exclusivement français. Parce qu'ils ont été dévoyés par des régimes autoritaires, les mécanismes de démocratie directe ont été généralement regardés comme un instrument de pouvoir personnel destiné à neutraliser le rôle du Parlement. En Grande-Bretagne, mère patrie du régime parlementaire, le référendum n'est apparu que tout récemment, pour trancher des débats controversés sur la Communauté européenne ou sur la régionalisation : encore est-ce souvent le Parlement qui décide de l'opportunité de recourir à cette consultation populaire. Les Etats-Unis ou la RFA ne connaissent le référendum qu'à l'échelon local, Etats et Länder. Seules la Suisse, l'Italie, l'Autriche, l'Espagne, certains pays scandinaves, ont organisé des systèmes plus ou moins perfectionnés de démocratie directe, le référendum se trouvant complété de procédures d'initiative, de véto ou d'abrogation populaire.

On mesure, dès lors, la novation que représente l'introduction dans la Constitution de 1958, à l'inspiration de René Capitant, d'un référendum législatif qui permet au peuple de partager avec le Parlement le pouvoir de légiférer (1). L'article 11 de la Constitution a prudemment limité cette procédure à *« l'organisation des pouvoirs publics »*, l'initiative du référendum appartenant principalement au président de la République, sur proposition du gouvernement.

Pourtant, les conditions dans lesquelles le référendum a été utilisé depuis 1958 n'ont fait que nourrir une méfiance bien enracinée : en 1961-1962, les référendums « algériens » visaient moins à l'adoption des projets de loi concernés qu'à obtenir un vote de confiance populaire au général de Gaulle et à sa politique algérienne. En octobre 1962 et avril 1969, le recours à cette procédure pour réformer la Constitution sans passer par un vote préalable du Parlement suscita en son temps des controverses passionnées.

Après la mort du général, l'utilisation du référendum, en 1972, pour autoriser la ratification du traité d'élargissement de la Communauté européenne était juridiquement régulière, mais, dans l'esprit de Georges Pompidou, il s'agissait moins d'obtenir l'approbation du peuple français à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun que de mettre en évidence, par une manœuvre habile, les divisions entre PC et PS sur la construction européenne.

C'est le même soupçon qui s'attache aujourd'hui, dans une partie de l'opposition, à l'égard du projet de référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement est certes sincère lorsqu'il affirme que le référendum est une composante essentielle de l'accord, qui bénéficierait ainsi d'une garantie de pérennité. Mais outre que cette procédure permet de faire habilement l'économie d'un contrôle de constitutionnalité à l'issue incertaine, on voit réapparaître à droite le soupçon de « coup politique » formulé à gauche en 1972.

Comment surmonter ce paradoxe inhérent à la procédure référendaire, qui prive notre pays d'un moyen de consultation populaire dont la place, aux côtés de l'élection, n'est rien moins que légitime dans un régime démocratique moderne ? Comment purifier le référendum du « péché originel » qui, en France, compromet son avenir ? Quelques voies de réforme peuvent être explorées, mais aucune n'est évidente :

– Le référendum doit d'abord porter sur une *question simple, dépourvue d'ambiguïté, et représentant un enjeu véritable.* Il ne saurait être un moyen de légiférer sur des textes longs et complexes : c'est là le rôle du Parlement. Il ne saurait porter sur des questions dont les Français mesurent mal l'intérêt : on risquerait l'abstention massive. Au-delà des simples questions d'« organisation des pouvoirs publics », au-delà même de l'adoption formelle d'un projet de loi, on pourrait sans doute élargir le champ d'intervention du référendum.

Question posée au peuple...

On a évoqué une consultation sur les *« problèmes de société »*. L'idée, mentionnée notamment par François Mitterrand dans sa *Lettre à tous les Français*, est à coup sûr séduisante. Il n'est pas sûr qu'on en ait mesuré toute la portée : veut-on vraiment interroger aujourd'hui le peuple français sur le retour à la peine de mort ou sur le statut des immigrés ? Quant à l'idée, évoquée dans cette même *Lettre*, de réfléchir à un référendum d'initiative populaire, sa mise en œuvre soulèverait tant de problèmes pratiques qu'il est peu vraisemblable qu'il puisse se réaliser à court terme.

– Pour éviter tout risque de détournement de la procédure à des fins plébiscitaires ou contraires aux libertés, une *consultation préalable du Conseil constitutionnel* est souhaitable sur le contenu de la question posée. Tant François Mitterrand que Raymond Barre se sont déclarés partisans de cette salutaire précaution. Le RPR vient aussi de s'y déclarer favorable. Mais elle impliquerait aussi une révision constitutionnelle, le Conseil constitutionnel n'étant actuellement compétent que sur le contrôle des opérations référendaires.

– Si l'on souhaite que le référendum soit l'occasion d'une véritable avancée de la démocratie, il est essentiel qu'il soit précédé par un *débat ouvert et approfondi* qui contribuerait ainsi à l'éducation civique qui fait tant défaut à notre pays. Avec un peu d'imagination, les progrès accomplis dans le domaine de la communication audiovisuelle devraient permettre de renouveler des techniques d'information trop souvent éculées. Encore faut-il s'entendre sur la nature de ce débat.

En bonne logique, il conviendrait d'éviter que la question posée ne soit polluée par des considérations politiciennes qui lui soient extérieures. Autant dire que c'est là un vœu pieux, si l'on considère la pratique référendaire française depuis trente ans. Les questions les plus techniques ont toujours une dimension politique, même si les clivages qu'elles suscitent ne recouvrent pas ceux des partis politiques. Le référendum tiendra toujours un peu, qu'on le veuille ou non, de la question de confiance. Mais la démocratie française accomplirait déjà un progrès considérable si pouvait s'enraciner, peu ou prou, l'idée incluse dans l'étymologie même du mot que le référendum est d'abord une question posée au peuple, à laquelle, tout simplement, il lui est demandé de répondre. Evoquant la démocratie directe qu'il appelait de ses vœux, Jean-Jacques Rousseau écrivait que *« s'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement »*. Parce que nous sommes bien loin d'être un peuple de dieux, le référendum, instrument imparfait de participation populaire, doit être utilisé avec discernement et avec précaution. A cette condition, il peut surmonter sa « difficulté d'être » et contribuer à un enrichissement de la pratique démocratique.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

(1) A quoi il faut ajouter le référendum constitutionnel dans le cadre de la procédure de révision (art. 89) et la « consultation » référendaire des « population intéressées » dans les territoires d'outre-mer (art. 53).

NOUVELLE-CALÉDONIE

Pourquoi bouder ?

par GABRIEL MARC et ALAIN RUELLAN (*)

NE boudons pas la bonne nouvelle. Les parties au conflit calédonien ont trouvé un terrain d'entente ou, tout au moins, ont su retrouver le chemin d'une certaine tolérance. Les accords signés ont déjà cette signification et c'est beaucoup. Qui se plaindra qu'il en soit fini des morts et des violences, des insultes et des anathèmes ? Qui peut critiquer la volonté du gouvernement de mettre un terme à une situation coloniale et de rééquilibrer le développement des communautés ?

Au-delà des jeux de politique intérieure métropolitaine, dont la Nouvelle-Calédonie a déjà trop souffert, pour quelle raison le peuple français, dont les représentants ont, à plusieurs reprises dans le passé, renié leur parole, ne devrait-il pas conférer aux accords récents la valeur d'un engagement ferme et définitif ? Qui peut prétendre, enfin, avoir une légitimité suffisante pour aller contre la volonté clairement exprimée des deux principaux acteurs de la vie calédonienne ?

Sauf à pratiquer la politique du pire, il n'est d'autre attitude possible que de participer à la consultation prévue par le gouvernement et d'y répondre par un oui « franc et massif ».

Cela dit, le 7 novembre 1988, au lendemain du référendum, l'essentiel restera à faire. En effet, l'économie des accords passés entre le RPCR et le FLNKS ne permet pas de considérer le problème comme réglé.

∴

Le FLNKS ne s'est pas soudainement converti aux charmes de la République française, fussent-ils présentés sous les atours avenants des principes d'une révolution dont on va fêter le bicentenaire. Le RPCR n'a pas oublié son « loyalisme », non pas tant envers la mère patrie, dont les Européens de Nouvelle-Calédonie sont, par bien des aspects, fort éloignés, qu'à l'égard d'un système qui a permis, durant plus d'un siècle et dans des conditions matérielles souvent enviables pour certains de ses bénéficiaires, à une communauté de se développer en ignorant l'autre.

Au milieu, du moins se situe-t-il ainsi, le gouvernement. Ses objectifs ? Rétablir l'équilibre entre les communautés dans la perspective du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans « l'ensemble français ». Ses moyens ? Se maintenir en position d'arbitre, favoriser le partage des richesses, assurer aux Kanaks une formation professionnelle dont ils étaient jusqu'ici privés et restaurer une administration impartiale.

∴

Cette position du gouvernement soulève plusieurs problèmes.

Redistribuer les richesses n'est pas chose facile. Certes, afin d'éviter de trop fortes tensions, on peut penser que le gouvernement préférera augmenter la part dévolue à la population kanake, par le biais des crédits prévus, plutôt que de restreindre les privilèges de quelques-uns. Mais le fonctionnement de l'appareil économique local, parfaitement rodé à transformer l'argent public en argent privé, peut d'autant plus réduire à néant ces efforts qu'il est entièrement construit au bénéfice d'une seule communauté.

La situation foncière est, elle aussi, tant par sa charge symbolique qu'économique, source potentielle de graves conflits dès lors que l'essentiel des terres est revendiqué par des clans kanaks et que leur redistribution est une des conditions du développement de cette communauté.

Reste le comportement de l'administration, qui a intégré à la perfection le mode de développement inégal du territoire. La mauvaise volonté affichée de certains fonctionnaires face à toute réforme pèsera de manière décisive dans la balance.

Il est donc loin d'être certain qu'au-delà des bonnes intentions affichées les tenants du système en place découvrent soudainement et d'eux-mêmes les délices de l'égalité sociale, économique et culturelle. C'est pourquoi le rôle et les responsabilités du gouvernement nous paraissent essentiels.

Se voulant arbitre, il n'est pas certain que, au-delà des nécessités de l'instant d'une négociation, le gouvernement se donne ainsi les moyens de sa politique, ni même qu'il ait quelque légitimité que ce soit à se situer de cette manière. En tant que gouvernement de la France, il assume le passé et le passif de la présence française sur le territoire. Il est donc responsable du système en place. Quant au futur, c'est au gouvernement qu'il appartient de faire respecter les accords signés et c'est à lui qu'il appartient de mettre en place les moyens tant matériels qu'humains pour que se produisent les nécessaires évolutions.

∴

Ce n'est pas là dédouaner, par avance, l'une ou l'autre des communautés ou tout attendre de Paris ; c'est simplement prendre acte que celles-ci ne peuvent résoudre leur conflit, sans violence, que si le gouvernement se situe non en arbitre, mais en acteur engagé.

Ni arbitre ni neutre, le gouvernement doit s'engager pleinement afin que le processus de décolonisation annoncé puisse devenir réalité. Il le fera d'autant plus facilement qu'il sera soutenu par une approbation claire des Français.

C'est à ces conditions que la Nouvelle-Calédonie cessera d'être une terre d'injustice, de sang et de drame.

(*) Membres du comité de réflexion pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

BEURS

Le rôle du Fonds d'action sociale

L'article de M. Meb Toul, « Ras le beur ! » dans *le Monde* du 24 septembre, comporte de graves erreurs :

– D'où vient le chiffre de 8 milliards de ressources du Fonds d'action sociale (FAS) alors que les ressources de l'établissement avoisinent 1,3 milliard en 1988 ?

– Il est faux d'écrire : *« Aucune personnalité issue de l'immigration, et aux compétences reconnues... n'a participé à cette gestion institutionnelle »*. Le conseil d'administration du FAS compte des représentants de l'immigration issus des pays suivants : Algérie, Sénégal, Espagne, Maroc, Portugal, Tunisie, dont j'affirme la compétence et le dévouement.

– Il est faux de dire que les ressources du FAS proviennent du surplus des allocations familiales non versées aux familles des travailleurs immigrés dans leurs pays d'origine. Cette thèse, vraie dans les années 60 avec une immigration de célibataires et d'hommes seuls, est devenue fausse au cours des années 70 avec la stabilisation des immigrés en France et les regroupements familiaux.

Comme toute institution, le FAS peut être critiqué et sa gestion améliorée. Mais l'on ne peut attendre aucun progrès de propos à ce point erronés dont l'agressivité vient paradoxalement rejoindre celle du camp de la xénophobie.

PIERRE-PATRICK KALTENBACH,
président du Fonds d'action sociale.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX°
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐
Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
BADMO 88

هكذا من الأصل

Pourquoi bouder ?

Etranger

JAPON

La « première mort » de Hirohito

L'état de santé de Hirohito s'était très légèrement amélioré, mardi 4 octobre, dans la matinée, après une nette poussée de fièvre la veille. Cependant, l'irritation du public japonais est de plus en plus perceptible face au climat de deuil imposé depuis le début de la maladie de l'empereur, le 19 septembre. Lundi, les tombeaux de deux anciens empereurs ont été l'objet d'actes de vandalisme.

TOKYO
de notre correspondant

Si plus d'un million de personnes ont signé les registres ouverts à travers le pays pour exprimer leurs souhaits de rétablissement à l'empereur et si les ventes des livres traitant du monarque ont été multipliées par cinq en quelques jours, l'irritation est de plus en plus perceptible dans l'opinion publique : la maladie de l'empereur perturbe en effet la vie quotidienne et les habitudes des Japonais.

L'annulation d'événements culturels, la pudibonderie inopinée des revues publiant des photographies de femmes nues et l'ajournement des cérémonies de mariages n'en étant que quelques exemples. Un fabricant d'automobiles a supprimé une publicité télévisée commençant par ses mots *« Vous allez bien ? »* et un autre, une affiche présentant un nouveau modèle sur laquelle on pouvait lire *« La joie de vivre »*. Certaines sociétés vont jusqu'à demander à leurs employés de porter cravate et complet sombre et la retransmission à la télévision des résultats de la loterie nationale a été suspendue.

Les journaux et chaînes de télévision reçoivent des lettres de protestation et, le 28 septembre, une manifestation organisée par des mouvements chrétiens et l'union des consommateurs a eu lieu à Tokyo. *« On nous indique l'état de santé de l'empereur toutes les heures comme s'il s'agissait de l'avance de l'armée japonaise au cours de la dernière guerre »,* s'est plaint un orateur.

Dans les milieux « branchés » de Tokyo, la réaction est en général celle de l'agacement : *« C'est un symbole ou pas ? »* nous dit un styliste connu. Quant aux intellectuels, ils sont irrités du caractère « biaisés » des informations sur l'empereur d'où ressort une sorte d'unanimisme dans l'émotion qui masque les réactions d'opposition (par exemple, à Okinawa, archipel connu pour sa farouche hostilité à l'empereur). Il reste qu'aucun intellectuel n'a cherché jusqu'à présent à aller à contre-courant.

Il y a, dans ces réactions, un embryon de réponse à la question, jusqu'à présent sans réponse, sur l'image qu'ont les Japonais de l'empereur. Le Japon moderne est certainement moins homogène et moins attaché à ce qui se passe pour sa tradition qu'on ne le pense à l'étranger. La fin de l'ère Showa représentera de ce point de vue un test de l'évolution (ou non) du système de valeurs des générations nées après la guerre.

On a un exemple de ce conflit latent dans la controverse entre la maison impériale et les médias sur la manière dont ceux-ci « couvrent » la maladie de l'empereur. Pour avoir publié, le samedi 24 septembre, alors que l'état de l'empereur s'était fortement aggravé au point que radio et télévision diffusaient des bulletins de santé toutes les demi-heures, une édition spéciale révélant qu'il était atteint d'un cancer, l'*Asahi Shimbun* a été l'objet de remontrances de la part de la maison impériale. Depuis qu'a commencé la maladie du monarque, le « rideau de chrysanthèmes » que tente de maintenir le palais autour de la personne de l'empereur est mis à mal par la presse. La controverse dépasse la simple polémique de l'étiquette : elle pose en réalité la question de l'interprétation de la Constitution et de l'ambiguïté même du statut de l'empereur.

La maison impériale contre la presse

Souvent critiqués dans le passé pour une boulimie d'informations peu respectueuses de la vie privée des individus, les médias dépasseraient aujourd'hui, selon la maison impériale, les limites de la bienséance. Désacralisé, privé de son piédestal divin par la Constitution de 1946, le monarque est, aux termes de celle-ci, le symbole de la pérennité nationale.

Mais, progressivement, depuis la fin de la guerre, la maison impériale, appuyée par la droite du Parti libéral-démocrate, a reconquis une partie du terrain perdu. Certes, l'empereur n'a pas de pouvoir politique, mais la droite n'en a pas moins tendu à en refaire une figure quasi inaccessible, sinon sacralisée.

Le halo de mystère entretenu autour de la vie de l'empereur, le caractère réservé des informations le concernant, l'extrême déférence requise lorsqu'il s'agit de sa personne, ainsi que le tabou que constitue la question de sa responsabilité dans la guerre s'expliquent sans doute par le formalisme japonais. Mais c'est aussi symptomatique de l'abîme que la maison impériale souhaite maintenir entre l'empereur et les citoyens. Un abîme suggérant la position d'humilité absolue dans laquelle se trouveraient ces derniers par rapport à la figure impériale et qui contribue, implicitement, à rendre à Hirohito ce caractère sacré que la Constitution lui dénie.

Les médias, en revanche, tout en étant conscients qu'il s'agit d'un sujet tabou, cherchent à tirer les conséquences des dispositions de la loi fondamentale selon laquelle l'empereur est un monarque qui *« doit ses fonctions à la volonté du peuple »*. En d'autres termes, il n'est plus hors d'atteinte.

Même si, selon des critères occidentaux, la manière dont a été traitée la maladie de l'empereur par la presse japonaise paraît au public des plus normale, elle irrite la maison impériale et la droite.

Quelle trajectoire pour cet empereur intronisé en 1928 comme un être divinisé, sur lequel ses sujets ne devaient pas lever les yeux et qui, aujourd'hui, n'est plus qu'un corps souffrant dont les derniers soupirs sont épiés par les journaux et les télévisions. Quotidiennement, ceux-ci publient sa température, son pouls, sa pression artérielle et le rythme de sa respiration, voire des planches anatomiques présentant les organes atteints et l'évolution de la maladie. Cette laïcisation de la personne impériale par les médias, cette réduction de l'être-symbole à un simple homme à l'article de la mort, est peut-être la « première mort » de Hirohito, empereur du Japon.

PHILIPPE PONS.

CHILI : rumeurs et inquiétudes

L'opposition redoute des manœuvres visant à perturber le plébiscite

La rue est paisible, mais les esprits sont inquiets à la veille du plébiscite du mercredi 5 octobre au Chili. En particulier, les rumeurs vont bon train concernant l'éventualité d'un sabotage de la consultation par l'extrême droite qui a partie liée au « clan Pinochet ». La préoccupation des démocrates est suffisamment vive pour que le secrétaire d'Etat adjoint américain convoque, le 3 octobre, l'ambassadeur de Santiago à Washington. M. John Whitehead a exprimé *« l'inquiétude »* des Etats-Unis devant les *« informations selon lesquelles le gouvernement chilien envisageait d'annuler le plébiscite ou d'en invalider les résultats »*. La « gauche unie » a fait état, à Santiago, de *« plans »* préparés par des proches du président-dictateur visant à *« gêner le déroulement du plébiscite »* et à en faire porter la responsabilité à l'opposition. La coalition des seize partis en faveur du « non » estime avoir des preuves que les partisans du général envisagent de provoquer des coupures de courant lors du dépouillement afin de rendre inopérante la comptabilisation informatique parallèle préparée par l'opposition. L'Eglise catholique, quant à elle, a mis en garde, par la voix du président de sa conférence épiscopale, Mgr Carlos Gonzalez, contre le *« climat de violence et de haine »* dans lequel le plébiscite va se tenir. Seule la démocratie chrétienne croit que les forces armées sauront imposer, le cas échéant, au général Pinochet, la régularité de la consultation. De fait, le ministre de la défense, l'amiral Patricio Carvajal, a assuré lundi qu'en cas de victoire du « non » le verdict des urnes serait respecté ; il a seulement exclu des négociations entre opposition et militaires en vue de « piloter » la suite des événements. Quelque trois cent cinquante parlementaires étrangers et un millier de journalistes ont afflué à Santiago en vue de suivre le déroulement du scrutin. – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

Les droits de l'homme, encore et toujours

SANTIAGO
de notre envoyé spécial

Dans la salle d'attente, une vingtaine de personnes sont assises avec un badge « J » épinglé sur la poitrine. A leur visage, à leurs vêtements, on voit bien qu'elles ne viennent pas des beaux quartiers. Attente silencieuse, interrompue seulement par l'appel d'un numéro. Au mur, un panneau rappelle les dispositions à prendre en cas d'arrestation ; il précise ce qu'est une détention « légale ».

Nous sommes au Vicariat de la solidarité, une organisation de l'archevêché de Santiago qui vient en aide aux persécutés politiques. A deux jours du plébiscite présidentiel, son service juridique ne désemplit pas : d'où le « J » (pour Justice) des visiteurs. Dehors, sur la place d'Armes, à côté de la cathédrale, des carabiniers montent la garde au pied d'un fourgon blindé, comme ils le font dans tout le centre-ville ; ils sont prêts à arroser de jets d'eau et de gaz lacrymogènes la moindre ébauche de manifestation.

En l'an 16 du régime militaire, on continue d'arrêter, de torturer, de tuer au Chili. Certes, la répression a diminué cette année en raison du plébiscite. C'est Roberto Garreton, chef du service juridique du vicariat, qui le dit. De janvier à octobre, on n'a recensé « que » dix morts d'opposants du fait de la police et – tout de même – quelque trois mille arrestations. En 1987, il y avait trente-huit victimes et cinquante-deux l'année suivante. *« Mais les gens arrêtés sont désormais relâchés plus rapidement. »*

En juin, il restait dans les prisons quatre cent quarante-trois détenus politiques, dont certains sont enfermés depuis neuf ans. Un ancien ministre d'Allende, M. Clodomiro Almeyda, purge une peine dans un établissement de la capitale – une sorte de prison quatre étoiles d'après des confrères locaux, – où la veuve du président défunt Mme Hortensia Bussi s'est rendue la semaine dernière. Elle a été acclamée par des militants qui criaient : *« Vive la reine du Chili ! »*

Deux des dirigeants de la centrale unique des travailleurs, MM. Manuel Bustos et Arturo Martinez, ont été relégués à l'intérieur du pays. Le directeur de *Analisis*, hebdomadaire d'opposition, Juan Pablo Cardenas, est condamné à coucher tous les soirs en prison. On ne compte plus les journalistes, les professeurs, les avocats, les intellectuels poursuivis devant la justice militaire pour *« offense aux forces armées »* ou tout autre délit.

Roberto Garreton estime que cent cinquante mille Chiliens environ – un sur quatre-vingts – sont passés depuis 1973 entre les mains des carabiniers ou de la police secrète. *« Sur la base de ce que nous savons, il faut multiplier par trois le chiffre des quarante-deux mille arrestations connues officiellement jusqu'en 1976. Depuis cette date, plus de trente-neuf mille détentions ont été enregistrées ici. »*

Même chiffre approximatif concernant le nombre de morts – 2 500 – et de disparus. Lorsqu'en 1978 des cadavres furent retrouvés dans des fosses clandestines à l'intérieur du pays et identifiés, on s'apperçut que plusieurs d'entre eux ne correspondaient pas à la liste des six cent quatre-vingt-deux disparus connus publiquement. *« Seuls avaient été comptabilisés ceux qui avaient fait l'objet d'une plainte,* dit Garreton. *Il y en a, selon moi, deux fois plus. La pratique des disparitions a cessé après 1977, à quelques exceptions près. Le régime a trouvé son coût politique trop élevé. »*

Tout un système

Difficile aussi de savoir le nombre exact de Chiliens qui ont été torturés. Jusqu'en 1978, personne ne s'aventurait à porter plainte pour mauvais traitements. Là encore au vicariat on fait des estimations : pour une personne qui fait état de sévices subis, dix autres se taisent. Depuis 1978, 1 289 plaintes ont été portées devant les tribunaux. En vain, évidemment. *« Nous avons présenté 10 000 demandes d'*habeas corpus. *Dix seulement ont été acceptées »*, dit Garreton.

Ce dernier insiste sur le fait que c'est *« tout un système qui a été monté pour permettre les violations des droits de l'homme »*. Du policier au magistrat, du journaliste de la presse officielle à l'ambassadeur devant l'ONU, *« chacun est complice »*. Des lois sont inventées pour légaliser l'arbitraire. *« Cent dix-neuf lois secrètes ont été édictées depuis 1973. Le droit a été perverti. »*

Les Chiliens sont encore stupéfaits de ce qui leur est arrivé. *« Jusqu'en 1973, les violations des droits de l'homme étaient inconnues au Chili,* affirme Garreton. *A la faculté de droit, où j'ai fait mes études, c'est un problème qui n'était jamais abordé. En cent quarante ans de vie indépendante, le Chili n'avait subi que quatre ans de dictature et douze ans d'Etat d'exception. »*

Si les violations ont diminué depuis un an, *« elles peuvent reprendre à tout moment »*, poursuit Garreton. Cette diminution résulte d'une volonté politique – liée à l'échéance électorale, – non d'une nouvelle façon de traiter le droit des gens. Une pratique y reste répandue, celle des menaces et de l'intimidation. Des « Communautés des catacombes », des « Hussards de la mort », se manifestent par des lettres, des coups de téléphone, des colis. *« Il s'agit en réalité d'agents de la Centrale nationale d'information, la police secrète. »* Le secrétaire général du vicariat, M. Enrique Palet, a reçu un jour, dans un paquet, la tête d'un porc qui avait été égorgé.

Le vicariat de la Solidarité a été créé en 1976 par le cardinal Raul Silva Henriquez, alors archevêque de Santiago. Il a été longtemps la seule instance d'accueil pour les victimes du régime et, à ce titre, plusieurs fois menacé. Après l'arrivée à la tête de l'archevêché d'un prélat plus conservateur, Mgr Fresno, les relations entre l'Eglise et le général Pinochet ont changé. On ne voit dans les locaux de l'archevêché aucune affiche en faveur du « non » au plébiscite du 5 octobre – le seul choix possible pour un chrétien, selon un de nos interlocuteurs. Mgr Fresno, lui, a dit que le « oui » était aussi légitime que le « non ». Il a rendu ainsi, de l'avis général, un fier service au président.

CHARLES VANHECKE.

CORÉE DU SUD

Le président Roh Tae Woo propose de se rendre à Pyongyang

Conforté par le succès remporté par l'organisation des Jeux olympiques, le président sud-coréen Roh Tae Woo a déclaré, mardi 4 octobre, qu'il souhaitait se rendre à Pyongyang pour rencontrer le président nord-coréen Kim Il Sung et parler de la réunification des deux Corées. Dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale, le président Roh a notamment déclaré : *« Le simple fait que les deux principaux dirigeants se rencontrent, au lieu de fuir le dialogue sous prétexte de préconditions, enclencherait un processus de réconciliation nationale conduisant à la réunification. »*

Cette proposition de sommet intervient à la suite d'une première offre faite en août dernier par M. Roh de rencontrer le chef de l'Etat nord-coréen *« n'importe où et à la date la plus rapprochée possible »*, pour discuter de réunification. Le président Kim Il Sung n'avait pas alors explicitement rejeté cette proposition de sommet, mais il avait appelé à l'évacuation préalable des 43000 soldats américains stationnés au Sud, et à la conclusion d'un pacte de non-agression entre les deux pays.

D'autre part, 1026 détenus, dont 52 prisonniers politiques, ont été libérés lundi, en Corée du Sud, en vertu d'une amnistie décrétée à l'occasion de la fête nationale. Enfin, après la Hongrie, la Yougoslavie ouvre, mardi, une délégation commerciale à Séoul. En juin dernier, la Corée du Sud avait ouvert un bureau commercial à Ljubljana, capitale de la Slovénie. – *(AFP, Reuter, AP.)*

INDONÉSIE

Décès du sultan de Djokjakarta

L'ancien vice-président et dernier sultan officiel indonésien, Hamengkubuwono IX, est décédé dimanche 2 octobre à Washington des suites d'une crise cardiaque.

Agé de soixante-seize ans, le sultan de Djokjakarta était le dernier monarque survivant de la période féodale en Indonésie. Il laisse quatre femmes et dix-neuf enfants mais a refusé de désigner un successeur. Après s'être retiré de la politique à la fin des années 70, il avait continué à détenir un pouvoir absolu dans son sultanat, avec le titre de gouverneur du district de Djokjakarta, principal centre culturel de Java.

Musulman, il a été l'une des figures de la vie publique indonésienne pendant près de quarante ans, dans la peau d'un aristocrate républicain. Neuvième sultan de Djokjakarta, il a joué un rôle-clef dans la lutte contre les Néerlandais qui a conduit à l'indépendance du pays en 1949. Il avait publiquement annoncé son soutien aux révolutionnaires indonésiens à son retour des Pays-Bas où il avait été étudiant. Ce soutien avait donné à l'insurrection le coup de pouce dont elle avait besoin, et Hamengkubuwono avait plus tard participé aux négociations sur l'indépendance de l'Indonésie.

Lorsque Sukarno devint le premier président du pays, le plupart des sultans perdirent leur trône. Mais Hamengkubuwono garda le sien parce qu'il voulait servir le régime de Sukarno, comme il servira plus tard celui du président Suharto.

Nommé ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, il devint en 1973 vice-président lors des premières élections en seize ans. Ses liens avec Suharto dataient de la résistance armée contre les Néerlandais à la fin des années 40. Il l'avait alors caché dans son palais. En 1978, il refusa un deuxième mandat de vice-président. On dit qu'il s'inquiétait de la corruption au sein du gouvernement.

Afrique

TCHAD : après l'annonce de la normalisation avec Tripoli

N'Djamena se félicite des engagements de la Libye au sujet de leur « différend territorial »

Le libellé de ce communiqué commun est présenté par les Tchadiens comme une victoire diplomatique. Pour la première fois, la Libye s'engage à régler *« le différend territorial »* – c'est-à-dire la question de la bande d'Aozou, qu'elle occupe toujours – et elle considère comme un fait acquis le cessez-le-feu, qui n'avait jamais été signé en bonne et due forme.

Depuis quelques mois, le colonel Kadhafi multipliait les propos apaisants (*le Monde* daté 2-3 octobre) mais sans souscrire à des engagements contraignants. Quand il a exprimé son désir d'ouvrir une ambassade à N'Djamena, le 6 août, le président du Togo, M. Eyadéma, a estimé qu'il fallait le *« prendre au mot »*, dit-on de source tchadienne.

Le président Hissène Habré ne décourageait pas les efforts de médiation de la Tunisie, qui venait elle-même de normaliser ses relations avec Tripoli et s'en déclarait satisfaite, mais il n'entendait pas se laisser ligoter par les propositions de rencontre au sommet avec le colonel Kadhafi. Il a trouvé plus intéressante, dans l'immédiat, la démarche togolaise visant à la simple réouverture des ambassades, dans la mesure où cela devait se faire sur la base d'un texte signé par son ancien adversaire.

L'accord sur les termes du communiqué a demandé quatre semaines de navette entre le Tchad et la Libye par un diplomate togolais. Les Tchadiens savaient depuis le milieu de la semaine dernière qu'un compromis satisfaisant avait été trouvé, mais des fuites leur ont fait avancer la diffusion du communiqué, prévue initialement pour le 4 octobre. Rien n'est résolu définitivement quant au fond, disent-ils, *« il s'agit de créer un climat de dialogue comme le souhaite l'OUA »*. Cela signifie que

La France a accueilli avec *« une grande satisfaction »* l'annonce de la normalisation des relations diplomatiques entre la Libye et le Tchad, a annoncé un communiqué publié lundi 3 octobre par le ministère des affaires étrangères. Elle *« se réjouit de cette décision qui ouvre la voie à la paix »* et *« salue l'action du comité* ad hoc *de l'OUA »* sur le Tchad et *« les chefs d'Etat africains »* qui ont participé au règlement du conflit.

Les présidents tunisien et gabonais Ben Ali et Omar Bongo, qui avaient proposé leurs bons offices, ont exprimé, eux aussi, leur satisfaction après la publication du communiqué tchado-libyen.

les travaux du comité *ad hoc* chargé par l'Organisation de régler le contentieux frontalier sous la direction du président Bongo seront *« accélérés »*.

Le sort d'Aozou

Le point principal de la négociation reste l'oasis d'Aozou et la bande de terre du même nom s'étendant sur 114 000 kilomètres carrés entre le Tchad et la Libye, qui s'en est emparée en 1973 et y a installé une importante base militaire à cheval sur le territoire litigieux et sa frontière internationalement reconnue. Le colonel Kadhafi a invoqué tour à tour un accord, jamais ratifié, entre Laval et Mussolini en 1935, et une lettre secrète que l'ancien président tchadien François Tombalbaye lui aurait adressée en 1973. Aujourd'hui, affirme l'ambassadeur du Tchad en France, M. Ahmed Allam Mi, N'Djamena *« n'est pas contre »* un recours à la Cour internationale de justice pour trancher.

Il y aura aussi à régler la question des dommages de guerre que N'Djamena attend de Tripoli et les problèmes annexes de sécurité. Cela pourrait signifier la neutralisation des bases militaires du sud de la Libye, estime-t-on à Paris, et un meilleur contrôle des frontières pour éviter des incursions, *via* le Niger et le Soudan, d'éléments subversifs. Longtemps accusé de passivité par le Tchad – notamment à cause de concentrations de bandes à la dévotion de la Libye dans la province du Darfour, – le Soudan pourrait prendre des mesures de surveillance plus convaincantes que par le passé.

« Il n'y a pas de relation à établir entre la normalisation tchado-libyenne et la présence du dispositif français Epervier, puisque celui-ci n'a qu'un rôle défensif », estime M. Allam Mi, opposé à *« toute précipitation pour le retrait »*. Le contingent français, composé surtout d'aviateurs, est actuellement de quelque mille deux cents hommes. Les effectifs ont varié de plusieurs centaines en fonction des nécessités de service et la France fait valoir au Tchad qu'il serait très facile de *« réactiver »* et de renforcer rapidement ce dispositif si le besoin s'en faisait sentir.

Une façon de suggérer un certain allégement. Curieusement, ce ne sont pas les diplomates qui préconisent le désengagement militaire, mais le ministère de la défense où l'on trouve que le corps expéditionnaire coûte cher. Un débat est engagé sur les économies que l'on pourrait faire en Afrique sur ce plan-là, mais rien ne serait encore décidé au plus haut niveau.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Le communiqué

Voici le texte du communiqué commun tchado-libyen annonçant la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays et publié simultanément, le lundi 3 octobre, à Tripoli, à N'Djamena et à Lomé :

« La République du Tchad et la Libye, soucieuses d'instaurer entre elles des relations de bon voisinage et de coopération, animées de la volonté sincère de créer un climat propice au dialogue, au rapprochement et au resserrement des liens historiques fraternels entre les deux Etats et les deux peuples, ont décidé, ce jour, de rétablir leurs relations diplomatiques au niveau le plus élevé avec effet immédiat.

» Les deux pays ont annoncé les noms de leurs diplomates et ont précisé que leur installation à N'Djamena et à Tripoli interviendra avant le 30 octobre 1988.

» La République du Tchad et la Libye réaffirment leur ferme volonté :

» – de respecter scrupuleusement le cessez-le-feu du 11 septembre 1987 ;

» – de régler par la voie pacifique leur différend territorial dans le respect des principes des chartes de l'ONU et de l'OUA, et, conformément à la résolution du vingt-quatrième sommet de l'OUA, en collaborant avec le comité *ad hoc* de l'OUA dans un esprit de responsabilité et de compréhension. »

SOUDAN

Multiplication des opérations de guérilla dans le Sud

Des éléments rebelles se sont infiltrés dans certains quartiers de la principale ville du Soudan, Juba, a-t-on indiqué, samedi 1er octobre, de source autorisée à Khartoum, alors que la tension s'est accrue dans l'ensemble de la région.

NAIROBI
correspondance

Depuis un mois, les opérations de guérilla menées par les maquisards de l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan) se sont multipliées, faisant plusieurs victimes parmi la population civile de la région de l'Equatoria.

Dimanche 25 septembre, la petite ville de Yei a ainsi été la cible de tirs au mortier : le pilonnage aurait duré *« une bonne demi-heure »* et provoqué *« au moins trois morts »*, selon le témoignage de voyageurs. Ce même 25 septembre, un avion de la compagnie Niles Safaris, qui venait de décoller de l'aéroport de Juba, essuyait des coups de feu, l'incident ne causant toutefois aucune victime.

Mais c'est sur la route reliant Yei à Juba que s'est déroulée l'attaque la plus spectaculaire. Un convoi de quelque six cents camions, qui avait quitté Yei en direction de Juba, le 29 août, a été la cible d'une embuscade de l'APLS à la hauteur du village de Lainya. Plusieurs dizaines de camions, transportant des vivres et des marchandises, auraient été détruits. *« Le convoi s'étendait sur 30 à 40 kilomètres, ce qui explique que l'escorte militaire, placée en tête, ne se soit aperçue de rien »*, commente un des responsables du Programme alimentaire mondial (PAM), basé à Nairobi.

Sur la vingtaine de camions affrétés par le PAM, six ont été touchés : les 180 tonnes de nourriture qu'ils transportaient étaient destinées au programme d'aide pour les cinquante mille personnes qui survivent dans les camps de « déplacés » de Juba. Quant aux victimes directes de l'embuscade, on ne connaît pas encore leur nombre total. Des estimations officieuses font état de douze, voire quarante morts.

Malgré ce brusque regain de tension, le travail d'assistance des organisations humanitaires ne devrait pas connaître de relâche. Le Programme alimentaire mondial compte affréter prochainement un avion qui, partant d'Entebbe (Ouganda), devrait se poser à Juba autour du 10 octobre avec, à son bord, 1 tonne de nourriture.

CATHERINE SIMON.

La défense des droits de l'homme au Maghreb

Algérie : Me Ali-Yahia est inculpé d'« outrages à corps constitués »

ALGER
de notre correspondant

Me Abdennour Ali-Yahia, président d'une Ligue algérienne des droits de l'homme créée en juillet 1985, affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), mais toujours non reconnue par les autorités algériennes qui ont donné leur agrément à une autre association, présidée par Me Miloud Brahimi, le 11 avril 1987, a été officiellement inculpé « d'outrages à corps constitués », le lundi 3 octobre.

Me Ali-Yahia, qui s'est présenté chez le juge accompagné d'une trentaine d'avocats algérois, a été interrogé sur la base de deux articles parus dans la presse française. Le premier, publié dans *le Monde* du 30 septembre, rendait compte succinctement d'une conférence qu'il avait donnée à Paris, sur le thème des droits de l'homme en Algérie. Le second, publié dans *Libération* le 19 septembre, faisait état des menaces de mort proférées à son encontre (*le Monde* du 21 septembre). A la lecture de ces deux articles, il apparaît que c'est plutôt dans *le Monde* que la justice algérienne a pu trouver matière à inculpation. L'auteur de l'article estime en effet, d'une part, que Me Ali-Yahia *« s'est livré à un réquisitoire contre le gouvernement algérien »* et, d'autre part que l'avocat algérois aurait reproché au parti unique de *« bafouer la Constitution algérienne et donc les libertés individuelles »*. Il semble surtout que les autorités algériennes, très susceptibles quant à l'image de leur pays à l'étranger, aient été courroucées de sa prestation parisienne et qu'elles n'aient pas apprécié que ses propos soient repris par la presse française, régulièrement accusée de tous les maux.

Ancien ministre des travaux publics et des transports, puis de l'agriculture, à l'époque du président Boumediène, Me Ali-Yahia a été laissé en liberté provisoire, à la disposition de la justice, par le doyen des juges d'instruction. Spécialiste des procès à caractère politique, il a été emprisonné à plusieurs reprises ces dernières années.

FREDERIC FRITSCHER.

Maroc : les autorités empêchent la création d'une commission

Les membres de la commission préparatoire de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) ont publié, lundi 3 octobre à Rabat, un communiqué dénonçant l'attitude des autorités marocaines les empêchant de tenir une assemblée constitutive de cette organisation. Cette assemblée devait avoir lieu une première fois le 28 mai dernier, mais elle avait été interdite par les responsables marocains en raison, avaient-ils avancé, d'un *« litige juridique »* en soulignant, mais sans autre précision, que parmi les membres de la commission préparatoire de l'OMDH figurent *« des repris de justice militant au sein de groupuscules extrémistes interdits »*.

Une seconde date, le 25 juin 1988, puis une troisième, le 24 septembre, avaient été fixées pour la tenue à Rabat de l'assemblée constitutive de l'OMDH qui a été à chaque fois interdite par les autorités marocaines arguant, selon des membres de la commission préparatoire, que *« le moment n'est pas opportun pour la création de cette organisation »*. *« Ces décisions de report prises par les pouvoirs publics sont illégales et constituent une violation des libertés de réunion et d'association consacrées par l'article 9 de la Constitution et régies par le code des libertés publiques »*, affirment les membres de cette commission.

Ceux-ci déclarent enfin avoir chargé un *« comité restreint »* de prendre les dispositions nécessaires pour la tenue de cette assemblée *« dans un délai n'excédant pas la mi-décembre 1988 »*. – *(AFP.)*

● **ANGOLA : M. Savimbi propose une trêve.** – Le chef des rebelles angolais de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, a proposé, le lundi 3 octobre, une trêve aux forces cubaines, qui soutiennent le gouvernement de Luanda. Cité par *Kwacha*, l'agence de presse de l'UNITA, M. Savimbi a ajouté que les Cubains n'avaient plus de raison de se battre en Angola, après le retrait des troupes sud-africaines. – *(Reuter.)*

● **Nouvelle réunion quadripartite.** – Américains, Angolais, Cubains et Sud-Africains se retrouveront à nouveau, le jeudi 6 octobre, à New-York pour discuter de la fin du conflit en Angola et de l'avenir de la Namibie, a-t-on appris à Paris. Cette nouvelle réunion quadripartite devrait se dérouler dans la discrétion avec un nombre restreint de participants.

● **ÉTHIOPIE : les réfugiés soudanais face aux inondations.** – D'importantes inondations ont ravagé le camp de réfugiés d'Itang, le plus grand d'Ethiopie, qui abrite dans ses huttes recouvertes de chaume quelque deux cents-treize rescapés de la famine et de la guerre civile du sud du Soudan. La rivière Baro, qui a débordé, a totalement inondé un quartier du camp, transformant le reste en une vaste étendue de boue. La malaria, la dysenterie et la pneumonie font des ravages et les autorités médicales craignent l'éclatement d'une épidémie. – *(Reuter.)*

● **ETHIOPIE : fondation (en France) d'une Ligue des droits de l'homme.** – Plusieurs Ethiopiens en exil viennent de fonder, en France, une Ligue des droits de l'homme. Les responsables de cette association se proposent de faire comprendre aux Ethiopiens, grâce à des tracts rédigés en amharique, la langue nationale, leurs droits en matière de défense des libertés dans un pays, pourtant de vieille civilisation, où règne l'arbitraire. Ils envisagent aussi de créer un réseau d'agents à l'intérieur du pays, qui s'efforceront de préciser les noms et le sort des nombreux prisonniers politiques, pour la plupart oubliés depuis la révolution marxiste de 1974.

★ Square Roger-Martin-du-Gard, 92390 Villeneuve-la-Garenne.

● **OUGANDA : arrestations pour cause de complot.** – L'armée ougandaise a arrêté vingt-quatre personnes, dont un capitaine, accusées de complot visant à renverser le gouvernement, a annoncé le général Salim Saleh, chef de l'armée par intérim, au cours d'une visite organisée pendant le week-end dans un centre de détention pour rebelles dans le centre de l'Ouganda. Il a précisé que les vingt-quatre militaires étaient liés à Apollo Kironde, membre du cabinet de l'ancien dictateur Idi Amin Dada, qui dirige le Front démocratique ougandais depuis Londres, où il est en exil. – *(Reuter.)*

Diplomatie

A propos des ventes d'armes françaises à l'Irak

Lorsque les propositions de M. Mitterrand à l'ONU sont utilisées contre Dassault...

En demandant, la semaine dernière, à la tribune de l'ONU, que l'organisation internationale se charge d'élaborer des sanctions contre tout Etat coupable d'avoir utilisé l'arme chimique, M. Mitterrand a conforté l'argumentation de l'association Droit contre raison d'Etat, qui a entrepris d'assigner en justice trois fournisseurs français d'armes et de matériel militaire à l'Irak : Thomson, Aérospatiale et Dassault. Et cela, au moment même où a lieu devant le tribunal de commerce de Nanterre l'audience en référé contre le fabricant des avions Mirage.

Dans le passage de son discours traitant des sanctions, le président français avait notamment suggéré : *« Parmi d'autres, l'embargo sur toute livraison de produits, de technologies et, plus généralement, d'armes à l'État en cause »* (*le Monde* du 1er octobre). Ce texte a été versé au dossier de l'accusation.

Droit contre raison d'Etat est une association de défense et de promotion du droit international établie à Paris et animée par un avocat, Me Olivier Russbach. Elle reproche à Thomson et à Aérospatiale (principaux fournisseurs français de matériel militaire à l'Irak) d'*« avoir poursuivi leurs livraisons en dépit des condamnations de l'Irak (ou de l'Iran) pour crimes de guerre, par le Conseil de sécurité de l'ONU depuis 1980 ; et de s'être ainsi mis au-dessus du droit international et au-dessus des instances chargées de le faire appliquer »*. Et, incidemment, d'avoir porté préjudice à Droit contre raison d'Etat.

Droit et raison d'Etat

En juillet dernier, le tribunal d'instance du huitième arrondissement (où se trouve le siège de Thomson) avait estimé que *« les livraisons d'équipements militaires à l'Irak sont incontestablement contraires à la défense du droit humanitaire international »* et constituent pour l'association *« un préjudice certain »* (*le Monde* du 1er juillet). Il a toutefois débouté cette dernière, soulignant que c'est *« exclusivement à l'Etat »* qu'il appartient de réclamer réparation d'un préjudice éprouvé par la collectivité civile tout entière. Une action similaire, engagée contre Aérospatiale, viendra en audience le 18 octobre.

L'objet du référé contre Dassault est double : 1) Solliciter du juge une expertise propre à déterminer qui a pris la décision de poursuivre les livraisons de Mirage à l'Irak après les dénonciations de 1984, 1985, 1986 et 1988 dans lesquelles le Conseil de sécurité de l'ONU faisait état de bombardements chimiques par l'aviation irakienne ; 2) Demander au juge de prononcer l'embargo immédiat de toutes livraisons de matériels militaire de Dassault à l'Irak, jusqu'à apporter la preuve (à charge de Dassault) que l'Irak ne viole plus le droit international.

Dassault se retranche, comme il se doit, derrière la... raison d'Etat. Pour ses avocats, les exportations d'armements, autorisées par l'Etat, et couvertes par le secret défense, ne sont pas du ressort des tribunaux judiciaires. Ils demandent donc au tribunal de commerce de Nanterre de se déclarer incompétent, de débouter « Droit contre raison d'Etat » et de condamner l'association à 50 000 F de dommages et intérêts pour *« procédure abusive et vexatoire »*.

Cela étant, les propos de François Mitterrand sont-ils de nature à influencer le cours des choses dans ces affaires ? Dans l'immédiat, on peut en douter. Me Olivier Russbach, tout en se félicitant des déclarations présidentielles, remarque que *« le président suggère exactement ce que notre association demande à la justice : un embargo »*. Et d'ajouter : *« Cela fait huit ans que l'Irak est condamné pour crimes de guerre par l'ONU ; huit ans pendant lesquels les gouvernements avaient tout leur temps pour prendre des mesures d'embargo. Les bases juridiques, notamment les conventions de Genève de 1948, existent. Pourquoi, dans ces conditions, est-il nécessaire de faire appel encore une fois à l'ONU plutôt qu'aux tribunaux français ?*

R-P PARINGAUX.

La 39e session du Haut Commissariat pour les réfugiés

M. Jean-Pierre Hocké dénonce la « détérioration du principe humanitaire de l'asile »

GENÈVE
de notre correspondante

M. Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a fait le point, le lundi 3 octobre, à la trente-neuvième session du Haut Commissariat, sur le sort des 12 millions de réfugiés que l'on compte dans le monde, au moment où l'ONU s'enorgueillit du règlement de certains conflits régionaux. Des opérations de rapatriement sont en cours sur le continent africain, notamment au Tchad, en Ethiopie, en Ouganda et au Zimbabwé, et M. Hocké voit dans les négociations sur la Namibie et l'Angola *« une source d'encouragement »*. Cependant, on compte 800000 nouveaux réfugiés en Afrique, surtout en provenance du Mozambique, et, au cours de ces derniers mois, 60000 réfugiés du Burundi sont arrivés au Ruanda et 250000 personnes ont fui la Somalie.

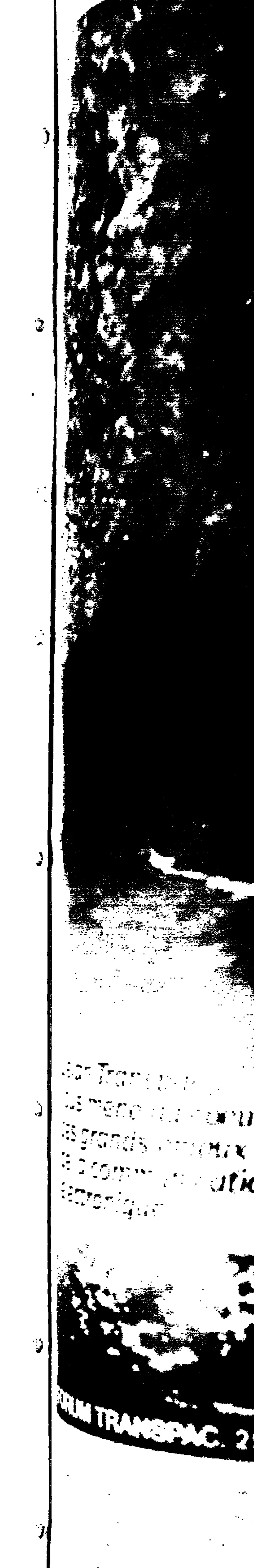
Le secrétaire général de l'ONU a confié au prince Saddrudine Aga Khan la lourde responsabilité de la coordination des programmes d'assistance économique et humanitaire en faveur des populations afghanes. On évalue à plus de 5 millions le nombre d'Afghans qui ont trouvé asile au Pakistan et en Iran. La tâche n'est guère plus aisée dans le Sud-Est asiatique où, face à la *« détérioration du principe humanitaire de l'asile dans la région »*, le HCR a entrepris des consultations avec tous les gouvernements intéressés.

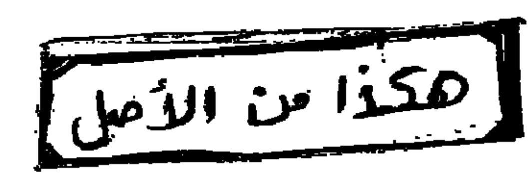
Le « devoir d'ingérence » selon Bernard Kouchner

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, qui a pris la parole au nom du gouvernement français, a relevé l'aggravation de la situation des réfugiés en Afrique, en Asie du Sud-Est – où l'on continue à fuir le Vietnam par la mer – et surtout dans le Kurdistan, dont la population a subi *« d'horribles bombardements, sans secours, sans refuge, parce que l'on intervient toujours trop tard »*. Poursuivant une idée qui lui est chère et que le président de la République a émise récemment à la tribune des Nations unies, M. Kouchner a souhaité que le *« droit d'assistance humanitaire »* qu'il appelle encore *« devoir d'ingérence »*, soit universellement reconnu, car aider des victimes comme des médecins français l'ont fait en Afghanistan n'est pas porter atteinte à la souveraineté d'un Etat. Bien que le nom de son pays n'ait pas été prononcé, le délégué irakien n'était pas dans la salle durant l'évocation de la tragédie kurde. Coïncidence ?

Il ne peut être question – et le secrétaire d'Etat a longuement insisté là-dessus – de contraindre un seul réfugié à revenir dans son pays d'origine contre son gré. Chaque réfugié, a-t-il ajouté, constitue un cas à lui seul. Le problème est particulièrement complexe du fait que la plupart des pays d'accueil – contrairement à ce que l'on imagine trop souvent en Europe – sont des pays sous-développés où les réfugiés ne peuvent être hébergés que dans des camps. L'aide au développement n'est pas la panacée (il n'y en a pas), mais elle doit permettre tout au moins, selon le secrétaire d'Etat, *« de stabiliser le processus de paix dans des régions où l'histoire a été souvent dramatiquement troublée et de renforcer les droits de l'homme dans des pays où ils ont été bafoués »*.

ISABELLE VICHNIAC.





هكذا من الأصل

Diplomatie

...rsque les propositions
M. Mitterrand à l'ONU
tilisées contre Dassault...

...Pierre Hocké dénonce
la « détérioration
...cipe humanitaire de l'asile »

CHINOIS
CHINE

RFA : trois jours de deuil national après la mort de Franz Josef Strauss

Un réel désarroi dans la classe politique

BONN

De notre correspondant

Trois jours de deuil national, drapeaux en berne devant tous les bâtiments publics, y compris le siège central du Parti social démocrate à Bonn, les cloches de la cathédrale de Munich sonnant interminablement le glas : la Bavière, et toute le République fédérale d'Allemagne et la Bavière ont voulu donner une dimension exceptionnelle à la manifestation officielle du deuil qui les frappe avec la mort de Franz Josef Strauss.

L'ennemi préféré de la gauche

Le chancelier Kohl interrompt sa visite officielle en Australie pour pouvoir assister aux obsèques du ministre-président de Bavière, dont la date n'a pas encore été fixée. Toutes les personnalités qui comptent dans le monde politique ouest-allemand ont tenu à faire un éloge funèbre du bavarois.Le président de la République, Richard von Weizsäcker salue en Franz Josef Strauss un homme *« imprégné d'un inflexible amour de la liberté »*. De Canberra, le chancelier Kohl a rendu hommage à *« un père fondateur de la République »*, et le chef de l'opposition social-démocrate , M.Hans Jochen Vogel,s'incline devant cet un homme *« avec le respect qui convient pour son engagement pour notre bien commun »*. Seule fausse note dans ce concert de louanges *post mortem*, les Verts, qui, dans une déclaration du bureau de leur groupe parlementaire, soulignent que pour eux le nom de Strauss *« reste lié à la guerre froide, à la course aux armements, à la politique nucléaire et à une conception de la politique imprégnée d'autoritarisme étatique »*. De l'autre Allemagne est parvenu un télégramme de M. Erich Honecker, le numéro un est-allemand, qui souligne *« la contribution importante »* du ministre président de Bavière au développement des relations interallemandes.

Derrière toutes ces déclarations officielles, on peut percevoir un réel désarroi de la classe politique. Le « facteur Strauss » était un élément stable du système de la République fédérale depuis plus de trente ans. Ses partisans comme ses adversaires avaient ajusté leur stratégie et leur tactique en tenant compte de cette personnalité hors du commun. *« Avec Franz Josef Strauss disparaît l'ennemi préféré de la gauche ouest-allemande »*, constate le quotidien d'extrême gauche *Tageszeitung*. Chacun est à sa manière orphelin du bavarois.Que va devenir, par exemple, le parti de Franz Josef Strauss, la CSU ? Le quotidien libéral de Munich, *Suddeutsche Zeitung*, s'interroge sur la nécessité du maintien d'une organisation autonome de la démocratie chrétienne bavaroise. *« La CSU était un facteur important de la vie politique fédérale parce qu'il y avait Strauss »*, constate ce journal.

A Munich,c'est le ministre-président adjoint, M. Max Streibl, qui assume, par intérim, les fonctions de chef du gouvernement du Land de Bavière.Sa première décision a été de suspendre, en signe de deuil, la session du Landtag pendant une semaine.Selon la constitution de l'Etat libre de Bavière, le parlement doit se réunir quatre semaines au plus après le décès du ministre-président.Il doit alors soit élire un nouveau chef du gouvernement, soit prononcer la dissolution du Landtag et organiser de nouvelles élections.Aucun des lieutenants de Franz Josef Strauss n'a pour l'instant fait acte de candidature. La lutte pour le pouvoir en Bavière se déroulera en coulisses jusqu'aux obsèques du disparu, *« les plus grandioses depuis celles de Konrad Adenauer »*, comme le prédit un marchand des quatre saisons de Munich.

LUC ROSENZWEIG.

Un nationaliste entêté

Franz Josef Strauss, ministre-président de Bavière et président de l'Union chrétienne sociale (CSU), membre de la coalition gouvernementale en RFA, est décédé lundi matin 3 octobre des suites d'une attaque cardiaque dont il avait été victime samedi *(nos dernières éditions du 4 octobre)*.

Dans une Allemagne soucieuse de respectabilité démocratique, l'irruption d'une escouade de policiers dans les locaux d'un magazine hambourgeois et l'arrestation de journalistes brisèrent le « destin national » de M. Franz Josef Strauss, dont le dynamisme débordant était engoncé dans sa province natale, la plus vaste pourtant de la République fédérale. La tête carrée, le cou enfoncé dans les épaules, la forte corpulence indifférente aux séances assidues de gymnastique, justifiaient son surnom de « taureau bavarois ». Il avait la carrure type du boucher *qu'il* serait devenu, comme son père, si l'instituteur n'avait incité ses parents à lui faire poursuivre des études secondaires.

Il naît en 1915 à Munich où l'échoppe paternelle jouxte le magazin d'un photographe miteux qui deviendra quelques années plus tard le portraitiste officiel du Führer. Les futurs dignitaires du IIIe Reich s'y réunissent souvent, et cette promiscuité vaut à Strauss sa « première expérience politique » : alors qu'il n'a qu'une dizaine d'années, le petit Franz Josef reçoit de son père une magistrale paire de gifles pour avoir distribué un tract nazi ramassé par terre.

Nationaliste entêté, rêvant d'une nouvelle grandeur de l'Allemagne qui *« ne restera pas longtemps un géant économique et un nain politique »*, artisan de la Bundeswehr moderne, qu'il souhaite doter de l'arme atomique, Strauss offre une cible de choix aux pays socialistes toujours prompts à dénoncer les *« revanchards de Bonn »* et réveille chez ses alliés occidentaux des craintes mal assoupies. En 1969, il soulève un véritable tollé parmi les libéraux en déclarant, après une manifestation de l'opposition extra-parlementaire, que *« ces gens-là se conduisent comme des animaux auxquels il n'est pas possible d'appliquer les lois faites pour des hommes »*. *« Ce vocabulaire rappelle l'ère nazie »*, proteste l'Union des juges allemands.

Strauss pouvait cependant se prévaloir d'un passé sans compromission avec le Parti national-socialiste. Il étudie les langues anciennes, l'histoire, l'économie politique quand la guerre éclate ; mobilisé dans l'artillerie, il finira lieutenant alors qu'une blessure reçue sur le front russe lui a permis d'achever ses études.

L'antichambre de la chancellerie

L'effondrement de l'Allemagne *« qui est aussi celui de l'Europe »* transforme ce futur professeur d'histoire en « animal politique ». Strauss met désormais son intelligence, son tempérament de lutteur, ses dons oratoires, au service de ses ambitions personnelles et partisanes. Petit fonctionnaire du district de Schongau quand les Américains le relâchent, il est nommé au conseil économique de Francfort en février 1948, puis chargé des problèmes de la jeunesse au ministère bavarois de l'intérieur.

Son « irrésistible ascension » appuyée sur l'inconditionnalité des députés de la CSU, avatar bavarois de la Démocratie chrétienne, dont il devient président en 1961, le conduira jusqu'à l'antichambre de la chancellerie fédérale. Orateur chaleureux et jovial — les Bavarois ne sont-ils pas les méridionaux de l'Allemagne ? — il joue avec brio de tout le registre des grands tribuns populaires ; tour à tour emporté, ironique ou didactique, il a la coquetterie d'émailler de citations latines ses propos les plus démagogiques. « Franz Josel 1er », bateleur qui aurait fait ses humanités, conquiert la Bavière où la CSU remporte en 1970 la majorité absolue des voix, et s'y taille un véritable fief, refuge des moments difficiles.

Au Bundestag où il est élu dès 1949, les critiques et les sarcasmes dont il accable l'opposition n'épargnent pas ses propres amis. Son sens de la répartie, son habilité manœuvrière, l'imposent rapidement comme leader de son groupe.

Un jour de février 1952, Adenauer flanche sous les assauts donnés par l'opppsition socialiste à sa politique militaire ; un jeune député bondit à la tribune et couvre d'éloges le chancelier défaillant, sous les applaudissements du Bundestag. Adenauer, ému, reste effondré à son banc, mais Strauss a dès lors droit à sa reconnaissance. Le « Vieux » ne l'oubliera pas et le nommera en 1953 ministre sans portefeuille dans son deuxième gouvernement, puis, en 1955, ministre des questions atomiques.

En 1956, Strauss obtient le ministère de la défense, où il balaie les conceptions jugées surannées de son prédécesseur, révise tous les programmes militaires et tente de trouver une formule qui permette à l'Allemagne de posséder, directement ou indirectement, l'arme atomique. Si les efforts de Strauss recueillent un écho favorable dans le haut commandement de l'armée allemande, le nouveau ministre de la défense se trouve en butte à de perpétuelles attaques de la presse. Le *Spiegel* le compare, à la suite d'un journal britannique, à une *« chope de bière »*, puis soulève l'affaire de la FIBAG, entreprise de construction accusée d'avoir versé quelques pots de vin et bénéficié des recommandations du ministre de la défense. Strauss sera finalement reconnu innocent, la commission parlementaire *ad hoc* lui reprochant seulement quelques imprudences dans le choix de ses amis. Ces accusations et quolibets alimentent la chronique judiciaire, car Strauss ne compte plus les procès en diffamation où il est impliqué, comme plaignant ou comme accusé.

L'« affaire du « Spiegel »

A l'automne 1962, plusieurs journalistes du *Spiegel* sont emprisonnés et accusés de haute trahison pour avoir publié des documents secrets sur les manœuvres de l'OTAN, « Fallex 62 », qui venaient d'avoir lieu en Allemagne. Strauss, qui a ordonné les poursuites, est accusé d'attenter à la liberté de la presse ; le Parti libéral quitte le gouvernement Adenauer, provoquant ainsi la première crise ministérielle de la République fédérale et hâtant la retraite du vieux chancelier. Strauss démissionne malgré un triomphe électoral en Bavière ; en se présentant comme la victime d'une injustice, il réussit tactiquement sa sortie mais l'« affaire du *Spiegel* » annonce le crépuscule du « roi de Bavière ».

Strauss profite de sa traversée du désert pour renforcer son parti, réformer ses structures, lancer des attaques contre le chancelier Ludwig Ehrard, dont il apparaît comme un successeur possible. Il développe ses thèses favorites sur l'intégration l'Europe *(« Pour rester allemands, il faut que nous devenions européens »)*, la grandeur de l'Allemagne *(« L'unité européenne dépend aussi de la renaissance de l'idéal national en Allemangne »)*, l'indépendance économique, politique et militaire du Vieux Continent à l'égard des Etats-Unis.

Dans un livre paru en français en 1969 sour le titre *Défi et réponse : un programme pour l'Europe*, il cherche la voie d' *« un nationalisme lucide fondé sur les intérêts vitaux de l'Allemagne »*. Contre ceux qui lui reprochent d'être *« un gaulliste allemand »*, il glorifie l'alliance avec les Etats-Unis et rejette toute idée de négociations avec les pays socialistes : *« L'Est n'est pas un rival, mais un ennemi. »*

Tenté un instant par une retraite en Bavière où la présidence du Land est vacante, Strauss reste *« en réserve de la République »* ; en attendant son heure, il place des chausse-trapes sous les pas du chancelier Ehrard. En 1966, il jette tout son poids en faveur de Kurt Kiesinger, chancelier de la grande coalition CDU-CSU/SPD, et devient, malgré les hésitations des socialistes, à *« avaler la couleuvre Strauss »*, ministre des finances du gouvernement rouge et noir. Une totale incompatibilité d'humeur l'oppose à Karl Schiller, ministre de l'économie du même cabinet, et, une fois encore, il signe la fin du gouvernement en se répandant en propos intempestifs sur la politique monétaire de l'Allemagne.

« Un faiseur de rois »

Après la défaite de la démocratie chrétienne aux élections de 1969, il exerce sa verve contre le gouvernement de Willy Brandt, ce *« Don Quichotte de la diplomatie »*. Il ne trouve pas de mots assez durs pour condamner la politique à l'Est, qu'il tient pour une trahison des intérêts fondamentaux de l'Allemagne ; il compare les négociations avec la République démocratique allemande à *« une course à ski sur terrain sec »* et fustige *« l'invention des théoriciens atteints de strabisme »* qui ont préparé les traités de Moscou et de Varsovie.

L'exaltation de l'ordre, le ressentiment des classes moyennes, la reconquête des territoires de l'Est, tous les arguments lui sont bons pour abattre la coalition des libéraux et des socialistes, en qui il n'est pas loin de voir des usurpateurs. Grâce aux élections anticipées qu'il avait été parmi les premiers à réclamer, il espérait une entrée en force de la CSU au Bundestag. Il tolérait, sans égards pour ses alliés chrétiens-démocrates, la création de « cercles des amis de Strauss » dans toute l'Allemagne pour élargir les assises géographiques de son parti.

Franz Josef Strauss se sent à l'étroit en Bavière : son ambition est de marquer de son empreinte la Weltpolitik. Conquérir le pouvoir à Bonn devient son obsession. Face au chef de l'opposition qui monte, un certain Helmut Kohl, il fait de son parti, la CSU, une force autonome tout entière tendue vers l'objectif que lui assigne son chef : porter le Bavarois à la chancellerie.

Les tensions entre les deux formations « sœurs », la CDU et la CSU, deviendront telles qu'en novembre 1976, au lendemain de la défaite d'Helmut Kohl devant le chancelier Helmut Schmidt, les Bavarois décident de faire « bande à part » et de rompre l'unité du groupe parlementaire qu'ils forment avec les chrétiens-démocrates depuis la création de la République fédérale. Cette mesure est rapportée quelques semaines plus tard, mais laissera des traces profondes dans la démocratie chrétienne ouest-allemande. Franz Josef Strauss croit son heure venue en 1980 : le gouvernement de coalition SPD-libéral du chancelier Schmidt semble usé après onze années d'exercice du pouvoir.

Contre l'avis d'Helmut Kohl, qui lui préférait le ministre-président de Basse-Saxe, Ernst Albrecht, il s'impose de justesse comme candidat chancelier devant les instances du parti. L'échec sera d'autant plus cuisant que le pouvoir paraissait à portée de main de l'opposition : avec 34,2 % des voix, la CDU/CSU réalise un des plus mauvais scores de son histoire. Le style bulldozer du Bavarois, opposé à la froide rationalité nordique d'Helmut Schmidt, effraie l'électeur modéré : on parle alors d'un « effet Strauss » qui, s'il continue de faire merveille en Bavière, a néanmoins été fatal dans le reste du pays pour les chrétiens-démocrates.

Dépité, Franz Josef Strauss se replie dans sa somptueuse *Residenz* de Munich, le palais qui abritait jadis la famille régnante de Bavière, les Wittelsbach. *« Peu importe qui est chancelier sous moi »*, répète-t-il à l'envi pour se consoler. Après le « tournant » d'octobre 1982, où le chancelier Kohl accède à la chancellerie, Franz Josef Strauss et la CSU pratiquent à l'égard du gouvernement qu'ils sont censés soutenir une politique de harcèlement : les « coups de gueule » du Bavarois contre telle ou telle mesure prise à Bonn, le ton méprisant qu'il emploie pour parler du chancelier, les empoignades avec l'autre partenaire de la coalition, le FDP, contribuent à faire vaciller, au début, l'autorité d'Helmut Kohl.

Mais l'homme a vieilli : *« Quand le vieux lion rugit, on ne craint que sa mauvaise haleine »*, constatait cruellement un dirigeant chrétien-démocrate commentant récemment une incartade du Bavarois. S'il a, avec le temps, assagi son opposition radicale aux régimes de l'Est — on le voit souvent avec M. Erich Honecker, — s'il a subi, comme beaucoup d'autres hommes politiques de RFA, le charme gorbatchévien, il n'en demeure pas moins le gardien sourcilleux des valeurs traditionnelles, voire réactionnaires. De Munich viennent toujours les coups de boutoir contre les projets « libéraux » du gouvernement : la loi sur l'interruption de grossesse est toujours considérée comme une œuvre diabolique, et les interdictions professionnelles pour les membres de mouvements extrémistes sont appliquées avec la plus grande rigueur en Bavière.

Mais la nouvelle génération de la CSU, sans oser toutefois « tuer le père », laissait apparaître ces derniers temps son irritation devant les entêtements de son vieux chef. Ainsi, au mois de juin dernier, lorsque Franz Josef Strauss, pilote amateur enthousiaste, avait exigé du gouvernement que l'essence pour l'aviation privée reste détaxée : *« On te soutient encore, Franz Josef, mais c'est la dernière fois »*, lui aurait alors dit un de ses lieutenants, Theo Waigel.

S'il n'a pas joué le rôle qu'il aurait souhaité dans la Weltpolitik, Franz Josef Strauss peut s'enorgueillir d'avoir, en trois décennies, fait passer l'Etat libre de Bavière du statut de région rurale somnolente à celui d'une des plus riches provinces industrielles d'Europe : BMW, Airbus et l'industrie électronique bavaroise prospèrent dans cette Allemagne du Sud qui fut jadis la laissée-pour-compte de la révolution industrielle.

DANIEL VERNET et LUC ROZENZWEIG.

A TRAVERS LE MONDE

Pologne

Peines de prison avec sursis pour quatre opposants

Quatre opposants polonais, dont un ancien dirigeant national de Solidarité, M. Jozef Pinior, ont été condamnés lundi 3 octobre à des peines de prison avec sursis assorties de lourdes amendes pour coups et blessures sur un gardien d'usine pendant les grèves de mai. Ils ont été libérés de détention préventive après avoir été condamnés à des peines de quinze et dix-huit mois de prison avec sursis pour Jozef Pinior et Czeslaw Borowczyk, et de huit et douze mois pour Jolanta Skiba et Aleksandra Sarata. — *(AFP, UPI.)*

URSS

La troupe assure le ravitaillement au Karabakh

Des troupes du ministère soviétique de l'intérieur assurent actuellement le ravitaillement de Stepanakert, chef-lieu de la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh, paralysé par de nouvelles grèves.

Les grèves et manifestations sont interdites dans cette région depuis que le couvre-feu y a été imposé, le 21 septembre, à la suite de heurts entre Arméniens et Azéris. Mais les informations apportées par l'agence Tass montrent que ces mesures n'ont pas abouti à une reprise du travail.

M. August Voss, président du Soviet des nationalités, l'une des deux Chambres du Parlement soviétique, est arrivé, lundi, à Stepanakert, à la tête d'une commission spéciale du Soviet suprême, créée après le rejet, le 18 juillet dernier, de la revendication arménienne sur le Haut-Karabakh. — *(AFP, Reuter.)*

● **ESPAGNE : visite de M. Honecker.** — Le chef de l'Etat et du Parti communiste est-allemands, M. Erich Honecker, arrivé lundi 3 octobre à Madrid pour une visite officielle de quarante-huit heures, s'est entretenu le jour même pendant près de quarante-cinq minutes avec le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, avant d'être l'hôte à dîner du roi Juan Carlos. M. Honecker est le premier chef d'Etat de la RDA à se rendre en Espagne. — *(AFP.)*



Josef Strauss

te entêté

Les remaniements en URSS

La Fédération de Russie change de chef d'Etat et de chef du gouvernement

Le grand remaniement commencé vendredi dernier à Moscou s'est prolongé lundi 3 octobre avec une session du soviet suprême de la Fédération de Russie (RSFSR), la plus grande république de l'Union. Celle-ci a décidé un nouveau changement affectant un membre du bureau politique du parti : M. Vitali Vorotnikov, jusqu'ici chef du gouvernement de cette république, a été nommé président du présidium du soviet suprême de la RSFSR, autrement dit chef de l'Etat de la fédération russe. Il a été remplacé à la tête du gouvernement par M. Alexandre Vlasov, jusque-là ministre de l'intérieur de l'URSS, qui avait été déjà promu vendredi suppléant du politburo.

En temps « normal », on ne pourrait que conclure à une mise à l'écart à peine déguisée d'un nouveau membre de la direction collégiale. D'autant que M. Vorotnikov, promu par M. Andropov à la tête du conseil des ministres de Russie et au Politburo en 1983, après un exil de trois ans comme ambassadeur à Cuba et une année passée à la tête de la région de Krasnodar, ne s'est jamais fait remarquer comme un artisan particulièrement actif de la « perestroïka ». Aucun autre chef d'Etat d'aucune république n'a jamais joué le moindre rôle dans l'histoire du régime depuis des décennies, à commencer par M. Vladimir Orlov, dont M. Vorotnikov prend la place et qui a été mis à la retraite, à soixante-sept ans, pour *« raison de santé »*.

Cela dit, M. Gorbatchev, qui a recommandé lui-même ce changement lundi, a fait valoir que la nomination à ce poste d'un membre du bureau politique *« relèvera le rôle du Soviet suprême de la RSFSR et renforcera les fonctions des Soviets dans la république en général »*. Il est donc possible que le numéro un du Kremlin, qui vient lui-même de devenir chef d'Etat de l'URSS, s'emploie dès maintenant à faire passer les faits dans la réforme politique annoncée en juin, avec ses deux volets : renforcement des soviets par rapport au parti, d'une part, prééminence du chef de l'Etat sur le chef du gouvernement, d'autre part. On devrait être rapidement fixé sur ce point selon ce qui sera décidé dans les autres républiques, notamment en Ukraine, où M. Chtcherbitski, le seul vétéran du Politburo intouché jusqu'ici, pourrait lui aussi changer d'attribution.

Quant au choix de M. Vlasov comme chef de la Fédération de Russie, il rectifie l'impression que donnait sa promotion au rang de suppléant du Politburo vendredi : c'est sa nouvelle fonction qui lui a valu cet honneur, et non pas son poste de ministre de l'intérieur (MVD), auquel il devra être remplacé incessamment. Le résultat final est qu'aucune des polices de l'URSS ne dispose plus d'un siège à la direction du parti, pas plus que le MVD ni que le KGB, pour la première fois depuis l'époque Khrouchtchev.

Notons encore que ces remaniements continuent d'être décidés à la hussarde et selon les *« vieilles méthodes »*, comme M. Gorbatchev l'avait laissé entendre dans son discours devant les médias : après la session du comité central, qui n'avait duré qu'une heure vendredi dernier, et celle du Soviet suprême de l'URSS, expédiée le lendemain en quarante-cinq minutes, la Fédération de Russie a changé de chef d'Etat et de gouvernement en... un quart d'heure. Les votes ont eu lieu comme au bon vieux temps à l'unanimité, en présence de M. Gorbatchev, mais en l'absence de M. Ligatchev, qui, avant de prendre ses nouvelles responsabilités dans l'agriculture, a sans doute repris des vacances, décidément peu gratifiantes pour lui.

M. Gromyko critiqué

Une autre victime des remaniements de la semaine dernière, M. Gromyko, a dû avoir une nouvelle mauvaise surprise en lisant la *Pravda* du lundi 3 octobre : son ancien subordonné Alexandre Belonogov, aujourd'hui ambassadeur à l'ONU, critique vivement dans un entretien accordé au quotidien du parti les instructions qu'il recevait en tant que jeune diplomate à la fin des années 50, *« lorsque Andreï Gromyko était ministre des affaires étrangères »*. Nous étions jugés, dit-il, *« sur notre capacité à utiliser un langage intransigeant, à discréditer aussitôt les idées exprimées par d'autres et aussi les auteurs de ces idées »*. Tout cela dans un esprit *« d'intolérance et de confrontation »* que M. Belonogov oppose au combat pour les *« valeurs universelles de l'humanité »* prônées par MM. Chevarnadze et Gorbatchev (et que M. Ligatchev avait combattues cet été).

De fait, alors que l'on peut avoir encore pas mal de doutes sur l'autorité conquise par le secrétaire général en politique intérieure, ce dernier, entouré maintenant de ses proches amis Chevarnadze et Alexandre Iakovlev pour la conduite de la diplomatie, devrait avoir les mains encore plus libre, en politique étrangère.

MICHEL TATU.

Mort du directeur général de l'agence Tass

M. Sergueï Lossev, directeur-général de l'agence Tass, est mort subitement, lundi 3 octobre, à l'âge de soixante et un ans, a annoncé l'agence officielle soviétique, qui a rendu hommage à ses talents d'*« organisateur de l'information »* et à *« son esprit généreux »*.

[Né en 1927, M. Lossev entre à l'agence Tass en 1950 pour y faire toute sa carrière après des études à l'Institut des relations internationales de Moscou. Il adhère au PC soviétique en 1953 et part deux ans plus tard comme correspondant au Proche-Orient. De retour au siège comme chef de service, il repart en 1963, cette fois comme correspondant aux Nations unies, puis aux Etats-Unis. Il devient directeur adjoint de l'agence Tass en 1973, avant d'être promu numéro un en 1979. Membre de la commission centrale de révision du PC, M. Lossev était aussi député au Soviet suprême et membre de sa commission des affaires étrangères.]

Prochaine visite à Paris du prince Charles d'Angleterre

Le prince et la princesse de Galles effectueront une visite officielle en France du 7 au 11 novembre prochain. Le prince Charles et Lady Di s'installeront à leur arrivée à l'hôtel Marigny et auront un entretien avec le président de la République, qui les recevra à dîner à l'Elysée.

Le 8 novembre, après une visite du Musée d'Orsay, ils seront reçus par M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, puis conviés à déjeuner par le premier ministre à l'hôtel Matignon.

Le prince Charles s'intéressant tout particulièrement aux questions d'urbanisme, il a été prévu de lui montrer l'Arche de la Défense, ainsi que les travaux de rénovation du quartier de Montparnasse. Le prince rencontrera également M. Roland Dumas dans l'après-midi du mardi.

Le mercredi, après une visite à l'Aérospatiale et à l'Institut national d'agronomie, le couple princier partira vers les châteaux de la Loire, où un dîner est prévu à Chambord.

Le jeudi 10 novembre, il se rendra à Chartres, puis, de retour à Paris, visitera le Grand Louvre, avant de participer à la réception offerte en son honneur à la résidence de l'ambassade de Grande-Bretagne.

Enfin, avant de regagner Londres, le vendredi 11 novembre, le prince Charles participera, au côté du président de la République, aux cérémonies de l'Arc de triomphe.

ITALIE : la remise en question d'une pratique archaïque

M. De Mita joue la survie de son gouvernement sur l'abolition du vote secret au Parlement

Patrice Claude inaugure aujourd'hui ses nouvelles fonctions de correspondant du *Monde* à Rome.

ROME
de notre correspondant



Suspense et paradoxe. Pour la première fois depuis quarante ans, le Parlement italien s'attaque cette semaine à l'une des règles les plus archaïques de son fonctionnement – celle qui permet, par exemple, à n'importe quel député de droite, élu sur un programme de droite et porteur d'une étiquette de droite, de voter tranquillement avec l'extrême gauche si cela lui chante ou avec les néo-fascistes quand cela lui plaît. C'est la règle dite du « vote secret », et cette petite coutume, vieille de cent quarante ans (1), qui vaut évidemment pour tous les députés, de droite comme de gauche, est à l'origine technique de la chute, depuis la fin de la guerre, d'une bonne quarantaine de gouvernements italiens, victimes de « francs-tireurs ».

Le suspense est à peu près total, puisque personne à Rome n'est en mesure de dire s'il se trouvera une majorité à l'Assemblée pour abroger cette périlleuse pratique. Personne, et pour cause ! L'abolition éventuelle du vote secret passe, en effet, par un vote... secret. Voilà pour le délicat paradoxe dont la démocratie italienne est loin d'être avare.

En principe, le scrutin devrait avoir lieu avant jeudi soir 6 octobre. A condition, bien entendu, que les partis politiques se mettent préalablement d'accord sur ses modalités. Majorité simple ou absolue ? Vote global ou article par article ? Il y a quarante-huit amendements à débattre et rien n'est joué.

Les élus italiens, qui jouissent d'une liberté vis-à-vis de leurs partis politiques et de leurs électeurs sans équivalent en Europe de l'Ouest – avec le vote secret on peut, entre autres, jouir des prérogatives du pouvoir sans en assumer pleinement les responsabilités face à l'électorat, – vont-ils accepter de se faire gentiment hara-kiri pour permettre au système politique national de se moderniser un peu ? Le débat et la polémique font rage et encombrent jour après jour, heure après heure même, tous les médias transalpins. Tour à tour, les chefs de partis, les sous-chefs de factions, les barons de provinces et les édiles de banlieue s'arrachent les micros et martèlent leurs avis sur la question. Divergents, bien entendu.

Enjeux énormes

Les plus partagés sont évidemment dans la démocratie chrétienne, premier parti d'Italie. *« C'est une réforme institutionnelle tout à fait nécessaire »*, dit-on dans l'entourage immédiat du secrétaire général, qui est aussi le chef du gouvernement actuel. *« Mais enfin, les députés ne sont pas des robots ! »* s'exclame le président du même parti avec le soutien public d'un de ses caciques les plus puissants, M. Giulio Andreotti lui-même, ministre des affaires étrangères dans l'équipe dirigée par son propre secrétaire général... N'allons pas plus loin, on s'y perdrait. Une seule chose est certaine, c'est que les enjeux politiques immédiats de la bataille qui s'ouvre sont énormes.

Ce gouvernement, présidé par M. Ciriaco De Mita, joue d'abord sa survie. Signataire en avril dernier d'un accord avec les socialistes prévoyant la liquidation du secret parlementaire, M. De Mita, a clairement laissé entendre qu'il démissionnerait s'il n'obtenait pas satisfaction. De toute façon, M. Bettino Craxi, le patron des socialistes, avait auparavant et publiquement menacé de retirer ses forces de la coalition gouvernementale si l'engagement d'avril n'était pas honoré.

De ce point de vue au moins, les choses sont claires. Du côté des communistes aussi. Le PCI – qui n'a jamais pu participer à un gouvernement depuis 1947, alors qu'il représente tout de même encore et malgré les méchants revers de ces derniers mois nettement plus d'électeurs que les socialistes – est, lui, contre l'abolition du secret (2). *« Le député est l'élu du peuple et non le prisonnier des partis »*, affirment non sans grandiloquence ses principaux hérauts. *« Tu parles*, ironisent les autres, *on sait bien que c'est justement et uniquement grâce à l'apport secret des voix dissidentes de la majorité que le parti a parfois pu faire voter certaines de ses idées au Parlement. »* Supprimer le secret, c'est effectivement priver le PCI d'une part supplémentaire de son influence.

On murmure d'ailleurs dans les rédactions romaines que c'est là précisément l'un des objectifs de M. Bettino Craxi, grand initiateur de la bataille qui commence. On ne prête qu'aux riches, et le chef incontesté des socialistes italiens, préfacier à ses heures du célèbre prince de Machiavel, se tient coi sur ce sujet. Voilà en tout cas l'Italie qui flirte dans le même climat d'intensité ravageuse que naguère avec sa quarante-neuvième crise gouvernementale...

PATRICE CLAUDE.

(1) Instauré dans le Piémont en 1848, le vote secret des représentants du peuple avait été aboli par Mussolini pendant vingt ans. C'est, entre autres, pour contrecarrer l'éventuelle renaissance d'une dictature que les politiciens italiens l'ont rétabli après la seconde guerre mondiale.

(2) Lundi soir 3 octobre, le PCI a fait savoir qu'il était prêt à accepter l'abolition du secret pour le vote des lois de finances exclusivement. Proposition immédiatement rejetée par la coalition au pouvoir.

Politique

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Le président de la République et le premier ministre vont engager la campagne

Venant après celle de Mme Simone Veil, qui avait souligné, lundi matin 3 octobre, qu'il convenait de se prononcer, au référendum du 6 novembre, *« en fonction de la situation en Nouvelle-Calédonie »* et qu'il fallait *« soutenir, absolument »*, les efforts des Calédoniens pour la recherche de la paix, et après celle de M. Bernard Stasi, qui avait refusé de *« se résigner à un éventuel échec du référendum »* et a affirmé qu'une faible participation des électeurs *« serait une injure envers tous nos compatriotes d'outre-mer »*, la prise de position de M. Raymond Barre en faveur d'un « oui » sans réserve, exprimée lundi soir sur la Cinq, a illustré les divergences de l'opposition à l'approche de cette nouvelle consultation. L'ancien premier ministre soutient une argumentation diamétralement opposée à celle défendue dès dimanche soir par MM. Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Méhaignerie et Alain Juppé.

M. Rocard, pour sa part, a fait savoir au président du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, qu'il a reçu lundi matin à l'Hôtel Matignon, que le référendum aura bien lieu à la date prévue, quoi qu'en disent certains dirigeants de l'opposition.

C'est une intervention du président de la République qui marquera vraisemblablement le début de la campagne. M. Mitterrand recevra M. Tjibaou vendredi après-midi 7 octobre.

Sur un ton apitoyé, M. Valéry Giscard d'Estaing avait demandé : *« Est-ce bien raisonnable ? »* Frileux, M. Pierre Méhaignerie s'était interrogé sur l'éventualité d'une *« meilleure solution »*. Goguenard, M. Alain Juppé s'était faussement ému à la perspective de voir les abstentionnistes *« fragiliser »* les accords de Matignon... M. Michel Rocard ne s'est pas dérangé pour répliquer aux dirigeants de l'opposition qui avaient argué du désintérêt des citoyens pour les élections cantonales, dimanche soir 2 octobre, pour lui conseiller d'annuler le référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : le premier ministre n'a eu qu'à regarder M. Raymond Barre, le soir même, sur la Cinq.

Non seulement le député du Rhône a donné à ses amis une leçon de pratique gouvernementale, en soulignant que lorsqu'un gouvernement a lancé une opération aussi importante *« il ne recule pas »*, mais il a ramené l'enjeu de la consultation à l'essentiel en expliquant très simplement qu'il s'agirait d'abord, le 6 novembre, de respecter la *« preuve de confiance »* manifestée par les Calédoniens à l'égard de leurs compatriotes de métropole auxquels ils demandent une caution pour l'avenir.

De la part de M. Barre, qui ne lui a pas ménagé son soutien, depuis le mois de mai, dans la mise au point du « plan de paix » conclu par les accords de Matignon, cette prise de position franche en faveur du « oui » au référendum n'a pas surpris M. Rocard, mais elle lui a fait tout de même un grand plaisir. Sans parler de ses conséquences politiques, puisque la clarté de M. Barre, contrastant avec les ambiguïtés cultivées à la fois par certains centristes et au RPR, n'a fait qu'accentuer l'embarras de l'opposition.

La ligne de fracture est désormais extrêmement nette entre ceux qui, comme MM. Raymond Barre, Bernard Stasi, Jacques Chaban-Delmas, Michel Noir, Roland Nungesser, Claude Malhuret, François Léotard, Mme Simone Veil, veulent se déterminer en tenant compte uniquement de l'intérêt immédiat des Calédoniens et ceux qui, tels MM. Valéry Giscard d'Estaing, Alain Juppé, Bernard Pons, Charles Pasqua, Jean-Marie Le Pen, intègrent à leurs démarches des considérations de politique intérieure.

M. Michel Rocard n'en est que plus déterminé à dégager autant que possible la campagne référendaire du contexte « hexagonal ». Voilà pourquoi il s'est borné à répliquer à l'opposition, lundi matin par l'intermédiaire de M. Jean-Marie Tjibaou, venu lui rendre visite à l'Hôtel Matignon. C'est le président du FLNKS qui a fait savoir que le référendum serait bien entendu maintenu. Le chef du mouvement indépendantiste s'est limité, pour sa part, à une formule lapidaire quand on lui a demandé ce qu'il pensait de la *« suggestion »* de l'opposition : *« Peut-être certains préfèrent-ils les images d'Ouvéa... »*

Le premier ministre participera personnellement à la campagne d'explication que le gouvernement entend mener, en même temps que le Parti socialiste, pour sensibiliser l'opinion publique. M. Rocard, qui s'est tellement investi dans le traitement de ce dossier, veut *« aller jusqu'au bout »*. Les formes que prendra cette participation ne sont pas, toutefois, encore arrêtées. Car M. Rocard ne veut surtout pas, en revanche, focaliser le débat sur ses interventions.

A partir du 10 octobre

S'il le faisait, il fournirait des arguments à ceux des dirigeants de l'opposition qui cherchent à retourner son initiative contre lui.

Le problème est le même pour M. François Mitterrand. Silencieux, sur le fond du dossier, exception faite de quelques compliments adressés à son premier ministre, le président de la République va donner le coup d'envoi de la campagne dans le droit fil de ce qu'il disait de la Nouvelle-Calédonie dans sa *Lettre aux Français* du printemps. Mais pour aussi il s'agit de trouver le bon créneau d'expression afin que le référendum du 6 novembre demeure strictement limité à son projet réel et ne soit pas transformé en pseudo-revanche de l'élection présidentielle.

Il est probable que M. Mitterrand s'exprimera dès ce mercredi 5 octobre, à l'occasion de l'adoption par le conseil des ministres du projet de loi référendaire sur lequel les Français seront appelés à se prononcer par « oui » ou par « non ». Il n'est pas exclu non plus que le chef de l'Etat explique lui-même au Parlement, dans un message, les raisons pour lesquelles le recours au référendum lui a paru plus approprié pour assurer le déroulement du « plan de paix » que la procédure législative ordinaire. Pour le reste, à l'Eysée non plus, rien n'est définitivement arrêté.

En revanche, le programme de la campagne d'information est à peu près bouclé. Les premiers spots invitant les Français à donner leur garantie à la réconciliation des Calédoniens seront diffusés à la télévision le 10 octobre. Puis commencera, quelque jours plus tard, une campagne d'affichage confiée, après appel d'offres aux soins du publicitaire Jacques Ségnéla. Quant à la campagne officielle, elle durera deux semaines, à partir du 24 octobre.

Contrairement à ce qui s'est passé pour les élections cantonales le référendum donnera donc lieu à une véritable campagne nationale. Si abstentions nombreuses il y a encore, le 6 novembre, la responsabilité du pouvoir et de sa majorité sera donc engagée. Sans doute est-ce la raison pour laquelle certains socialistes s'amusaient à soutenir, lundi soir, que MM. Mitterrand et Rocard étaient de toute façon assurés d'aboutir à un succès pour la simple raison qu'il serait difficile pour les électeurs dans un mois de faire... pire qu'aux cantonales !

ALAIN ROLLAT.

M. Barre : « il faut un vote positif »

M. Raymond Barre, qui était lundi soir 3 octobre l'invité de la Cinq, a notamment déclaré, à propos de l'offensive de certains autres dirigeants de l'opposition contre l'organisation du référendum : *« Ma position est très simple : je ne crois pas que l'on puisse tirer de l'expérience des cantonales une conclusion sur la participation des Français au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Tout dépendra de la campagne qui sera faite et des conditions dans lesquelles l'importance du scrutin sera expliquée aux Français »*.

« Par ailleurs, je suis partisan de ce référendum a souligné l'ancien premier ministre. *Parce que dans l'accord qui a été passé entre M. Lafleur et M. Tjibaou, il y a eu cette disposition qui a été introduite précisément parce que nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie, qu'ils appartiennent à la communauté caldoche ou à la communauté canaque, ont voulu disposer d'une stabilité des règles du jeu pendant dix ans. C'est un témoignage de confiance que nos compatriotes d'outre-mer donnent à leurs compatriotes métropolitains. Je crois qu'il faut qu'il y ait ce référendum et d'autre part qu'il y ait un vote positif à ce rérérendum. »*

Sur le territoire

Le FULK explique son « non »

Le Front uni de libération kanak (FULK, composante minoritaire du FLNKS), qu'anime M. Yann Céléné Uregeï, a confirmé, au cours d'une réunion tenue les 1er et 2 octobre à Nouméa, qu'il appellera à voter « non » au référendum. Il a expliqué, dans un communiqué, que le projet de loi *« n'offre aucune garantie pour l'indépendance kanak socialiste »*. *« Ce plan,* ajoute le texte, *est celui du gouvernement français. Il condamne les aspirations profondes du peuple kanak et peut instaurer la démobilisation, la paralysie et la division au sein du FLNKS. »* Considérant que *« ce référendum a pour but de consolider les nouvelles institutions coloniales pour une durée de dix ans »*, le FULK *« a décidé de voter « non » lors de ce scrutin »*.

« Cela ne veut pas dire que nous allons quitter le FLNKS, a déclaré ensuite M. Yann Céléné Uregeï. *Mais nous sommes contre les accords de Matignon et nous voulons travailler pour avoir l'indépendance avant dix ans. Dix ans, c'est trop long.* (...) *Il ne faut pas que les institutions aliènent le mouvement d'indépendance. On a vu avec l'expérience des régions que c'est finalement l'institution coloniale qui commande le mouvement de libération ; il faut, normalement, que ce soit l'inverse et au prochain congrès de Hienghène toutes ces choses-là vont être précisées. Sinon, nous allons avoir un pied dans les institutions coloniales et un pied dehors. C'est impossible d'avancer de cette manière-là. »*

Commentant cette prise de position, l'Agence kanak de presse (AKP, organe du FLNKS) indiquait lundi : *« Au moment où Jean-Marie Tjibaou est en France pour essayer de convaincre les Français de voter « oui », cette prise de position a de quoi jeter le trouble chez les responsables du FLNKS qui avaient cru comprendre qu'ils étaient parvenus à un consensus.* (...) *Elle risque de servir les politiciens de l'Hexagone encore indécis.* (...) *Elle est surtout de nature à désorienter les militants indépendantistes. Elle va les conduire à douter non pas tant de la cohésion et de l'unité du Front que de sa stratégie.* (...) *L'histoire jugera. »*

En revanche, le parti fédéral d'OPAO, qu'anime M. Gabriel Païta, un modéré qui soutient des positions généralement éloignées du FLNKS, s'est prononcé pour le « oui » en disant : *« Ce n'est pas le moment de faire de la politique intérieure française. Il ne s'agit pas de signer un chèque en blanc à Rocard. Il s'agit, pour les Français, de penser à l'avenir de notre zone. C'est pour cela que nous demandons que le peuple français apporte sa contribution. C'est la première fois que le peuple français décidera par un référendum que notre statut ne sera pas remis en cause. Depuis 1958 nous avons eu de nombreux statuts modifiés par chaque gouvernement changeant. C'est la première fois que le président de la République, par un geste référendaire, demande au peuple français de dire une bonne fois pour toutes que les institutions à mettre en place vont servir aux Calédoniens pour se préparer pour l'autodétermination de 1998. C'est la première fois que les Kanaks vont voter dans un même sens. »*

Un bicentenaire sans bagages

(Suite de la première page.)

Côté politiques, M. Jacques Chirac et M. François Mitterrand se sont longuement disputé, dans un jeu de cache-cache régi par les seules lois de la petite guerre, le rôle de futur grand ordonnateur et bénéficiaire ultime d'un remuement de foule, de drapeaux, de flonflons et si possible de symboles à la mesure de l'événement.

Or le drame du Bicentenaire Arlésienne fut et reste double : prendre, précisément, ou assigner l'exacte mesure de l'événement et parvenir à la traduire en actes et en paroles signifiants n'était pas chose facile. Mais cesser de jouer à ce jeu délicieux des chausse-trapes, des faux-semblants et des faire-valoir de cette improbable et inévitable commémoration était sans doute plus difficile encore pour nos hommes publics. Ce miracle-là n'a pas eu lieu, malgré les apparences de stabilisation du jeu procurées par les urnes, les nominations ou les reclassements : M. François Mitterrand à l'Elysée assuré d'un nouveau bail ; M. Jean-Noël Jeanneney à la tête de la mission du Bicentenaire ; M. Jack Lang devenu « le » ministre de tutelle de la commémoration à force de clamer que cette commémoration méritait « son » ministre... et M. Jacques Chirac replié après son échec en sa forteresse de la mairie de Paris.

Apparences, puisque, à toutes les péripéties passées, les acteurs en ajoutaient alors de nouvelles. Le chef de l'Etat en alourdissant la complexité, pour ne pas dire la confusion de l'ensemble, de sa volonté de voir se tenir, à Paris, le 14 juillet 1989, un sommet des sept pays les plus riches du monde. M. Jack Lang en augmentant sa gourmandise hégémonique de ce nouvel aliment de choix. M. Jean-Noël Jeanneney en tentant d'obéir tant bien que mal aux *desiderata* de tout le monde et d'exister par surcroît.

M. Jacques Chirac, enfin, en esquissant la nouvelle version d'une attention oppositionnelle pointilleuse et d'un activisme très personnalisé qu'il avait déjà manifesté avant l'intermède 1986-1988 en sabotant le projet présidentiel initial d'Exposition universelle qui aurait dû commémorer 1789.

Cette fois, ce sont les spectaculaires ambitions du faiseur de grands spectacles Jean-Michel Jarre qui paient tribut – au moins verbalement – à la guérilla du Bicentenaire.

Le temps passant, chacun s'est mis à parler argent ou à y penser avec fébrilité si bien qu'il est difficile de ne pas aborder aussi le sujet. L'or du Bicentenaire sera rare si belle soit la cause. Et les dispensateurs en seront mécènes et sponsors qui y consentiront beaucoup plus que l'Etat qui ne le peut ni ne le veut.

Entre le vide et le fouillis

La pente ordinaire des besoins financiers et des appétits épargnera-t-elle au Bicentenaire l'allure dominante d'une foire d'empoigne où tout serait à vendre et donc soumis au seul miroitement des gadgets, des paillettes et du strass ? Chacun s'en défend avec une touchante sincérité mais la rareté de l'argent public et la parcimonie des mécènes privés risquent bien, en se conjuguant, de déboucher sur les calculs d'investisseurs en mal de rentabilité pure et simple, en tout cas à Paris (qui ne saurait être, il est vrai, le lieu unique de ce Bicentenaire).

Du côté des idées, tandis que chacun continue d'espérer, ou de craindre, dans la magie du verbe et de la culture présidentiels pour fournir le supplément d'âme d'un Bicentenaire jusqu'ici un peu court. François Mitterrand sème le trouble en jetant en pâture le maigre et du reste équivoque symbole de ce rassemblement des pays les plus riches du monde.

Bref, est-ce faire preuve d'esprit chagrin que de suggérer que le Bicentenaire hésite, encore et toujours, entre le vide et le fouillis d'une vaste foire, faute d'une ligne claire et audible qui embrasserait la nécessaire diversité des approches et des manifestations ?

Il est vrai que M. Jack Lang va se faire entendre et peut-être même écouter en conseil des ministres le 5 octobre ; qu'un calendrier substantiel sera aussitôt après connu et détaillé. Vrai aussi qu'en silence municipalités, départements et régions œuvrent partout en France à 1989. Vrai encore que nombre de pays jettent sur l'Hexagone des regards pleins de pensées nobles (ou comme le Japon de tiroirs-caisses).

Mais il n'est pas moins vrai que M. Chirac menace de reprendre à tout moment son opiniâtre bataille de 1989. Que la gigantesque animation prévue aux Tuileries en est encore à quémander l'heureuse issue d'un laborieux tour de table d'investisseurs. Que le projet de fondation internationale des droits de l'homme de l'Arche de la Défense est en panne, malgré un début d'OPA de l'Elysée (ou à cause d'elle) sur sa réalisation matérielle.

Voilà qui donne piètre allure pour le moment à notre Bicentenaire Arlésienne malgré les efforts et les espérances nombreux qui s'y engagent ici et là. Est-ce seulement affaire d'organisation ? *« La démocratie française a perdu ses bagages. Il faut qu'elle se refasse tout son bagage d'idées »*, écrivait, un quart de siècle avant le premier centenaire, Edgard Quinet au début de son ouvrage *la Révolution*.

Aujourd'hui le Bicentenaire Arlésienne a lui aussi égaré les siens. Qui sait si ce ne sont pas les mêmes ?

MICHEL KAJMAN.

Les « reconstructeurs » du PCF plaident pour le pluralisme au sein du parti

L'Humanité **du mardi 4 octobre annonce que la tribune de discussion préparatoire à la conférence nationale du PCF des 12 et 13 novembre s'ouvrira vendredi dans les colonnes du quotidien communiste. Le journal publie le texte d'une note envoyée aux fédérations afin de les *« aider à la préparation de la conférence »* qui s'intitule *« Faisons de chaque cellule, de chaque communiste, un artisan décisif de l'union pour se défendre, de l'union pour que ça change »*. Le même jour, les contestataires « reconstructeurs » ont diffusé *« un document destiné à engager le débat parmi les militants »* du parti.**

Le corps du délit est un petit opuscule de quatre-vingts pages. Son titre est un clin d'œil à l'histoire du PCF : *« Qu'est-ce qu'un parti révolutionnaire dans la France de notre temps ? »* En 1967, le secrétaire général, Waldeck-Rochet, avait écrit un texte de référence pour le parti au titre rigoureusement identique, le mot *« parti »* en moins. D'emblée, l'appartenance communiste, sinon la revendication de légitimité, voire de filiation, sont ainsi affirmées. Protestant de leur bonne foi, les auteurs du texte (1) rejettent, par avance, l'accusation de fractionnisme mais en acceptent, implicitement, le risque : *« Si le groupe dirigeant tient absolument à maintenir son autorité,* écrivent-ils dans leur conclusion, *alors oui, il y aura inévitablement tendances de son propre fait. »* Et d'expliquer que *« le terme de centralisme démocratique a été complètement perverti par des pratiques qui en sont la négation (...) Ce pseudo-centralisme démocratique a une capacité de survie remarquable, puisqu'il aboutit à l'éjection automatique de ceux qui pourraient le contester »*. Selon eux, *« toute différence d'appréciation est considérée comme une divergence, et toute divergence comme le chemin de la trahison. Ce mode de pensée a une connotation militaro-religieuse »*.

Parti « de luttes et de gouvernement »

Le document publié par Initiative pour la reconstruction communiste (IRC) affirme, en préambule, que *« le stalinisme est un cancer dont le communisme a failli mourir et dont les racines ne sont pas détruites »* car *« il s'agit d'une question de structure »*. Cette observation conduit les auteurs à établir un lien de parenté entre la *« reconstruction »* en France et la *« perestroïka »* (restructuration gorbatchévienne) en Union soviétique. A cet égard, ils estiment que *« l'attitude un peu condescendante adoptée par la direction du PCF à l'égard des mutations en URSS est tout à fait déplacée. Il est ridicule d'affirmer que nous aurions déjà effectué notre mise à jour et que les Soviétiques se contenteraient de nous suivre avec retard* (...) *La révolution gorbatchévienne s'attaque aux questions de fond que la direction du PCF a éludées »*, affirment-ils.

Invitant les communistes à *« prendre eux-mêmes leurs responsabilités »* afin de *« renouer les fils de période « rénovatrice » des années 70 »*, celle-là même qui fut, selon eux, lancée par M. Georges Marchais, les « reconstructeurs » proposent trois axes de réflexion à leurs camarades. Le premier concerne l'*« existence nationale »*. *« Il faut aborder l'Europe de façon offensive,* disent-ils, *et ne plus la subir à reculons afin d'être en mesure de préserver l'indépendance de la France. »* Le second concerne *« l'ouverture aux luttes de classes »*. Pour ce faire, les auteurs soulignent que la CGT, qui *« constitue une force décisive »*, *« doit se dégager de la tutelle étroite que la direction du PCF fait peser sur elle »* sous peine de *« se discréditer »*. Le troisième, qui est le fil conducteur du document, concerne *« le pôle progressiste de la société »* donc le PCF, dont le résultat aux dernières législatives *« ne constitue en rien une remontée »*, soutiennent les auteurs.

Si le texte s'attache à montrer que *« le PCF est capable d'affirmer une chose et son contraire sans transition »* car il ne dispose pas d'une *« ligne cohérente »*, il avance que *« le refus d'analyser la période* [de participation gouvernementale] *1981-1984 peut s'expliquer par l'incapacité de la direction de mettre en œuvre la stratégie de rassemblement populaire »*. De même, il prend le contre-pied du parti sur l'Europe pour laquelle les « reconstructeurs » souhaitent *« une reprise de la notion d'eurocommunisme, non plus au sens de mise à jour démocratique des partis communistes, mais au sens propre d'un projet communiste pour l'Europe »*.

« Aujourd'hui, nous pratiquons la ligne de classe en dehors des élections et l'union de la gauche en période électorale », regrettent les rédacteurs du document qui posent comme principe fondamental de leur réflexion : *« Il faut être en permanence parti de luttes et parti de gouvernement. »*

Alors que les élections cantonales viennent de leur donner une douzaine de conseillers généraux, les « reconstructeurs », tout comme leurs prédécesseurs les « rénovateurs » en février 1987, franchissent le pas du document alternatif aux préceptes de la direction. La situation leur est-elle plus favorable ?

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Le texte a été rédigé par un groupe de travail composé de MM. Jean Breteau, Marcel Caille, Félix Damette, Marcel Defriche, Daniel Garipuy, Mme Colette Goeuriot, MM. Philippe Haumont, Claude Poperen, Roger Ranoux, Roland Renard, Marc Richeux et Marcel Rigout.

هكذا من الأصل

Politique

L'Assemblée nationale commence l'examen du projet de revenu minimum d'insertion

La discussion qui s'ouvre, mardi 4 octobre, à l'Assemblée nationale sur le projet de loi créant un revenu minimum d'insertion (RMI) s'annonce difficile. Tous les groupes sont d'accord sur l'idée elle-même, mais les positions divergent dès que l'on entre dans les modalités pratiques.

Les commissaires socialistes devaient se retrouver une nouvelle fois avec les représentants du gouvernement, mardi matin, quelques heures avant *le début de la discussion en séance publique*, pour d'ultimes arbitrages. De son côté le groupe RPR ne devrait pas aller jusqu'au vote contre. Les commissaires RPR *s'étaient abstenus* en commission. Le groupe RPR propose une philosophie qui est l'inverse de celle défendue par les élus socialistes et qui est, d'une certaine façon, *plus proche du projet originel* du gouvernement.

Comme l'a expliqué, le lundi 3 octobre, M. Jean-Pierre Delalande (RPR Val-d'Oise), les élus RPR souhaitent inverser l'ordre des facteurs : ils veulent que ce soit l'insertion qui donne droit à un revenu minimum. M. Delalande ne veut *pas d'une nouvelle « allocation », mais d'un projet* d'insertion qui donne droit, s'il est respecté, à un revenu. Comme ses deux collègues, Mme Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) et M. Jean-Yves Chamard (Vienne) qui interviendront dans le débat, M. Delalande reproche également au projet sa décentralisation timide et le *fait que 18 des 48 articles du projet de loi renvoient* au pouvoir réglementaire pour les dispositions pratiques à prendre. Les élus RPR souhaitent obtenir du gouvernement des éclaircissements sur ces points.

D'autre part, il semble que le groupe RPR veuille revenir sur les dispositions concernant l'extension du bénéfice du RMI à l'ensemble des travailleurs immigrés en situation régulière. En commission, les commissaires RPR avaient voté ces *dispositions* avec leurs *collègues, toutes étiquettes confondues*. Enfin, Mme Bachelot a précisé que le RPR était hostile à la prise en compte des allocations logement dans le calcul des ressources à partir desquelles on déduit le revenu minimum.

Le groupe communiste s'oriente vers un vote *positif après avoir opté* pour *l'abstention* en commission. M. André Lajoinie a précisé, lundi, que le gouvernement avait fait *« un bon mouvement »* en acceptant de laisser amender son projet : notamment pour *l'attribution* du RMI aux étrangers en situation régulière et l'abaissement de l'âge limite pour le recevoir (les moins de vingt-cinq ans ayant charge de famille pourraient en bénéficier). Le président du groupe communiste souhaite toutefois obtenir d'autres concessions de *la part du gouvernement*, par *exemple la suppression* de l'obligation de mener une action pour pouvoir toucher le RMI.

***Les élus socialistes ne se privent pas, quant à* eux, de dénoncer en privé la mauvaise maîtrise de ce dossier par le gouvernement. Le texte aurait été trop hâtivement préparé, faisant ainsi perdre au gouvernement le bénéfice d'une mesure qui figurait en bonne place dans *la Lettre à tous les Français*, de M. Mitterrand.**

P. S.

Une rentrée discrète

Les députés se sont retrouvés à une petite centaine (sur cinq cent soixante-dix-sept), le lundi 3 octobre, pour l'ouverture officielle de la session d'automne 1988-1989. La nuit blanche des cantonales et l'absence de texte inscrit à l'ordre du jour de cette séance ont dissuadé la plupart des élus de se déplacer. A l'exception de M. Pierre Mauroy, les principaux dirigeants de parti étaient restés chez eux. La véritable rentrée devait avoir lieu mardi avec le début de l'examen du projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI).

Ouverte solennellement par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, la première séance n'a duré qu'une dizaine de minutes, le temps de proclamer l'élection des deux députés RPR de l'Oise, MM. Olivier Dassault et Jean-François Mancel, d'informer la représentation nationale de diverses dispositions concernant le fonctionnement de l'Assemblée et de lire le programme des prochains jours. M. Laurent Fabius a clos cette séance après avoir souhaité *« une bonne session »* à l'ensemble de ses collègues. Le président de l'Assemblée devrait intervenir plus longuement mercredi, avant la séance des questions au gouvernement pour en présenter la nouvelle formule,

Dans les couloirs, M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, affichait une mine résolument sereine, après une longue nuit électorale. L'abstention massive des deux dimanches électoraux traduirait-elle une amorce de désenchantement ? *« Je ne vois aucun sujet de mécontentement. Il faut vraiment gratter pour tenter d'en trouver un »*, répond le ministre.

A deux pas, le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec, *se fait les dents sur les centristes* avec une délectation visible. Les propos du président de l'Union du centre (UDC), M. Pierre Méhaignerie, dimanche soir, estimant qu'un référendum sur la Nouvelle-Calédonie ne s'imposait plus, ont *« choqué »* le député du Nord. *« Ils sont toujours d'accord avec Rocard, quand il s'agit de prononcer quelques bonnes paroles, mais dès qu'il faut passer à l'acte, ils se défilent. D'ailleurs, les démocrates-chrétiens ont toujours des problèmes pour passer à l'acte... »*, ajoute le député socialiste avant de se lancer dans une défense et illustration du dernier film de Martin Scorsese.

M. Lajoinie : « Justice sociale »

Un membre du cabinet de M. Michel Rocard assure, quant à lui, que le premier ministre va mettre les bouchées doubles pour la campagne référendaire. De quoi *faire hurler de joie M. Henri Emmanuelli* qui avait reproché au chef du gouvernement d'avoir insuffisamment mouillé sa chemise pour les cantonales.

LLendemains heureux de cantonales ou veilles prudentes de municipales, le groupe communiste à l'Assemblée nationale semble plein de bonne volonté. *« Nous soutiendrons tout ce qui est positif, même minime, et nous combattrons ce qui est négatif »* a déclaré M. André Lajoinie, au terme de la journée de travail des députés et sénateurs communistes, organisée lundi au Sénat. M. Lajoinie a ainsi précisé que son groupe votera pour le revenu minimum d'insertion — son abstention en commission était une *« alerte »* de *l'opinion et des pouvoirs publics « sur le développement de la misère moderne »* — et pour le projet d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), même s'il est encore jugé trop *« timide »*. Le président du groupe estime toutefois avoir obtenu d'importantes *« améliorations »* du projet, telle la création d'une tranche d'imposition supplémentaire de 1,1 %.

Il n'en va pas de même pour le budget, marqué, selon M. Lajoinie, par *« l'austérité, dans la continuité de ceux qui l'ont précédé »*. Le président du groupe communiste déplore *« la disparité entre les allégements fiscaux pour le patronat et les revenus du capital, et ceux destinés aux revenus des salariés »*. Les communistes défendront donc par amendement leurs proposiions de *« justice sociale »* : réduction de la taxe d'habitation (sans contrepartie à la charge des collectivités locales) pour ceux qui ne payent pas l'impôt sur le revenu, exonération pour les bénéficiaires du RMI, diminution des dépenses d'armement. *« Nous jugerons le budget en fin de parcours*, a conclu M. Lajoinie, ajoutant : *il y a une majorité de gauche à l'Assemblée, nous pouvons donc faire une politique de gauche. »*

P. R.-D. et P. S.

Critiques de gauche, critiques de droite

Avant l'été, le projet de « revenu minimum d'insertion » (RMI) présenté par le gouvernement *était surtout* confronté à une critique « de droite », exigeant comme M. Méhaignerie, président du CDS, que le *versement du revenu minimum soit lié à* une *« contrepartie »*, travail ou formation. Avec l'examen en commission à l'Assemblée nationale, les discussions au sein du groupe socialiste et les observations de nombreuses associations (sociales, caritatives, familiales, de chômeurs, etc.) il est soumis à une critique de *« gauche »*. Celle-ci vise tout ce qui pourrait limiter le *« droit »* au revenu minimum : justificatifs à l'entrée, nécessité d'accepter les propositions d'insertions, possibilité d'exclusion ensuite.

De même, la prise en compte des prestations familiales (et notamment de l'allocation logement) dans le montant des ressources des bénéficiaires potentiels pourrait-elle aller contre les objectifs des politiques sociales (et du RMI lui-même) en défavorisant les familles nombreuses ou en accroissant les difficultés de logement des plus démunis, et réduire l'aide réellement accordée.

On eût plutôt attendu des réactions de satisfaction : le RMI marque une nette rupture avec les politiques antérieures établissant des formes spécifiques de revenu minimum répondant à des situations précises (veuvage, handicap, retraite insuffisante, isolement) ; la population visée est sans commune mesure avec les bénéficiaires des « compléments locaux de ressources » créés par le gouvernement précédent. Le RMI est ce qui reste de « grand projet » social dans le programme gouvernemental.

Mais la méfiance est justifiée par l'expérience du passé. Les « compléments locaux de ressources », soumis à une condition d'activité ou de formation, n'ont atteint qu'un peu plus de la moitié de l'effectif prévu (1) ; l'extension des minima locaux a toujours *été freinée par la crainte de* « débordements » financiers : *« Les procédures d'instruction et le type de contrepartie exigée »* opèrent une sélection au *moins aussi forte* que les critères initiaux d'attribution, soulignait une étude du CREDOC : ils *« confèrent à la prestation quelques-uns des défauts* (des aides légales) *que la création du revenu minimum visait à corriger »*. On peut craindre tout autant le raffinement bureaucratique des organismes sociaux chargés de sa gestion que le laxisme de la part de responsables locaux qui ne sont pas impliqués financièrement.

Mais à vouloir faire de l'accès au RMI un droit absolu, on risque de le transformer en *« prestation universelle »* sans conditions et non en instrument d'insertion ou de résinsertion. De même risque-t-on, si le niveau de ressources procuré est trop proche du salaire minimum, de *« créer un effet de rejet »*, comme l'écrit M. Jean-Michel Belorgey, président et rapporteur de la commission des affaires sociales de l'Assemblée.

C'est précisément pour prévenir une telle réaction que le gouvernement entend éviter la référence au SMIC — de façon un peu hypocrite, car cette comparaison est inévitable — et qu'il veut affirmer la relation entre le versement du revenu minimum et la participation du bénéficiaire à un effort d'insertion sociale ou professionnelle, si modeste soit-il et défini avec lui. D'autant que les deux éléments sont *liés* : un revenu minimum pas trop « raboté » a d'autant plus de chances d'être accepté dans l'opinion qu'il correspond à un « contrat » *avec des obligations réciproques*.

De même, la volonté de se prémunir contre tout dérapage du pouvoir réglementaire, contre tout abus des organismes sociaux, peut amener à *l'inverse de l'effet recherché*. Réduire au maximums, la complexité du système est nécessaire pour les bénéficiaires potentiels ; *mais le raisonnement* vaut, à un moindre degré, pour les organismes chargés du service. Pour que le RMI puisse commencer à être versé avant la *fin* de l'année comme le souhaite le président de la République sans que les actions d'insertion soient remises aux calendes, il faut non seulement aller vite dans la publication des textes, mais concevoir des procédures assez simples.

Les équilibres sont d'autant moins *faciles* à trouver que l'on ignore la taille et la composition de la clientèle du RMI. En témoigne l'incertitude sur le nombre des bénéficiaires potentiels, les évaluations allant de 1,2 à 1,5 million de personnes : si l'on peut repérer les quelque 300 000 familles concernées à travers le versement des prestations familiales, d'autres — isolés, couples sans enfant ou ayant épuisé leurs droits — échappent à tout recensement.

Antant que leur nombre et leurs revenus, on ignore leurs besoins et leurs capacités d'insertion. Quelle est la part des préretraités sans FNE, des veuves ou des retraités ayant des pensions insuffisantes, des marginaux qu'on peut seulement aider à subsister, des victimes du chômage prolongé qui ont besoin d'une longue formation pour revenir sur le marché du travail, des *« non-performants »* qu'il faut empêcher de « décrocher » ? C'est paradoxalement la mise en route du RMI qui permettra de tracer les contours de la pauvreté en France...

GUY HERZLICH.

(1) 12 500 bénéficiaires au lieu de 20 000.

Politique

Les résultats des cantonales et la préparation des municipales

Place aux coulisses pour l'élection des présidents des conseils

La phase publique du renouvellement cantonal va connaître une parenthèse dans certains départements pour faire place aux négociations et aux discussions de coulisses, plus discrètes. Il s'agit, d'ici au vendredi 7 octobre, de régler quelques successions et quelques prétentions de remplacement.

En Gironde, qui, avec la Martinique, est le seul département où la droite a perdu, au profit de la gauche, la majorité au conseil général, M. Philippe Madrelle (PS) doit succéder à M. Jacques Valade (RPR) dont la défaite suscite un vrai malaise dans les rangs de la droite (voir ci-dessous).

Dans les départements où le président sortant a décidé de se retirer, le vide ainsi créé suscite des appétits – c'est le cas dans le Finistère entre centriste, divers droite et RPR. Dans le Puy-de-Dôme, le remplacement de M. Arsène Boulay (PS) n'est pas réglé.

Dans d'autres, enfin, les rééquilibrages de rapport de forces à droite est susceptible de remettre en question certaines situations : c'est le cas dans l'Aisne entre le sortant divers droite, M. Charles Brazier, et l'UDF M. Paul Girand ; ou encore, dans les Yvelines, entre le sortant, M. Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS) et le RPR. Au sein de cette dernière formation, M. Paul Graziani, sortant, et M. Charles Pasqua sont en compétition pour la présidence des Hauts-de-Seine.

En Meurthe et Moselle, dans le huis-clos de leur débat, les conseillers UDF-RPR et divers droite ont choisi de présenter comme candidat à la présidence M. Jacques Baudot (UDF-CDS) premier adjoint de M. André Rossinot (UDF-Rad) maire de Nancy. Cette décision, acquise par 12 voix contre 11, élimine le président sortant UDF, M. Claude Huriet.

Le fort taux d'abstention enregistré les 25 septembre et 2 octobre et les résultats eux-mêmes ont fourni un prétexte à M. Pierre Joxe pour relancer son idée de réforme du mode de scrutin. Au micro d'*Europe 1*, lundi 3 octobre, le ministre de l'Intérieur ; a affirmé que les élections cantonales au scrutin majoritaire *« sont les dernières de l'Histoire »*. Pour montrer l'iniquité de ce mode de scrutin, M. Joxe a observé que la gauche, en recueillant le 2 octobre *« plus de 50 % des voix »*, n'obtenait qu'*« à peine 40 % de sièges »* tandis que la droite *« minoritaire »* était créditée de *« presque 60 % des sièges »*. Cela impose, estime-t-il, de *« réfléchir au moyen de changer le mode de scrutin »* ; *« maintenant les députés et les sénateurs vont pouvoir en discuter »*.

Le Front national s'est déjà déclaré, à l'issue de son bureau politique le 3 octobre, *« favorable »* à l'instauration de la proportionnelle pour les cantonales. Interrogé justement sur le risque de voir l'extrême droite profiter d'une modificatiton du mode de scrutin, le ministre de l'intérieur a répondu : *« Les résultats que viennent de faire les partisans de M. Le Pen dans les conseils régionaux montrent que, pour le moment,* ce n'est pas *du tout la question. »*

De son côté, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, s'est montré favorable, mardi 4 octobre, à une plus grande autonomie des départements pour leurs interventions économiques.

En Gironde, la droite menacée d'une « déconstruction en cascade »

BORDEAUX
de notre correspondante.

La défaite de la droite girondine a libéré des rancœurs longtemps contenues. M. Jacques Valade (RPR), qui a perdu dimanche 2 octobre la présidence du conseil général, a lui-même donné le ton, imputant ce changement de majorité à des *« dissensions internes »* à la droite dans les cantons de La Teste et du Bouscat.

Dans les deux cas, le différend remontait aux municipales de 1983, avec un relief particulier au Bouscat. Le maire RPR de ce chef-lieu de canton, M. Jean Valleix, est accusé d'avoir contribué à la défaite du conseiller sortant, M. Gérard Vibert (UDF-PR), battu de six voix. Or M. Valleix, député depuis 1967, maire depuis 1983, préside aussi depuis 1981 le comité départemental du RPR. De surcroît, ce chiraquien de la première heure fut dans les années 60 le « dauphin » de M. Jacques Chaban-Delmas, qualité aujourd'hui dévolue à M. Valade. En outre, le soutien accordé du bout des lèvres par M. Valleix à M. Vibert fut négocié entre les deux tours par M. Chaban-Delmas en personne. *Mezza voce*, on suppute donc certaines *« erreurs d'appréciation »*, fatales à M. Valade.

Le soir du scrutin, M. Valleix était désigné à la vindicte de son mouvement. Depuis, l'appareil s'est ressaisi, remettant *« à plus tard »* les demandes de sanction et préférant insister sur le recours déposé devant le tribunal administratif pour tenter d'inverser le scrutin du Bouscat. Trop tard. M. Valleix organise sa défense : il met le doigt sur l'*« érosion des voix de droite »*, et il observe. *« Nous avons perdu malheureusement six cantons, et non un seul. »* En écho, le Parti socialiste souligne que *« la gauche obtient 56,05 % des suffrages sur l'ensemble du département et 16 668 voix d'avance sur la droite »*.

En 1986, au cours de sa deuxième année de présidence, M. Valade avait fait l'objet d'une tentative de déstabilisation du côté de l'UDF. Les mêmes prédisent désormais une *« déconstruction en cascade »*, à la fois pour l'ancien patron du département et pour sa majorité perdue.

Dans quelques semaines, M. Valade ne sera plus « que » conseiller général et premier adjoint de Bordeaux. Pour se soumettre à la loi anti-cumul, il se démettra en effet de son mandat de conseiller régional.

M. Madrelle (PS) bien placé

Quant à la droite, elle aborde les municipales avec de sérieux handicaps. Les cantonales ont servi de test, en particulier dans l'agglomération bordelaise. Le basculement de Pessac et celui du Bouscat, ajoutés aux excellents résultats du PS à Talence lors des législatives de juin, pourraient annoncer une reprise de ces communes par la gauche en mars 1989. Il n'en faudrait pas plus pour rendre la communauté urbaine bordelaise, présidée depuis 1983 par M. Chaban-Delmas, au PS et à son ancien président, le député et maire de Mérignac, M. Michel Sainte-Marie.

Les vents électoraux se montrent favorables au PS. Officiellement, depuis l'OPA réussie de M. Gilbert Mitterrand sur l'appareil socialiste girondin au printemps 1987, le calme est revenu au sein du PS. Pour la première fois, cette *« unité retrouvée »* va être soumise à l'épreuve du pouvoir. *« Si nous voulons passer le cap du prochain renouvellement du conseil général dans trois ans, il nous faut une équipe politique solide et techniquement compétente, et capable d'asseoir une image favorable dans l'opinion publique »*, estime un des élus du PS. Sans conteste, la présidence reviendra à M. Philippe Madrelle, sénateur, qui fut le patron du département pendant neuf ans, de 1974 à 1985. M. Madrelle promet de *« s'efforcer que tout le monde soit satisfait »* dans le partage des responsabilités, et en particulier des vice-présidences.

Tout le monde, c'est-à-dire les caciques et leurs hommes liges, sans oublier les rocardiens et les communistes. Derrière leur chef de file, M. Pierre Brana, l'*« antenne de Matignon »* en Gironde, les rocardiens ont pris du poids. N'ont-ils pas fait tomber La Teste et Le Bouscat, les deux cantons-clés du second tour ?

L'appoint des communistes, et d'autre part indispensable pour asseoir la majorité de la gauche. Cela garantit d'office une vice-présidence pour l'un des trois élus du PCF. Et l'ouverture dans tout cela ? Nul, au PS, n'y semble plus guère favorable, et seul pour l'instant le barriste Yves Lecoudey plaide pour une *« redistribution des cartes »*, en assurant qu'il ne fera pas d'*« opposition systématique »*, mais cela ne semble guère devoir aller plus loin.

GINETTE DE MATHA.

Les socialistes veulent une « explication » avec les communistes

Les socialistes veulent engager sans tarder le débat avec les communistes sur la préparation des élections municipales de mars 1989. Le comportement du PCF lors des élections cantonales a été critiqué, le lundi 3 octobre, par M. Pierre Joxe. Le ministre de l'intérieur a observé, sur Antenne 2, que les communistes, *« dans certains cas, ont vraiment aidé la droite à gagner des sièges »*

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a dénoncé, lui aussi, mardi. sur France-Inter, le *« comportement des dirigeants communistes »*, qui *« est sans doute, pour une part, responsable du fait que la droite a conservé la direction de certains conseils généraux »*. *« Nous ne pouvons pas courir de risque de ce genre pour les élections municipales*, a ajouté M. Poperen. *« Il va falloir mettre cartes sur table »*.

Pour sa part, Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du PCF, estime que *« d'une manière générale »*, aux élections cantonales, *« les reports de voix se sont bien effectués, avec, comme toujours, des problèmes locaux »*. S'agissant de l'Allier et de l'Indre, où des candidats communistes s'étaient maintenus, au second tour, contre des candidats « majorité présidentielle » soutenus par le PS, Mme Vincent nous a déclaré qu'*« il n'y avait pas d'autre candidat de gauche dans ces cantons, que le candidat communiste »*.

Le groupe de travail formé à la direction du PS pour étudier la préparation des élections municipales, et qui comprend des représentants des différents courants du parti, doit se réunir mercredi. A son retour du Chili, où il conduit une délégation de l'Internationale socialiste, M. Pierre Mauroy proposera officiellement au PCF une rencontre.

Il s'agit de *« mettre à plat les situations locales »*, a expliqué le lundi 3 octobre M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, chargé des élections, en s'intéressant à la fois aux villes tenues par la gauche et à celles que détient la droite. Les socialistes s'attendent que les communistes proposent, comme en 1983, la reconduction pure et simple des maires de gauche à la tête de listes d'union. Telle ne sera pas forcément la stratégie adoptée partout par le PS. De même, la loi électorale municipale permettant des « primaires » au premier tour, cette méthode pourrait être retenue face à certaines municipalités sortantes de droite.

« Il est indispensable d'avoir une explication avec les communistes », a déclaré lundi M. Mauroy, qui était l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter.

Le premier secrétaire a confirmé la volonté des socialistes *« d'opérer le rassemblement à gauche et d'élargir ce rassemblement à gauche »*. *« Nous ne sommes pas dans l'union de la gauche »*, a observé M. Mauroy, en soulignant que *« le jeu des municipales ne se passe pas seulement entre communistes et socialistes »* et qu'il faut y associer, outre les radicaux de gauche, les *« démocrates de progrès »* et *« tous ceux qui ont rejoint la majorité présidentielle »*.

Réaffirmant que le PCF est, à ses yeux, *« dans la majorité présidentielle, à sa façon »*, puisqu'il avait appelé à voter pour M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle, M. Mauroy a déclaré qu'il faut *« traduire sur le plan municipal la réalité »* de cette majorité. Celle-ci inclut, selon lui, tous ceux qui ont soutenu M. Mitterrand le 8 mai, plus ceux qui se sont rangés, depuis lors, au côté du président de la République. *« Notre souci est toujours d'élargir »*, a affirmé le premier secrétaire, en rappelant les Assises du socialistes qui avaient vu l'entrée au PS de M. Michel Rocard et de ses amis en 1974, et l'ouverture du Parti socialiste aux chrétiens.

Le « silence retrouvé » de M. Emmanuelli

La rencontre entre le PS et le PCF doit s'inscrire, pour les socialistes, dans la préparation de leur convention nationale du 13 novembre, qui définira leur stratégie pour les élections municipales. Le premier secrétaire présentera à cette convention un texte d'orientation, qui devrait être assuré de l'unanimité des courants. Les sections du parti pourront alors, sur la base de cette orientation, travailler à la préparation des listes dans chaque ville, la désignation des têtes de liste – et, par conséquent, la démarche adoptée dans chaque cas – étant soumise à l'approbation d'une nouvelle convention au début de l'année prochaine.

Les résultats des élections cantonales, salués comme positifs par les dirigeants socialistes, ont donné l'occasion aux rocardiens de revenir sur les propos de M. Henri Emmanuelli, le « numéro deux » du parti, qui, à la suite du premier tour, avait mis en cause la politique « consensuelle » du gouvernement. *« La meilleure preuve que ces cantonales sont un succès pour le gouvernement de Michel Rocard, c'est le silence retrouvé d'Henri Emmanuelli »*, a ironisé M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national. Le député des Landes, a-t-il ajouté, *« n'avait rien négligé, entre les deux tours, pour que ce résultat ne soit pas bon »*.

M. Alain Richard, membre du bureau exécutif, a souligné pour sa part que la *« stratégie de rassemblement »*, appliquée par le gouvernement, n'a *« pas d'alternative »*. Il souhaite qu'une *« coordination constructive se développe entre le PS et le gouvernement »* et que *« chacun assume son rôle politique en maîtrisant son expression »*.

P. J.

Balance des sièges en métropole selon le ministère de l'intérieur

	Sortants	Élus 1er tour	Élus 2e tour	TOTAL des deux tours	Gains-pertes	Non-sortants	Total
Ext. g.	5		4	4	– 1	3	7
PC	180	23	142	165	– 15	130	295
PS	487	183	391	574	+ 87	397	971
MRG	56	22	22	44	– 12	51	95
Maj. p.	35	20	35	55	+ 20	36	91
RPR	361	165	187	352	– 9	402	754
UDF	507	228	208	436	– 71	497	933
Div. d.	302	155	148	303	+ 1	352	655
Ecol.	0	0	1	1	+ 1	2	3
FN et ext. d.	2	2	0	2	=	2	4
	1935	798	1138	1936 (1)	+ 1 (1)	1872	3808

(1) Le canton de Saint-Ismier (Isère), créé après le renouvellement de 1985, n'avait pas de sortant.

Les résultats du ministère de l'intérieur pour les cantons en ballottage

	MÉTROPOLE 1er tour		MÉTROPOLE 2e tour		OUTRE-MER 2e tour		TOTAL 2e tour	
Inscr.	13 203 109		13 167 820		175 770		13 343 590	
Vot	6 063 690		6 187 560		87 855		6 275 415	
Abst	54,07 %		53 %		50,01		52,97	
Suffr. expr.	5 931 139		5 885 198		84 228		5 969 426	
	voix	%	voix	%	voix	%	voix	%
Ext. g.	32 331	0,54	14 308	0,24	977	1,15	15 285	0,25
PC	897 990	15,14	578 080	9,82	8 604	10,21	586 684	9,82
PS	1 787 796	30,14	2 207 573	37,51	15 068	17,88	2 222 041	37,23
MRG	76 830	1,29	91 153	1,54	–	–	91 153	1,52
Maj. p.	140 726	2,37	123 272	2,09	17 476	20,74	140 748	2,35
Ecol	115 791	1,95	6 664	0,11	–	–	6 664	0,11
Rég. et aut	10 333	0,17	–	–	457	0,54	482	–
RPR	920 576	15,52	1 098 026	18,65	13 456	15,97	1 111 482	18,61
UDF	909 596	15,33	1 073 514	18,24	8 315	9,87	1 081 829	18,12
Div. d.	650 993	10,97	666 952	11,33	19 875	23,59	686 827	11,50
FN	378 144	6,37	25 656	0,43	–	–	25 656	0,42
Ext. d.	10 033	0,16	–	–	–	–	–	–

Rectificatifs et précisions

● **Aisne : Villers-Cotterêts.** – Les résultats du second tour ont été les suivants : inscr., 8 552 ; abst., 33,62 % ; suffr. expr., 5 483. M. Georges Bouaziz, PS, 2 952 voix (53,83 %), *ÉLU* ; M. Michel Laviolette, UDF, 2 531. Le conseiller général sortant, M. Pierre Brun, div. g., s'était retiré après le premier tour.

● **Meurthe-et-Moselle : Lunéville-Sud.** – C'est le candidat socialiste, M. Michel Closse, qui a été élu face au conseiller général sortant RPR, M. Guy Corbiat, et non le représentant du PCF, éliminé dès le premier tour.

● **Hauts-de-Seine.** – Dix-huit élus RPR siègent désormais au sein de la majorité UDC-RPR des Hauts-de-Seine, aux côtés de treize conseillers de l'UDF et d'un CNI.

● **Gironde.** – C'est par erreur que nous avons attribué à M. Gilbert Mitterrand, député (PS), l'intention de briguer la succession de M. Valade (RPR) à la tête du conseil général. Le « nous » employé par M. Mitterrand pour annoncer cette candidature était collectif, et non « papal » : le fils du chef de l'Etat ne détient en effet aucun mandat départemental.



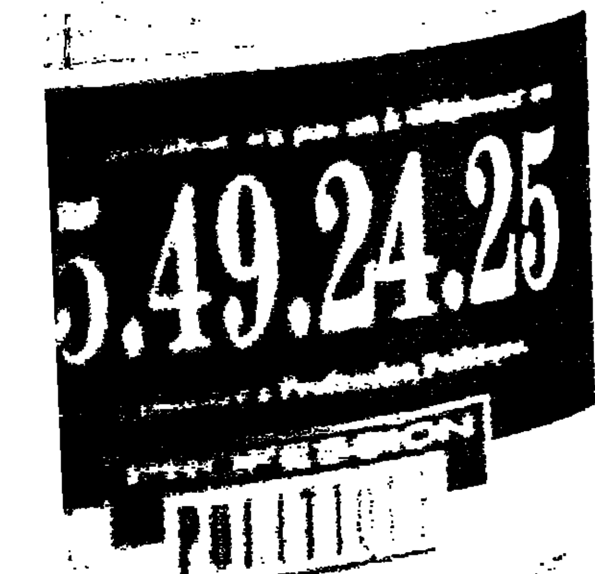
هكذا من الأصل

ipales

ts des conseils

ent une « explication »
communistes

n ballottage



Société

Sept morts dans les inondations à Nîmes

« Le Cadereau arrive ! »

NIMES
de notre correspondant

7 h 15 lundi matin, sur le boulevard Georges-Pompidou, au pied des collines qui, au nord, ceinturent Nîmes, un homme à moto fonce en hurlant sous le rideau de pluie qui tombe, à grands traits ininterrompus, depuis plus de trois heures. Il crie à tue-tête sans arrêter sa machine : *« Le Cadereau ! Le Cadereau arrive ! »*

Mais l'avertissement de ce motard anonyme vient trop tôt – *beaucoup ne l'ont pas entendu* – ou trop tard. Car le Cardereau, cet infime ruisseau qu'aucun touriste ne prendrait jamais au sérieux est, *depuis des générations*, la hantise des Nîmois : à sec l'été, il devient parfois, tous les vingt ou trente ans, un torrent imprévisible. En ce matin d'automne, alors que 50 centimètres d'eau sont déjà tombés depuis les premiers coups de tonnerre au milieu de la nuit, le Cadereau va pourtant dépasser tout ce que les Nîmois ont jamais connu.

7 h 30 : un mugissement de tempête l'annonce : le Cadereau arrive... En fait, c'est une masse d'eau boueuse, haute de près de 2 mètres, qui va s'abattre sur les quartiers nord de la ville, un formidable courant qui arrache tout : panneaux de signalisation, volets, murets de jardins, arbres. Le flot enfle, grossit, devient un énorme torrent qui va défoncer les devantures des magasins, jetant les voitures les unes contre les autres comme des jouets, et même renverser les autobus.

Dans les rues, où les enfants vont à l'école où les employés se rendent vers les bureaux, c'est la panique : on voit de vieilles dames s'accrocher en hurlant aux grilles des magasins, des enfants grimper aux pylônes EDF... Premiers secours improvisés, premiers sauvetages de bénévoles, qui cherchent à sauver leur vie en même temps que celle des autres.

Car dans ces rues de Nîmes, c'est bien de cela qu'il s'agit : sauver sa vie. Un fonctionnaire de police qui allait à son travail dira plus tard qu'il a vu à ce moment-là une vieille dame emportée par le flot, disparaître dans une bouche d'égoût. On n'en a pour l'instant trouvé aucune trace.

La catastrophe de Nîmes ne fait pourtant que commencer. Sur le boulevard périphérique au sud de la ville les voitures attendent dans les traditionnels bouchons que la file veuille bien avancer. Il y a de l'eau jusqu'à mi-roues, un rideau de pluie s'étire comme il sait en tomber ici, mais enfin on roule. Jusqu'à 8 heures où cette fois, rien ne va plus. L'eau commence à pénétrer dans les voitures, les moteurs étouffent et le flot monte toujours.

A 8 h 15, des centaines d'automobilistes *n'ont plus qu'une chose à faire : monter sur le toit de leur* véhicule et attendre. Attendre quoi ? On ne sait pas très bien. *Dans la ville privée d'électricité et de téléphone*, casernes de pompiers et de gendarmerie sont *noyées* comme tout le reste.

Une seconde vague

Le pire est encore à venir. Depuis le matin, le jardin de la Fontaine, cet admirable ensemble à la française bâti sur une source au pied de la tour Magne, joue vaille que vaille son rôle habituel de déversoir. Mais dans ces canaux du dix-huitième siècle, viennent s'engloutir pêle-mêle les flots de boue, les pans de mur, les carcasses de voitures poussés par le Cadereau. Trop c'est trop : le siphon de la mystérieuse source, *dont les hydrologues n'ont toujours pas compris le mécanisme*, se bouche. Alors c'est le second choc de la matinée : des canaux du jardin arrive la seconde vague, plus effrayante encore que la première. Une vague qui déferle cette fois sur le cœur de la ville lui-même. Troncs d'arbres, vestiges romains, carcasses de voitures, bouteilles de gaz, venues d'on ne sait où, s'accumulent dans les ruelles commerçantes du quartier piétonnier. *« L'apocalypse, un tremblement de terre »*, disent les Nîmois, qui assistent impuissants à la ruine de leurs magasins, de leurs appartements où s'entassent des monticules de boue.

A 9 h 30, la Maison carrée est une île aux colonnes de pierre : des voitures garées autour du vieux temple on ne voit dépasser que les antennes. Dans les travées, où il y a deux mille ans eurent lieu des naumachies, ces simulations de combats navals dont les Romains étaient friands, l'eau monte jusqu'aux premiers gradins : deux mètres. Dans certaines rues on tend des cordes pour que les piétons puissent traverser *sans être* emportés par le flot.

Partout les mêmes scènes : ici des panneaux arrachés à leur magasin, et qui flottent, vaisseaux dérisoires au milieu des carcasses de voitures, là des amoncellements de carrosseries, d'ordures, et qu'il faut escalader pour *pouvoir* continuer son chemin. Plus loin encore, une fête foraine « éventrée » qui *aligne*, au fil de *l'eau*, ses *tourniquets et ses chevaux de bois*...

Comme toujours, dans ces circonstances, la générosité et *l'odieux se côtoient : des familles* accueillent des enfants surpris sur le chemin de l'école par le torrent : des *inconnus* sauvent des vieillards renversés par le flot, et pendant le même temps, une poignée d'individus fait main basse sur les marchandises encore exposées dans les vitrines éventrées, en brisant les vitres, si, par hasard elles ont résisté.

Quand, vers 9 h 30 le plan ORSEC est déclenché, Nîmes est une ville meurtrie, blessée, coupée du monde, sans électricité. Soixante-cinq mille habitants sont privés de téléphone. Les *rues* sont impraticables. L'autoroute A 9 est coupée, un des ponts de la voie ferrée, à l'entrée de la *cité*, est éventré.

Quand Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, venu par avion spécial pour se rendre compte de l'importance de la catastrophe, arrivera, il survolera une vaste étendue d'eau boueuse où les chevaux de Camargue, de l'eau jusqu'au garrot, attendent on ne sait quel secours.

Une noria d'hélicoptères

Dans la cité, on pare au plus pressé. Heureusement, Nîmes est traditionnellement une importante ville de garnison. Vers 10 heures, des véhicules amphibies de l'armée, des hélicoptères, des bateaux à fond plat, arrivent du camp des Garrigues tout proche. Une quinzaine d'hélicoptères, en tout, vont alors effectuer au-dessus de la ville une véritable noria : il y a partout des gens sur les toits, dont le salut ne peut venir que du ciel. Il faudra même dégager, un à un, les soixante élèves d'un car scolaire emporté par la vague en plein centre de la ville et isolé au milieu d'un torrent infranchissable. Et alors que la pluie tombe toujours – on a atteint le mètre d'eau vers midi – tout le monde se pose la question : combien de morts, combien de disparus dans cette ville ravagée ? Dans cette banlieue nîmoise où certains mazets ont explosé ?

Mardi, en fin de matinée, le bilan était toujours de sept morts, sept personnes, tous des hommes, dont *l'identité n'a pu encore être établie*, qui ont été emportés par les eaux et n'ont pu se dégager. Mais les *responsables des secours* craignent de découvrir d'autres cadavres dans les caves englouties ou dans les voitures emportées par les flots de boue.

Le maire de Nîmes, M. Jean Bousquet, a réquisitionné les hôtels de la ville pour héberger les sans-abri. Les écoles sont, bien sûr, fermées et certains enfants hébergés par les familles au hasard des sauvetages ne sont pas encore tous rentrés chez eux. Pourtant, lundi soir, alors que la pluie s'arrêtait enfin de tomber sur Nîmes, M. Pierre Joxe pouvait enfin déclarer : *« Il n'y a plus de danger, mais il faut respecter une certaine discipline, ne pas venir à Nîmes et ne pas y circuler. »*

Des renforts de CRS, deux cent cinquante hommes, sont arrivés sur place pour appliquer cette consigne et éviter d'autres pillages dans les magasins éventrés.

Mardi matin, alors qu'un ciel gris pèse sur la ville, les Nîmois, atterrés, contemplent les rues qui semblent avoir subi un bombardement : tout est éventré, défoncé, méconnaissable. Aucun chiffre, aucune estimation n'ont pu raisonnablement encore être avancés. Et avant même que de parler chiffres, il ne manque pas de Nîmois pour se souvenir que Nostradamus écrit dans son deuxième livre des Centuries : *« Nîmes périra par les eaux. »* La prédication ne fait plus, aujourd'hui, sourire personne...

JACKY VILACÈQUE.

228 litres d'eau par mètre carré

Les pluies fantastiques (228 millimètres d'eau entre 6 heures et 12 heures) qui sont tombées sur Nîmes le 3 octobre constituent un phénomène exceptionnel à plusieurs titres.

D'abord, par la quantité d'eau. Nîmes a reçu en douze heures 228 litres par mètre carré. Un seul précédent figure dans les archives de la Météorologie nationale : le 27 août 1987, Nîmes a reçu 129 millimètres en douze heures.

Ensuite, par la localisation extrêmement limitée. Les 228 millimètres de pluie sont tombés à Nîmes-Courbessac, la station de radio sondage de la Météorologie nationale située à 5 kilomètres à l'est-nord-est du centre de la ville. Pendant le même temps, il n'est tombé que 31 millimètres à Nîmes-Garons, l'aéroport militaire situé à 10 kilomètres au sud-sud-est du centre de la ville, et il n'est rien tombé sur le mont Aigoual ni sur Sète (respectivement à 70 kilomètres au nord-ouest et au sud-ouest de Nîmes). Un phénomène exceptionnel enfin, par l'immobilité de la zone d'orage qui est restée stationnaire pendant plusieurs heures avant de se déplacer lentement vers le nord-est en perdant sa virulence. Cette immobilité a été favorisée par des vents quasiment nuls.

Pour le moment, la Météorologie nationale ne peut s'expliquer les causes de la catastrophe. Tout ce que l'on pouvait dire vingt-quatre heures après le déluge meurtrier, c'est que de l'air chaud et humide arrivait de Méditerranée sur le Languedoc et les Cévennes, tandis que de l'air froid venant d'Aquitaine se dirigeait vers le golfe du Lion. Jusque-là, il s'agissait d'une situation classique. Comme a été classique la formation de cumulo-nimbus au-dessus de l'air maritime.

Le relief semble avoir joué un rôle important. Nîmes est situé à 39 mètres d'altitude dans une plaine. Au nord et près de la ville, l'horizon est barré par une ligne de collines montant jusqu'à 250 mètres et annonçant les Cévennes. Un relief aussi faible suscite très rarement la formation d'une telle ligne d'orages. Celle-ci n'avait d'ailleurs que 35 kilomètres de long et 10 kilomètres de large.

Toutes ces particularités se sont très probablement combinées pour provoquer ce déluge, d'autant plus imprévisible qu'il était d'une abondance exceptionnelle et d'une très faible étendue.

YVONNE REBEYROL.

La grève des gardiens de prison

Pas de durcissement, mais un enlisement

Déclenché le 26 septembre, le mouvement de protestation des gardiens de prison se poursuit. Jugeant insuffisantes les propositions du ministre de la justice – qui accepte de mettre en place progressivement la parité de la prime de risque des surveillants avec celle des fonctionnaires de police l'intersyndicale des fonctionnaires pénitentiaires a décidé *« de ne pas durcir le mouvement, mais de le poursuivre dans ses formes actuelles »*.

Ainsi, dans l'ensemble des établissements de la région parisienne et dans une quarantaine de prisons de province, les surveillants continuent de bloquer les écrous et les extractions. La direction de l'administration pénitentiaire a donc pris un arrêté prévoyant que les commissariats de police et les dépôts des palais de justice soient transformés en maisons d'arrêt provisoires. Les conditions de détention y sont de toute évidence précaires et très inconfortables. Plusieurs centaines de personnes placées sous mandat de dépôt sont ainsi gardées par des forces de police, faute de pouvoir entrer en prison. Plusieurs procès ont, en outre, dû être reportés, les détenus qui devaient comparaître n'ayant pas été extraits.

Une affaire mal engagée

Les surveillants ont établi une liste de contre-propositions, demandant notamment le recrutement massif de personnels dans tous les corps (entre 800 et 1 000 pour 1989, 920 en 1990 et des postes nécessaires à l'ouverture de nouveaux établissements, alors que le prochain budget en prévoit un peu plus de 600), le relèvement de la grille indiciaire et l'ouverture d'états généraux consacrés à la politique pénitentiaire.

A la demande du ministère de la justice, les procureurs et les procureurs généraux se sont rendus dans les établissements les plus importants. Ils y ont rencontré la direction, mais aussi les représentants syndicaux, dont ils ont entendu les revendications et visité les locaux. Ainsi, à Paris, M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel, et M. Pierre Bézard, procureur de la République, sont allés à la maison d'arrêt de la Santé ; à Fleury-Mérogis, M. Roger Lucas, procureur d'Evry, a rencontré l'intersyndicale.

On envisageait – alors que s'ouvrent à Matignon les négociations salariales de la fonction publique, – que ces contacts constituent une amorce ponctuelle de négociations, établissement par établissement, entre l'administration pénitentiaire et les surveillants en colère. L'affaire, pourtant, semble mal engagée : l'ouverture tardive consentie par la chancellerie, qui a commencé par aborder le conflit de manière cassante, l'annonce d'avantages accordés par le ministère de l'intérieur aux policiers et la détermination de la base font craindre que le mouvement se prolonge. Ligoté par un budget dont les grandes lignes sont en réalité arrêtées depuis un an et qui est grevé par le très lourd programme de construction de nouveaux établissements, le ministre de la justice dispose – quelle que soit sa bonne volonté, – d'une marge de manœuvre étroite. Le souci affiché – pour cause de rigueur – par le gouvernement de ne pas céder aux revendications particulières de telle ou telle catégorie de la fonction publique ne lui facilite pas la tâche.

AGATHE LOGEART.

Aux Baumettes

Les surveillants n'ont pas déposé les clés

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Jusqu'où aller trop loin ? La question est posée à l'Intersyndicale des surveillants de la prison des Baumettes à Marseille, contrainte de renoncer le lundi 3 octobre au mot d'ordre de *« cessation totale du travail »* qu'elle avait lancé la veille. Il lui était impossible en effet de le mettre à exécution sans que les forces de l'ordre ne se substituent préalablement aux grévistes. Or c'est en vain, lundi matin, que les surveillants ont attendu la relève de la police. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement ? Le personnel de l'administration pénitentiaire n'étant pas autorisé par son statut à faire grève, l'Intersyndicale ne pouvait donc pas déposer de préavis officiel qui aurait rendu nécessaire une réquisition des forces de l'ordre. La direction de l'établissement expliquait d'ailleurs que les surveillants *« ne l'avaient pas informé de leur projet de cessation du travail*, [et qu] *en conséquence elle n'avait aucune disposition particulière à prendre »*.

L'Intersyndicale s'est-elle placée dans une situation sans issue ? Son porte-parole, M. Struzinski, le conteste. *« Notre initiative*, a-t-il déclaré, *était destinée à répondre aux multiples pressions et provocations dont les responsables syndicaux font l'objet. Psychologiquement, dans la guerre des nerfs que nous vivons, elle n'a pas été inutile. »* Selon M. Struzinski l'éventualité d'une cessation du travail par les surveillants n'est d'ailleurs pas définitivement écartée. *« Nos collègues des établissements parisiens nous ont témoigné leur entière solidarité et nous ont assuré qu'ils déposeraient leurs clefs avec nous si le moindre affrontement devait se produire avec les forces de l'ordre. »*

L'intersyndicale n'est cependant pas parvenue à durcir comme elle le souhaitait le mouvement de mécontentement déclenché depuis le lundi 26 septembre au plan national. Ainsi, elle a vainement appelé lundi les chefs de travaux de la maison d'arrêt à observer un service minimum. Elle n'a pas réussi davantage à faire cesser le travail dans les ateliers extérieurs employant de la main-d'œuvre pénale. Le blocage des écrous, des extractions de détenus et des parloirs d'avocats se poursuit.

GUY PORTE.

JUSTICE

Une cinquantaine de cambrioleurs interpellés par la gendarmerie

Opération « Habitcom »

Une cinquantaine de personnes soupçonnées d'avoir participé à plusieurs centaines de cambriolages dans divers départements ont été simultanément interpellées, lundi 3 octobre, en Ile-de-France et en province, au cours d'une vaste opération de gendarmerie. Les personnes interpellées – sur un total de soixante-quatre qui étaient recherchées – ont été placées en garde à vue au casernement de Satory, près de Versailles (Yvelines). Cette opération a été réalisée sous le contrôle du procureur de la République de Pontoise et dans le cadre de commissions rogatoires délivrées par onze juges d'instruction.

Tout a commencé en avril dernier quand le « Service technique de rapprochement judiciaire » des services informatiques de la direction de la gendarmerie nationale s'aperçut de *« similitudes dans les modes opératoires »* de certains cambriolages : ils avaient lieu en général le week-end, les victimes étaient des commerçants et les lieux cambriolés étaient leurs habitations. Un échantillon de huit cents cambriolages, dans des agglomérations situées dans un rayon de 150 kilomètres à 300 kilomètres autour de Paris, est pris comme base de départ. Commence ainsi l'opération « Habitcom » (Habitations commerçantes), dont le maître d'œuvre sera la section de recherche de la gendarmerie d'Angers, aidée de diverses unités. Progressivement, les suspects sont repérés, dont la plus grande partie habitaient le Val-d'Oise, tandis que la majorité des cambriolages recensés avaient eu lieu dans le ressort de la cour d'appel d'Angers. Selon la gendarmerie nationale, le butin des huit cents cambriolages peut être évalué à 20 millions de francs. *« Il ne s'agissait pas d'un gang, avec une hiérarchie*, précise-t-on, *mais plutôt d'une filière, de gens utilisant la même combine et se connaissant entre eux. »* Les personnes interpellées ont entre dix-huit et quarante ans. Une grande quantité des objets aurait été saisie lors des perquisitions.

La mort de Malik Oussékine

Une reconstitution deux ans après les faits

Le juge d'instruction Philippe Jeannin aura attendu l'extrême limite : vingt-deux mois après la mort de Malik Oussékine, ce jeune étudiant décédé après avoir été frappé par des policiers, rue Monsieur-le-Prince, à Paris, le 6 décembre 1986, durant les manifestations contre le projet Devaquet, il a enfin procédé à la reconstitution des faits, dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 octobre. Et cela alors qu'il s'apprête bientôt à clore son instruction. Pourtant, les avocats de la famille de la victime, Mᵉ Georges Kiejman et Bernard Dartevelle, avaient plusieurs fois demandé cette reconstitution, refusée fin décembre 1986 en raison de risques de *« troubles à l'ordre public »*, puis une seconde fois en mai 1987, avant qu'en juin dernier le juge ne se décide finalement à l'envisager.

Durant cinq heures, témoins, policiers, gendarmes mobiles, protagonistes de l'affaire, ont donc été rassemblés sur les lieux. Face à face, le principal témoin des faits, M. Paul Bayzelon, fonctionnaire à la Direction des assurances au ministère des finances, et les deux policiers du peloton voltigeur motocycliste (PVM), inculpés de *« coups et blessures par agent de la force publique ayant provoqué la mort sans intention de la donner »*. Deux policiers que tout oppose aujourd'hui.

Le premier, le gardien de la paix Christophe Garcia, moniteur d'éducation physique à l'école de police de Paris, a, très tôt, reconnu avoir frappé Malik Oussékine dans le hall du 20, rue Monsieur-le-Prince. Une attitude qui lui a valu les éloges de Mᵉ Kiejman. Selon M. Bayzelon, qui se trouvait, lui aussi, dans le hall, les policiers étaient au nombre de deux, dont l'un *« très grand »* et sans accent, à la différence du second dont l'accent méridional était prononcé. C'est le cas du gardien Garcia qui, en revanche, n'est pas de très grande taille. Cependant, il assure être *« incapable »* de se souvenir de l'identité du collègue qui était avec lui, qu'il n'aurait pas reconnu, masqué par son casque et une cagoule remontant jusqu'au bas des yeux.

Tout l'enjeu de la reconstitution était donc l'attitude du second inculpé, le brigadier Jean Schmitt, aujourd'hui retraité. Les soupçons qui le concernent reposent sur un fait matériel : il n'est pas contesté que son arme, qu'il avait perdue, fût retrouvée dans le hall du 20, rue Monsieur-le-Prince, où un troisième policier, le gardien Giorgi, reconnaît être venu la rechercher. M. Bayzelon assure avoir alors été frappé, le gardien Giorgi étant, selon lui, accompagné par deux autres policiers dont l'un, « très grand », aurait remis l'arme dans son étui.

Débat autour d'une arme

Le brigadier Schmitt est certes de grande taille, mais il ne se souvient plus. Il affirmera en effet au magistrat instructeur avoir été victime d'une amnésie après être tombé de sa moto à l'angle des rues Racine et Monsieur-le-Prince. Mais il croit néanmoins se souvenir n'être jamais Rentré dans le hall de l'immeuble. La reconstitution se sera donc attachée à élucider un mystère : comment son arme a-t-elle pu s'y trouver ? Mᵉ Henri-René Garaud, défenseur du brigadier, n'exclut pas que divers coups de pied l'y ait entraînée. Mᵉ Kiejman jouera donc les footballeurs improvisés, mais une malencontreuse marche, à l'entrée de l'immeuble, rend l'opération difficile.

Chacun est resté sur ses positions. Pour Mᵉ Kiejman, le brigadier *« s'est empêtré dans ses déclarations contradictoires »* ; pour Mᵉ Garaud, son client *« n'explique pas la présence de son revolver dans le hall, mais il n'est jamais entré dans l'immeuble »*. La reconstitution confrontera également le brigadier aux gendarmes mobiles qui contestent l'avoir vu recevoir un pavé, qui aurait provoqué sa chute, et assurent qu'il ne s'est pas trouvé violemment projeté sous sa moto, comme il le prétend.

Ce mystère de l'arme est aujourd'hui le point-clé de ce dossier. Le commissaire Jacques Durnisseau, chef du PVM, a, de son côté, affirmé au juge d'instruction que la perte de cette arme ne lui fut jamais signalée et que, à l'heure où Malik Oussékine et M. Bayzelon furent frappés, il n'était *« plus question de ratissage, mais de procéder à des interpellations d'individus se livrant à des délits sur la voie publique »*.

E. P.





هكذا من الأصل

Société

SCIENCES

Le « sans-faute » de Discovery

« Back to space ». Les Etats-Unis sont de retour dans l'espace. Trente-deux mois ont passé depuis l'explosion en vol de la navette Challenger. Trente-deux mois d'humiliation pour la nation qui a fait marcher le premier homme sur la Lune et qui aujourd'hui respire avec le retour sur Terre, le lundi 3 octobre, peu après 17 h 37 (heure française) de la navette Discovery et de ses cinq hommes d'équipage. A l'issue d'un vol de quatre jours, une heure et dix-huit secondes, la navette américaine s'est présentée à l'heure dite au-dessus de la base aérienne d'Edwards (Californie) ponctuant son passage de « bangs » sonores au moment du mur du son.

Puis Discovery, un peu lourdaude, a comencé sa descente vers la piste de terre battue tracée dans le désert du Mojave. A 17 h 37 et huit secondes, son train principal a touché le sol sous les vivats de la foule venue en masse assister au couronnement de ce nouveau succès américain salué depuis l'espace par les cosmonautes soviétiques encore à bord de la station orbiale Mir. Moins d'une minute plus tard, l'engin noir et blanc, légèrement marqué par les températures extrêmes auxquelles il a été soumis lors de son passage dans les hautes couches de l'atmosphère, s'est immobilisé au son de l'hymne national américain.

Le candidat à la présidence des Etats-Unis, le vice-président George Bush, ne s'est d'ailleurs pas trompé sur la véritable nature de l'événement. Non pas que la mission ait revêtu un caractère spectaculaire — le vol fut de courte durée et consista essentiellement dans le déploiement réussi d'un important satellite de télécommunications et la conduite de onze expériences scientifiques, — mais plus simplement parce qu'elle est le signe du renouveau.

Imaginez un peu la tête déconfite que l'Amérique aurait faite si les Soviétiques étaient parvenus à lancer leur première navette spatiale — ce qui ne saurait tarder — avant que la NASA ne reprenne la route des étoiles. Imaginez encore la situation épouvantable dans laquelle l'agence spatiale américaine se serait trouvée en cas d'échec du vol de Discovery.

Le droit à l'erreur n'est plus permis

Car sans navette, pas de station spatiale habitée en orbite et plus de programme phare pour une NASA soucieuse de redorer son blason après la catastrophe de Challenger. Le droit à l'erreur n'est en effet plus permis.

Aussi l'administrateur général de la NASA, M. James Fletcher se félicitait-il lundi en déclarant : *« Cette mission est un succès total. J'espère que nous pourrons aussi bien travailler pour les autres vols au programme de ces prochaines années. »* Car le calendrier des navettes, consacrées désormais en priorité aux vols militaires et aux missions scientifiques est plein.

La prochaine mission avec la navette Atlantis, prévue si les délais sont tenus pour le 17 novembre, est réservée aux militaires. Suivront sept autres en 1989, dix en 1990 et enfin neuf en 1991.

Un rythme qui sera difficile à soutenir avec la flotte actuelle des trois navettes Discovery, Atlantis et Columbia (une quatrième est en construction). Mais la NASA n'a pas le choix car de la réussite de ces coûteuses missions — un vol de navette reviendrait aujourd'hui à 345 millions de dollars et non à 150 millions de dollars, comme l'avaient estimé de mauvaise foi des experts de l'organisme en 1985 — dépend son pouvoir de séduction auprès des politiques moins enclins à desserrer les cordons de la bourse que le public américain, convaincu à plus de 70 % que la poursuite de la conquête spatiale est importante pour les Etats-Unis et que le budget de la NASA doit correspondre à 1 % du budget fédéral.

J.-F. AUGEREAU.

ENVIRONNEMENT

Quarante années de sauvegarde du parc naturel planétaire

L'Union internationale de la conservation de la nature (UICN) a quarante ans. Cet anniversaire est marqué par trois jours de manifestations et de cérémonies diverses jusqu'au 6 octobre. Les 4 et 5 octobre, un séminaire international sur *« L'homme et la nature : les quarante prochaines années »*, organisé conjointement par l'UNESCO et le gouvernement français, a lieu à Fontainebleau, ville où l'UICN a été fondée.

Le 6 octobre, à Paris, le premier ministre M. Michel Rocard, prononcera le discours de bienvenue en ouverture de la cérémonie officielle au Centre international des conférences. L'après-midi, le président de la République, M. François Mitterrand, inaugurera l'exposition Ours au Muséum national d'histoire naturelle.

A sa création, en 1948, l'UICN s'appelle l'Union internationale pour la protection de la nature, sur le modèle du Conseil national de la protection de la nature, placé sous la tutelle du ministère français de l'éducation nationale, ou encore de la Ligue suisse de protection de la nature.

Ce sont en effet des initiatives francophones qui ont porté l'UICN sur les fonts baptismaux. Le gouvernement français, tout en admettant que les Américains avaient ouvert la voie en créant le premier parc national (Yellowstone) en 1872, tenait à rappeler que c'est en France, sous la pression des peintres de Barbizon, en 1853, que fut créée la première réserve naturelle.

De cette époque, en effet, datent les fameuses *« réserves artistiques et biologiques de la forêt de Fontainebleau »*, où l'on voyait déjà poindre le souci de conserver à la fois les richesses biologiques de la flore et de la faune, mais aussi le patrimoine esthétique, la beauté des paysages.

Les premières années, l'Union se préoccupe de faire l'inventaire des ressources mondiales en faune et flore, avec un réseau de zoologues et de botanistes recrutés dans les universités, les musées, les parcs nationaux et les associations savantes ou de protection. On ne parle pas encore ou très peu d'écologie ou de biotope, encore moins d'écosystème.

Un espace pour les espèces

Très vite, cependant, la notion d'espace va s'ajouter à celle de la protection des espèces. On s'aperçoit qu'il est vain de vouloir conserver des spécimens rares si le milieu dans lequel ils vivent n'est pas, lui aussi, protégé.

L'UICN va donc pousser à la création de parcs nationaux et de réserves à travers le monde. Ce souci de préserver des milieux de vie rejoint la tradition de la sauvegarde des sites et des paysages, plus ancienne.

Après Fontainebleau et Bruxelles (1950), l'organisation réunit son assemblée générale à Caracas (1952), au Venezuela et quitte donc le cocon francophone, ce qui correspond mieux à la diversité des vingt et un Etats fondateurs.

Mais les statuts de l'organisation sont souples. Parmi ses membres, on trouve aussi bien des Etats ou des gouvernements que des organisations non gouvernementales (ONG), des organismes publics et des institutions privées. En fait, l'UICN n'est qu'un réseau de scientifiques presque tous bénévoles, qui sous-traite les recherches commanditées par l'UNESCO ou des gouvernements particuliers.

D'où la discrétion de l'organisation, qui ne fait pratiquement jamais parler d'elle et reste inconnue du grand public.

C'est cependant l'UICN qui pousse les Nations unies à créer le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), devenu aujourd'hui son tuteur. Ce sont des membres de l'UICN qui créent en Suisse le World Wildlife Fund (WWF) ou Fonds mondial pour la nature, qui va devenir le bras séculier de l'Union, c'est-à-dire le bailleur de fonds de ses programmes (*le Monde* du 26 décembre 1986). C'est encore elle qui suscite la signature de la convention de Washington (1972) et l'organisme chargé de l'appliquer, la CITES, afin d'établir un strict contrôle du commerce international des produits de la faune ou de la flore sauvages en danger d'extinction.

C'est dans ces années 70 que les Anglo-Saxons prennent peu à peu la place des francophones, de moins en moins présents et actifs dans une institution qu'ils ont créée et qui a son siège à Gland, entre Genève et Lausanne.

L'influence des Anglo-Saxons va se traduire par un troisième âge de l'organisation, celui de la « stratégie mondiale de la conservation », lancée en 1980. Il ne s'agit plus seulement de préserver les espèces, ni même les espaces, mais de bâtir des programmes de conservation qui favorisent le développement « durable » *(sustainable)*.

Si l'on préserve la nature, ce n'est pas pour le plaisir de quelques entomologistes ou amateurs de plantes rares ; ce n'est pas non plus pour réjouir l'œil des esthètes ou satisfaire le touriste, c'est désormais pour assurer l'avenir de la planète, dont on sait depuis la crise de 1973 que ses ressources naturelles sont limitées. D'où l'intitulé complet d'aujourd'hui : Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources. La nature est un patrimoine, une richesse, un capital qu'il faut gérer en père de famille.

Tout le monde, y compris les francophones, se retrouve aujourd'hui sur cette ligne. C'est pourquoi la France entend marquer officiellement son attachement à une organisation qu'elle avait un peu oubliée.

ROGER CANS.

ALPINISME

● **Le journaliste Michel Parmentier retrouvé mort dans l'Himalaya.** — Le corps du journaliste de M6, Michel Parmentier, trente-huit ans, a été retrouvé, le lundi 3 octobre, sur la face nord de l'Everest à 7 600 mètres d'altitude par une équipe de sherpas d'une expédition catalane. Ses partenaires l'avaient aperçu pour la dernière fois le 20 septembre alors qu'il se trouvait depuis quatre jours seul à 8 000 mètres et qu'il se préparait à l'ascension en solitaire de la plus haute montagne du monde, mais le mauvais temps qui sévissait sur cette partie du massif himalayen avait empêché toute tentative pour lui porter secours.

Religions

Un sondage IPSOS

Les Français conservent une certaine culture religieuse

La culture religieuse des Français est-elle en péril ? Un nombre croissant de parents, d'enseignants et de responsables d'Eglises se plaignent d'une ignorance dans ce domaine qui entrave l'apprentissage d'autres disciplines comme l'histoire, la littérature ou la philosophie. En effet, comment déchiffrer Bossuet sans un minimum de connaissances de l'Histoire sainte ou comprendre un cours sur la Réforme au XVI[e] siècle en ignorant les mots de « *péché* » ou d'« *indulgences* » ?

De nombreux sondages ont déjà montré la dégradation des pratiques et des croyances religieuses et la perte d'influence des Eglises. Mais jamais n'avait été mesurée la connaissance que les Français gardent des grandes fêtes religieuses de l'année, des personnages de l'Ancien et du Nouveau Testament, des mots-clés de la tradition chrétienne. C'est chose faite avec le sondage IPSOS réalisé pour *le Monde* et RTL dont nous publions aujourd'hui les résultats. Puisqu'il n'y a pas de précédent, aucune comparaison ne peut être faite avec le passé, mais sa lecture montre qu'il n'y a pas d'effondrement. Les traces d'un héritage de culture chrétienne ne sont pas toutes enfouies, dans un pays où 49 % des Français se disent très ou assez croyants.

La mémoire des prières les plus traditionnelles demeure, au contraire, très vive. La piété populaire se porte bien si l'on en juge aussi par le nombre d'objets religieux que les Français possèdent chez eux. Si la signification de Noël est, pour eux, aussi évidente que celle du 1[er] mai, les autres fêtes religieuses (Toussaint, Ascension, Assomption) sont d'autant plus connues qu'elles appartiennent au calendrier des jours fériés. Deux Français sur trois ignorent totalement le sens de la Pentecôte, tandis que Paques est moins bien identifiée que la Toussaint ou l'Assomption. Paradoxalement, c'est la laïcisation des fêtes qui entretient le souvenir de leur signification religieuse !

On peut être frappé cependant de la notoriété de Jésus, de Marie, de Pierre et surtout de l'exactitude des définitions données aux questions posées sur ces personnages. Ils sont sortis du patrimoine chrétien au sens strict et entrés dans le domaine public et le langage commun, comme la mémoire perpétuée d'un drame – la Passion – joué à quatre : le héros, sa mère, l'ami, le traître.

Ces résultats ne devraient pas masquer des trous béants dans la culture religieuse des Français. Moïse et Abraham sont les deux personnages les plus méconnus de la palette des noms proposés aux personnes interrogées, ce qui confirme la faiblesse de l'enseignement de l'Ancien Testament et de la fréquentation de la Bible. De même, la dispersion des définitions données de certains mot-clés de la foi chrétienne, comme « *péché* », « *communion* », « *résurrection* » et surtout « *Trinité* » trahit le plus grand flou des esprits. Enfin, la notoriété des fêtes, des personnages et du vocabulaire religieux diminue au fur et à mesure qu'on s'adresse à un public de plus en plus jeune.

Des ruptures se sont donc bien produites, entre les générations dans la transmission de la foi. Cette fonction, jouée autrefois par les parents, par les grands-parents ou les catéchistes, connaît des failles. Ce dernier point est sans doute pour les éducateurs religieux l'un des plus inquiétants de ce sondage.

H. T.

Un entretien avec le cardinal Lustiger

« Le christianisme reste l'un des ressorts fondamentaux de notre société civile »

Le cardinal Jean-Marie Lustiger voit dans les résultats de ce sondage la confirmation que *« le christianisme reste l'un des ressorts fondamentaux de notre société civile »*. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, l'archevêque de Paris estime aussi qu'il faudrait *« redéfinir les conditions de la séparation »* de l'Eglise et de l'Etat.

« Les résultats de ce sondage vous étonnent-ils ?

– Pas vraiment. Ils tordent le cou à une opposition simpliste répandue par l'intelligentsia française – à l'extrême de la droite comme à l'extrême de la gauche – et qui développe la thèse d'un effondrement du catholicisme en France. Ce sondage met en évidence au contraire la permanence du catholicisme dans notre pays, ou plutôt d'une aire de catholicisme à l'intérieur de laquelle les comportements des fidèles peuvent changer et les convictions s'anémier. Il y a là un patrimoine spirituel qu'il ne faut pas laisser à l'abandon.

– Dans ce patrimoine spirituel, quelle place revient à des notions comme celles de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, promues il y a deux cents ans en réaction au système d'emprise de l'Eglise catholique et qu'aujourd'hui, après le pape, vous n'hésitez pas à qualifier d'« idées chrétiennes » ?

– Mais ce *sont* des notions fondamentalement chrétiennes. Pour les lumières et les théoriciens de la « mort de Dieu », la religion restait une forme archaïque de la raison humaine, encore survivante, mais condamnée à terme. Aujourd'hui, on reconnaît que confondre la fantasmagorie irrationnelle avec la dimension religieuse fondamentale qui habite tout homme est une erreur grossière, énorme. La religion authentique ne se confond pas plus avec la superstition ancienne ou avec la sacralisation de nouvelles idoles – érotisme, argent, etc. – que le savoir rationnel de l'homme ne se confond avec ce qu'en montrent les bandes dessinées de fiction.

» Au contraire, aujourd'hui, l'Eglise va jusqu'à dire que c'est cette dimension religieuse qui seule fonde absolument les droits de l'homme. Le concile Vatican II a ainsi donné une place centrale à ses déclarations sur la liberté religieuse ; en effet, une société qui ne reconnaît pas cette dimension constitutive de la personne humaine qu'est l'aptitude religieuse viole en fait directement les droits de l'homme. Défendre la religion n'a donc rien à voir avec une attitude corporatrice ou récupératrice.

» On perçoit de mieux en mieux aujourd'hui combien la conscience chrétienne peut se faire aussi bien l'outil inattendu de revendications et de protestations contre les abus de pouvoir qu'un instrument pacifique de changement social pour plus de liberté, d'égalité et de justice. La démonstration en a été faite et le sera encore tous les jours aux Philippines, en Afrique du Sud, en Amérique latine.

– En France, des régions de tradition chrétienne comme la Bretagne et l'Alsace se tournent en partie vers le socialisme, en partie vers l'extrême droite. Comment le christianisme, s'il ne recule pas comme vous l'avez dit plus tôt, peut-il redevenir un ressort fondamental de la société aujourd'hui ?

– Le christianisme n'a aucunement déserté ces régions, pas plus que les autres. Il reste l'un des ressorts fondamentaux de notre société civile puisque depuis l'après-guerre, la quasi-totalité des thèmes qui ont mobilisé les Français – la solidarité, la justice distributive, l'aide au tiers-monde, le dynamisme et la créativité, le refus des exclusions – ou bien ont au moins des racines chrétiennes, ou bien puisent explicitement à la révélation chrétienne. Pareil propos peut paraître récupérateur ; mais tout observateur neutre ou originaire d'une autre culture ne pourrait pourtant qu'être frappé par cette situation.

» Dans les campagnes électorales récentes, presque tous les hommes politiques importants ont, plus ou moins implicitement et, je crois, sans esprit de clientélisme, fait référence à des notions morales elles-mêmes liées à des formulations d'origine chrétienne (songez au débat sur la Sécurité sociale entendue comme solidarité, ou sur l'accueil de l'immigré, etc). Je ne revendique pas ici une quelconque paternité ni ne critique un éventuel détournement ; mais je constate simplement que notre culture reste marquée, dans ses ressorts profonds, ses traditions communes, ses projets mobilisateurs et la permanence de ses rites par la volonté de transmettre un héritage – celui de la vision chrétienne de l'homme et de sa relation sociale.

» Je n'ignore certes pas que certains en abusent en tentant de récupérer à leur profit électoral cet héritage, tandis que d'autres continuent à nier son existence. Mais même le rejet de ces notions chrétiennes ne peut se comprendre, s'accomplir qu'en référence à cette réalité.

Notre civilisation est mortelle

– L'épiscopat français va jusque devant les tribunaux pour défendre le mercredi comme jour de l'enseignement religieux. Vous-même, vous prenez des initiatives comme le renouvellement du Vœu de Louis XIII consacrant la France à la Vierge, qui évoque un catholicisme très traditionnel. Pourquoi faites-vous ainsi de la transmission d'un enseignement et d'une mémoire religieuse un enjeu prioritaire ?

– Aujourd'hui, la crise majeure de l'Occident vient de son incapacité à transmettre sa culture, donc son identité, aux nouvelles générations. Cette crise se confirme dans tous les pays et dans les domaines les plus variés ; elle s'exprime toujours par une perte de mémoire autant que d'imagination pour construire l'avenir.

» Cette crise reste indépendante de la sphère d'influence directe et immédiate de l'Eglise. Mais, me plaçant seulement au point de vue de la culture, je dis que si les jeunes générations ne sont pas mises en possession de ce qui constitue le cœur secret, le centre de gravité, le point de liaison de la culture française, alors ils ne la recevront globalement pas. Et pour moi, le point qui donne sa cohérence à la culture française (en ses dimensions historiques, philosophiques, littéraires, artistiques), c'est la conscience chrétienne, c'est-à-dire une certaine conception des fondements de la morale, du rapport de l'homme avec Dieu, donc de la société.

» Si donc on ne transmet pas aux jeunes – ou si on le leur transmet mal – cette part prépondérante prise par le christianisme dans l'édification de la culture française, alors notre civilisation perdra non seulement l'accès à la majeure partie de son patrimoine, mais aussi les traits et caractères qui lui confèrent son identité et sa cohérence. On risquerait alors – du seul point de vue de la culture – de voir se produire une fracture semblable, aujourd'hui, à celle qui a coupé d'elles-mêmes certaines des civilisations antiques.

» On a bien perdu, pendant des siècles, la clé des hiéroglyphes et d'autres écritures appartenant à des civilisations dès lors mortes. Pourquoi les prochaines générations, saoulées d'ignorance et de performances, ne prendraient-elles pas la clé de l'Occident ? Car ce risque de mourir aujourd'hui, ce n'est pas le christianisme – il est bien vivant – mais c'est bel et bien la culture française et, en général, occidentale. Notre civilisation n'a pas plus que les autres la promesse de l'éternité. Seule, l'Eglise l'a. Seule, l'Eglise peut lui permettre de ne pas mourir aujourd'hui.

Une nouvelle séparation de l'Eglise et de l'Etat

– En quoi la responsabilité de l'Etat est-elle ici engagée ?

– Bien sûr, ce n'est pas à l'ordre politique qu'il appartient d'imposer son système de valeurs, et un ordre moral n'a jamais pu remplacer la conscience morale : que d'illusions sont nées de ce contresens ! Mais il revient à l'Etat de promouvoir une sorte de mémoire nationale. Il va tenter de le faire avec la commémoration de 1789, une date encore perçue douloureusement dans la conscience française. Donc, pour cette époque comme pour d'autres, l'Etat doit prendre en compte et associer toutes les composantes de l'Histoire française et rassembler ainsi les Français dans la mémoire pacifiée, la possession tranquille de leur passé, contre ceux qui veulent restaurer dans la situation d'aujourd'hui les vestiges des batailles, des vainqueurs et des vaincus d'hier.

– Souhaitez-vous une renégociation des conditions de la laïcité en France ?

– Il y a un peu plus d'un siècle, l'Etat républicain s'était senti menacé par l'Eglise, mais lui avait pourtant confié la charge d'assurer la transmission de la mémoire religieuse de la France. La loi Ferry prévoyait ainsi qu'un jour complet serait consacré chaque semaine, pour la durée de la scolarité obligatoire, à l'enseignement religieux. La loi de séparation équivalait, dans les faits, à une nouvelle répartition des tâches entre l'Etat et l'Eglise dans le domaine culturel et éducatif. Des compromis subtils ont été ainsi trouvés pour respecter à la fois le régime de séparation et la liberté religieuse des citoyens : je pense à l'utilisation des églises devenues propriétés publiques, à la place du culte dans les institutions d'Etat (hôpitaux, casernes, écoles). Dans le même temps, l'idéologie officielle restait pourtant anticléricale et même antireligieuse.

» Un siècle après, nous constatons une double évolution : d'une part, cette idéologie antireligieuse et anticléricale n'est plus dominante, ni au sommet de l'Etat, ni même dans la société. La majorité de nos concitoyens ne le toléreraient d'ailleurs pas. Mais, d'autre part, les changements de la vie sociale font que les conditions de la séparation ne permettent même plus à la répartition des tâches, telle qu'elle existait autrefois, de s'accomplir correctement. Elles rendent même l'Eglise dans l'incapacité absolue d'exercer ce qui lui est théoriquement reconnu comme un droit. Si l'Etat aujourd'hui ne faisait pas l'effort nécessaire de redéfinir les conditions de la séparation, dans l'état actuel des mœurs et de la société, il porterait gravement atteinte à un droit imprescriptible, c'est-à-dire à un bien de la nation.

» Ce bien, ce patrimoine spirituel, votre sondage en fait apparaître les richesses. Ne pas les gaspiller, ne pas les laisser s'enfuir sous l'ignorance et l'oubli est un enjeu capital pour notre avenir commun.

Propos recueillis par
HENRI TINCQ.

Médecine

Avant la nouvelle grève des 6 et 7 octobre

La coordination des infirmières est reçue par le ministre de la santé

Le ministre de la santé, M. Claude Evin, a accepté de rencontrer personnellement, mardi 4 octobre, une délégation de la coordination des infirmières d'Ile-de-France. Celle-ci, qui été à l'origine de la grève nationale du 29 septembre, ayant rassemblé plus de vingt mille infirmières dans les rues de Paris (*le Monde* du 1[er] octobre), exigeait d'être reçue, comme les syndicats, par le ministre lui-même. Elle estime, en effet, que la mobilisation auquelle elle est parvenue le 29 prouve la volonté de cette profession d'être représentée, à côté des syndicats (seulement 8 % des infirmières sont syndiquées) par un mouvement spécifiquement infirmier se voulant unitaire et rassembleur de toutes les tendances syndicales, politiques et associatives.

La coordination a rappelé sa demande de faire partie des négociations qui s'ouvriront le 6 octobre, ce qu'a refusé, jusqu'à présent, le ministre. Elle appelle toujours à une grève nationale les 6 et 7 octobre avec une manifestation le 6 à 7 octobre avec une manifestation le 6 à 11 heures de la place Denfert-Rochereau au ministère de la santé. Le 8, la coordination appelle à une rencontre nationale de tous les délégués de France pour créer une coordination nationale.

De leur côté, les syndicats CGT, FO et CFDT ainsi que le Syndicat national des personnels infirmiers CGC, ont décidé un mouvement de grève ces mêmes jours, mais, en ce qui concerne les trois premiers, pour tous les personnels de santé.

Deux nouvelles organisations, le collectif Ile-de-France des kinésithérapeutes et l'Union nationale des techniciens biologistes, créés ces derniers jours, ont décidé de s'associer à ces journées d'action.

Défense

Pour remplacer ses Mirage-III

La Suisse achète des avions américains

BERNE
de notre correpondant

Comme le laissaient prévoir les résultats des essais effectués au printemps dernier, le gouvernement helvétique a finalement opté pour l'appareil américain F/A-18 Hornet comme nouvel avion de combat de l'armée de l'air. C'est ce qu'a annoncé le lundi 3 octobre le ministre suisse de la défense, M. Arnold Koller (*nos dernières éditions* datées 4 octobre). En dépit d'un coût de 15 % plus élevé, ce modèle, fabriqué par la firme McDonnell-Douglas, l'a emporté sur le F-16 Falcon de General Dynamics.

Les deux appareils américains étaient restés seuls en lice après une première phase de sélection qui avait abouti, en mars, à l'éviction de leurs concurrents européens, le Mirage-2000 français et le Grippen JAS-39 suédois.

Destinés à remplacer des Mirage-III et des Hunter britanniques, les nouveaux avions devraient être opérationnels à partir de 1995. Au Parlement qui sera appelé à ratifier cette décision en 1990, le gouvernement suisse proposera l'acquisition de trente-quatre F-18 pour un montant de 3 milliards de francs suisses au maximum (12 milliards de francs français).

Expliquant ce choix, M. Koller a fait valoir que le F-18 était l'appareil le mieux approprié pour répondre aux besoins de l'aviation militaire suisse. Contrairement au F-16, son insertion dans le système de défense aérienne n'exigera que des adaptations mineures, ce qui comporte moins de risques financiers. En plus des appareils et de leur armement, les 3 milliards de francs suisses prévus couvrent également le système électronique, les pièces de rechange et des compensations pour une participation directe de l'industrie suisse. Toutefois, des dépenses supplémentaires de l'ordre de 200 millions de francs suisses (environ 800 millions de francs français) seront nécessaires pour adapter les abris creusés dans les montagnes et actuellement trop petits pour parquer ces nouveaux avions.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Fiat revend ses parts dans Westland à une société britannique

En rachetant les participations de Fiat et de Hanson dans Westland (22,02 % au total), GKN, compagnie britannique d'ingénierie et de défense, devient le premier actionnaire du seul constructeur britannique d'hélicoptères. GKN a racheté pour 47,8 millions de livres (l'équivalent de 535 millions de francs) leur participation au constructeur automobile italien Fiat et au conglomérat britannique Hanson.

GKN a passé un « accord d'actionnaires » (« *shareholders' agreement* ») avec le groupe américain United Technologies Corporation (UTC), qui détient 7,97 % dans Westland par l'intermédiaire de sa filiale Sikorsky, le premier fabricant d'hélicoptères mondial. Ensemble, les participations de GKN et UTC dans Westland représentent 29,99 % des droits de vote.

Westland, qui fabrique les hélicoptères Lynx (avec l'Aérospatiale française) et le EH101 (avec l'italien Agusta, entrée en production prévue au début des années 1990), avait été renfloué par Fiat et Sikorsky au début de 1986 dans le cadre d'un plan de sauvetage controversé, qui avait entraîné une véritable crise politique en Grande-Bretagne, avec la démission du ministre britannique de la défense, M. Michael Heseltine. Les offres de Fiat et Sikorsky l'avaient emporté sur des propositions de l'Aérospatiale. – *(AFP.)*

La marine nationale reçoit son cinquième ravitailleur d'escadre

La marine nationale a pris officiellement possession, mardi 27 septembre, à Toulon, du pétrolier ravitailleur d'escadre *Somme*, qui sera le cinquième bâtiment du genre et qui devrait être opérationnel au début de l'an prochain.

Construit, au départ, sans commande d'un client éventuel par les chantiers ex-NORMED à La Seyne-sur-Mer (Var), ce bâtiment a été achevé par les Constructions navales du littoral (CNL), qui ont pris le relais de la NORMED après son dépôt de bilan en juin 1986. Le *Somme* a été ensuite acheté par la marine nationale pour la valeur d'un milliard de francs. Ce sera le dernier bateau à avoir été construit par les chantiers de La Seyne. Après sa finition et ses essais en mer, il sera admis au service actif en février 1989. D'un port en lourd de 10 800 tonnes et disposant d'un équipement important de transmissions, le *Somme*, outre sa mission de soutien logistique d'un groupe de navires de combat, a été aménagé pour servir de navire amiral, c'est-à-dire de PC, en liaison avec les instances gouvernementales.

La marine nationale dispose déjà de quatre ravitailleurs d'escadre (deux à Toulon, un à Brest et un à Djibouti) et elle affrète un pétrolier civil, le *Port-Vendres*, spécialement transformé pour « recompléter » les ravitailleurs eux-mêmes.

هكذا من الأصل

Religions

pour « le Monde » et RTL

PRIÈRES

Connaissez-vous, ou non, par cœur, en entier, la prière suivante ?

	% ensemble	% catholiques pratiquants
NOTRE PÈRE		
Oui	67	99
Non	31	
JE VOUS SALUE MARIE		
Oui	61	95
Non	37	5

Les deux tiers des Français (67 %) se disent encore capables de réciter entièrement et par cœur le *Notre Père*. Il y a même parmi eux 22 % de « sans religion » (selon les ventilations de résultats non publiés ici). Les taux sont aussi élevés pour le *Je vous salue Marie*.

Deux pour cent ne se prononcent pas sur ces deux questions. On peut donc légitimement supposer que 90 % des Français connaissent au moins l'existence de ces deux prières, même si tous ne sont pas capables de les réciter *« par cœur et en entier »*.

Les ventilations par âge montrent un écart significatif. 55 % seulement des moins de trente-cinq ans sont capables de réciter entièrement les prières contre 75 % pour les plus de trente-cinq ans. De la même manière, le *Notre Père* et le *Je vous salue Marie* sont moins connus par les hommes que par les femmes (79 % d'entre elles pourraient réciter le premier par cœur).

FÊTES

Pouvez-vous dire à quelle célébration correspond ?

	% ensemble des Français	% Catholiques pratiquants réguliers
PAQUES		
• Résurrection du Christ. ...	43	80
• Mort du Christ	6	8
• Les cloches, les œufs	4	–
• Fête religieuse (sans précision)	3	–
• Autres réponses Ne peut rien dire	45	13
1er MAI		
• Fête du travail	89	90
• Fête du muguet	4	1
• Autres réponses. Ne peut rien dire	12	21
ASCENSION		
• Montée du Christ au ciel ..	37	67
• Fête religieuse (sans précision)	4	2
• Autres réponses. Ne peut rien dire	60	36
PENTECOTE		
• Descente du Saint-Esprit sur les apôtres	18	68
• Jésus descendant, Jésus montant, résurrection du Christ	4	5
• Fête religieuse (sans précision)	4	3
• Autres réponses. Ne peut rien dire	75	31
15 AOUT		
• Fête de la Vierge, fête de Marie	48	48
• Assomption	21	53
• Montée de la Vierge	3	5
• Fête religieuse (sans précision)	3	–
• Autres réponses. Ne peut rien dire	34	6
1er NOVEMBRE		
• Toussaint	45	44
• Fête des morts	32	20
• Fête de tous les saints	19	41
• Autres réponses. Ne peut rien dire	20	5
NOEL		
• Naissance du Christ	83	89
• Nativité	7	11
• Fête des enfants	6	1
• Autres réponses. Ne peut rien dire	10	4

Les variations sont très accusées selon les fêtes. La signification de la fête de Noël, la plus populaire, échappe à peu de Français, comme celle du 1er Mai, fête profane introduite dans le questionnaire pour permettre des comparaisons.

Les taux d'ignorance (plus que d'erreur) sont cependant assez élevés pour les au-tres fêtes. C'est Pâques qui obtient les résultats les plus contrastés : en dehors des catholiques pratiquants réguliers qui fournissent à 80 % la bonne réponse (le contraire eût été surprenant), il est frappant de constater que ceux qui ignorent la signification chrétienne de Pâques (la résurrection du Christ) sont aussi nombreux (43 %) que ceux qui la connaissent. Les blocs sont marqués, mais à l'intérieur joue la variable de l'âge. 30 % seulement des jeunes (16-35 ans) identifient correctement la fête de Pâques, contre 52 % pour les plus âgés.

L'Ascension et la Pentecôte ont la lanterne rouge. La notoriété de ces deux fêtes est beaucoup plus faible que celle des autres. Elle l'est même plus pour la Pentecôte que pour l'Ascension, ce qui sans doute est à mettre au compte de la différence du statut civil de ces deux fêtes : l'Ascension est un jour férié tombant en milieu de semaine (le jeudi). La Pentecôte, toujours un dimanche, est synonyme d'évasion, à tous les sens du terme. 79 % des jeunes de moins de trente-cinq ans ignorent même tout de ce mot.

La fête de l'Assomption se défend mieux. Plus des deux tiers des Français savent que le 15 août est la fête de la Vierge. Les réponses sont aussi largement fondées pour la Toussaint. Comme le 1er Mai, ce premier jour du mois de novembre marque une rupture connue, mais identifiée de manière floue à l'au-delà, qu'il s'agisse des saints un peu lointains ou des morts proches. C'est la confirmation de la très grande confusion entre la Toussaint et le 2 novembre, jour des morts.

Dans toute l'histoire du christianisme, quels sont les personnages pour lesquels vous éprouvez le plus de sympathie ?

• Jésus, Jésus-Christ, le Christ	20	28
• La Vierge, Marie	14	18
• Les saints (sans précision)	9	11
• Les apôtres (sans précision)	9	12
• Dieu	2	2
• Aucun	15	2
• Autres réponses. Ne peut dire	32	28

Et, toujours dans toute l'histoire du christianisme, quels sont les personnages pour lesquels vous éprouvez le plus d'antipathie ?

• Judas	27	34
• Ponce Pilate	4	2
• Des papes, certains papes	4	3
• Hérode	2	1
• Satan	2	2
• Des personnages de l'Inquisition	2	2
• Aucun	34	35
• Autres réponses. Ne peut dire	35	27

VOCABULAIRE

Quelle définition donneriez-vous personnellement au mot suivant ?

	% Ensemble	% Catholiques pratiquants
PÉCHÉ		
• Contraire à la religion, aux commandements, à la loi de Dieu	19	23
• Le mal	18	16
• Une faute	18	15
• Désobéissance, faire ce qui est interdit	12	12
• Cite un péché (« injurier », « voler »)	9	10
• Faire du tort à autrui	5	2
• Qui va contre la morale ..	4	7
• Autres réponses. Ne peut dire	28	28
COMMUNION		
• Recevoir l'hostie, le corps, le sang du Christ	14	17
• Recevoir le Christ, le Bon Dieu, union à Jésus-Christ et à Dieu	13	32
• Partage entre deux êtres, entente parfaite, complicité	9	9
• Un rassemblement, être ensemble	8	8
• Renouvellement des vœux du baptême, communion solennelle	6	1
• Partage du pain et du vin	5	10
• Sacrement, cérémonie religieuse	5	7
• Accord avec les principes du Christ, entente entre soi et la religion, acte de foi	5	3
• Fête de famille ... 2 42 6		
• Autres réponses. Ne peut dire	44	30
RÉSURRECTION		
• Passage de la mort à la vie, revivre après la mort .	31	29
• Renaître, renaissance de l'esprit, revenir à la vie ..	14	6
• Christ qui est ressuscité, sorti du tombeau	13	20
• Retour sur la terre	4	0
• Réincarnation	1	–
• Autres réponses. Ne peut dire	41	49
TRINITÉ		
• Père, Fils, Saint-Esprit ..	24	52
• Dieu en trois personnes ..	6	27
• Trois	4	1
• Union de trois personnes (sans précision)	4	10
• Autres réponses. Ne peut dire	69	38

Le sens du mot *« péché »* est connu de 80 % des Français, ce qui surprendra ceux qui s'inquiètent volontiers de la méconnaissance du vocabulaire dogmatique de base. Les variations d'âge et de sexe sont peu significatives. Le mot *« communion »* laisse également des souvenirs précis, sauf le concept d'*« Eglise-communion »* qui n'apparaît pas du tout, alors que c'est l'un des piliers de la théologie conciliaire de Vatican II.

Le terme de *« Trinité »* obtient un résultat moins flatteur. Un quart seulement de Français connaissent le sens que donne la tradition chrétienne à l'union du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Le taux de non-réponses est élevé chez les catholiques pratiquants eux-mêmes, ce qui est surprenant. Un tiers de ceux pour qui le signe de croix devrait être un geste courant semblent en ignorer la signification profonde.

La réponse au mot *« résurrection »* peut être diversement interprétée. Deux tiers des Français en connaissent la définition dogmatique ou courante. Aucune confusion n'est faite avec un terme en vogue, la « réincarnation ». Mais cela veut dire aussi qu'un tiers des Français ne savent pas ce qu'est la résurrection, notion-clé de la foi chrétienne, pourcentage qu'on retrouve également chez les catholiques pratiquants réguliers.

PERSONNAGES

Pouvez-vous me dire qui était le personnage suivant, ce qu'il a fait, ce qu'il évoque pour vous ?

	% Ensemble	% Catholiques pratiquants
JÉSUS		
• Fils de Dieu	34	44
• Un exemple, une ligne de conduite ; symbole de la bonté, du courage, de l'espoir	17	10
• Le Sauveur, celui qui veut nous racheter	15	39
• Le fils de Marie et Joseph	14	11
• Les miracles (pains, malades)	8	9
• Le créateur de la religion chrétienne, le fondateur de l'Eglise	8	7
• Le Messie, l'envoyé de Dieu, prophète	7	4
• Autres réponses. Ne peut dire	47 (1)	43
MOISE		
• A fait sortir son peuple d'Egypte	17	33
• Les tables de la Loi, les dix commandements	17	24
• A été sauvé des eaux	13	17
• Un prophète	11	23
• A écarté les eaux, a séparé la mer en deux ...	8	6
• Un apôtre	6	4
• Un juif, un leader juif ...	6	4
• Autres réponses. Ne peut dire	50	31
ABRAHAM		
• Sacrifice d'Isaac	9	22
• Prophète	8	16
• Point de départ de l'Histoire sainte, apparition de la conscience du monothéisme	6	21
• Chef du peuple juif, père des Hébreux, fondateur du judaïsme	6	9
• Disciple, apôtre, disciple de Jésus	4	3
• Autres réponses. Ne peut dire	76	47
JUDAS		
• A trahi Jésus, a trahi Dieu	48	55
• Un apôtre	30	26
• Un traître, le traître	19	19
• Un homme cupide, victime de son amour de l'argent, a vendu le Christ	11	14
• Autres réponses. Ne peut dire	31	35
SAINT PIERRE		
• Un apôtre, un disciple, ami de Jésus	42	41
• Fondateur de l'Eglise, premier pape	22	52
• Le premier disciple, le chef des apôtres	14	24
• Les clés du Paradis, à la droite de Dieu	10	3
• A renié Jésus	6	18
• A annoncé la bonne parole	4	4
• Autres réponses. Ne peut dire	33	24
MARIE		
• Mère de Jésus	78	82
• Pureté, virginité	21	22
• Une sainte	9	9
• Femme de Joseph	7	6
• Mère de Dieu	6	8
• Modèle, exemple, mère idéale	5	7
• Femme choisie par Dieu, élue	4	12
• Pudeur, simplicité, grâce, bonté, foi	3	7
• Notre mère à tous, mère du monde	2	7
• Autres réponses. Ne peut dire.	12	9

(1) Totaux supérieurs à 100 en raison des réponses multiples.

En dehors de Jésus et de Marie, les Français connaissent peu de personnages de l'histoire chrétienne qui leur soient *« sympathiques »* ou, au contraire, *« antipathiques »*. Vraie de l'ensemble de l'échantillon, cette observation l'est aussi pour les catholiques pratiquants. *La réponse déconcertante* à ces deux questions pourrait vouloir dire que la foi repose moins sur un attachement sentimental (« sympathie ») que sur une conviction. A noter que Jésus est *« sympathique »* pour 27 % des jeunes de quinze à trente-cinq ans contre 18 % pour les personnes âgées de plus de soixante ans. En revanche, celles-ci préfèrent la Vierge (20 %) contre 11 % chez les jeunes.

Mais le résultat le plus inattendu de ce sondage touche à la connaissance de Jésus. Elle est largement supérieure à ce que les théologiens, même les plus indulgents, pouvaient imaginer. Ainsi 63 % des Français (près des deux tiers) sont capables de désigner les trois dimensions fondamentales du christianisme historique : sa divinité *(« fils de Dieu »)*, son humanité *(« fils de Marie et de Joseph »)*, son idendité de *« sauveur »* rachetant l'humanité. 17 % en font une sorte de guide moral *(« exemple à suivre, symbole de courage, etc. »)* : cette vision humaniste de Jésus est moins forte chez les catholiques pratiquants qui survalorisent en revanche (par rapport à l'ensemble des Français) la dimension de Christ *« sauveur »*.

Beaucoup de Français ignorent Moïse, et plus encore Abraham. Deux tiers des personnes interrogées n'ont rien à dire sur le « père des croyants ». Quelques-uns confondent mêmes ces deux personnages de l'Ancien Testament avec les disciples du Christ. Ce sondage est une preuve éclatante de la faiblesse de l'enseignement de l'Ancien Testament, par rapport au Nouveau Testament, dans lequel Marie, Pierre et Judas obtiennent des résultats de notoriété aussi élevés que ceux de Jésus. Marie comme *« mère de Jésus »* est quasi universellement connue, alors que la définition dogmatique de *« mère de Dieu »* est presque ignorée (6 %), y compris par les catholiques pratiquants réguliers. Les notions de *« virginité »* ou de *« pureté »*, traditionnellement associées à Marie, sont peu mises en relief, y compris chez les catholiques. Pierre est bien perçu comme l'ami, proche de Jésus et Judas comme le traître.

OBJETS

Possédez-vous ou non chez vous l'objet de culte suivant ?

	% Ensemble	% Catholiques pratiquants
Un missel :		
• Oui	40	87
• Non	58 (1)	12
Un crucifix accroché au mur :		
• Oui	39	85
• Non	60	15
Un chapelet :		
• Oui	38	87
• Non	61	13
Une statuette de la vierge :		
• Oui	37	80
• Non	62	19
Du buis bénit :		
• Oui	36	79
• Non	63	21
Une bible :		
• Oui	35	64
• Non	64	36
De l'eau bénite :		
• Oui	17	51
• Non	82	49

(1) Le pourcentage restant est celui des personnes qui ne se prononcent pas.

Le « mobilier » de la dévotion populaire ne se porte pas si mal, malgré une pratique religieuse dont tous les spécialistes s'accordent à dire qu'elle est plutôt en déclin. La culture française par rapport à la Bible est très différente de celle des Anglo-Saxons : selon ces résultats, il y aurait dans les familles françaises moins de bibles que de missels, de crucifix, de chapelets ou de buis bénit !

Parmi les « sans religion », il faut noter que 12 % ont chez eux un crucifix accroché au mur et du buis bénit. 20 % ont une bible.

Deux Français sur dix possèdent chez eux au moins l'un de ces objets religieux. 10 % en ont deux. 10 % en ont quatre. En revanche, 29 % n'en ont aucun.

Fiche technique

Neuf cents personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de quinze ans et plus, ont été interrogées du 10 au 15 septembre 1988 (méthode des quotas). Il s'agit de questions ouvertes et de réponses spontanées. Certains totaux supérieurs à cent en raison des réponses multiples.

Les commentaires sont de Henri Tincq, avec la collaboration du Père Joseph Doré, de l'Institut catholique de Paris.

ARTS

Rétrospective Pierre De Fenoyl à l'Espace Photo de Paris

Témoignage sur le temps qui passe

A Louxor ou à Castelnau-de-Montmiral, le paysage vu par un poète est l'objet d'une méditation sur l'oubli, la mémoire et le temps.

Dès l'âge de dix ans, Pierre De Fenoyl se prend d'une irrésistible passion pour la photographie. Il exerce d'abord tous les métiers possibles de l'image fixe. Archiviste de Cartier-Bresson, puis de Magnum, il crée en 1970 avec Charles-Henri Favrod la première galerie photographique de Paris, ainsi que l'agence Vu, d'où sortira Viva.

Après un séjour aux Etats-Unis, il contribue à la reconnaissance officielle de la photographie en France. D'abord, à la Fondation nationale de Lyon, dont il est originaire, puis au Musée d'art moderne, où il est chargé de mission mais d'où il s'en va en 1981 pour se consacrer à son œuvre personnelle.

A la manière des voyageurs du siècle dernier, il entreprend un retour aux sources. *Terra incognita*, l'Egypte est le berceau naturel de l'image. Sur les pas de Maxime du Camp ou Teynard, De Fenoyl agit en archéologue moderne. A travers signes, formes et empreintes, il sonde les vestiges d'une culture inspirée de l'au-delà.

Deux ans après son retour d'Egypte, De Fenoyl se retire dans le Tarn. Il mène en famille une vie de presque gentilhomme. Cultivant l'art de la promenade, il parcourt la campagne. Il s'agit désormais *« de regarder le temps passer et non passer son temps à regarder »*, déclare-t-il. Posant un œil contemplatif sur les tableaux de la nature, il en donne des vues très construites qui ne sont pas une projection sentimentale ou romantique. Faussement pittoresque, saisi dans sa totalité, le paysage est d'abord un champ d'exploration de la vision.

De Fenoyl opère à distance. Sans action ni figure, ses séances sont soigneusement datées et minutées. Tel un orfèvre botaniste, il dissèque la structure anatomique du paysage. Prônant la réceptivité comme vertu première, il procède par pans successifs. Le théâtre de la nature dévoile en douce sa dramaturgie intime. En Toscane ou dans le Tarn, il devient l'enjeu d'une épopée lyrique. Motif naturel, le paysage parle son propre langage. La granulation d'une pierre, l'éclat d'une frondaison, la vibration de la lumière sont la matière sensible de ces instantanés.

La photographie selon De Fenoyl n'est pas une activité passéiste, mais un jeu visuel avec l'imagination. Exercice quotidien, elle l'invite à retrouver les traces d'un temps disparu. *« La lumière éclaire le chemin qui mène au temps »*, dit-il lui-même.

A Castelnau-de-Montmiral, dans les jardins et monuments de Paris, dont il donne, en 1982, sur les traces d'Atget, une vision crépusculaire, ou dans le territoire rural du Sud-Ouest qu'il parcourt pour la DATAR, Pierre De Fenoyl mène avec la même rigueur, la même sincérité, sa quête intransigeante d'une présence éternelle. Présentés comme *« un voyage à l'intérieur de ses propres voyages »*, ses derniers travaux recèlent la même hantise de voir un monde invisible, perceptible uniquement par la photographie.

Lui-même se déclare un *« photographe irréaliste »*. Polémiste à ses heures, il est d'abord un poète. Il ne se considère pas comme un professionnel mais comme un amoureux du phénomène photographique en général, art du temps. L'exposition retrace sans chronologie son parcours depuis les premiers instantanés en 1969 pris à Ceylan, à Venise ou à Budapest. Elle permet de mesurer l'admirable cohérence d'une œuvre dont Pierre De Fenoyl, mu par une conception quasi mystique de son art, résume ainsi la portée : *« Aimer la photographie, c'est devenir visionnaire de ses futurs souvenirs. Je ne peux témoigner que sur le temps qui passe, c'est la seule chose dont je sois sûr. »*

PATRICK ROEGIERS.

★ *Itinéraire*, rétrospective Pierre De Fenoyl, réalisée par le Musée de l'Elysée de Lausanne, présentée à l'Espace Photo de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée, 4 à 8, Grande Halle, jusqu'au 30 octobre.

Au Musée des beaux-arts de Nantes

L'autre Delaunay

Qui se souvenait il y a dix ans de Jules-Elie Delaunay (1828-1891) ? Hommage et procès en révision à Nantes, sa ville natale.

Victime de sa réputation d'académique, de sa discrétion et d'une fâcheuse homonymie, Jules-Elie Delaunay n'existait plus, jusqu'à cet automne. Ou n'existait encore que dans d'anciennes histoires de l'art au dix-neuvième siècle et aux murs des églises et bâtiments qu'il a ornés. Il a eu beau peindre avec Baudry à l'Opéra et avec Puvis de Chavannes au Panthéon, ces titres à l'immortalité n'ont pas suffi.

L'éternel deuxième, le second couteau du gang des officiels, celui dont on oublie le nom à tout coup, c'est lui. « Deuxième Premier Grand Prix de Rome » en 1856, vaincu de justesse par Cabanel pour la médaille d'or du Salon de 1865, médaille de seconde classe — *évidemment* — à l'Exposition universelle de 1867 et membre adjoint du jury du Prix de Rome, Delaunay a vécu et peint dans le demi-jour. Théophile Gautier avait compris dès 1869 : *« On ne rend pas assez justice à M. Delaunay* (...). *Autour de ce talent sérieux, élevé et modeste, il ne se fait pas l'habituel tapage de réclames. »* A quoi il est tentant d'objecter que Delaunay aurait gagné à être moins sérieux et moins modeste.



Jules-Elie Delaunay : *Etude pour un ange*

Beaux gaillards

Les peintures que l'on voit au musée de Nantes, présentées avec assez de sobriété, mais beaucoup de plantes vertes, souffrent presque toutes des mêmes maux, excès de poids et teint brouillé. Elles font, si l'on peut dire, de la mauvaise graisse, filles de musées et d'ateliers qui n'ont jamais vu le jour ni le ciel, gorgées de citations, ivres de savoirs et saturées de réminiscences. Un ange ? Delacroix, Titien, Giorgione ou Rubens. Une architecture ? Mantegna, Poussin ou un dictionnaire. Un pâtre flûtiste ? Le Guide, le Dominiquin, Ingres ou Flandrin, qui fut son professeur aux Beaux-Arts. *La Peste à Rome*, tableau majeur de Delaunay, est le produit d'une addition et non d'une inspiration.

On n'en finirait pas si l'on tenait à énumérer toutes les références probables, possibles ou avouées. A un fond de Renaissance italienne, de dix-septième siècle classique et de néo-classicisme français, Delaunay ajoute un peu de Moyen Age, une dose de préraphaélisme made in England et même un peu de la tapisserie de Bayeux.

Il réussit ainsi l'étrange exploit de placer des figures sacrées raphaélo-michelangelesques enjolivées à la Filippo Lippi sur un fond d'or post-byzantin et dans une composition à prédelle et compartiments pseudo-médiévale, le tout à fresque dans la chapelle néogothique des Visitandines de Nantes.

Les historiens appellent éclectisme cette esthétique du shaker dont Delaunay fut l'un des virtuoses. Ayant en réserve tous les meilleurs alcools vieillis, il expérimente des mélanges forts, sucrés, âpres, doux, aigres ou aigres-doux selon les heures, mais rarement enivrants.

Par chance, cet homme « élevé et modeste » a bénéficié d'une obsession. C'est qu'il aime les adolescents. Pas les adolescentes, qu'il peint rarement et mal. Sa Vénus est en tôle vernie, mais son David tout en muscles. Son Ophélie a l'air passablement stupide, mais son Hercule, son prophète Ezéchiel, son Christ, voilà de beaux gaillards, nobles et athlétiques. Au spectacle d'un éphèbe, Delaunay perd la mémoire et toute dignité. Il renonce à sa haute couture de pièces rapportées et dessine enfin ce qu'il a devant les yeux, et non en mémoire. Il n'est donc jamais meilleur.

Ses contemporains s'en sont aperçus : avec les femmes il n'a, écrivent-ils, *« pas toujours toute la souplesse nécessaire »* et leur fait les chairs *« comme du bois sec »*. Les plus indiscrets s'interrogent sur la douce amitié qui l'unit à Gustave Moreau, autre célibataire étrange et soupçonnable. Il fallait en effet qu'ils fussent inséparables pour s'en aller habiter dans la même rue La Rochefoucauld à quelques numéros de distance.

Ce que sa peinture de commande et de Salon ne confesse qu'à demi-mot et à travers trop de rhétorique, à l'exception de son *David triomphant*, portraits et esquisses le disent donc crûment. Quand les effigies féminines trahissent une méchanceté assez venimeuse, les figures masculines ne sont que grâce et élégance. Un jeune et rose paysan breton, le visage d'un ami, le sien dans l'ombre, l'anatomie d'un ange aux bras et tête de boxeur, Delaunay s'attarde à les peindre et repeindre tendrement.

Evanoui l'académique aux succès incomplets apparaît un autre Delaunay, réaliste et voluptueux. Le vrai, espère-t-on, et le seul qui mérite résurrection.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée des beaux-arts de Nantes, jusqu'au 20 novembre. Puis, musée Hébert, Paris, du 14 janvier au 19 mars. Pendant toute la durée de l'exposition nantaise, il est exceptionnellement possible de visiter la chapelle du couvent des Dames de la Visitation, que Delaunay décora de fresques en 1863-1864.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

« On a souvent besoin d'un plus petit que soi »

1 Les troubles de l'adolescence

J'avais cru gagner de la place en emportant pendant les vacances le *Petit Larousse en couleurs* dans son édition 1987 plutôt que le *Petit Robert* en deux volumes. Mon calcul s'est révélé faux. J'ai reçu en effet gracieusement, et par deux fois — mon courrier me suit, — la dernière édition de ce Larousse dont on fait grand tapage. Dans l'un des deux Larousse envoyés, j'ai même trouvé une lettre du PDG du groupe de la Cité, M. Christian Brégou, qui m'affirme que *« le Petit Larousse fait partie du patrimoine national »*. Ça fait un choc quand on a les pieds dans l'eau de sa piscine de lire noir sur blanc que *« c'est la part que vous prenez dans la défense de l'illustration de cette culture qui me fait vous prier d'agréer l'hommage de la nouvelle édition de notre ouvrage »*. J'agrée d'autant plus que la générosité de M. Brégou va m'éviter ces pénibles scènes de ménage autour de l'unique Larousse déchiqueté qui, bien souvent, sonnent le glas des familles les plus unies.

En échange de ce superbe cadeau (365 F × 2 = 730 F), j'imagine que M. Brégou, si désintéressé soit-il, s'attend à mes remarques pour que l'édition de 1992, celle qui marquera l'entrée définitive du Petit Larousse dans l'Europe unie, soit encore plus réussie. N'encourage-t-il pas mon intervention lorsqu'il m'écrit à sa façon volontiers précieuse et contournée : *« Puissiez-vous y reconnaître la double ambition assignée à la Librairie Larousse par son fondateur : maintenir la tradition de l'esprit et de l'expression, ouvrir l'intelligence et la curiosité sur les mille facettes de l'univers contemporain »* ? C'est un fait, le Petit Larousse d'une édition à l'autre devient de plus en plus grand. Grand ? Je veux dire par là qu'il s'allonge, qu'il s'épaissit, qu'il s'élargit, qu'il prend de la hauteur, je ne sais quels mots employer, ce ne sont pourtant pas les dictionnaires qui me manquent !

Peut-on appeler Petit Larousse un ouvrage dont le format est de 18 cm × 25,7 cm ? Dans cette campagne varoise, je me sens perdu sans ce double décimètre qui m'aurait été fort utile pour comparer le 89 à la précédente édition. Mais il me suffit de les placer l'un sur l'autre, mieux encore, puisque j'en ai deux de la même année, de glisser le 87 en sandwich pour m'apercevoir de l'étendue de la différence. *« C'est le jour qui succède à la nuit ! »* se serait exclamé dans un de ses rares accès de lyrisme M. Léotard, dont je suis relativement proche dans ce département, s'il avait été encore, pour le repos des écrivains, ministre de la culture. Car pour être tranquille, il était tranquille celui-là !

Ce Petit Larousse, en une année il a forci, il a pris des couleurs, il s'est développé. Et c'est bien là son problème. Ce n'est pas l'égoïste qui parle en moi. Rentrant en train autocouchette avec la carte Kiwi, je ne suis pas, on l'imagine, à un Larousse près. Avec la SNCF, on le sait, tout est possible même le Littré en quatre volumes avec son supplément. Non, ce que je crains, c'est qu'à force de prendre du poids et de la taille, de passer de 77 000 articles à 83 500, *Petit Larousse* n'en vienne à perdre son identité, autrement dit son caractère permanent et fondamental, que rien ne le distingue plus au train où vont les choses quand il se regardera dans la glace de *Grand Larousse*. Ces crises de la puberté, ces mues trop rapides ont parfois des conséquences redoutables sur le psychisme. On assiste, impuissant, à une dépersonnalisation atroce.

Petit Larousse, page 320, décrit cet état qui est le sien avec une précision, un détachement, qui effraie : *« Altération de la conscience du corps et du vécu corporel caractérisée par le sentiment de ne plus se reconnaître soi-même, et, souvent, de la perte de la réalité du monde extérieur. »* En 1987, *Petit Larousse* était moins tragique. Il parlait certes en collégien qui n'est pas mécontent d'utiliser pour la première fois des mots savants dont il ne comprend pas tout à fait le sens d'*« altération du vécu corporel »*, mais cette altération n'entraînait alors qu'un *« sentiment d'étrangeté »*. Il y a un abîme entre ce charmant sentiment d'étrangeté qui nous permet de redécouvrir les choses et les êtres dans leur fraîcheur et ne plus se reconnaître soi-même, perdre la réalité du monde extérieur. Je me demande si les éditeurs dans leur esprit de refonte, comme ils disent, n'ont pas trop « optimisé » leurs résultats. Si les procédures informatiques dont ils se sont servis ont vraiment permis une analyse si fine des contenus dont ils se targuent. *« En somme, en 89,* le Petit Larousse *a fait sa révolution. Une révolution sans bruit ni fureur, intégrant les plus récents progrès de la lexicographie et préservant, voire amplifiant, ce qui a toujours fait le succès de l'ouvrage. »* Et si l'on voyait ça de plus près.

2 Où est passée l'yttrialite ?

Je me pose une question. Pourquoi dans leur avertissement aux lecteurs, les dictionnaires font-ils preuve d'une prétention si exagérée, pourquoi se décernent-ils, nous coupant la parole, les compliments les plus outrés ? Des pères fondateurs, d'Emile Littré, de Pierre Larousse et même de Paul Robert, on admettrait à la rigueur une telle emphase, mais de Bernard Willerval, de Daniel Péchoin, de François Demay, seraient-ils assistés d'Yves Boisseau et d'une cinquantaine de collaborateurs, pourquoi tant de superbe ?

Vous ne faites que rééditer en tâchant de lui redonner les couleurs de la nouveauté un vieux produit des familles à la fois sympathique et utile, mais qui est sur le marché depuis quatre-vingt-deux ans. Ça fait un bail que la voie est balisée. Ne prenez pas l'autoroute à péage pour l'ascension de l'Himalaya. Vous êtes convaincu, dites-vous, que les lecteurs trouveront dans la présente édition tous les motifs de satisfaction que leur donnaient les précédents modèles de la marque, mais, ajoutez-vous d'un air finaud, *« plus quelques autres »*. On voit par ces propos que *Petit Larousse* est devenu plus que jamais une affaire de gros sous, que la concurrence est sérieuse et qu'il faut veiller au grain. Pour cela, vous n'hésitez pas à multiplier les enjoliveurs et les cadeaux Bonux. La mode est au rétro ? Vous allez repêcher pour faire chic quelques mots archaïques qui sentent le feu de bois, les maisons d'autrefois, les servantes au grand cœur dont vous ne vouliez plus. C'est qu'il y a « Les chiffres et les lettres » et autres jeux du cirque télévisé !

Ça fait mauvais effet quand un concurrent fidèle du Larousse perd le match parce que le mot était dans le dictionnaire d'à côté. Pour les mêmes raisons, on va se faire le plus jeune, le plus jargon possible. Puisque l'avenir des mots nous dépasse, feignons d'en être les organisateurs. J'ai noté avec plaisir que dans sa partie langue, la vingt-cinquième lettre de l'alphabet, le y, qui n'a jamais été particulièrement gâtée par la nature, d'une édition à l'autre a fait un bond assez fantastique. Il est passé de quarante mots environ à soixante.

L'an dernier, le *yakusa* n'existait pas; ce sinistre membre de la mafia japonaise. On ne pouvait pas jouer au *yass*, ce jeu de cartes que je pratique avec Chappaz, Chessex, Nourissier et quelques autres écrivains suisses. Senderens dans son Lucas-Carton ignorait encore la recette du *yassa*, ce ragoût de poisson ou de poulet ou de mouton dont la sauce est aromatisée au citron et qui nous vient du Sénégal. L'abominable homme des neiges, le *yeti* de notre enfance, avait été omis. Nous ne disposions pas du *yohimbene*, cet arbre du Cameroun au bois violacé dont l'écorce est précieuse, puisque c'est d'elle que l'on tire l'alcaloïde de l'ergot de seigle qui agit sur notre sympathique quand il se déchaîne.

Petit Larousse ignorait le *youyou* des femmes arabes, on voit qu'à la différence de *Petit Robert* il n'était pas né en Algérie. Si vous étiez un jeune cadre dynamique et ambitieux, dans un pays anglo-saxon vous vous appeleriez un *yuppie*. Tout n'est pas positif dans l'existence, la croissance n'est pas infinie. Entre 87 et 88, nous avons perdu en chemin l'*yttrialite*, ce silicate naturel d'yttrium, de thorium, *etc*, si nous avons conservé l'*yttria*, l'*yttrifère*, l'*yttrique* et l'*ythrium*. Remarquez, si vous êtes nombreux à envoyer des lettres de protestation 17, rue du Montparnasse, d'ici 1990, l'yttrialite nous sera restituée.

3 Classez-vous, nous ferons le reste

Il ne fait pas bon être un écrivain français encore vivant au XX[e] siècle. On a pratiquement plus de chance d'être élu à l'Académie française que d'entrer au *Petit Larousse*, où une vieille connaissance, Jacques Demougins, du *Dictionnaire des littératures* (Larousse), est le portier impitoyable. Si vous n'avez pas votre carte du « nouveau roman », vous ne serez pas admis. Que vous soyez Claude Roy, Antoine Blondin, François Nourissier, Michel Déon, Patrick Modiano, Jean Dutourd, André Pieyre de Mandiargues, Michel Mohrt, pour ne citer que quelques écrivains sans doute « de notoriété passagère », on vous refoulera. La mort n'est pas un passe-droit : Berl, Nimier, Freustié ou Perec l'ont appris à leurs dépens. Françoise Mallet-Joris pourtant flamande dans mon souvenir n'est pas davantage tolérée.

Nos seuls délégués syndicaux sont Philippe Sollers, infatigable passe-partout, et Hervé Bazin pour sa fécondité. Et cette année, Eugène Guillevic *« dont l'œuvre est marquée par son origine bretonne et son engagement social et politique »*. Nous savons ce qui nous reste à faire : l'an prochain, nous passerons nos vacances à Ploudalmézeau. Jorge Luis Borges dans ses *Ultimes dialogues* avec Osvaldo Ferrari (traduit de l'espagnol par Claude Couffon. Editions Zoé/Editions de l'Aube. 89 F) remarque que *« les écrivains français veulent savoir exactement ce qu'ils font ; c'est pourquoi ils devancent les historiens de la littérature, l'écrivain se classifie et écrit en fonction de cette classification »*. C'est plus facile pour les professeurs et les dictionnaires.

autre Delaunay

Culture

GALERIES

Kienholz à Paris

Radio-télé-néant

Retour de Kienholz, le pop artist aux assemblages en forme de jeux de massacre.

Depuis vingt-cinq ans, avec constance et méchanceté, Edward Kienholz met en scène tout le mal qu'il pense de la civilisation contemporaine. Ou non-civilisation peut-être, barbarie mal déguisée. Ses humains sont des mannequins, ses décors des stéréotypes, ses assemblages des collections d'objets manufacturés laids et utiles, et il n'a d'autre sujet que celui, inépuisable, de la bêtise. Une vie ne pouvant suffire à qui entend seulement s'en tenir aux rudiments de la description, l'obstination de Kienholz est légitime.

Les pièces que l'on voit actuellement à Paris, où Kienholz a rarement été exposé, traitent de la radio et de la télévision. Ce n'est pas, on s'en doute, pour cultiver quelque nostalgie à la Woodie Allen que Kienholz s'attaque à ces instruments de diffusion universelle de la sottise. Les récepteurs, les uns intacts, les autres ébréchés et hors d'usage, se présentent en compagnie de quelques symboles du confort moderne, un bougeoir en faïence orné d'un adorable passereau pépiant, un jerrican de beau plastique immaculé, une bouteille d'alcool, une pantoufle par exemple. Rangées sur une étagère – de bois brut, « tellement plus chaleureux, Mesdames » – ou introduites dans un réservoir ou une boîte, radios et télés font des bruits et des lumières, des bruits de refrains, des bruits de machines déréglées, des lumières clignotantes et répétitives. Elles ne disent rien ni se moutrent rien, fidèles à leur nullité essentielle. Elles fonctionnent, voilà tout.

Exécutés avec le soin que met la ménagère idéale à épousseter son poste, ces reliquaires du vide sont parfaitement efficaces et témoignent de la vigueur satirique intacte de leur auteur. Ce sont de charmantes petites machines de guerre.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, Paris-2ᵉ, jusqu'au 15 octobre.

CINÉMA

Une rétrospective Bergman

Dieu et les femmes

Dix-sept films d'Ingmar Bergman tournés de 1949 aux années 60 sont réédités, en copies neuves, dans deux salles parisiennes. Une saga.

Il y a trente ans, juste trente ans, Paris avait la fièvre à cause d'Ingmar Bergman. Au Festival de Cannes 1956, on l'avait découvert avec *Sourires d'une nuit d'été*... son seizième film. On avait parlé, à ce propos, de Marivaux, de Beaumarchais, d'Anouilh et de Jean Renoir *(la Règle du jeu)*. Références à la culture française. Mais qui se préoccupait, avant *Sourires d'une nuit d'été*, de la Suède et de son cinéma même si Alf Sjoberg avait eu, en France, un moment de gloire avec *Mademoiselle Julie* (1950), d'après Strindberg ? Pour Bergman, cette consécration fut décisive puisqu'elle lui permit de réaliser *le Septième Sceau* et *les Fraises sauvages*.

Il y a trente ans, donc, on en était là, à Paris, qui n'avait jamais compté autant de cinéphiles. Il fallait rattraper le retard – Henri Langlois, à la Cinémathèque, y avait déjà pensé – les salles d'art et d'essai sortaient les films récents et les autres un peu dans le désordre mais c'était passionnant. Le snobisme s'en mêlait, tout le monde avait son mot à dire. On glosait sur le style de Bergman, sur la pensée de Bergman, ce fils de pasteur tourmenté qui (voyez *le Septième Sceau*, prix spécial du jury Cannes 1957 et son Moyen Age d'apocalypse) préoccupé des problèmes de la vie et de la mort, se demandait si Dieu existait. Il y avait une mode Bergman, pour le meilleur et pour le pire car on tiraillait le cinéaste dans tous les sens. Un an plus tard, après la sortie du *Visage*, Paris se mit à bouger. Bergman fut mis au purgatoire dont il sortit, quatre ans plus tard avec la révélation des sa trilogie de « films de chambre » ; *« A travers le miroir, les Communiants, le Silence*. Par la suite, il ne fut plus contesté, en France tout au moins.

A l'exception de *Cris et chuchotements*, qui date de 1973, les films réédités se situent entre 1949 (*la Fontaine d'Aréthuse* ou *la Soif* qui n'a jamais rien eu d'un classique) et 1964 (*Toutes ses femmes*, le premier film en couleurs). On y trouve, en fait, les grandes œuvres qui furent passées au crible de l'exégèse, et dont la célébrité n'est plus à faire. Faut-il réévaluer, réviser certains jugements ? Il faut revoir surtout, même si la télévision, depuis le temps, a fait plusieurs retrospectives (1). *Sourires d'une nuit d'été* n'est pas le chef-d'œuvre tant vanté – et l'on sait maintenant que Bergman y attachait peu d'importance – mais une comédie douce-amère, un détail dans un ensemble, un portrait de groupe dans l'album des comédiens et des comédiennes qui ont créé l'univers d'Ingmar Bergman.

A cette création ont d'ailleurs largement participé les chefs opérateurs Gunnar Fischer et Sven Nykvist, maîtres de cette lumière nordique blanche et grise, qui change les notions de jour et de nuit, les décorateurs Nils Svanwall, Bibi Lindstrom, P. A. Lundgren, et le musicien Erik Nordgren. De film en film, on voit grandir la maîtrise esthétique. Ingmar Bergman n'a pas été un inventeur de formes comme Orson Welles, Alain Resnais, Michelangelo Antonioni ou Federico Fellini mais, inspiré par le théâtre et la littérature, il a coulé son univers dans de superbes narrations, empruntant à l'occasion la méthode proustienne (*les Fraises sauvages*) et la tradition dramatique d'August Strindberg.

Que faut-il voir ou revoir ? Tout, si l'on peut. Mais il y a certains films plus rares, plus secrets, plus inattendus dans ces années 50 où Bergman s'interrogeait, sans cesse sur le sens de l'existence, l'amour, le couple, et faisait de la femme le pivot du monde réel. *Jeux d'été* (1950) montre la merveilleuse Maj-Britt Nilsson en danseuse étoile pétrifiée dans le souvenir d'un amour mort. Retour en arrière pour une adolescence romantique avec Birger Malmsten, le beau ténébreux des tous premiers films, drame, temps qui passe, acceptation, résignation. On murmure la solitude et l'impossibilité du bonheur. *La Nuit des forains* (1953)» est l'œuvre au noir intégral. Un couple de saltimbanques mal assorti, Harriett Anderson et Ake Gronberg, subit toutes les humiliations, tous les échecs, porte l'enfer de la condition humaine dans une Suède froide et triste du début du siècle.

Avant *la Nuit des forains*, *l'Attente des femmes* (1952), passait en revue les problèmes conjugaux à travers trois histoires racontées par les épouses des trois frères, Maj-Britt Nilsson, Anita Bjork, Eva Dahlbeck. Celle-ci, grande blonde de belle allure, en train de mûrir comme un fruit savoureux, faisait son entrée chez Bergman et réglait, avec humour, ses comptes avec son *mari*, Gunnar Bjornstrand, dans un ascenseur en panne. Dahlbeck-Bjornstrand, c'est un couple de cinéma, jouant à la comédie américaine des années 30 dans *Une leçon d'amour* (1954), film « rose » tourné après l'échec commercial de *la Nuit des forains*. Bergman manie le « retour en arrière » en virtuose, et donne des airs de vaudeville étourdissant à une méditation pessimiste sur la vie conjugale minée par l'hypocrisie, le mensonge et l'adultère, sur l'égoïsme masculin.

Dans ce film, le couple a pour fille... Hariett Andersson en garçon manqué ! Les deux actrices se retrouvent au film suivant, *Rêves de femmes* (1955), Dahlbeck est photographe de mode à Stokholm, Andersson est son modèle. Voilà un film surprenant, par sa composition en quelque sorte musicale, son ton sec, nerveux, qui détruit les artifices de l'illusion, du romanesque, pour ramener les femmes à la vérité, à la confiance en la vie. Eva Dahlbeck, sculpturale et capiteuse va mener ironiquement, en comédienne 1900, les jeux de l'amour et de l'érotisme dans le fameux *Sourires d'une nuit d'été*, dont plus tard, Woody Allen s'inspirera pour *Comédie érotique d'une nuit d'été*, clôt une époque de l'inspiration bergmanienne.

JACQUES SICLIER.

★ Le Mac Mahon, 5, avenue Mac-Mahon, 75017. Tél. : 43-29-79-89. Le Saint-André-des-Arts, 30, rue Saint-André-des-Arts, 75006. Tél. : 43-26-48-18.

(1) Dernière en date, la trilogie des « films de chambre » sur A2 en juin 1987.

NOTES

Danses pour le Bicentenaire

A l'occasion des fêtes du Bicentenaire de la Révolution française, le Grand Palais s'ouvre à la danse : un « lieu de spectacles » de quatre mille places va être construit sous sa verrière, et un festival « La danse et la Révolution » s'y tiendra du 2 mai au 31 juillet 1989. Au programme : le Béjart Ballet de Lausanne, avec *1789*, création mondiale de Maurice Béjart, et des reprises *(la Flûte enchantée, l'Oiseau de feu)*. Pour la première fois réunies dans une même soirée, l'Ecole de danse de l'Opéra de Paris et l'école de danse Vaganova de Leningrad, le ballet de l'Opéra de Paris, Antonio Gadès, Alvin Ailey, et le Ballet Moisséiev.

Une nuit à la Bastille

Comme leurs grandes sœurs du quartier Beaubourg, les galeries de la Bastille ont désormais leur « nuit ». Elles devaient rester ouvertes le mardi 4 octobre jusqu'à minuit. Bonne occasion pour visiter quelques-uns des vingt lieux d'exposition de la rue de Lappe et de la rue Keller. Parmi les artistes présentés, le vidéaste coréen Soon Gui Kim (galerie Donguy) et le jeune Américain Steve Miller (galerie du Génie).

● **Séminaire sur l'architecture.** – L'architecture, les architectes et la communication, seront l'objet d'un premier séminaire, organisé par le Conseil régional de l'Ordre des architectes d'Ile-de-France, et qui aura lieu à Villejuif du jeudi 6 au samedi 8 octobre, ainsi que le vendredi 21 et le samedi 22 octobre. Pour inaugurer cette formule de formation continue, nouvelle dans la préoccupation des maîtres d'œuvres, une soirée-débat aura lieu jeudi 6 octobre.

★ Renseignements : Formation continue des architectes d'Ile-de-France, 140, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris. Tél. : 45-53-58-56.

Culture

VENTES

Miniatures persanes

Firdousi, poète persan du onzième siècle, sera la vedette de la prochaine vente de Christie's à Londres. On y dispersera en effet quatorze miniatures provenant de son *Chahnamé* ou « Livre des Rois ». Cet ouvrage a été à trois reprises et à trois époques différentes illustré par les plus grands artistes et calligraphes perses. Mais le dernier, le *Houghton Chahnamé* – du nom de son dernier propriétaire Arthur Houghton Jr, – est sans doute le plus beau. Il date du seizième siècle, l'apogée de la peinture persane.

A l'origine ce volume comptait 258 miniatures et 759 folios. Il avait appartenu aux sultans ottomans jusqu'en 1801, pour se retrouver un siècle plus tard à Paris dans la célèbre collection du baron Edmond de Rothschild. En 1959, il fut acheté par Houghton Jr., héritier d'une des grosses fortunes de la Nouvelle-Angleterre et bibliophile passionné. Ce dernier n'hésitera pourtant pas à dépecer l'ouvrage, au grand dam des amoureux du livre. Il fit don au Metropolitan Museum à New-York de soixante-dix-huit miniatures. Les autres furent vendues à des musées américains ou allemands et à des collectionneurs privés.

Il est difficile de dater ces petits tableaux avec exactitude. Ils auraient été commencés sous le règne du chah Isma'il Ier (1501-1524), fondateur de la dynastie Safavide. Terminés dans les années 1530, ils ont été l'œuvre de plusieurs générations de peintres et calligraphes, maîtres et disciples, pères et fils. Le légendaire Rustam cherchant à vaincre le démon Avkan est admirablement peint par Mirza Ali, fils de sultan Muhammad, lui-même miniaturiste renommé du *Chahnamé*. L'habit moulant en peau de tigre de Rustam, avec son chapeau surmonté d'un une tête de léopard, rappelle que ce fils prodigue excelle avant tout dans la description des costumes, même lorsqu'il s'agit comme ici d'un paysage qui déborde du cadre de la miniature. Son estimation : entre 1,5 et 2 millions de francs.

Les grands personnages de Mirza Ali sont à l'image de ceux de son maître Aqa Mirak, originaire d'Ispahon. Ce dernier représente ici un Firdousi âgé, assis près d'une petite piscine octogonale. Les silhouettes du sultan, de sa cour et de ses musiciens, se détachent avec netteté sur des décors plus sommaires. Cette miniature est évaluée à plus de 500 000 francs. Plus délicate, l'œuvre du portraitiste Mir Musavir se singularise par ses visages peints de profil, alors que la tradition veut qu'ils soient de face ou de trois quarts. Les gestes sont précis, les expressions simplifiées.

Le visage et les mains d'un des acteurs ont été noircis pour marquer son rôle néfaste dans l'Histoire. Son prix : plus de 300 000 F.

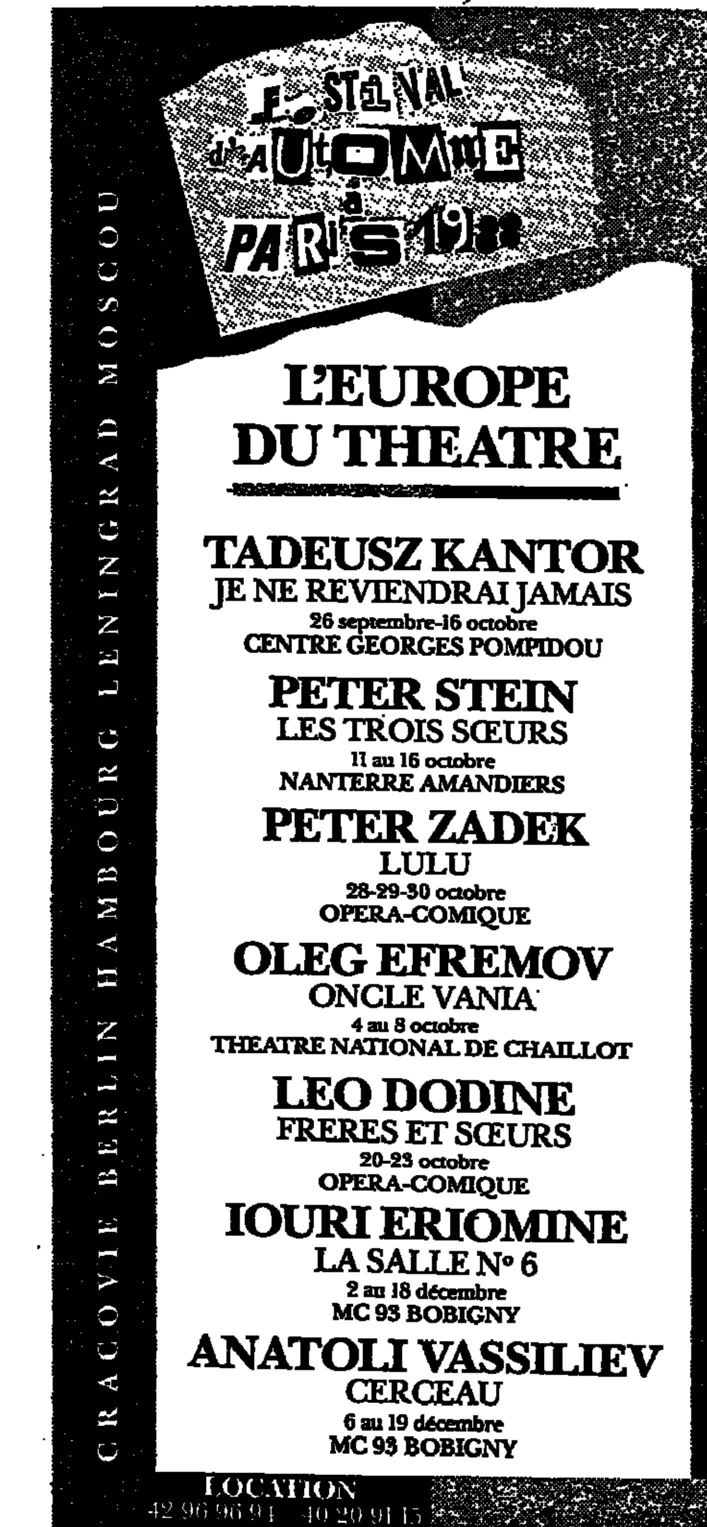
Une miniature du sultan Muhammad nous fait découvrir le monde clos des femmes : elle illustre une anecdote où l'on voit le roi de Kaboul apprendre avec désespoir que sa fille désire se marier avec un albinos. Son appartement ainsi que ceux des servantes de la reine sont richement décorés de carreaux à décors géométriques roses et bleus. Elle devrait trouver preneur pour plus de 400 000 F.

En 1976, Houghton mettait en vente sept miniatures du *Chahnamé*. A l'époque, elles avaient atteint des sommets. A la chute du chah d'Iran, le quasi-monopole qu'exerçaient les marchands iraniens sur ce marché vola en éclats. Les prix chutèrent. L'intérêt des collectionneurs américains et suisses pour ces miniatures n'a pas réussi jusqu'à aujourd'hui à rétablir les prix d'antan.

ALICE SEDAR.

★ vente : le 11 octobre à Londres, chez Christie's.

● **Succès pour une vente de sculptures**, avec une nette évolution à la hausse, pour les « jeunes », même si les prix se cantonnent entre 5 000 F et 35 000 F. Ainsi Prinz'Ivalli à 7 000 F. Parmi les classiques, *les Danaïdes* de Rodin ont été adjugées à 501 000 F, le *Totem* de Poncet à 80 000 F, mais la sculpture sans titre d'Albert Féraud n'a pas trouvé preneur.



VARIÉTÉS

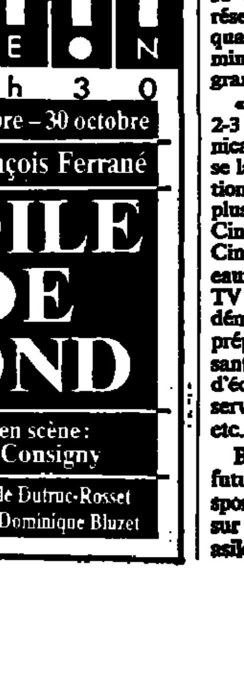
Festival de la chanson française dans le Val-de-Marne

Le deuxième Festival de la chanson française en Val-de-Marne se tient du 7 au 23 octobre, dans plusieurs villes du département. Les spectacles seront donnés dans des lieux qui les accueillent habituellement et dans des établissements scolaires, des hôpitaux, des usines. Des soirées thématiques consacrées à Prévert, Aragon ou Boris Vian s'intercaleront avec d'autres où des artistes invitant leurs amis renoueront avec l'atmosphère des veillées. Des soirées cabaret accueilleront de jeunes artistes encore peu connus du grand public. Avec Les Visiteurs, Les Garçons bouchers, Doc Lebrun, etc., le rock fera son entrée au Festival.

★ Renseignements : 46-70-86-78.







Communication

L'avenir de la télévision par câble en débat à Médiaville 88

Etat et investisseurs privés cherchent les moyens de sortir du marasme

Pendant trois jours à la Vidéothèque de Paris, Médiaville 88 réunit tous les acteurs de la télévision par câble. A l'ordre du jour : comment sortir du marasme ? Six ans après son lancement par l'Etat, le câblage de la France marque toujours le pas. Les cinquante réseaux construits par France Télécom (ex-DGT) souffrent de sérieux retards et d'un démarrage commercial décevant. Les nouveaux réseaux ouverts aux investisseurs privés depuis 1986 n'ont pas encore pris le relais. Mais en attendant que le ministère des PTT définisse une nouvelle donne, les réponses commencent à émerger : nouvelles techniques de câblage plus économiques, baisse des tarifs grâce aux accords avec les organismes d'HLM, offre de programmes élargie par des chaînes thématiques. Les étrangers seront nombreux à Médiaville : la France est un des seuls marchés européens qui leur reste ouvert.

« On va porter notre croix sur les réseaux du « plan câble », soupire ce responsable d'un des trois grands opérateurs du marché. L'ambitieux projet lancé par le gouvernement de Pierre Mauroy en novembre 1982 a déjà englouti 12 milliards de francs, et au moins autant restent à dépenser, sans provoquer le décollage prévu. Retards, divergences d'intérêts entre opérateurs et France Télécom, offre limitée à quinze canaux, abonnement dépassant souvent 130 francs par mois, tout s'est en effet ligué pour produire des résultats décevants. Sur ses quatorze réseaux ouverts, la Générale des eaux affiche 32 000 abonnés, la Lyonnaise des eaux en compte 15 000 sur sept sites. Et si Communication Développement peut se prévaloir de 70 000 abonnés, c'est avant tout grâce aux 60 000 foyers des anciens réseaux de Metz et Dunkerque ne dépendant pas du « plan câble ».

Au 1er septembre, France Télécom ne comptait sur les réseaux qu'elle construit que 34 700 abonnés sur 671 000 prises commercialisables, soit une pénétration globale dépassant à peine 5 %. La République fédérale d'Allemagne, qui a démarré après la France, compte maintenant près de 10 millions de prises livrées, et 3,8 millions d'abonnés... avec un tarif de base inférieur à 100 francs.

Pourtant, l'optimisme renaît dans le milieu du câble, convaincu de travailler pour le long terme. Car les leçons des erreurs commises commencent à être tirées.

L'enjeu de l'habitat collectif

Les tarifs trop élevés ? Angers va jouer les pionnières d'une nouvelle forme d'abonnement. Première application concrète d'un accord-cadre avec les offices d'HLM, l'habitat collectif (40 % des logements à Angers) se verra proposer, à l'ouverture du réseau fin 1988, deux formules. Un tarif de base de 39,50 francs pour neuf chaînes (France Télécom a accepté de baisser sa redevance de moitié, soit 22 francs), et un service complet de quinze canaux à 110 francs. Sous réserve d'avoir l'accord de 70 % des locataires, et de payer le câblage interne de l'immeuble.

Le manque de programmes ? Les chaînes thématiques arrivent enfin. Jusqu'à cet été, l'offre spécifique du câble se limitait aux chaînes étrangères, aux coûteuses télévisions locales (qui ne sont plus obligatoires, et ne risquent guère de se multiplier...) et à Canal J et TV Sport. Un choix trop limité pour séduire le téléspectateur. Mais dès cet automne, de nouveaux éditeurs se lancent en espérant que les réseaux cablés leur offrent bientôt quatre cent mille abonnés (base minimale de rentabilité d'un programme thématique).

« Planète » tourne (*le Monde* daté 2-3 octobre), Canal Infos (Communication Développement et l'AFP) se lance sur le créneau de l'information en continu par vidéographie, plusieurs chaînes de cinéma (Ciné-Cinéma pour la Générale des eaux, Ciné-Folies pour la Lyonnaise des eaux) peaufinent leurs génériques. TV Mondes (cultures étrangères) démarre en décembre. La Lyonnaise prépare une chaîne spécialisée sur la santé, la Générale veut jouer un rôle d'éditeur pour des programmes de services (astrologie, météo, courses, etc.) en vidéographie.

Bref, la pompe est amorcée. Et les futures chaînes (musique, enfants, sport ou information...) embarquées sur TDF 1 devraient aussi trouver asile sur le câble. De la pénurie, on risque de passer très vite à l'encombrement : pas de problèmes sur les nouveaux réseaux qui peuvent accueillir plus de vingt-cinq canaux, mais les choix seront plus difficiles dans les cinquante villes du « plan câble » où les réseaux de France Télécom n'ont généralement que quinze canaux.

L'information des usagers ? Ils se plaignent de ne pas connaître les programmes du câble, réduit à la portion congrue dans les magazines de télévision qui font l'effort de les mentionner. Aussi les trois grands opérateurs soutiennent-ils le lancement en novembre d'un magazine spécialisé édité par le groupe Télérama.

Un nouveau rôle pour France Télécom

Le partage difficile des responsabilités ? *« Il faudrait être fou pour dépenser plus... »*, chantonne à peu près France Télécom. L'administration ne veut pas dépasser ses lourds engagements financiers, mais elle est prête à modifier son rôle. Elle intervient comme exploitant à Bayonne-Anglet-Biarritz, comme partenaire à Rouen ou à Roanne (*le Monde* du 3 septembre) et pourrait tenir le même rôle dans d'autres sites. De leur côté, les opérateurs sont prêts à accueillir France Télécom comme associé plus direct, intéressé aux résultats commerciaux, en espérant ainsi une meilleure synergie entre les différents intervenants.

Bref, même si tout n'est pas éclairci, la volonté existe de travailler en commun. Cela n'exclut pas de nouvelles batailles. Notamment autour des terminaux d'abonnés, passage obligé pour aboutir à une vraie « télévision à la carte » et ouvrir la voie à des services rémunérateurs. Canal Plus, rompue à la gestion de décodeurs qu'elle veut renouveler, a des atouts pour imposer sa solution, qui pourrait éventuellement s'appliquer aussi aux futurs satellites véhiculant des chaînes payantes.

L'avantage serait celui de l'homogénéité. Mais certains concurrents, déjà inquiets de la position de Canal Plus dans les programmes, dénoncent par avance un choix unique qui serait *« une forme d'octroi moderne, d'OPA sur la télévision payante »*.

La chaîne d'André Rousselet est aussi à l'avant-garde sur un autre front, celui des nouvelles technologies du câble. Alors que Strasbourg vient de signer avec Communication Développement pour construire le plus grand réseau hors « plan câble », une commune de sa banlieue, Lingolsheim, va être câblée selon la technologie légère que commercialise Visicâble, une filiale de la CGV et de Canal Plus (*le Monde* du 29 juin). Un signe de plus que des technologies diversifiées viennent rompre avec le monolithisme du « plan câble ». Certaines sont d'ailleurs importées, de Grande-Bretagne, de Belgique ou de Suisse.

Au-delà de leur technologie, les étrangers apportent aussi leur savoir-faire et leurs capitaux. Roanne sera ainsi câblée par Réseaux câblés de France, qui regroupe des intérêts belges et français, alors que Mulhouse a fait confiance aux Suisses d'Eurocâble. Quant aux trois grands opérateurs, ils ouvrent leur capital à des investisseurs étrangers : Coditel et US West pour Lyonnaise Communication, Vidéotron pour la Générale de vidéocommunication, Philips pour Communication Développement. La liste n'est pas close, car les groupes américains – notamment les sociétés de téléphone récemment autorisées à investir dans le câble – frappent à la porte du marché français.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Le conflit dans l'audiovisuel public

RFI et FR 3 ont repris le travail

Derniers bastions d'un mouvement parti près de quinze jours plus tôt à Antenne 2, les personnels de Radio-France internationale et de FR 3, cours Albert-Ier, à Paris, ont repris le travail, mardi 4 octobre. Ainsi a pris fin – provisoirement ? – l'un des plus longs conflits de l'audiovisuel public.

Il faut savoir arrêter une grève. Les syndicats en étaient convaincus lorsqu'ils demandèrent, lundi vers 20 heures, aux personnels du cours Albert-Ier (Soir 3, le 19-20, le journal régional d'Ile-de-France) de suspendre un mouvement qu'ils étaient seuls à poursuivre, depuis trois jours, au sein de FR 3. Après d'ultimes négociations en effet, la direction a accepté de se pencher sur les problèmes spécifiques au centre parisien : l'organisation et le projet rédactionnel de Soir 3, du 19-20 et du journal régional ; le « rapatriement » de la fabrication de magazines réalisés à l'extérieur. Négociations spécifiques qui viendront s'ajouter au calendrier de réunions prévus sur l'avenir de la chaîne.

Le 12 octobre, seront examinées les disparités salariales. Puis le 18, syndicats et direction discuteront de l'avenir du programme national et régional ; le 24, du devenir de l'outil de production. Enfin, le 4 novembre, des discussions s'engageront sur les structures de la chaîne et la décentralisation.

De son côté, Radio-France international (RFI) a repris le travail, mardi 4 octobre, à 3 heures, après sept jours de grève. Un vote à l'unanimité de l'assemblée générale du personnel de RFI avait opté, la veille, pour la fin du mouvement de grève à condition que le protocole négocié avec la direction depuis vendredi dernier soit signé. Ce qui fut le cas dans la journée.

Celui-ci prévoit la résorption des disparités salariales entre le service mondial en français et les douze sections de langues étrangères, ainsi qu'au sein du collège des techniciens et administratifs. Il prévoit aussi le déblocage de 800 000 francs d'ici à la fin de l'année qui permettra l'amélioration des conditions de travail (reportages, frais de missions, matériels, etc.) ainsi que de 300 000 francs, au titre de la formation.

Le PDG de RFI, M. Henri Tézenas du Montcel, a rencontré ce week-end les ministères de tutelle de la station (affaires étrangères, communication, coopération, francophonie). Il y a reçu l'assurance qu'une somme de 3,8 millions de francs supplémentaires serait accordée à RFI au titre des crédits de fonctionnement et que la station aurait sa place sur le satelite TDF 1. Enfin, il a indiqué à l'intersyndicale de RFI représentant les quatre cent trente salariés qu'il *« ne nourrissait plus d'inquiétudes quant à la possibilité de voir les 30 millions de francs d'équipement transformés en crédits de fonctionnement en 1989 »*. Mais il appartiendra à l'Assemblée nationale, lors du vote du budget, d'insuffler ce ballon d'air frais. Enfin, une concertation sur la grille des programmes est prévue par le protocole.

« Cette grève aura poussé la direction à la concertation », notent des syndicalistes. Mais M. Tézenas du Montcel réfute la mise en cause dont il a été l'objet. *« A maintes fois, par ma voix, la tutelle a été saisie des problèmes de RFI. Je n'accepte pas que l'on me fasse le procès de n'avoir pas insisté auprès d'elle. Je n'ai pas ménagé mes efforts et j'en ai les preuves écrites. »*

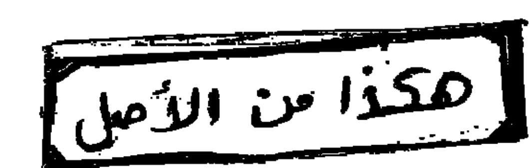
Il reste cependant à aplanir les difficultés de relation entre le personnel de RFI et sa direction, témoignages d'un véritable « malaise » dont le protocole d'accord fait état.

Y.-M. L. et P.-A. G.

La CNCL souhaite une redéfinition des missions FR 3

La Commission nationale de la Communication et des libertés (CNCL) a dressé, lundi 4 octobre, un *« bilan contrasté »* du respect par FR 3 de son cahier des charges. Si la commission relève *« les efforts accomplis »* dans *« certains domaines »* (diffusion d'œuvres françaises originales, production d'animations, qualité des documentaires), elle émet en revanche de *« sérieuses réserves »* sur certains *« manquements graves »*. FR 3 a ainsi dépassé son quota d'œuvres cinématographiques autorisé. En revanche, elle n'a pas atteint le pourcentage exigé d'œuvres d'expression originale, ni celui des œuvres d'expression originale française destinés à la jeunesse. Le respect de ces obligations, souligne la CNCL, aurait pourtant dû *« constituer une priorité absolue pour la chaîne »*.

La CNCL accuse encore FR 3 d'avoir, au côté de sa programmation culturelle, tenté de mener une *« politique de programme guidée par le seul impératif de l'audience »*. La commission estime donc nécessaire une redéfinition des missions de FR 3 *« qui permettrait à la chaîne de développer un projet d'entreprise et de se forger une identité »*.



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LE NAUFRAGE. Salle Gaveau (45-63-20-30) (jeu.), 19 h ; sam., dim. à 15 h 30 (26).

BRASSENS, BREL. Théâtre de Dix-Heures (42-64-35-90) (dim., lun.), 22 h (27).

JE NE SUIS PAS RAPPAPORT. Œuvre (48-74-42-52) (lun.), 20 h 45, dim. à 15 h (27).

BULLE OU LA VOIX DE L'OCÉAN. Amandiers de Paris (43-66-42-17) (dim., lun.), 14 h 30 et 20 h 30 (27).

LE GARDIEN. Dix-Huit Théâtre (42-26-47-47) (dim. soir, lun.), 20 h 30, dim. à 16 h (27).

NOTES EN DUO. Café de la danse (43-57-05-35) (dim., lun.), 20 h 15 (27) et *Nouvelles de Teszö Kosztolanyi*, dim. à 17 h (27).

ONCLE VANIA (en langue russe, loc. d'écouteurs). Grand Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15), dans le cadre du Festival d'automne (47-27-81-15) (27).

PAROLES D'OR. Essaïon de Paris, salle II (42-78-46-42) (dim., lun.), 18 h 30 (27).

LA RÉSISTIBLE ASCENSION D'ARTURO UI. Théâtre de l'Est Parisien (43-64-80-80) (lun.), 20 h 30 ; jeu. à 19 h, dim. à 15 h (27).

LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR. Cité internationale universitaire (la Galerie) (45-89-38-69) (dim., lun.), 20 h 30 (27).

SOUVENIRS ASSASSINS. Athénée-Louis-Jouvet (salle C.-Bérard) (dim., lun.), jeu., sam. à 20 h 30 ; ven., mar. à 18 h 30 (27).

AUTHENTIQUE MAIS VRAI. Cave du Cloître (42-39-42-42) (dim., lun.), 22 h 30 (28).

LA SOUPIÈRE. Ermont (Théâtre Pierre-Fresnay) (34-15-09-48), dim. à 16 h (28).

LA VÉRITABLE HISTOIRE D'ARISTIDE PLANTIN. Amandiers de Paris (43-66-42-17), mer. à 21 h (28).

LA FEMME A CONTRE-JOUR. Mathurins (42-65-90-00) (lun.), 21 ; sam. à 18 h et 21 h, dim. à 15 h (29).

SEPT CONTES CRUELS. Marie Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.), 22 h (29).

SIMPLEMENT COMPLIQUÉ. Athénée-Louis-Jouvet (47-42-67-27), dans le cadre du Festival d'automne (dim., lun.), jeu., sam. à 20 h 30, ven. à 21 h, mar. à 19 h (29).

LE GRAND INVITÉ. Marais (42-78-03-53) (dim.), 20 h 30 (30).

ASTÉRIX. Cirque d'hiver (42-66-20-75) (lun., jeu.), ven., mar. à 20 h 30 ; sam. à 21 h ; mer., sam., dim. à 14 h et 17 h 30 (30).

L'ORAGE. Cinq Diamants (45-80-51-31) (lun.), 20 h 45, dim. à 15 h 30 (30).

HORS-PARIS

VINCENNES. *Trakiniaï* (Cartoucherie-Théâtre du Soleil) (43-74-24-08) (lun.), 20 h 30, dim. à 15 h 30 (27).

DIJON. *Les Occupants* (spectacle musical), Théâtre du Parvis Saint-Jean (80-30-12-12), 20 h 30, du mar. au sam. (27).

NEUILLY. « Etoiles rouges », de Pierre Bourgeade. Théâtre de l'Athletic (46-24-03-83). mer., jeu., ven., sam. à 20 h 30 (1).

CLEON. *L'Ile des esclaves*, de Marivaux, mise en scène de Bob villette. Théâtre du Mascaret (35-78-05-75), sam. 1er, mar. 4 à 20 h 45.

BOURG-EN-BRESSE. *Peines d'amour perdues*, de Shakespeare. Théâtre municipal (74-22-36-90), mar. 4 à 20 h 30.

LEVALLOIS-PERRET. *Le Gardien des odeurs*. Le Petit Théâtre (47-48-18-71) (dim., lun.), 20 h (4).

Classique

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. N. Monestier (soprano), A. Papadjiakou (mezzo), L. Honeyman (ténor), L. Albert (basse). Chœur Arpeggione de Gagny, « Requiem » de Mozart, « Salve Regina » de Schubert. Dans le cadre du Festival de musique de chambre de Paris. Orchestre Bernard Thomas, 21 h. Dir. Bernard Thomas. Soliste : le lauréat du concours Maurice André 1988. Hommage au prestige de la trompette avec des œuvres d'Albinoni, Torelli, Telemann, Barber, Bartok. Dans le cadre du Festival de musique de chambre de Paris.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles, 21 h. Œuvres de Bach, Telemann, Vivaldi. Location : 42-62-40-65.

OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart (47-62-53-71). Karlheinz Stockhausen. 20 h 30. Cycle musique de chambre, trois créations mondiales, douze créations françaises. Avec la participation de P.-L. Aimard, Pi-Hsien Chen, J.-C. Chalon, A. Boettger. Dans le cadre du Festival d'automne à Paris. Location : 42-96-96-94.

SALLE GAVEAU. (45-63-20-30). Quatuor Rosamonde, 20 h 45. Raphaël Hillyer (alto). Œuvres de Mozart, Schubert, Brahms.

Mardi 4 octobre

Opéra

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Rigoletto, 19 h 30. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi. Dir. musicale Alain Guingal, Alain Lombard. Mise en scène Jean-Marie Simon. Chor. Françoise Grès. Avec T. Ichihara (mer. dim.), N. Shicoff (ven. mar.), A. Fondary (mer., ven., dim., mar.), C. Barbaux (mer.), A. Ferrarini (ven. dim. mar.). 3 h 30. Jules César. Jusqu'au 15 octobre, 19 h 30 jeu. sam. lun. Opéra de Georg Friedrich Haendel. Dir. musicale Jean-Claude Malgoire. Mise en scène Nicholas Hytner. Avec G. Pashee, M. Philippe, G. Laurens, S. Quittmeyer. 3 h 15.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Nuits d'alerte (1945), de Léon Mathot, 16 h ; les Étudiants de l'I.D.H.E.C. présentent :, l'Orage, de Gérard Lemoine, Noëlle, d'Angel Diez, Marine, de Muriel Tourrale, Marquis de Sade a gagné, de Laurent Vachaud, 19 h ; la Cinémathèque de la danse présente :, les Contes d'Hoffmann (1951, v.o.s.t.f.), de Michael Powell et Emeric Pressburger, 21 h.

SALLE GARANCE,
CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-29)

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

Paris : un arrondissement par jour : 19e et 20e arrondissements : Balade à Belleville : le 19e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), Bande-annonce : Un gosse de la Butte (1963) de Maurice Delbez, la Ballade du bottier (1982) de Georges Buisson et Alain Grasset, 14 h 30 ; Ménilmuche : le 20e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), Vivre à Ménilmontant (1982) d'Yvonne Mignot-Lefebvre, la Maternelle (1948) de Henri Diamant-Berger, 16 h 30 ; Père Lachaise : le Cimetière du Père Lachaise (1978) de Sarah Maldoror, l'Humeur vagabonde (1971) d'Edouard Luntz, 18 h 30 ; Belleville : Expulsion (1984) de Nicolas Jouvin, Visage de chien (1985) de Jacek Gasiorowski, 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ADA DANS LA JUNGLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LA BÊTE DE GUERRE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

BIG (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

BONJOUR L'ANGOISSE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

CHOCOLAT (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

COLORS (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE COMPLOT (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

FRANTIC (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LA GUERRE D'HANNA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HOMEBOY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

L'HOMME QUE J'AI TUÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HOTEL TERMINUS (Fr., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

IRONWEED (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LA LECTRICE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LES MODERNES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NICKY ET GINO (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

NUIT ITALIENNE (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

OEUF (Hol., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

LA PETITE AMIE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PRESIDIO (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PUBLIVORE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SAVANNAH (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TERRE SACRÉE (Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

TROIS SŒURS (It.-Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

UN MONDE A PART (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

ADA DANS LA JUNGLE. Film français de Gérard Zingg : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST. Film américain de Martin Scorsese, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

HOTEL TERMINUS. Film français de Marcel Ophuls, v.o. : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MIDNIGHT RUN. Film américain de Martin Brest, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

NEON MANIACS. Film américain de Joseph Mangine, v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

NICKY ET GINO. Film américain de Robert M. Young, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 5 OCTOBRE

« Le musée Picasso en l'hôtel Salé », 14 heures, 5, rue de Thorigny (Mme Cazes).

« Le Marais, de Saint-Gervais à l'Arsenal », 14 h 30, 68, rue François-Miron ; « Le quartier des Halles », 14 h 30, angle rue Saint-Honoré/rue des Déchargeurs (Sauvegarde et mise en valeur du Paris historique).

« Le quartier Saint-Sulpice », 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Dominique Fleuriot).

« De la ville l'Evêque au parc Monceau », 14 h 30, métro Saint-Augustin (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtels du Marais, place des Vosges), 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Les rois maudits : la Conciergerie et leur palais », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).

« De Guimard à Le Corbusier, l'architecture du XVIe arrondissement », 15 heures, métro Jasmin, en haut de l'escalier mécanique (Paris et son histoire).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Orsay, de la gare au musée », 13 h 30, parvis de Bellechasse, à côté du rhinocéros.

« Paris à travers le roman : « Notre-Dame de Paris », de Victor Hugo », 15 heures, devant le portail central.

« Collections botaniques et curiosités du parc floral au bois de Vincennes », 15 heures, métro Château de Vincennes, sortie côté château.

« La Bourse du commerce et les nouveaux aménagements des Halles », 15 heures, entrée rue de Viarmes.

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « A la découverte des hyéroglyphes » ; 19 heures : « Les origines du baroque » (Arcus).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 4 octobre

TF 1

20.40 Cinéma : Don Camillo. ■ Film italien de Terence Hill (1983). Avec Terence Hill, Colin Blakely, Mimsy Farmer. *Dans son village de la vallée du Pô, le curé Don Camillo, qui porte des jeans, circule à moto, fait du patin à roulettes, rivalise de farces et de tricheries avec le maire communiste Peppone. Une version moderne, très bande dessinée, pour un jeune public surtout, des aventures autrefois illustrées par Fernandel et Gino Cervi.* **22.50 Magazine : Ciel mon mardi !** Présenté par Christophe Dechavanne. **0.10 Journal, Bourse et Météo. 0.30 Magazine : Livres en tête. 0.40 Feuilleton : Marion.** (3e épisode). **1.35 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 2.00 Documentaire : Africa. 2.55 Documentaire : Des Croisades au Djihad. 3.45 Documentaire : Histoires naturelles. 4.35 Musique. 4.45 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

20.30 Météo. 20.35 Les dossiers de l'écran : Ces enfants-là. Téléfilm de Georg Stanford Brown. Avec Tyne Daly, Richard Crenna, Martin Balsam. *Les joies et les peines d'un couple ayant un enfant mongolien.* **22.15 Débat : Si cet enfant était le vôtre ?** Avec le professeur Jérôme Lejeune (généticien), le docteur Fernand Daffos (chef de service de médecine fœtale à l'Institut de puériculture de Paris), le docteur Chantal Botto (pédiatre en maternité), Mme Hélène Tassel-Smith (mère d'une petite mongolienne de trois ans), Jean Vannier (fondateur de l'Arche), M. et Mme Cattenoz (qui ont adopté un enfant trisomique 21), Bruno Knittel et ses parents, Bernadette Martineau (sœur d'un jeune trisomique 21), Daniel Vigneron (responsable du service des jardins à la mairie de Neuilly), Marion Cantenot (trisomique 21, assistante maternelle). **23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.55 Magazine : Strophes. 0.10 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.30 La dernière séance. 1er film : Sergent la terreur ■■. Film américain de Richard Brooks (1953). Avec Richard Widmark, Karl Malden, Elaine Stewart. *Un camp d'entraînement militaire au Texas, en 1953. Un sergent instructeur, qui voudrait aller combattre en Corée, mène la vie très dure aux recrues. Parmi les films américains réalisés pour justifier l'intervention américaine en Corée, celui-ci se signala par son anticonformisme dans la peinture d'un soldat employant des méthodes fascistes et dans la description de la vie militaire.* **22.20 Dessins animés.** Tom et Jerry ; Tex Avery. **22.40 Journal. 23.00 2e film : Ziegfeld follies. ■■■** Film américain de Vincente Minnelli (1945). Avec Fred Astaire, Esther Williams, Judy Garland, Gene Kelly (v.o.).

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Macadam cowboy. ■■ Film américain de John Schlesinger (1969). Avec Dustin Hoffman, Jon Voight, Sylvia Miles. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Out of Africa. ■■** Film américain de Sydney Pollack (1986). Avec Meryl Streep, Robert Redford, Klaus Maria Brandauer (v.o.). **0.55 Cinéma : SOS fantasmes.** Film français classé X de Michel Jean et Mike Strong (1986). Avec Richard Allan, Alban Ceray. **2.10 Les superstars du catch.**

LA 5

20.30 Football : Monaco-Reykjavik, en direct de Monaco. 22.15 Série : Le retour de Mike Hammer. 23.10 L'inspecteur Derrick (rediff.). **0.00 Journal de minuit 0.05 Bonanza** (rediff.). **0.20 Capitaine Furillo** (rediff.). **1.10 Michel Vaillant** (rediff.). **1.35 Journal de la nuit. 1.40 Janique aimée** (rediff.). **2.05 Seule à Paris** (rediff.). **2.30 Joseph Balsamo** (rediff.). **3.25 Voisin, voisine** (rediff.). **4.25 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 5.05 Voisin, voisine. 5.48 Top nuggets** (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : Le visage de la peur. De George McCowan, avec Ricardo Montalban, Jack Warden. *Elle se croit atteinte d'une leucémie et fait appel à un tueur pour mettre fin à ses jours.* **21.50 Série : Le Saint. 22.45 Journal. 23.00 Magazine : Destination santé.** (rediff.). **23.50 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.35 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Magazine : Adventure** (rediff.). **3.45 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **4.10 Magazine : Destination santé.** (rediff.). **5.00 Magazine : Adventure** (rediff.). **5.30 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Dossier : Les tranquillisants. **21.30 Brasilia et les écrivains. 22.40 Nuits magnétiques.** Carnet de bal, passion tango. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 28 et 29 septembre 1988, salle Pleyel) : Concerto pour piano et orchestre nº 5 en mi bémol majeur, op. 73, de Beethoven ; Der Corrigidor : Prélude et intermezzo, scherzo et finale, de Wolf ; Notations de Boulez, par l'Orchestre de Paris, dir. Daniel Barenboïm ; sol. : Claudio Arrau, piano. **22.30 La galaxie des traditions. 23.07 Club d'archives.** Leonid Kogan, violon, Naoum Walter, piano. Récital donné le 25 mai 1964 au Mai musical de Bordeaux : Œuvres de Haendel, Brahms.

Mercredi 5 octobre

TF 1

14.35 Club Dorothée. Sablotin ; Les chevaliers du zodiaque ; Ken le survivant ; GI Joe ; Les bioniques ; Bioman ; Le mot mystérieux ; Les jeux du téléphone ; Le Jacky sean ; Le jeu de l'ABC ; Le top junior. **17.45 Série : Chips. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Marc Lavoine, Jean Lefebvre, Muriel Hermine. Variétés : Miguel Bose, Bertignac et les Visiteurs, Raft, Kylie Minogue, Kid Créole, Mylène Farmer, Art Mengo, Europe. **22.35 Documentaire : De Gaulle ou l'éternel défi.** De Jean Labib, d'après l'œuvre de Jean Lacouture. 4. Une Europe tricolore. **23.35 Journal, Bourse et Météo. 23.55 Variétés : Wiz qui peut.** Télécrochet animé par Jesse Garon. **0.40 Feuilleton : Marion** (4e épisode). **1.35 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 2.00 Documentaire : Africa. 2.50 Documentaire : Est-ce qu'on nous voit ? 4.10 Musique. 4.40 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

14.30 Magazine : Chauds les glaçons. Présenté par Cerise et Philippe Giangreco. Voltron ; Pitou ; Inspecteur Duflair ; Julie et Stéphane. **17.15 Magazine : Graffitis 5-15.** Présenté par Groucho et Chico. Les petites canailles ; La petite merveille. **17.55 Série : L'homme qui tombe à pic.** La femme en vert. **18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.05 INC. 19.10 Sagarmatha 88.** Opération Everest, présentée par Didier Régnier et Alain Valentini. **19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire : La baby-sitter. 20.00 Journal et Météo. 20.35 ▶ Téléfilm : Monte-Carlo,** D'Anthony Page, avec Joan Collins, George Hamilton, Malcolm McDowell (1re partie). **22.10 Flash d'informations. 22.15 Football : Coupe d'Europe : Anderlecht-Metz. 23.50 Informations : 24 heures sur la 2. 0.10 Magazine : Figures.** De Jacques Chancel. Invité : Alain Fondary.

FR 3

15.00 Question au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Dessin animé : Petzi. 17.10 Dessin animé : Diplodo. 17.15 Dessin animé : Mister T. 17.40 The Muppets babies. 18.00 Dessin animé : Lucky Luke. 18.30 Feuilleton : Guillaume Tell (3e épisode). **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.02 Jeux : La classe. 20.30 Théâtre : La station Champbaudet.** Comédie en trois actes d'Eugène Labiche et Marc Michel, mise en scène par Jean-Laurent Cochet, avec Francis Huster, Georges Chamarat. **22.10 Journal et Météo. 22.30 Magazine : Océaniques.** 1. Cycle Glenn Gould. Sonate opus 109 nº 30, de Beethoven ; So you want to write a fugue ?, de Glenn Gould. 2. Portrait de créateurs : Chantal Thomass. **23.30 Musiques, musique.** Chostakovitch : Prélude et scherzo opus 11, par l'Academy Saint-Martin-in-the-Fields.

CANAL PLUS

18.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana. **18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas. **19.35 Football.** Les coulisses. **20.00 Football.** Bordeaux-Dniepropetrovosk (match retour de la Coupe d'Europe). **22.00 Football.** Benfica Lisbonne-Montpellier (match retour de la Coupe d'Europe). **23.45 Série : Paire d'as. 0.30 Cinéma : Deux flics à Chicago. ■** Film américain de Peter Hyams (1986). Avec Gregory Hines, Billy Crystal, Steven Bauer. *Deux policiers, inséparables, un Noir et un Blanc, arrêtent à Chicago un trafiquant de drogue, ruinant ainsi le plan des agents fédéraux. Mis en « vacances forcées », ils s'en vont en Floride. Une comédie où les poursuites sont rythmées sur du rock, deux acteurs sympathiques. Pour passer le temps.* **2.15 Série : O'Hara.**

LA 5

19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Ecoute ton cœur. *De la difficulté d'avoir des relations sentimentales dans son milieu professionnel.* **22.15 Série : La loi de Los Angeles. 23.15 Supercopter** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Supercopter** (suite). **0.20 K 2000** (rediff.). **1.15 Michel Vaillant** (rediff.). **1.40 Journal de la nuit. 1.45 Janique aimée** (rediff.). **2.10 Seule à Paris** (rediff.). **2.35 Joseph Balsamo** (rediff.). **3.30 Voisin, voisine** (rediff.) **4.30 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 4.55 Voisin, voisine.**

M 6

19.00 Série : Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. Que de responsabilités. **20.35 Téléfilm : La voix du vampire.** De Dan Curtis, avec Roy Thinnes, Angie Dickinson. *Encore une histoire de revenant.* **21.50 Magazine : Libre et change.** De Michel Polac. Sur le thème : En quarantaine, sont invités Denis Tillinac (Un léger malentendu), Pascal Bruckner (Qui de nous deux inventa l'autre), René Fregni (Les chemins noirs). **23.05 Journal. 23.20 Série : Le Saint** (rediff.). **0.10 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.55 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Charmes** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Magazine : Destination santé** (rediff.). **4.10 Magazine : Adventure** (rediff.). **4.35 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **5.00 Magazine : Destination santé** (rediff.). **6.00 Musique, Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes, Nouvelles d'Afghanistan, avec Spojmaï Zariab « La plaine de Caïn », et Sayd Majroum « Le Sucide et le Chant ». **21.30 Correspondances.** Des nouvelles du Canada, de la Suisse, de la Belgique. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** L'histoire du blues. **22.40 Nuits magnétiques.** Carnet de bal, passion tango. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 juillet 1988 en l'église Saint-Séverin) : Œuvres de Bernabe, Guerrero, Correa de Arauxo, Carrion, Cabanilles, Ruiz, Vinas, par l'Ensemble Hespérion, dir. Jordi Savall. **22.20 Concert du GRM.** Le voile d'Orphée, d'Henry ; Coucou bazar, de Mimarogla ; Trois études de musique concrète, de Chion. **23.07 Jazz club.** En direct du Sunset : Le duo Richard Beirach-Danel Liebman.

Audience TV du 3 octobre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 183 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50.7	Santa-Barbara 22.2	Actual. région. 7.0	Actual. région. 11.0	Top 50 3.8	Porte magique 2.4	Routes paradis 3.1
19 h 45	59.3	Roue fortune 37.6	Loft Story 7.0	Actual. région. 4.7	Nulle part 3.3	Boulev. Bouvard 2.1	Routes paradis 3.2
20 h 16	74.0	Journal 38.7	Journal 14.8	La classe 8.9	Nulle part 1.9	Journal 5.6	Cosby show 2.8
20 h 55	68.8	Hemingway 20.7	Heure Vérité 14.0	La rive brisé 9.7	Baraq. à tt casse. 3.7	Innocence violée 16.9	Coup d'Etat 2.9
22 h 8	53.5	Hemingway 18.7	Heure Vérité 11.0	Journal 2.6	Bobegolfoot 1.0	Innocence violée 16.0	Coup d'Etat 3.5
22 h 44	25.3	Une République 7.0	Tueurs de dam. 8.1	Océanique 1.6	Bobegolfoot 0.9	Spenser 5.7	Le Saint 1.3

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 4 octobre à 0 heure et le dimanche 9 octobre à 24 heures UTC.

Dans un courant rapide d'ouest-nord-ouest, persistant pendant toute la période, des perturbations pluvieuses circuleront à courts intervalles. Les vents forts souffleront jeudi et vendredi, principalement sur le nord de la France.

Mercredi : de la Bretagne au Nord, à l'Ile-de-France, au Limousin et au Midi-Pyrénées, le temps sera pluvieux au lever du jour. Les vents de sud souffleront assez fort. En cours de matinée, des éclaircies apparaîtront assez rapidement sur la Bretagne puis gagneront vers l'intérieur. Elles alterneront avec des passages nuageux accompagnés de fortes averses. Le vent s'orientera alors au secteur ouest. Les rafales atteindront 70 à 90 km/h près de la Manche, 40 à 60 km/h ailleurs.

Sur les autres régions, les nuages seront également abondants. Il pleuvra en fin de matinée sur la Champagne, la Lorraine, la Bourgogne, l'Auvergne et le Languedoc-Roussillon. Ces pluies s'étendront en cours d'après-midi à la Provence, aux Alpes et à la Côte d'Azur en prenant un caractère orageux. Seule la Corse bénéficiera d'une journée assez ensoleillée.

Les températures minimales seront comprises entre 8 et 12 degrés. Les maximales ne dépasseront pas 16 à 18 degrés sur la moitié nord, 19 à 22 degrés sur la moitié sud.

Jeudi : une zone pluvieuse abordera le nord-ouest du pays, le matin, et traversera la France en cours de journée. Cette bande pluvieuse gagnera le Sud-Est en soirée. A l'avant, le ciel sera nuageux. Cependant, de belles éclaircies persisteront au cours de la matinée. A l'arrière de cette perturbation, le ciel sera variable avec des averses de la Manche aux Vosges.

Les vents de secteur ouest seront forts sur une grande moitié nord du pays. Les températures minimales seront comprises entre 7 et 12 degrés.

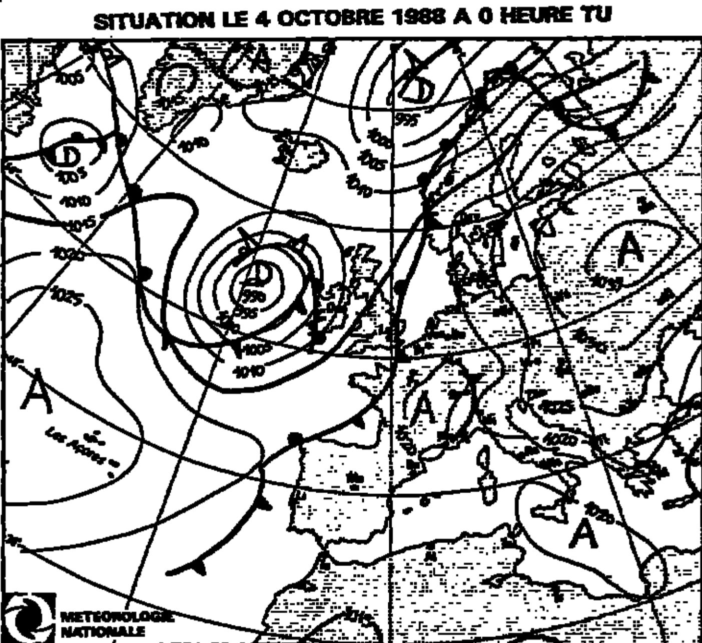
Les températures maximales s'échelonneront entre 15 et 20 degrés du Nord au Sud, atteignant 22 à 24 degrés près de la Méditerranée.

Vendredi : le temps variable se généralisera à tout le pays. Les averses se produiront au nord de la Loire. Au cours de la journée de belles éclaircies apparaîtront sur l'ouest du pays. Les vents d'ouest à nord-ouest seront forts à localement très forts sur une grande moitié nord de la France. Les températures seront en légère baisse.

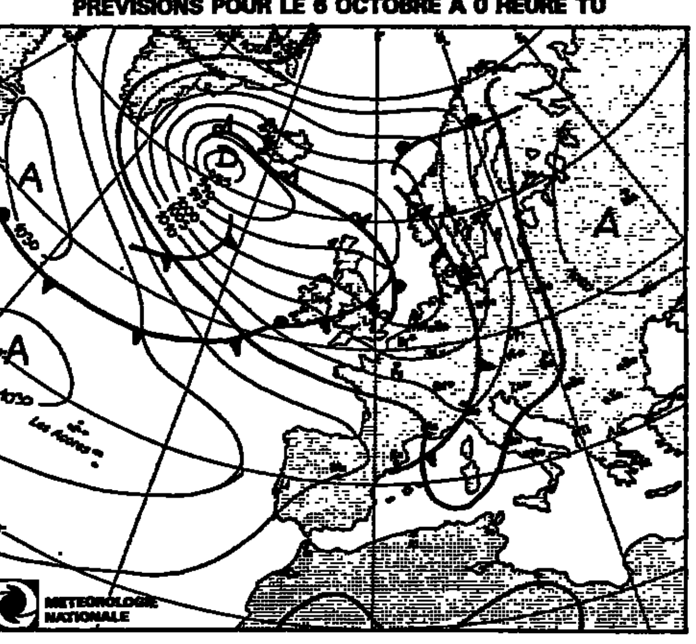
Samedi : une nouvelle perturbation gagnera le nord-ouest de la France le matin et atteindra l'Est, le Sud-Est en fin d'après-midi. Les pluies épargneront l'Aquitaine, Midi pyrénéen, et les régions méditerranéennes. Toutefois, les nuages de la perturbation déborderont sur ces régions. Les vents d'ouest-nord-ouest seront assez forts. Les températures seront sans grand changement.

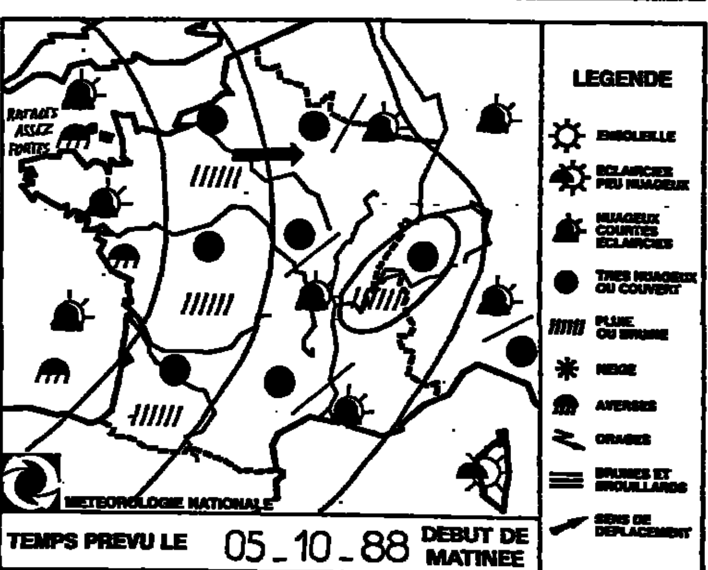
Dimanche : le temps restera très nuageux au nord de la Loire avec encore des pluies sur le Nord et l'Est. Ces pluies s'atténueront au cours de la journée. Des passages nuageux affecteront le matin les régions des Charentes-Poitou au Centre. Sur la partie sud du pays, le soleil prédominera. Les températures seront en hausse de 2 à 3 degrés sur la moitié sud.

SITUATION LE 4 OCTOBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 OCTOBRE A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-10-1988 à 6 heures TU et le 04-10-1988 à 6 heures TU — le 04-10-1988

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	27	13	D
BIARRITZ	20	10	N
BORDEAUX	20	6	N
BOURGES	16	6	N
BREST	17	7	B
CAEN	18	11	B
CHERBOURG	17	11	B
CLERMONT-FERR.	17	5	N
DIJON	17	6	B
GRENOBLE St-M-H	21	10	B
LILLE	18	9	B
LIMOGES	15	6	N
LYON	20	10	B
MARSEILLE-MAR.	26	17	N
NANCY	15	8	N
NANTES	19	9	B
NICE	25	16	D
PARIS-MONTS.	20	10	B
PAU	21	9	D
PERPIGNAN	23	15	C
RENNES	18	10	B
ST-ETIENNE	19	9	-
STRASBOURG	16	11	P
TOURS	18	6	D
TOULOUSE	23	7	B
POINTE-A-PITRE	31	24	A

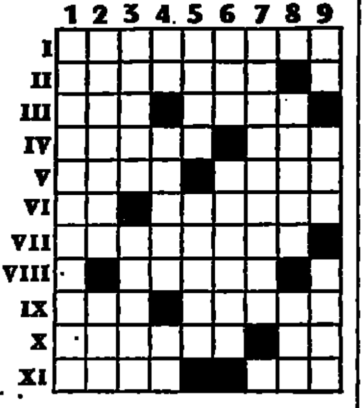
ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	34	23	C
AMSTERDAM	16	8	B
ATHÈNES	23	15	D
BANGKOK	34	27	C
BARCELONE	24	17	N
BELGRADE	16	6	D
BERLIN	18	6	D
BRUXELLES	16	9	N
LE CAIRE	30	19	D
COPENHAGUE	15	10	D
DAKAR	-	-	-
DELHI	33	24	C
DJERBA	28	22	N
GENÈVE	15	11	P
HONGKONG	28	24	D
ISTANBUL	19	15	N
JÉRUSALEM	23	16	B
LISBONNE	30	19	D
LONDRES	18	10	N
LOS ANGELES	20	15	C
LUXEMBOURG	15	10	B
MADRID	28	12	D
MARRAKECH	28	16	D
MEXICO	17	11	B
MILAN	23	15	C
MONTRÉAL	22	5	D
MOSCOU	13	8	C
NAIROBI	18	13	C
NEW-YORK	26	15	P
OSLO	13	8	C
PALMA-DE-MAL.	29	15	D
PÉKIN	24	12	C
RIO-DE-JANEIRO	30	25	D
ROME	26	16	C
SINGAPOUR	32	22	C
STOCKHOLM	15	6	D
SYDNEY	35	22	D
TOKYO	24	17	C
TUNIS	29	18	D
VARSOVIE	16	5	D
VENISE	21	9	N
VIENNE	17	8	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4845



HORIZONTALEMENT

I. Deviennent inutiles quand on perd les pédales. – II. Après elle, on ne saurait dire que l'on n'est pas sorti de son trou. – III. Addition prouvant que l'on n'a pas fait de soustraction. Pas simple. – IV. Où certains sont amenés à faire bien des écarts. Permet d'alléger une poche. – V. Nous conduit parfois à tirer les ficelles. Etre attaché. – VI. Préfixe. A besoin de ses membres pour mettre sur pied et prendre en main. – VII. Résulte d'une sortie anticipée. – VIII. Grâce à elle, certains peuvent montrer qu'ils ont de l'étoffe. – IX. Ne meurt qu'après avoir très bien vécu. A incité quelqu'un à faire tout un drame. – X. Rejettent de la vapeur. Arracha beaucoup d'herbe. – XI. D'un auxiliaire. Est transporté par une vedette.

VERTICALEMENT

1. Opérations ayant d'heureux résultats. – 2. Sont utiles pour bien mener sa barque. Sent la résine. – 3. Pas forcément en possession de celui qui a trouvé chaussure à son pied. Eloigner toute possibilité de fuite. – 4. Préposition. A fourni matière à de nombreuses blagues. Mot qui peut en entraîner d'autres. – 5. C'est plutôt drôle que d'avoir un certain penchant pour son campanile. Commune ardennaise. – 6. Entre en matière. Tels que l'on flotte et que l'on nage facilement. – 7. Faciles à obtenir avec des moules. – 8. Certaines y sont serrées comme des sardines. Fit plus qu'un rapprochement. – 9. Qui ne nous a donc pas échappé. Prend des coups. Se montre fort lumineux.

Solution du problème nº 4844

Horizontalement

I. Réglisse. – II. Egoutiers. – III. Pause ; Ego. – IV. Art ; ma ; ou. – V. Sète ; apte. – VI. Seins ; ras. – VII. Esérine. – VIII. Rit ; tas. – IX. Spéculer. – X. Eu ; heaume. – XI. Sévir ; rat.

Verticalement

1. Repasseuse. – 2. Egarées ; pue. – 3. Gouttière. – 4. Lus ; enrichi. – 5. Item ; situer. – 6. Si ; Aa ; la – 7. Sée ; prêteur. – 8. Ergota ; arma. – 9. Soues ; et.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 2 octobre 1988 :

UN DÉCRET

● Nº 88-940 du 30 septembre 1988 relatif à la destruction des animaux classés nuisibles en application du premier alinéa de l'article 393 du code rural.

UN ARRÊTÉ

● Du 2 septembre 1988 portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 1987.

Est publiée au *Journal officiel* des lundi 3 et mardi 4 octobre 1988 :

UNE LISTE

● D'admission à l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts (concours 1988).

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Cholestérol : le réduire ou en mourir

Trop de cholestérol prédispose à la mort par maladies cardio-vasculaires. Qui réussira à enrayer ce fléau ?

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

AVEC l'hécatombe à venir de l'épidémie du SIDA, celle, trop méconnue du suicide et celle, collectivement acceptée, dues aux accidents de la circulation, les maladies cardio-vasculaires et leurs conséquences constituent aujourd'hui l'un des fléaux majeurs des pays industrialisés. Le phénomène est depuis longtemps connu. Ces affections ont été parfaitement identifiées et disséquées. On sait de mieux en mieux les prendre en charge médicalement et chirurgicalement. L'épidémiologie, elle aussi, a fait de considérables progrès. On a notamment mis en lumière l'étroite relation qui pouvait exister entre les taux élevés de cholestérol dans le sang et le risque d'affections cardiaques de nature « ischémique » (angine de poitrine et infarctus du myocarde).

Or toutes ces avancées médicales posent aujourd'hui un problème d'une toute autre nature, *qui dépasse de beaucoup le strict* cadre de la médecine et les seules possibilités des professionnels de la santé. Il s'agit de savoir comment on peut parvenir à traduire les discours en acte, les connaissances théoriques en une réelle politique de prévention. En d'autres termes, savoir comment on parviendra à réduire les concentrations sanguines de cholestérol chez tous ceux qui, parce qu'ils n'ont pas conscience d'être dans une situation à hauts risques, ne sont que très peu réceptifs aux messages préventifs qui, ici ou là, pourront leur être délivrés.

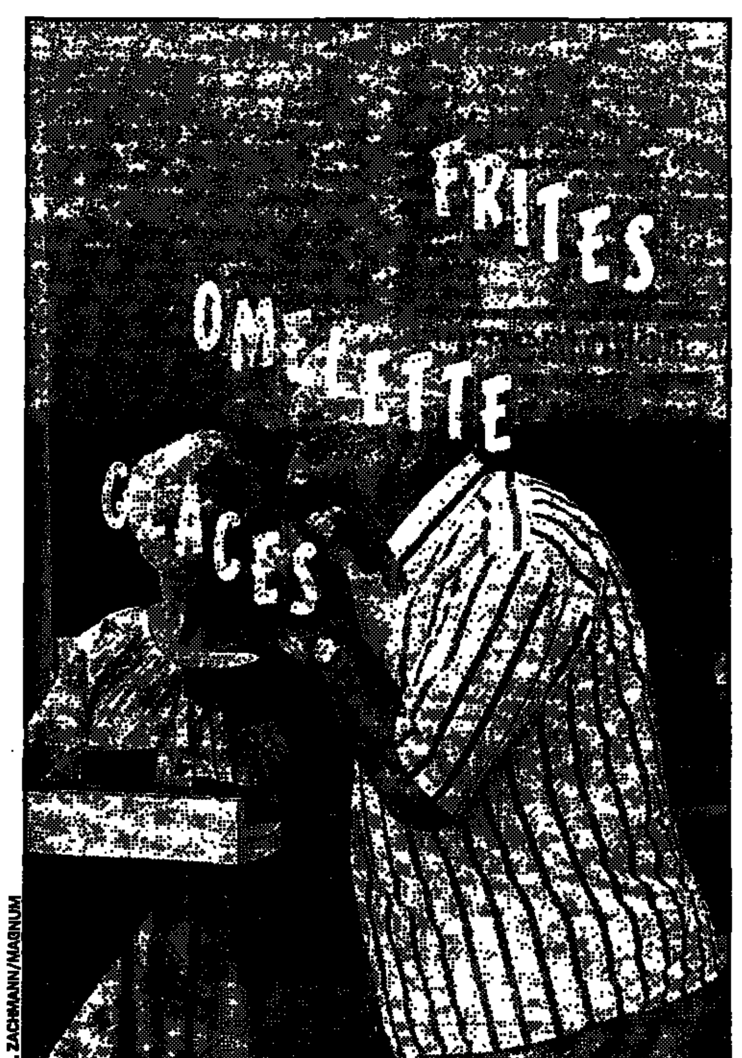
Longtemps ignoré ou largement sous-évalué, le problème commence à être d'une actualité de plus en plus grande sous l'effet conjoint des données convergentes de l'épidémiologie et de la prise de conscience – en même temps que le contrôle des dépenses de santé – de l'énormité du coût pour la collectivité des affections cardio-vasculaires.

Comment, donc, réduire les concentrations sanguines de cholestérol des personnes à risques et comment faire, d'une manière plus générale, pour prévenir l'apparition de concentrations anormalement élevées dans une fraction importante de la population ? Tel était, à Toulouse, le thème de la Journée du cholestérol, première manifestation jamais organisée en France visant à comparer les différents programmes de prévention lancés dans ce domaine à l'échelle internationale (1).

Un élément indispensable à la vie

A dire vrai, le cholestérol n'est pas, en tant que tel, une substance *nocive. C'est bien au contraire un* élément indispensable à la vie, continuellement utilisé à l'échelon cellulaire et entrant dans la composition de nombreuses substances (hormones, acides bilaires) synthétisées par l'organisme. Le cholestérol est apporté par l'alimentation ou fabriqué par le foie, puis circule dans le sang sous forme de « lipoprotéines » (ensemble formé de lipides et de protéines).

Lorsque le système complexe de régulation de la concentration sanguine en cholestérol ne fonctionne plus comme il conviendrait, on observe une élévation de concentration sanguine (hypercholestérolémie), situation qui est *l'une des causes principales de la* formation des plaques d'athérome sur les parois artérielles, mécanisme lui-même à l'origine des maladies cardio-vasculaires les plus graves, au premier rang desquelles l'infarctus du myocarde.



P. ZACHMANN/MAGNUM

Suspectée depuis longtemps, la relation cholestérol-maladies du cœur a fait l'objet de très nombreuses recherches épidémiologiques. De multiples études menées à l'échelon collectif ont d'abord *montré que l'augmentation* des taux de cholestérol correspondait à une augmentation de la fréquence des maladies coronariennes, notamment chez les hommes d'un âge compris entre quarante et soixante-cinq ans.

Beaucoup de ces études ont été faites ces vingt dernières années à partir de la mesure de la concentration sanguine en cholestérol total. Or les choses se sont compliquées lorsqu'on a découvert, ces dernières années, qu'il fallait, en réalité, prendre en compte deux types de lipoprotéines : les LDL (ou lipoprotéines de basse densité), souvent qualifiées de « mauvais cholestérol » car à l'origine de la formation des plaques d'athérome dans les artères, et les HDL (ou lipoprotéines de haute densité), le « bon cholestérol », dont l'action pourrait schématiquement s'opposer au « mauvais ».

« *Quoi qu'il en soit*, a expliqué, à Toulouse, le docteur Pierre Ducimetière (INSERM-Hôpital Broussais-Paris), *ces données ne changent pas en pratique la nature du message qu'il faut faire passer : faire baisser le cholestérol total lorsqu'il est trop élevé.* »

Le fait est d'autant plus fondé que trois études de très grande ampleur réunissant, en Finlande, au Texas et dans différents pays européens plusieurs dizaines de milliers de personnes, ont conclu que parvenir à réduire les taux de cholestérol total lorsqu'il était élevé, permettait d'obtenir une réduction du nombre des accidents cardiaques.

De par leur ampleur, leur complexité et la multiplicité des paramètres en cause, ces études font l'objet de vives discussions entre spécialistes d'épidémiologie et de statistiques médicales. Il n'en est pas moins vrai que personne aujourd'hui ne remet en cause l'urgente nécessité d'un contrôle efficace des taux de cholestérol dans l'ensemble de la population et particulièrement dans la population masculine adulte, celle qui paie le plus lourd tribut aux affections cardio-vasculaires graves.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 22.)

(1) « Cholestérol. Programmes actuels de prévention. » Cette manifestation tenue le 30 septembre à Toulouse était organisée conjointement par la Fédération française de cardiologie et par le Comité français de coordination des recherches sur l'athérosclérose et le cholestérol.

PÉRIL DANS L'ASSIETTE

UN chiffre simple doit être retenu : 2 grammes par litre. C'est la concentration en cholestérol dans le sang qu'il ne faut pas dépasser. Entre 2 grammes et 2,39 grammes par litre, on est à un niveau limite. Au-delà il s'agit d'une hypercholestérolémie élevée avec tous les risques cardio-vasculaires que l'on sait.

A ces chiffres, qui font aujourd'hui l'objet d'un consensus international, il faut ajouter les proportions respectives des lipoprotéines LDL et HDL. Selon le professeur Claude Lenfant, les taux de cholestérol LDL sont *« acceptables »* en dessous de 1,30 gramme par litre, *« limites »* de 1,30 gramme par litre à 1,59 gramme par litre et à hauts risques à partir de *1,60 gramme par litre.*

Différentes classifications sont, en outre, établies en fonction des concentrations dans le sang des autres fractions lipidiques comme les triglycérides. Il reste pourtant que ces chiffres simples permettent à chacun de savoir *a priori* s'il est, ou non, dans une situation à risques. Bien évidemment le taux de cholestérol n'est pas à prendre en compte de manière isolée. L'obésité, la sédentarité, le tabagisme surtout, sont autant de facteurs aggravants *pour le* risque cardio-vasculaire.

Le respect des conseils diététiques

Reste, une fois l'hypercholestérolémie mise en évidence, à savoir de quelle manière on peut revenir à des chiffres normaux. Deux méthodes peuvent être utilisées : l'action sur le comportement alimentaire et les médicaments dits « hypolipémiants ». Dans la grande majorité des cas, le respect de conseils diététiques permet de faire descendre le niveau de la cholestérolémie. Le recours aux médicaments ne devrait donc pas, comme c'est beaucoup trop souvent le cas aujourd'hui, être une prescription-réflexe.

C'est donc d'abord à table que l'on peut traiter une hypercholestérolémie. Les spécialistes insistent sur l'importance qu'il y a à ne pas parler de « mise au régime » pour ce qui ne constitue, tout compte fait, qu'une modification du comportement alimentaire visant à respecter les principes essentiels d'une alimentation équilibrée. En pratique, il faut parvenir à réduire en dessous de 30 % à 35 % les apports en graisses de la ration alimentaire quotidienne. Il faut également diminuer les apports en lipides d'origine animale (viandes grasses, charcuterie, lait entier et beurre) ainsi qu'en corps gras d'assaisonnement. Parallèlement, il faut augmenter les apports en corps gras d'origine végétale : huiles de maïs, de tournesol, d'olive, de colza, de noix ou de pépins de raisin... Il faut aussi augmenter sa consommation de poisson, dont on sait qu'il peut avoir un effet « protecteur » grâce à certains de ses composants lipidiques dits *« insaturés ».*

Ecoute et sensibilisation

D'une manière générale, il faut parvenir à limiter à 300 milligrammes par jour la quantité de cholestérol alimentaire. Ce cholestérol est pour l'essentiel contenu dans le jaune d'œuf (un œuf équivaut à 300 milligrammes de cholestérol contre 150 milligrammes par exemple dans un quart de poulet), les abats (rognons, cervelle et ris de veau), le foie, le gras de viande, le beurre ainsi que les mollusques et crustacés. A l'inverse le blanc d'œuf, les ali*ments d'origine végétale, le lait* écrémé, le poisson, la viande de dinde ou le jambon extra-maigre ne contiennent pas ou très peu de cholestérol. Ce n'est qu'après la mise en place de ces nouvelles règles diététiques (qui demandent une grande écoute et une grande attention de la part du médecin) que l'on devrait en cas d'échec ou de résultats insuffisants envisager la prescription de médicaments « hypolipémiants ».

C'est dire l'importance de la *qualité de la relation médecin*-malade dans le traitement d'une hypercholestérolémie. C'est dire aussi l'importance qu'il faut accorder à l'ensemble des acteurs de la chaîne de l'alimentation (depuis les agriculteurs-éleveurs et les industries agro-alimentaires jusqu'à la restauration collective) dans toute campagne collective de sensibilisation aux méfaits du cholestérol. C'est souligner enfin la place quelque peu ambiguë que peut avoir dans ce domaine l'industrie pharmaceutique qui soutient financièrement de nombreuses actions de formation médicale continue dans ce domaine tout en sachant que le recours aux médicaments ne doit pas être la règle générale.

J.-Y. N.

Cosmos-1900 : fin d'alerte

En parvenant à placer en orbite le réacteur nucléaire du satellite espion, les Soviétiques ont évité la chute redoutée de l'engin. Mais, c'est un déchet de plus dans la poubelle de l'espace.

C'EST le soulagement. Le satellite espion soviétique Cosmos-1900 s'est abîmé au sud de l'océan Indien le samedi 1er octobre sans qu'aucun de ses débris ne tombe sur une zone habitée (*le Monde* du 4 octobre). Pourtant, dans la soirée du vendredi 30 septembre, un automobiliste trop crédule ou trop inquiet avait bien cru voir ses restes sur le bord de l'autoroute Paris-Lille. La région avait été aussitôt bouclée par les forces de l'ordre et les équipes de la sécurité civile appelées en urgence pour protéger les curieux d'une éventuelle contamination radioactive. Las, le suspense médiatique n'a duré que deux heures, car le mystérieux OVNI n'était... qu'une de ces boules réfléchissantes qui illuminent les fêtes foraines et qu'un camion avait perdue. Et non un de ces morceaux radioactifs du trop redouté satellite espion soviétique *Cosmos*-1900.

Mieux même, alors que les ordinateurs de la cellule de crise du centre spatial de Toulouse estimaient que l'engin ne chuterait pas avant le 5 octobre à 23 heures si aucun ordre de destruction automatique ou télécommandé ne venait perturber la bonne marche du satellite, Cosmos-1900 se séparait de son réacteur nucléaire. Il le propulsait alors à plus de 700 kilomètres d'altitude, préservant ainsi la Terre d'une pluie possible de débris radioactifs, mais ajoutant quelque 45 kilos de matières fissiles aux 2 ou 3 tonnes qui graviteront d'ici à la fin du siècle autour du globe.

L'affaire, finalement, n'aurait été que de peu d'importance si Cosmos-1900 n'avait été un satellite comme les autres. Dans ce cas, il se serait consumé rapidement comme la plupart de ses « homologues » au contact des hautes couches de l'atmosphère, et le risque qu'un petit débris ne crée un accident aurait été alors infime. Seulement voilà, Cosmos-1900 est un satellite militaire de surveillance océanique soviétique et, à ce titre, il est équipé d'un réacteur nucléaire à uranium enrichi, analogue à celui de Cosmos-954, dont on avait retrouvé, en janvier 1978, les débris radioactifs près du lac des Esclaves, dans une région heureusement peu habitée du Grand Nord canadien.

Que seraient devenus au cours de leur chute les 45 kilogrammes d'uranium fortement enrichi et de produits de fission contenus dans le cœur du réacteur de cet engin d'environ 5 tonnes, long de 14 mètres pour *un diamètre* d'un peu moins de 3 mètres ? Certes, les Soviétiques s'étaient montrés rassurants depuis plusieurs mois en disant que tout était prévu et que Cosmos-1900 était équipé de deux dispositifs de sécurité pour éviter toute catastrophe. Mais il était de notoriété publique que toute liaison radio avec le satellite était impossible. Cosmos-1900 était donc sourd aux ordres.

Il ne restait donc plus qu'à faire confiance aux automatismes dont le satellite est équipé en espérant qu'ils déclencheraient à temps et dans de bonnes conditions les dispositifs de sécurité précédemment cités. Le premier, selon M. Evgueni Koulov, ingénieur en chef au Comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique (Glavatomenergo), consistait en un système qui propulse l'installation nucléaire sur une orbite éloignée de la Terre (environ 800 kilomètres), où elle restera des centaines d'années, le temps que les produits radioactifs qu'elle contient perdent leur activité. C'est ce qui a été réalisé malgré les craintes des revues spécialisées américaines qui estimaient que ce système ne se déclencherait qu'en cas d'instabilité du satellite, de dépressurisation brutale ou de défaillance de son alimentation électrique.

La France était peu menacée

Quant au second dispositif de sécurité, il n'a pas été activé puisqu'il n'intervient qu'en cas de non-fonctionnement du précédent et se déclenche à une altitude de 115 à 120 kilomètres, lorsque le corps du satellite commence à chauffer. L'engin est alors fragmenté en trois morceaux distincts formés du propulseur de correction d'orbite du véhicule, de l'installation radar du satellite et du réacteur nucléaire. Cette opération facilite la désintégration de ces différentes pièces, et en particulier de la partie nucléaire du satellite, dont les produits se dispersent alors en particules très fines – et donc moins dangereuses, affirment les spécialistes, – dans la haute atmosphère.

Il ne faut donc pas s'étonner que Cosmos-1900 ait fait depuis des semaines l'objet d'une surveillance particulièrement étroite de la part des pays au-dessus desquels il passait. Du fait de sa trajectoire, le satellite soviétique survolait en effet tous ceux qui sont situés entre 65 degrés de latitude nord et 65 degrés de latitude sud ; soit la quasi-totalité des terres émergées, à l'exception des zones polaires. Cependant, la France n'était pas sous la menace permanente de Cosmos-1900 : sur les seize orbites que décrivait chaque jour le satellite au dessus de la Terre, seules une ou deux passaient au-dessus de l'Hexagone.

« Comme la durée du survol du territoire français n'est à chaque fois que de trois minutes, a expliquait récemment le secrétaire d'Etat aux risques majeurs, M. Gérard Renon, *la probabilité de chute ne dépasse guère un pour mille. »*

Mais ce risque faible était encore trop grand pour qu'on le prenne. Aussi la cellule de crise Cosmos-1900 installée à Toulouse fonctionnait-elle vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis le mercredi 28 septembre.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Lire la suite page 22.)

Les molécules mènent l'enquête

Pour retrouver un bouquetin équipé d'une balise Argos, tué dans le massif du Mercantour, les enquêteurs ont fait appel à des spécialistes de la biologie moléculaire

L'AFFAIRE du bouquetin Argos rebondit. Le 7 septembre, le parquet de Digne inculpait un braconnier suspecté d'avoir tué Argos, le premier animal au monde de son espèce porteur d'une balise de télédétection. Une inculpation survenant au terme d'une enquête rocambolesque pour confondre le suspect (les gendarmes ont été jusqu'à mobiliser des biologistes moléculaires), qui, à quelques jours de l'ouverture de la chasse dans le haut pays niçois, prend aussi valeur de symbole pour les responsables du parc national du Mercantour. Ces 200 000 hectares d'espace protégé s'étendant des Alpes-Maritimes aux Alpes-de-Haute-Provence, sur lesquels, l'année passée, Argos a trouvé la mort.

Un solide gaillard de 90 kilos, ce bouquetin, portant fièrement ses cornes et ses sept années d'existence. Pour lui, l'aventure commence en juin 1987 sur les rochers abrupts de son Italie natale, dans le vallon de Valmasque (Haute-Roya). Ce jour-là, ce ne sont pas des touristes ordinaires qu'il voit s'approcher. Mais de curieux bipèdes armés de seringues anesthésiantes, qui, très vite, l'endorment et le ligotent en douceur. Une cagoule sur les yeux, du coton dans les oreilles, Argos est transporté en hélicoptère de l'aute côté de la frontière à proximité du village d'Entraunes (Alpes-Maritimes).

Lorsqu'il se réveille, il porte au cou une petite balise émettrice Argos, semblable à celles qui équipent les voiliers de la Transat. Elle a pour fonction de suivre, par liaison satellite, presque pas à pas, les déplacements de l'animal sur son territoire d'adoption. Accompagné dans cette opération de réintroduction par neuf congénères de quelques années ses cadets, Argos devient en quelques semaines une vedette régionale. Mieux, un symbole : celui de la protection de la nature.

Car l'espèce *Capra ibex* revient de loin. Il y a dix mille ans, ses ancêtres cabriolaient par milliers sur les reliefs alpins. Mais la chasse au pieu, puis au fusil, finit au fil des siècles par avoir raison du placide et peu farouche animal qui se laissait tuer à bout portant sans même songer à fuir. Il s'en fallut de peu (précisément de quelques spécimens miraculeusement réchappés du massacre dans le Val d'Aoste grâce au roi d'Italie, Victor-Emmanuel II), pour que le trop confiant ongulé, à la fin du dix-neuvième siècle, ne disparaisse à tout jamais du territoire européen.

Identification d'une victime

Aujourd'hui, l'espèce est sauvée. Mais pas hors de danger pour autant. *« Vingt mille bouquetins des Alpes au total, dont seulement mille six cents en France, c'est peu »*, constate Gilles Terrier, chargé de mission au parc du Mercantour. Détail aggravant : si les bouquetins recommencent à pointer le bout de leurs cornes dans les Alpes maritimes italiennes – notamment dans le parc national de l'Argentera (Piémont), où plus de quatre cents individus ont installé leur quartier général, – la plupart d'entre eux boudent encore les montagnes du Mercantour. Non pas, certes, qu'elles leur soient inhospitalières. *« Il existe au contraire dans la partie nord-ouest du parc de nombreux espaces favorables à leur implantation*, explique Jacques Claudin, responsable scientifique du parc du Mercantour. *Mais les bouquetins sont d'une nature éminemment sédentaire... »*

Suivi à la trace grâce à sa balise de télédétection (dont les émissions, captées par deux satellites américains en orbite polaire, sont directement transmises par câble sous-marin au centre de calcul Argos de Toulouse), l'animal, à peine débarqué en France, commence par explorer son territoire. On le repère dans les régions du mont Pelat, puis vers le lac d'Allos et les Trois-Evêchés. *« Au total, près de 80 kilomètres en trois mois ! »*, souligne, admiratif, Jacques Claudin. Une dernière fois, Argos est localisée dans le massif de l'Estrop, près de Ventabren-en-Ubaye. Le 19 septembre, elle cesse d'émettre.

Simple panne ? *« Impossible*, affirment les spécialistes. *Avant de s'arrêter, les balises donnent toujours des signes avant-coureurs de fatigue. »* Le 19 septembre est un jour chasse au chamois... Pour les responsables du parc Mercantour, l'affaire est claire : Argos a bel et bien été tiré par un braconnier. En janvier, le parc porte plainte contre X... pour destruction d'espèce protégée. L'enquête commence.

« Les braconniers de la région, on les connaît bien. Et lorsqu'on remue un peu dans le pays les gens finissent toujours par parler... » Pour les gendarmes de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) chargés de l'affaire, la cause, là encore, est vite entendue. D'autant que les sociétés de chasse de la région, qui ont collaboré à l'opération de repeuplement en acceptant de surveiller les ongulés hors des limites du parc, n'ont guère apprécié la disparition du héros régional.

« La réintroduction du bouquetin dans la région est une entreprise bénéfique pour tout le monde. Celui qui a fait ça devrait être exclu de la chasse à vie ! », s'indigne Georges Magaud, président de la fédération départementale des chasseurs des Alpes-de-Haute-Provence. Les langues se délient, la piste se précise. Dans le congélateur d'un habitant d'Avignon, Maurice Turrel, habitué de la région et grand chasseur de gibier, on trouve de volumineux paquets de viande. Avec des étiquettes datées du 19 septembre... *« Du chamois »*, affirme le chasseur, chez lequel on ne retrouve bien évidemment aucune trace de poils, de peau, encore moins de trophée. Une pièce à conviction bien mince, à moins... A moins de recourir à la biologie moléculaire.

Plus précisément à une technique d'analyse couramment employée par les viticulteurs et les professionnels de la charcuterie pour déterminer la composition de leurs produits. Par électrophorèse, elle permet d'établir une véritable « carte d'identité protéique » des substances biologiques. Pour confondre le suspect, le laboratoire des services vétérinaires de Corbas-Montmartin (Rhône), spécialisé dans ce type d'études, se constitue expert auprès des tribunaux. Et passe au crible la viande saisie. Le résultat tombe quelques semaines plus tard : les échantillons analysés proviennent bien d'un bouquetin – Argos, pour ne pas le nommer.

A quelque chose malheur est bon, et le braconnage devra désormais se méfier du nouveau piège de la biologie moléculaire. Les bouquetins, quant à eux, risquent fort d'accaparer encore les responsables du parc dans les mois à venir. Au début de l'été, deux des femelles réintroduites en France avec Argos ont en effet donné naissance à deux cabris, qui viennent, pour la première fois, de sortir de l'abri maternel. L'opération bouquetins continue.

CATHERINE VINCENT.

TOUT L'OR DU PÉROU

TRENTE objets faits surtout d'or, ornés de turquoises, de lapis-lazuli et de coquillages, sont exposés à Washington depuis le 14 septembre. Ils proviennent de la plus riche tombe précolombienne jamais découverte dans le Nouveau Monde, qui vient d'être fouillée à Sipan (sur la côte nord du Pérou, au sud-est de Lambayeque).

Tout a commencé par une histoire de voleurs. En février 1987, la police péruvienne frappe en pleine nuit chez Walter Alva, directeur du musée archéologique Bruning de Lambayeque. Elle vient de trouver chez un pilleur


MARTHA COOPER/NATIONAL GEOGRAPHIC SOCIETY

de tombes – comme il en existe tant dans la pauvre population péruvienne – des objets précolombiens, dont une superbe petite tête en or dont les yeux sont en argent et les pupilles en lapis-lazuli.

Grâce à un indicateur, la police localise la fouille clandestine, et Walter Alva peut commencer un travail archéologique sérieux, sous une garde armée qui protège les archéologues de la colère des clandestins, et avec une subvention de 47 000 dollars (près de 300 000 F) donnée par la National Geographic Society américaine. A la profondeur de 7 mètres, c'est « la » découverte : la tombe d'un personnage, très important à en juger par les bijoux et objets dont il est couvert : une coiffure d'or large de 60 centimètres et un ornement de dos (1 kilo d'or pur), un collier d'or et lapis-lazuli, des bracelets faits de centaines de perles en turquoises et en or, seize disques d'or en collier, une paire de boucles d'oreilles rondes en or sur chacune desquelles est modelé avec une incroyable finesse un petit guerrier, un masque en or. Dans la main droite, le mort tient une sorte de crécelle-hochet en or, instrument rituel destiné à faire du bruit pendant les batailles et les cérémonies. Dans la tombe, on a aussi trouvé un millier de figurines ornées de lapis, et de récipients de terre cuite.

La beauté et le style des objets d'orfèvrerie et la céramique révèlent qu'il s'agit de chefs-d'œuvre dus à la culture mochica qui s'épanouit sur la côte péruvienne de 100 avant notre ère à 600 après Jésus-Christ, et qui est connue pour avoir amené en Amérique du Sud l'art de l'orfèvrerie à son apogée.

Un guerrier-prêtre

La richesse des objets et la présence de cette crécelle-hochet font penser que le mort était un guerrier-prêtre. Ce personnage important était accompagné dans l'au-delà par deux femmes (épouses, concubines ou servantes ?), par deux hommes (serviteurs ?) et par un garde muni d'un casque et d'un bouclier en cuivre plaqué or. En outre, le garde avait été amputé de ses deux pieds, peut-être pour être sûr qu'il resterait à son poste...

D'après Walter Alva et Christopher Donnan, un spécialiste de l'université de Californie à Los Angeles, qui a participé à la fouille, la tombe de ce guerrier-prêtre mochica est plus riche que celles découvertes à Palenque et à Monte-Alban (Mexique). Elle ouvre de nouveaux aperçus sur le commerce « international » des Mochicas : le lapis-lazuli vient forcément du Chili, les turquoises du nord de l'Argentine, et les coquillages d'Equateur.

Y. R.

Cholestérol : le réduire

(Suite de la page 21.)

Aux Etats-Unis, *« où une personne meurt chaque minute d'une crise cardiaque »*, comme l'a rappelé à Toulouse le professeur Claude Lenfant (Bethesda), directeur de la branche « cœur-poumons-sang » de l'Institut américain de la santé, un « Programme national d'éducation sur le cholestérol » d'une ampleur considérable est en cours de réalisation. Il se fonde sur les principales conclusions d'une « conférence de consensus » qui a réuni les différents experts concernés et qui vise à informer conjointement le corps médical et le grand public sur les risques de l'hypercholestérolémie et sur les moyens de lutter contre.

Ce travail tout à fait remarquable, dirigé par le professeur Lenfant, est entrepris en étroite collaboration avec les différentes industries concernées, pharmaceutique mais aussi et surtout agro-alimentaire (producteurs de beurre, de lait, d'œufs, de viande rouge). Le constat de départ y était particulièrement inquiétant : en 1983, seul un médecin américain sur trois estimait qu'un abaissement du taux de cholestérol dans le sang pouvait avoir un effet important dans la prévention des maladies cardio-vasculaires.

Le public américain était, de manière tout à fait paradoxale, beaucoup mieux informé que les médecins puisque 64 % du public avaient une opinion contraire. La campagne anticholestérol a été menée parallèlement à une autre, lancée depuis plus longtemps contre l'hypertension artérielle. Elle semble commencer à porter ses fruits : entre 1982 et 1987, les dosages de cholestérol dans le sang ont augmenté de 350 % et, durant la même période, la prescription de médicaments anticholestérol a été multipliée par quatre.

Un consensus européen

« Certes, reconnaît le professeur Lenfant, *plus de 25 % des Américains âgés de vingt à soixante-quatorze ans ont un taux de cholestérol supérieur ou égal à 2,40 grammes par litre, soit quarante millions de personnes. L'ampleur de ce problème ne décourage pas les responsables de notre programme. Les épidémiologistes sont convaincus que la campagne contre l'hypertension artérielle a joué, à côté des progrès diagnostiques et thérapeutiques, un rôle indéniable dans le déclin de la mortalité cardio-vasculaire aux Etats-Unis. Entre 1972 et 1986 en effet, cette mortalité a baissé de presque 40 %. »*

Tous ces éléments commencent, semble-t-il, à accélérer la prise de conscience de ce côté-ci de l'Atlantique. Après la définition, il y a peu, d'un consensus européen en la matière, plusieurs initiatives françaises commencent à se manifester – sous l'égide, notamment, de la Fédération française de cardiologie et avec le soutien financier actif de certains laboratoires – comme la firme MSD-Chibret – qui ont programmé la commercialisation prochaine en France d'une nouvelle classe de médicaments anticholestérol connus sous le nom d'inhibiteurs de l'HMG CoA réductase, produit très efficace mais dont les effets à long terme ne sont pas encore connus (2).

Les caractéristiques de la société française permettront-elles, comme le suppose le professeur Lenfant, de mettre en place une dynamique anticholestérol du même type que celle qui sous-tend la campagne américaine ? Rien, aujourd'hui, n'est moins sûr.

D'une part parce que, paradoxalement, comme l'a rappelé à Toulouse le docteur J.-L. Richard (INSERM – hôpital Broussais – Paris), tout en ayant les mêmes facteurs de risques que les autres pays industriels, la France semble quelque peu « privilégiée » en matière d'accidents cardio-vasculaires : deux cents morts pour cent mille habitants, soit moitié moins qu'aux Etats-Unis ou qu'en Australie et beaucoup moins qu'en Finlande, au Royaume-Uni, au Canada, en Norvège ou en Allemagne.

D'autre part, parce qu'on est loin de parvenir, sur ce thème pourtant essentiel, à réunir pouvoirs publics, médias et professionnels de santé dans une action commune. Parce qu'on est loin aussi de pouvoir y associer les industries agro-alimentaires concernées qui, souvent constituées en lobby, perçoivent comme une attaque frontale toute campagne qui expliquerait aux personnes à risques que, pour ne pas mourir trop jeune d'une affection due à un excès de cholestérol, il conviendrait non pas de se « mettre au régime » mais de parvenir à prendre un nouveau plaisir en modifiant certaines de nos habitudes alimentaires.

JEAN-YVES NAU.

(2) Sur ce thème, on peut se reporter à l'article du docteur Scott M. Grandy (*New England Journal of Medicine*, du 7 juillet 1988).

Cosmos-1900 : fin d'alerte

(Suite de la page 21.)

Il faut en effet être en mesure de parer à toute éventualité dans les délais les plus brefs, même si l'on est incapable de prévoir avec exactitude le lieu et la date de retombée des débris qui n'auront pas été brûlés dans l'atmosphère. A l'heure de l'ordinateur et du radar, de telles incertitudes ont de quoi surprendre.

Mais c'est sans compter avec certains phénomènes que les contrôleurs au sol du satellite ne maîtrisent qu'imparfaitement. Que se manifeste une éruption solaire importante et la chute de l'engin s'accélère. Que le système de stabilisation vienne à ne plus répondre aux ordres et le satellite tombera plus tôt que prévu parce qu'il offrira une plus grande surface de frottement aux couches denses de la haute atmosphère. On conçoit donc bien que, même si les incertitudes sur la date et le lieu d'impact diminuent avec le temps, il est difficile d'être très précis.

C'est ainsi qu'on est passé en quelques mois d'une hypothèse de chute de Cosmos-1900 fixée au 15 novembre au 5 octobre (le 3 pour finir), simplement parce que le Soleil a manifesté quelques caprices d'activité dont l'Observatoire de Meudon a informé en permanence le centre de Toulouse.

Cet exemple n'est pas unique, si l'on se souvient que le fameux Skylab américain est retombé sur Terre avec deux ans d'avance sur les calculs et que deux jours seulement avant la retombée de Cosmos-1402, en 1983, la plupart des organismes chargés de suivre la trajectoire du satellite donnaient une fourchette de plus ou moins dix heures sur le moment exact de l'impact. Quatre heures seulement avec la chute cet écart était encore d'une heure. Et, lorsque l'on sait qu'une telle marge d'erreur correspond à une incertitude d'environ 25 000 kilomètres sur le point de chute, on comprend mieux le manque de précision des pronostiqueurs spatiaux du Pentagone ou du Centre national d'études spatiales.

Reste que l'on peut s'émouvoir de la présence d'autant d'objets spatiaux au-dessus de nos têtes et surtout de celle de satellites porteurs de matières radioactives. S'ils ne représentent qu'une petite partie des quelque sept mille objets tournant autour de la Terre, ils n'en sont pas moins porteurs de substances dangereuses dont chacun souhaiterait qu'elles ne « gravitent » pas trop bas. Car, même si le réacteur de Cosmos-1900 a été placé sur une orbite lointaine, son contenu radioactif ne disparaît pas pour autant et viendra s'ajouter aux quelque 3 tonnes de combustibles nucléaires (1) qui, selon certains, circuleront en orbite d'ici à l'an 2000. Fort heureusement, l'essentiel demeurera à l'abri dans ses conteneurs, mais le reste rejoindra le cortège important des radioéléments libérés dans les années 60 par les essais nucléaires atmosphériques.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) L'URSS a lancé 28 réacteurs nucléaires et 10 générateurs radio-isotopiques en orbite contre 1 et 8 aux Etats-Unis.

MÉCANIQUE D'UN CYCLONE

APRÈS le cyclone tropical Gilbert qui a ravagé une vaste région des Caraïbes et du golfe du Mexique, le cyclone tropical Hélène a failli balayer à nouveau la même région.

Le mécanisme de formation des cyclones tropicaux est encore assez mal connu, mais on sait, au moins, que deux conditions principales doivent être réunies.

● Un tourbillon initial est nécessaire, qui est créé par la convergence de vents et une zone d'instabilité. A cause de la rotation de la Terre, les vents ne s'écoulent pas vers une zone de basses pressions car ils sont déviés vers la droite dans l'hémisphère Nord (vers la gauche dans l'hémisphère Sud). Les vents tournent donc autour de cette dépression (dans le sens contraire des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère Sud). Dans le cas des hurricanes (nom donné aux cyclones tropicaux qui frappent la zone Caraïbes-golfe du Mexique), le tourbillon initial peut naître en Afrique, entre l'Equateur et le tropique du Cancer. A ces basses latitudes, la circulation atmosphérique générale allant d'est en ouest, le tourbillon initial passe donc du continent africain sur l'océan Atlantique.

● Des mers chaudes en surface (26 °C à 27 °C au minimum) sont ensuite indispensables pour renforcer ce tourbillon. Les eaux chaudes, en effet, sont le siège d'une évaporation importante. Cela accélère le courant d'air vertical ascendant occupant le centre du tourbillon et contribue à faire encore baisser la pression dans le centre, autour duquel les vents tournent donc de plus en plus vite.

Pour peu que le tourbillon soit constamment alimenté en énergie par la chaleur de la mer, au-dessus de laquelle il se déplace d'est en ouest à 20 ou 30 kilomètres à l'heure, la pression ne cesse de baisser au milieu du système. Les vents deviennent donc de plus en plus violents puisque leur force est fonction du gradient de pression existant entre la périphérie et le centre du système.

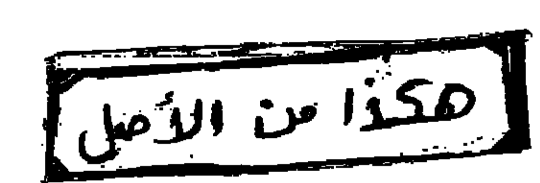
Lorsque la vitesse des vents est inférieure à 64 kilomètres à l'heure, le tourbillon est appelé « dépression tropicale » ; de 64 à 120 kilomètres à l'heure, on a affaire à une « tempête tropicale » qui, alors, est baptisée d'un prénom masculin ou féminin ; au-delà de 120 kilomètres à l'heure, c'est le stade du vrai « cyclone tropical ».

Ainsi Hélène, la petite sœur de Gilbert, est-elle passée au stade de « cyclone tropical » dans la journée du 21 septembre. Ce jour-là, à 18 heures (heure de Paris), elle était à 2 100 kilomètres à l'est de la Barbade, la plus orientale des Petites Antilles.

Mais la trajectoire d'un cyclone tropical est très capricieuse. Elle peut s'infléchir, en fonction des conditions locales de pression de l'atmosphère et de température de l'océan, vers le sud-ouest ou le nord-ouest. Elle peut même faire une boucle complète. On ne peut donc prévoir quelles îles ou quelles portions de côte un cyclone tropical va balayer. On l'a vu avec Gilbert, qui était attendu plutôt sur les côtes du Texas et de Louisiane et qui a frappé le nord-est du Mexique.

YVONNE REBEYROL.





هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

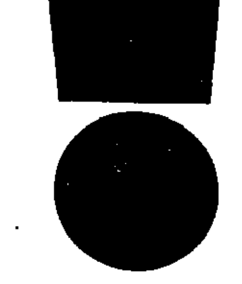
TOUT L'OR DU PÉROU



Un guerrier-prêtre

00 : fin d'alerte

CYCLONE



1res Journées Prospectives du journal **Le Monde**

avec le concours de la Commission des Communautés Européennes

Jeunes diplômés Cadres, Etudiants

les 12 et 13 octobre

- **24 entreprises présentent leur gestion de carrières.**
- **45 cabinets de conseils en recrutement offrent 400 consultations gratuites.**
- **Les grandes écoles et les universités débattent devant vous.**

ENTRÉE LIBRE

125, avenue de Suffren, 75007 PARIS

Palais de l'UNESCO.

Tous renseignements : **45-55-91-82, poste 42.95.**

BANQUE D'AFFAIRES FRANÇAISE
Paris-Opéra

recherche, dans le cadre de son Plan de Développement, Organisation et Informatique, des

Analystes confirmés
MVS/XA

pour son service Etudes, équipé en IBM 308X sous MVS/XA. Au sein d'équipes travaillant dans les domaines suivants : comptabilité, mouvement de fonds, trésorerie, système interpréteur, salle des marchés..., vous coordonnerez 2 ou 3 analystes-programmeurs sous la responsabilité d'un Chef de Projet. Il vous associera dans ses fonctions de conception et de réalisation.
Vous faites preuve d'un esprit d'équipe et acceptez la remise en cause des solutions proposées pour leur optimisation. Vous saurez vous faire apprécier par vos compétences.
De formation supérieure (Bac + 4), vous avez 4 ans d'expérience en environnement CICS, ADABAS et/ou DB2. COBOL, Dictionnaire des données. La connaissance de la méthode MERISE sera un plus.
Vous intégrerez un service jeune et motivé utilisant les techniques d'informatique de pointe où des perspectives d'évolution intéressantes s'offriront aux candidats de valeur.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature (photo, CV, lettre manuscrite) sous la réf. 24277/LM à MEDIA SYSTEM, 6 impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Nous sommes à la fois un constructeur et une société de service.
Reconnu leader mondial dans sa spécialité (Enquête du Commerce Extérieur) nous sommes présents sur les marchés américains, japonais et européens.
Nous recherchons pour les développements matériels et logiciels de nouveaux produits.

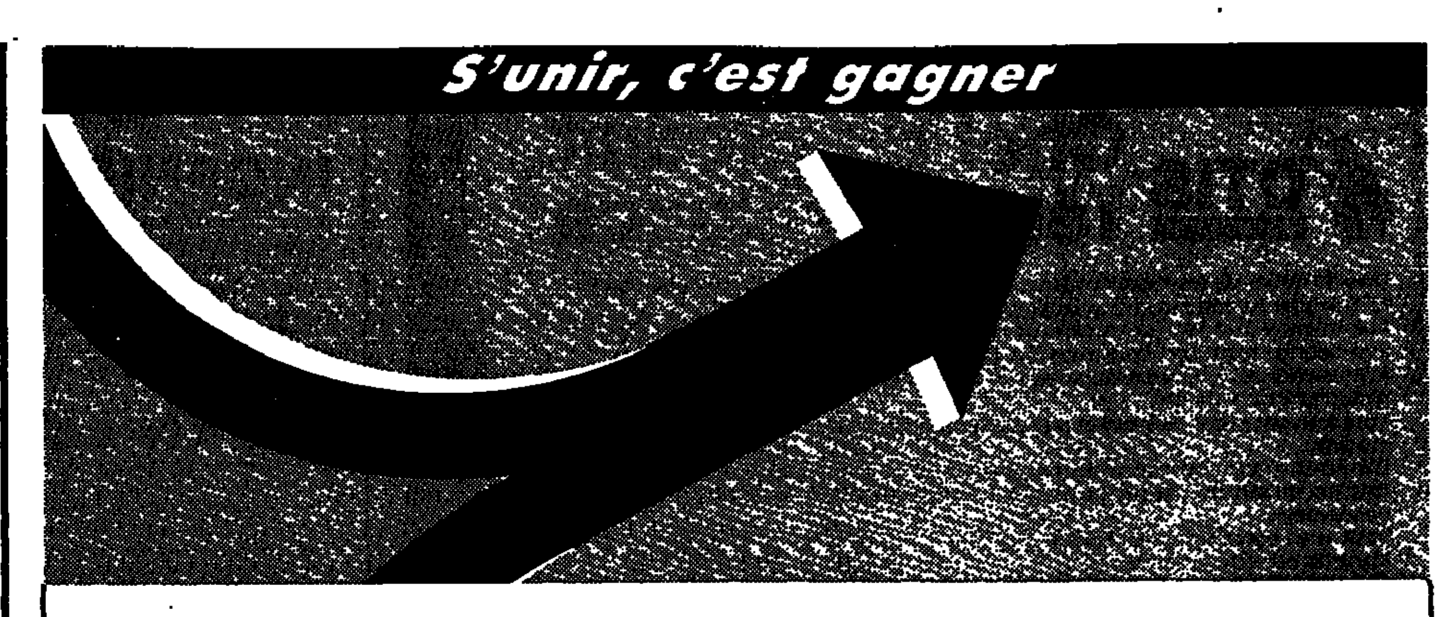
INGENIEURS GRANDES ECOLES
et INSA-IUT

Entre 2 et 5 ans d'expérience.
Plusieurs postes sont à pourvoir au sein d'une équipe dynamique en région Parisienne. Vos domaines d'intervention :
— Télécommunications, réseaux d'ordinateurs à haute vitesse (Ingénieur matériel) - Réf. 2.
— Systèmes temps réel (noyau VRTX).
La pratique du langage « C » est indispensable (Ingénieurs Logiciels) - Réf. 1.

Adresser votre candidature lettre manuscrite, C.V. détaillé à :

EXPERDATA 14, rue de Silly 92100 BOULOGNE

PLURIAL



PROJETS INTERNATIONAUX SUR LA COTE D'AZUR

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, filiale du groupe THOMSON, conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine répondant aux exigences technologiques les plus avancées. Leader européen dans son domaine, 1ère société exportatrice au monde en matière de lutte sous-marine, nous remportons les contrats les plus ambitieux sur un marché où la concurrence est vive.

INGENIEURS ELECTRONICIENS ET/OU INFORMATICIENS

participer à la réalisation de nos grands programmes, c'est pour vous l'opportunité de réaliser vos ambitions.

INGENIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Motivés par des activités touchant aux domaines suivants :
- Acoustique sous-marine
- Traitement du signal
- Machines de traitement
- Informatique temps réel.

Vous participerez à la conception et au développement de sous-ensembles de systèmes sonars de la nouvelle génération faisant appel à ces techniques. Réf. 1088/ED1

Ingénieur électronicien, 3 à 5 ans d'expérience dans l'étude et la réalisation de systèmes électroniques (microprocesseurs).

Vous serez responsable de l'étude de fiabilité et de testabilité ainsi que du développement de logiciels de test de systèmes électroniques complexes.

Réf. 1088/ED2

INGENIEURS D'ETUDES TRAITEMENT DU SIGNAL

Ils seront chargés "d'études amont" en traitement du signal pour répondre aux besoins nouveaux créés par l'évolution rapide de nos systèmes. Ils contribueront également :
- au transfert du "Know How" en traitement du signal vers les laboratoires d'études des produits.
- au rayonnement international du service traitement du signal (publication, congrès, consultations...).

Réf. 1088/TS

CHEF DE PROJET LOGICIEL

Vous avez 3 à 4 ans d'expérience acquise dans le développement de logiciels temps réel, vous connaissez UNIX. Votre pratique des moniteurs temps réel vous a conduit à développer handlers.

Cette compétence vous permet d'être le responsable système d'un projet logiciel temps réel.

Réf. 1088/CPL

Votre formation supérieure (ESE, ENST, ECP, Mines Paris, AM...) et votre première expérience acquise en électronique, en traitement du signal et/ou en informatique vous permettront de franchir une étape importante dans votre carrière.
Votre goût pour le management, votre capacité à innover, à faire évoluer votre environnement, votre connaissance de l'anglais, vous permettront de remplir vos missions avec succès et d'évoluer dans un groupe attentif à la gestion de ses cadres.

Si vous aimez relever des défis dans un contexte de sévère concurrence internationale, adressez sans tarder votre candidature à Antoine GARCIA,
THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES,
Chemin des Travails, BP 53, 06801 CAGNES-SUR-MER
en précisant la référence de votre choix.

THOMSON

HCA



Pour entreprendre, il faut avoir le goût de la réussite



Participez au développement des systèmes d'information (Entreprises - International - Marché des Capitaux...) de la
CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
qui recherche pour son département **Etudes Informatiques**

un ARCHITECTE (Réf. MAF/0944-BM1-)

Vous actualiserez et préparerez la mutation de nos Systèmes d'Information sur les plans organisationnel, fonctionnel et technique.
Titulaire d'un diplôme Bac + 5, le candidat aura, au cours d'une expérience de 10 ans en informatique, conçu des projets importants dans le secteur bancaire.
Il doit également avoir le goût de l'innovation.

des CONCEPTEURS - CHEFS DE PROJETS (Réf. MAF/0944-BM2-)

Vous aurez la responsabilité d'études d'opportunités et de recherche, et de qualification de produit.
Vous serez amené à gérer des projets dans toutes leurs composantes (fonctionnelle, technique et budgétaire).
Les candidats auront 5 ans d'expérience de conduite de projet, un diplôme de niveau Bac + études supérieures.

un INGENIEUR GESTION DU PERSONNEL (Réf. MAF/0944-GC)

pour animer une équipe et faire évoluer les Systèmes d'information de gestion du personnel. Pratique de logiciels de Personnel sur gros système (GIP, ...). Etudes supérieures - 8 ans d'expérience.

Matériel, essentiellement, TANDEM et IBM. Lieu de Travail Saint Quentin en Yvelines.

Adressez lettre CV, photo, rémunération et prétentions sous référence choisie à
CNCA Service Gestion des Personnes - BP 48 - 78280 GUYANCOURT.

PUBLIVAL



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

هكذا من الأصل

FRANCE GLACES FINDUS
Société du Groupe NESTLE
3 400 personnes - 12 établissements
recherche

UN INGENIEUR
RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

INA - ENSIA - ENSA ou équivalent

Vous connaissez la Gestion Informatique Industrielle ?

Alors venez l'appliquer à la **Production** dans une entreprise leader sur son marché et développant des *technologies de pointe*.

Vous définirez le cahier des charges et mettrez en place l'outil informatique.

Votre *expérience de 3 à 5 ans* en industrie agro-alimentaire ou en gestion de production vous permet d'assurer pleinement cette responsabilité.

Votre goût du dialogue et vos capacités d'organisateur feront de vous l'un des acteurs privilégiés de notre réussite.

Le poste est basé à Paris.

Ecrivez-nous !

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions, à FRANCE GLACES FINDUS Direction des Ressources Humaines – 4, rue Brantôme 75152 PARIS CEDEX 03.

HYPERBOLE

VM Systems programmer
c. SFr 100,000 after tax + benefits
Switzerland

This major international financial institution offers a technical challenge to a flexible and self-reliant IBM VM Systems Programmer who has the ability to provide the highest-possible level of service to users. The initial contract will be for two years. One of a team, working in a sophisticated department with 3090, 4381 (VM with MVS) and DEC VAX, you will ensure the targets of '100% uptime' and unlimited service to users are achieved. Opportunities for further learning, specialisation and development will follow with the planned introduction of an IBM AS 400, a complex financial dealing system, a complete back-up facility, and LAN and WAN enhancements. Probably aged 25-35 and of graduate-level calibre, you must have gained a thorough, in-depth understanding of the VM operating system with 3-5 years' systems programming experience. In addition, you will have specialised knowledge in one of the following: *SNA communications, *LANS, *the IBM System 38, *supporting real-time financial systems or *system security. Fluency in English is mandatory. Interviews will be held locally and reasonable travel expenses will be paid. Please send your detailed cv - in English, indicating how you have achieved your high level of expertise, to Mr Rory O'Brien, quoting reference number 2248/ROB/**.



PA PERSONNEL SERVICES

Technology group
Hyde Park House
60a Knightsbridge, LONDON SWIX 7 LE - England



Dans un environnement de techniques avancées, SOPRA assure toutes les fonctions reliant l'idée créatrice à la mise en œuvre d'une solution informatique personnalisée.

Jeunes ingénieurs grandes écoles...
X, ENST, ECP, MINES, ESE, ENSIMAG

Vous voulez valoriser rapidement votre diplôme et acquérir un professionnalisme *reconnu dans un secteur de pointe.*

...venez avec nous bâtir votre avenir.

Après une intégration dynamique de quatre semaines durant laquelle vous découvrirez SOPRA, sa culture, ses métiers, vous rejoindrez nos équipes et serez associés progressivement à leurs grands projets dans les domaines de la banque, de l'industrie, du secteur public.

SOPRA s'est donné un objectif de croissance ambitieux : faire passer le CA de 400 millions à 1 milliard de francs, doubler les effectifs (900 personnes aujourd'hui).

J.P. GALAN, notre Directeur des Ressources Humaines, s'est donné pour objectif de vous rencontrer. Merci de lui adresser votre candidature au 3, rue Lauriston 75116 Paris, sous réf. JIGE.

SOPRA.
Ingénierie informatique

SYSECA

Plein essor... pour
RESPONSABLE QUALITE LOGICIEL

Société de Service et d'ingénierie en Informatique (1200 collaborateurs aujourd'hui, dont 85 % d'ingénieurs), partenaire d'un groupe industriel international, nous avons su *progresser dans un univers de technologies de pointe et de compétition.*

Nous accentuons cette progression dans les domaines, tels les télécommunications et le génie logiciel et nous recherchons un *ingénieur garant de la qualité des logiciels développés.*

Vous intervenez en tant que responsable auprès d'équipes mobilisées sur la réalisation de projets importants.

Vous leur apportez votre expérience de chef de projet, votre support au niveau de la qualité et vos talents de communicateur.

Prenez votre essor avec nous.

Lieu de travail : Saint-Cloud.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 394
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.

SYSECA SELECTION



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

LES RÉSEAUX DE COMMUNICATION BULL...
LA RÉFÉRENCE !

Bull conçoit le must des logiciels - produits en *matière de réseaux et de communication* d'entreprise au service des ses clients. Et cela se sait.

C'est pourquoi, aujourd'hui, Bull recherche 10 ingénieurs désireux d'appréhender ce secteur à évolution rapide.

▷ **Des ingénieurs hautement qualifiés**

expérimentés dans les domaines suivants :
- architecture ISO, SNA, DSA,
- systèmes multi-microprocesseurs,
- systèmes UNIX.

▷ **Des jeunes diplomes**

Grandes Ecoles ou Universitaires, avec **option informatique**, désireux de faire partie des meilleurs et prêts à s'investir dans un environnement très performant.

Au sein de la Direction des Réseaux et Communications, vous concevrez et développerez des processeurs de réseaux et vous enrichirez les capacités de communication et d'interconnexion des produits du Groupe.

Pour cela, la connaissance de l'anglais est indispensable. Postes basés en proche banlieue Ouest.

Rejoignez une équipe qui gagne en adressant votre dossier de candidature sous référence 404 M à Francis CAIRE - BULL S.A. - 25, avenue de la Grande Armée - 75016 PARIS.







recherche un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Notre métier, essentiellement axé sur l'International, nécessite de très bons outils Marketing. Votre mission sera de concevoir et de développer les logiciels de gestion nécessaires à notre expansion, au sein d'une petite équipe performante. (environnement UNISYS).

Vous justifiez d'une première expérience (environ 2 ans) acquise de préférence dans l'Assurance ou le secteur tertiaire.

Vous maîtrisez l'Anglais et possédez de réelles qualités relationnelles et d'animation.

- Evolution intéressante pour candidat de valeur -

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous référence 2124 AC/JL à Madame IMBERT, GROUPE VICTOIRE, 52 rue de la Victoire, 75009 PARIS.



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

Ingénieur Généraliste

Filiale du 1er groupe mondial de la Chimie, notre Société emploie 1200 personnes et réalise plus d'1 milliard de C.A.
Nos projets d'extension, liés au développement de nos marchés s'accompagnent d'une volonté affirmée d'accroître notre compétitivité et d'aller plus loin dans le service à nos clients.
Dans ce contexte privilégié, vous serez notre **ANIMATEUR QUALITE.**
Vous élaborez le schéma directeur du plan qualité et assurerez sa mise en oeuvre : audits qualité, formation, procédures.
Votre domaine d'action s'étendra à toutes les grandes fonctions de l'Entreprise à tous les stades de la vie de nos produits, de la conception au S.A.V.
En liaison avec le Comité de Direction, vous serez amené à intervenir auprès de l'ensemble de nos divisions et à effectuer quelques déplacements dans les 5 autres établissements de la société.
Ingénieur généraliste, vous disposez d'une expérience significative dans le domaine de la qualité et de son animation, ce qui vous permettra d'être rapidement opérationnel. Vous savez persuader, votre sens du dialogue et votre motivation vous aideront à faire valoir votre point de vue. Poste basé à notre siège social à Clermont de l'Oise. Réf. LM/AQ



Ingénieur chimiste peintures automobiles

La stratégie de développement de notre société, définie à partir d'ambitieux objectifs, notre souci constant d'optimiser la valeur de nos produits, aujourd'hui solidement implantés auprès des grands constructeurs automobiles, nous conduisent à agrandir les structures de notre laboratoire et à créer le poste de :
CHEF DU LABORATOIRE DEVELOPPEMENT
Peintures, Réparation Automobile
Dans cette fonction, vous mettez en oeuvre vos compétences techniques et vos qualités de manager. Secondé par 4 chefs de groupes, vous assurez le suivi de l'ensemble de nos lignes de produits et la maîtrise d'oeuvre pour l'élaboration des nouveaux produits. Vous développez ces activités en collaboration avec nos services internes (Marketing, Commercial, Formation) et nos laboratoires de R&D au Etats-Unis, en Allemagne, Italie et Grande-Bretagne. Vous intervenez également auprès de nos clients dans un rôle de conseil technique. Ingénieur Chimiste, vous disposez d'une expérience significative de la formulation de peintures et connaissez si possible les peintures polyuréthanes. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Réf. LM/CLD

Envoyer CV, lettre et prétentions sous référence choisie à : Monsieur BIEHLER

BASF Peintures + Encres s.a.
BP 26 - 60602 CLERMONT DE L'OISE CEDEX

BASF

"Solide personnalité pour structure dynamique"

Responsable informatique IBM 38

Réf. RI 880

Filiale d'un grand groupe industriel, notre objectif est de perfectionner notre système d'information. Pour relever ce challenge, nous recherchons un collaborateur d'envergure, capable de nous apporter un regard novateur.

Dans une optique progiciels, vous mettez en place un système de gestion intégrée. GPAO. Vous développez la micro-informatique et prévoyez l'évolution de l'outil actuellement en place.

Vos qualités relationnelles vous permettront de dialoguer, conseiller et assister les Directions utilisatrices. Aidé d'une petite équipe, vous saurez la motiver et l'impliquer.

Chef de projets très à l'aise techniquement sur IBM 38, vous avez l'étoffe de notre Responsable Informatique.
Formation supérieure indispensable (Bac + 4).

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

DATAID SELECTION



elecma

Implantée à SURESNES (92) et VILLAROCHE (77), ELECMA, la Division Electronique de la SNECMA est spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériels électroniques complexes, capables de fonctionner dans un environnement sévère sur moteurs et véhicules aérospatiaux (température allant de - 55° à + 220°, perturbations radioélectriques,...).
Elle participe à de nombreux programmes réalisés en coopération avec d'autres pays.

Le Groupe SNECMA (26.000 personnes, dont 3.500 cadres) poursuit une politique de recherche et de développement de technologies avancées.

Nous recherchons notre

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

diplômé grande école ou université, ayant une expérience de quelques années dans la fonction, si possible dans l'industrie électronique.

La réussite dans ce poste ouvrira des opportunités d'évolution dans l'ensemble du Groupe SNECMA.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. M/G/PRO à
SNECMA Département Encadrement
2, Boulevard Victor - 75724 PARIS Cedex 15.

Groupe SNECMA

CONTESSE

INGENIEUR ELECTRICIEN-ELECTRONICIEN

AUTOMATISATION
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
ET SIMULATION SYSTEME

Grand Groupe Industriel implanté en France et à l'étranger, nous sommes au tout premier plan de la compétition internationale. Nous devons notre expansion à la réussite de notre diversification, à une synergie et une dynamique interne très motivante. Un développement qui repose également sur une politique d'investissement vers la recherche de nouvelles technologies.
Aujourd'hui, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur à fort potentiel pour prendre rapidement des responsabilités importantes au niveau Groupe.
A 30 ans environ, de formation Ingénieur Grande Ecole, vous souhaitez exploiter à fond votre expérience professionnelle. Prendre des responsabilités accrues, découvrir de nouveaux aspects de votre métier et ouvrir le champ de votre carrière sont trois des opportunités que nous vous proposons.
Dans l'environnement privilégié d'unités très automatisées, nous vous confierons, dans un premier temps, des missions qui vous permettront d'accéder progressivement à un poste de haut niveau.
Pour réussir dans votre parcours professionnel, vous considérez la mobilité comme une motivation supplémentaire, vous possédez de réelles facultés d'adaptation et de contact, vous avez le goût de la performance, et la curiosité d'élargir vos domaines d'intervention.
Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, s/réf. 5599/LM, à

Communiqué 53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA BA

---

ingénieur mécanicien industrialisation

OPTRONIQUE — **PARIS SUD**

Nous sommes filiale d'un des plus importants groupes industriels français.

Nous développons et produisons des **matériels optomécaniques et optroniques équipés de lasers.**

Vous intervenez dès la phase de conception de nos produits pour **renforcer l'action d'industrialisation.**

En relation permanente avec les Chefs de Projets, le bureau d'Etudes, l'Assurance Qualité... et après une analyse pointue des problèmes, **vous proposez des solutions techniques adaptées.** Vous prendrez en compte tous les **impératifs de fabrication dans un réel souci de faisabilité, de rentabilité et d'optimisation de l'outil industriel** (analyse de la valeur, coût...)

Vous êtes Ingénieur **Arts et Métiers (ou équivalent) spécialisé en mécanique** et en électromécanique.

Vos qualités techniques et votre personnalité vous permettront de dialoguer avec tous et d'avoir suffisamment d'ascendant pour prendre une place prépondérante au sein de nos équipes très performantes.

Merci d'adresser CV et prétentions à notre conseil qui vous garantit la plus stricte confidentialité, sous réf. MV 10 :

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

COGEPLAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS INDUSTRIELS

recherche

2 JEUNES COLLABORATEURS

Pour renforcer ses équipes
D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE DEVELOPPEMENT DE PRODUITS

1 Vous avez une formation de chimiste complétée par une formation IFOCA et une expérience technique de 3 à 5 ans. Vous êtes fortement motivé pour la vente et le développement. La connaissance des élastomères polyuréthanes serait appréciée. Ce poste nécessite de fréquents déplacements en France.

2 Vous avez une formation IFOCA complétée par une expérience confirmée dans les fonctions techniques et - ou commerciales. Une expérience dans le domaine des élastomères silicones serait appréciée

De fréquents déplacements en France et dans les autres pays de la CEE sont à prévoir.

Une bonne connaissance de l'Anglais est demandée pour ces deux postes.

Envoyer CV, photos et prétentions sous réf. 41623 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

N° 1 DE LA PRODUCTIQUE en France,
RENAULT AUTOMATION (1 800 personnes dont 600 Ingénieurs et Cadres) met à la disposition de ses clients son savoir-faire et son expérience.

INGENIEURS FORMATEURS

Notre Responsable du Département Formation recherche plusieurs ingénieurs pour organiser et animer en France et à l'étranger des stages de formation liés à l'installation de cellules ou de lignes flexibles d'usinage.

Après une formation de plusieurs mois sur nos produits, vous piloterez différents types de stages (programmation, conduite de machines à commande numérique...) auprès de techniciens et d'ingénieurs.

Ingénieur mécanicien avec des connaissances en automatismes ou titulaire d'un DESS productique, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience.

Cette fonction-tremplin vous permettra d'évoluer rapidement au sein du Service Formation, dans une de nos Directions Techniques ou vers notre Direction Commerciale.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération s/référence 88.15 à la Direction du Personnel - RENAULT AUTOMATION Centre Parly 2 - B.P. 70 - 78152 LE CHESNAY Cedex.

Renault Automation

Groupe de presse international

recherche

SON(SA) RESPONSABLE SGBD-R

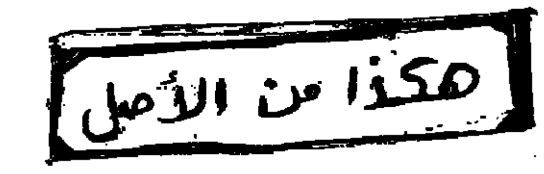
pour le développement et la gestion de son système d'information Marketing et Publicité.

Après une formation au logiciel Ingres il(elle) sera chargé(e) : de la préparation et du suivi des études, de l'interface avec les utilisateurs et les développeurs, du suivi de l'exploitation et de la gestion de la base de données des clients et prospects du Groupe (agences, annonceurs, centrales d'achat).

Pour cette fonction, nous recherchons un(e) candidat(e), 30 ans +, diplômé(e) d'une école de commerce, ayant une expérience du marketing ou de la publicité confirmée, le sens du dialogue, une très bonne pratique de la micro-informatique ainsi que de l'anglais.

Le poste est à pourvoir à Paris-Centre.

Envoyer c.v. avec lettre manuscrite et prétentions à : ORIEX, 54, rue de Crimée, 75019 Paris.



هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La filiale suisse d'un groupe américain de produits de développement/haute technologie, dans le domaine de la radio communication, recherche pour son laboratoire de Sophia Antipolis.



Responsable de l'étude et de la mise en place de systèmes de transmission, il participera à la définition des champs d'utilisation, assurera les contacts commerciaux avec les intermédiaires/stations radios et recommandera toutes modifications applicables au système.
Il assurera la mise en place des procédures de sélection des émetteurs radio.
Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé (Ecole de Brest) possédant une expérience de 5/6 ans dans l'ingénierie FM. Le candidat recherché, bilingue anglais, présente d'excellentes aptitudes relationnelles. Il est très disponible pour de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) s/référence 73.02 à
Herblin Recrutement
Un département de Herblin Conseil
11, place Ile-de-Beauté
06300 NICE.

HC
PARIS - NICE — Herblin Conseil

AVNET FRANCE SA

Société exerçant activité dans le domaine des médias – écrans électroniques (Porte Maillot, Gare Saint-Lazare, Gare de Lyon, La Villette) – recherche

RESPONSABLE TECHNIQUE/MAINTENANCE

PROFIL : électronicien de formation, intéressé par l'application du système MS-DOS pour CAD, network communications et Stand Alone System-Controllers. Agé de 26-35 ans, disponible pour s'intégrer au sein d'une petite structure dynamique basée à Paris.

MISSION : assurer la maintenance et coordonner l'installation de nos écrans et leurs ordinateurs en France, en collaboration directe avec nos services techniques basées dans les autres pays d'Europe.

QUALITÉS : motivé, très bon sens de l'organisation et de l'animation, disponible, anglais indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :
AVNET FRANCE S.A.
à l'attention de Catherine LE GALL,
35, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.

Ingénieur en électronique et informatique industrielle

SPIE TRINDEL (11.000 personnes, 5 milliards de francs de C.A.) recherche pour sa filiale d'études et de commercialisation de systèmes de sécurité industrielle, SPIE TRINDEL SECURITE, un Ingénieur en Electronique et Informatique Industrielle.
Ingénieur diplômé (ESME, ESIGELEC), vous avez une courte expérience.
En vous appuyant sur votre maîtrise de la micro-informatique, de l'électronique et des techniques de communication, vous assurerez la coordination du développement de nos produits et l'assistance technique de nos ingénieurs d'affaires jusqu'au S.A.V.
La réussite dans ce poste à la fois technique et marketing vous assurera une évolution de carrière intéressante.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions à SPIE TRINDEL SECURITE, 52, av. Daumesnil, 75012 PARIS.



UN ESPRIT D'ENTREPRISES

RADIOTEL - FRANCE

filiale du Groupe SAGEM
poursuit sa croissance sur le marché très porteur de la radiotéléphonie et recherche

INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

Vous avez au moins deux ans d'expérience en Service Etudes et Développement.
Au sein de notre équipe « jeune et dynamique », vous participerez à la conception et l'élaboration de notre nouvelle gamme de terminaux radiotéléphonie.

Nous offrons un salaire motivant et une évolution de carrière dans le cadre de notre Groupe.

Votre dossier de candidature sera examiné en toute confidentialité.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence RL/LM1, à

mjc — michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS
PARIS-LILLE

LES CABLES DE LYON

Notre position de n° 1 mondial du câble avec 16 milliards de CA se traduit par une réelle dimension internationale (16000 personnes implantées dans 20 pays, 62% des ventes réalisées hors de France) et s'appuie sur une politique d'indépendance technologique par l'intégration et la compétence (installation de systèmes complets et maîtrise totale du produit).
Notre croissance s'effectue pourtant dans le respect de l'identité de chacune des 35 sociétés du groupe dont les structures à taille humaine de nos 60 établissements industriels confèrent à chacun créativité, esprit d'entreprise et sens des responsabilités.
Nous relevons chaque jour de nouveaux défis technologiques et nous souhaitons vous associer à notre expansion.

RELIER LES CONTINENTS ET LES HOMMES

DEPARTEMENT HAUTE FREQUENCE
ETABLISSEMENT DE BEZONS (95)

INGENIEUR METHODES
Réf. IM/M

Agé d'environ 30-35 ans, vous êtes ingénieur électromécanicien et vous possédez une expérience méthode ou d'encadrement.
Vous étudiez dans un premier temps les questions industrielles de la Division Câbles et Composants (atelier, fabrication, plate-forme, mesures, micro-électronique), puis vous évoluerez vers une fonction hiérarchique d'encadrement d'une partie de ses activités.
Anglais courant indispensable.

CHEF DU SERVICE PLATE-FORME
Réf. CSP/M

Agé d'au moins 35 ans, ingénieur électromécanicien de formation, votre expérience d'encadrement d'une équipe d'environ 50 personnes de niveaux et de qualification élevés vous confère une autorité et une compétence reconnue.
Vous gérez et suivez les affaires traitées par le service sur les plans techniques ainsi que la qualification et la réalisation des produits.
Vous assurez la définition des méthodes de mesures.
Vous êtes responsables d'une importante équipe (2 cadres, 40 techniciens et 10 ouvriers environ).
La maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Relations Sociales M. CALLICO, CABLES DE LYON 30, rue des Chasses - BP 309, 92111 Clichy Cedex.

CGE — *Une stratégie pour l'avenir* — ALCATEL CABLES

CONTESSE



VOUS SEREZ A LA TETE DE TOUTES LES TECHNOLOGIES.

La Branche **SYSTEMES DE DETECTION, CONTROLE ET COMMUNICATION** agrège toutes les compétences et tous les métiers pour concevoir et réaliser des systèmes complexes où l'électronique de pointe et l'informatique tiennent une place prépondérante.
Au niveau stratégique, THOMSON-CSF réalise des systèmes de commandement de détection et contrôle, et des réseaux de communication haute sécurité destinés à relier des organisations entières.
A la base de cette entreprise, le groupe de compétences (équipe projet de 5-6 ingénieurs de haut niveau) coordonne des disciplines complémentaires pour atteindre ses objectifs.

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS ET INFORMATICIENS Grandes Ecoles

Après une **formation complémentaire** à nos métiers, vous participez à la conception et au développement de logiciels, de matériels ou de grands systèmes de communication.
Pour progresser, vous vous appuyez sur les spécialités qui nous ont permis de faire de RITA l'un de nos grands succès : traitement du signal, détection radar, télécommunications, réseaux, messageries, informatique graphique, visualisation, systèmes temps réel, génie logiciel, intelligence artificielle...
Nous misons sur votre jeunesse et votre dynamisme, aussi nous vous engageons, dans une concurrence difficile, à venir...

GAGNER D'UNE TETE

Les postes que nous vous proposons au sein de **THOMSON-CSF** sont basés à :
Bagneux, Boulogne, Cholet, Colombes, Gennevilliers, Marcq en Baroeul, Meudon, Rouen, Sartrouville, Toulouse.

Merci d'adresser votre candidature à notre filiale :



sous la référence S 801
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT-CLOUD CEDEX



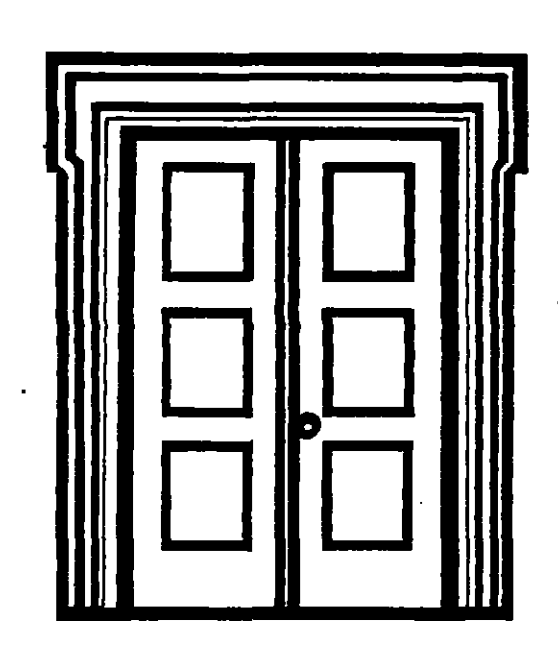
THOMSON

HCAP

SECTEURS DE POINTE

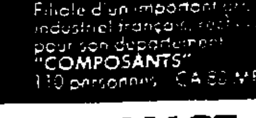
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ACCES AUX GRANDS SYSTEMES D'INFORMATION



HCAP





INGENIEUR ASSURANCE QUALITE et METHODES

Domaine d'activité : Filtres - circuits hybrides lignes à retard - composants bobinés

• **Nos clients :** L'industrie électronique en général et plus particulièrement les industries de pointe (*spatiale, Télécom, Recherche*) dont ce département satisfait la volonté de progrès.

• ***Missions :*** - Implanter un système qualité adapté, en liaison avec le service central de la qualité.
- Définir les normes de contrôle et les méthodes à mettre en œuvre.
- Assurer la formation qualité.
- Assister nos commerciaux et clients dans leurs exigences technologiques.

• **Nos exigences :** Vous disposez d'une formation supérieure (ingénieur ou équivalent) en électronique ou physique - d'une expérience confirmée en technologie de composants et en organisation et gestion de production. Vous êtes un homme de contact. Vous souhaitez évoluer.

• **Notre offre :** Au sein d'une entreprise de dimension humaine, une équipe cohérente, des moyens d'études et de production à la pointe du progrès, un large champ d'évolution.
Lieu de travail : Pontault-Combault (77) - banlieue Est.

Merci d'adresser votre dossier complet, CV + prétentions sous réf. IAQ à la Direction du Personnel SECRE 214, rue du Fbg St Martin PARIS 10e.

CONTESSE

chef de projet

IBM 38 (ET AS 400) PARIS

Nous sommes une société américaine de premier plan (2,2 milliards de dollars de C.A.). Nous élaborons et fabriquons des **produits chimiques** pour l'industrie et l'agriculture.

Nos profits (123è au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Notre **filiale française**, dont le siège est à *Paris* et une des usines à Lauterbourg en Alsace, *réalisera* cette année plus de **2 milliards de F de C.A.**

Dans un environnement IBM 38 (et bientôt AS400) nous recherchons un chef de projet pour participer au **développement** et à la **maintenance** des **applications** existantes.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'excellente formation informatique et bénéficiant d'une expérience de 2 à 3 ans minimum dans un contexte IBM 38 (connaissance GAP III exigée). La **maîtrise de l'anglais** est demandée.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence RH 14 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT





L'effectif de notre groupe est de 750 personnes dont 400 Experts Ingénieurs, Economistes ou Techniciens. 60% de notre chiffre d'affaire se réalise à l'exportation. Nos domaines d'activités : études économiques, travaux publics, transports, bâtiments, hôpitaux, centrales thermiques, agro-industries et industries de transformation, hydraulique.

CIGIE

Dans le cadre du développement de certaines de nos activités nous recherchons :

INGENIEUR DIPLOME AUTOMATISATION INFORMATIQUE INDUSTRIELLE - SIMULATION SYSTEMES

Pour concevoir des usines automatisées, des systèmes de manutention informatisés, etc...
- 3 à 5 annés d'expérience similaire - travail très varié impliquant une grande aisance dans les contacts humains - anglais exigé - poste réservant de larges perspectives d'avenir pour un candidat compétent et motivé. Poste référence M.891

JEUNES INGENIEURS EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

- Formation ENSI ou équivalent - motivés par l'ingénierie industrielle - Anglais exigé. Poste référence M.892

JEUNES TITULAIRES BTS OU DIPLOME I.U.T. EN LOGISTIQUE

- Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience - pour s'intégrer à l'équipe Productique chargée de la conception des usines, des systèmes de stockage et de manutention - Anglais exigé. Poste référence M.893

Ces postes basés à notre Siège Social en proche banlieue Sud (près d'Orly) nécessitent une mobilité totale pour des missions de courtes et longues durées en France et à l'étranger.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à la Direction du Personnel, SOGELERG 25 rue du Pont des Halles - Chevilly-Larue - 94666 Rungis Cedex.

SOURCES

arnould
GROUPE LEGRAND
GRENOBLE

Nous ouvrons notre équipe recherche et développement à un jeune ingénieur qui participera à nos créations destinées à un marché en pleine émulation et en forte expansion.

JEUNE INGENIEUR A.M. BUREAUTIQUE, TELEMATIQUE, DOMOTIQUE

Electromécanicien dans l'âme, vous êtes créatif et innovateur et l'analyse de la valeur vous passionne. Votre diplôme ENSAM ou équivalent et 3 ans d'expérience en Bureau d'Etudes vous amèneront très rapidement à animer et entraîner l'Equipe Bureautique, Télématique, Domotique. Véritable Chef de Projet, vous aurez la responsabilité de la mise au point de produits nouveaux, depuis leur conception jusqu'à la réalisation, avec un souci constant de Qualité Totale.

Vous êtes passionné par les technologies de demain ? Ce poste peut vous ouvrir de larges opportunités de carrière au sein d'un groupe de forte notoriété.



Pour en savoir plus, prenez contact avec notre Conseil, CPA au 3 rue de Liège, 75009 Paris en lui adressant votre dossier de candidature sous la référence 48.100/M.

VOCATION MEDIA — MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE INTERNATIONAL HIGH TECH

JEUNE CHEF DE PRODUITS INDUSTRIELS

Cette société, filiale d'un puissant groupe international, développe sur des marchés mondiaux (65 % à l'exportation), une très large gamme de produits hautement techniques, pour des applications industrielles. Dans le contexte de son expansion, elle propose aujourd'hui à un jeune professionnel, le poste de CHEF DE PRODUITS INDUSTRIELS, à qui il sera confié une gamme très complète, la plus importante en chiffre d'affaires.

Ses missions seront les suivantes : sur le plan Marketing : études de marché, développement de nouveaux produits, support à la vente, etc. ; sur le plan technique : il propose des modifications de l'outil technique de production, le fait évoluer en relation avec les ingénieurs d'exploitation, et il réalise les nouveaux produits ; sur le plan Gestion : il est responsable de l'étude, de la prévision des prix de revient et des gammes. Il participera au sommet, à la définition du plan marketing et des options commerciales.

Pour ce poste très complet, nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel, diplômé de l'enseignement supérieur, de préférence Ingénieur Généraliste. Sa première expérience s'est déroulée, soit dans une fonction marketing similaire, très liée au développement technique des produits, soit dans une fonction technique (process, R.D.) et dans ce cas là, il devra être très fortement motivé par le contexte d'interface commercial du poste, et devra faire la preuve de qualités relationnelles adéquates.

La fonction est, à terme, évolutive dans le contexte du groupe. Les conditions offertes sont attractives. Le poste est basé dans une ville moyenne très agréable, à 2 h au sud de Paris.

Merci d'adresser C.V., lettre de motivation et rémunération souhaitée sous réf. M 123 E, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS



Société Française d'Ingéniérie en :

automatisation de procédés, génie climatique, réseaux, génie civil, organisation de la production...

recrute pour ses études et projets (industries pharmaceutiques, bâtiments industriels, industries de transformation, ...)

plusieurs ingénieurs

• CONTROLE DE PROCEDES
Votre mission : modélisation de procédés, conception des systèmes de contrôle commandes, choix des équipements et instrumentations associées, mise en route d'unités. (Réf. M1)

• GENIE CLIMATIQUE
Votre mission : études et conception de projets en génie climatique, traitement de l'air, choix des équipements de production chaud - froid, suivi des réalisations. (Réf. M2)

Des options, stages ou 1ère expérience dans l'un de ces domaines constitueront un plus important. Ces postes, basés à Paris, impliqueront de rapides prises de responsabilités sur affaires et projets.

Merci d'envoyer votre C.V. en précisant la référence à SERETE, 86, rue Régnault 75013 Paris.



IMPORTANT ÉQUIPEMENTIER DE L'AUTOMOBILE SPÉCIALISÉ EN ORGANES MÉCANIQUES DE SÉCURITÉ

recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Ingénieur Mécanicien, vous avez de bonnes connaissances en électronique et vous disposez de 2 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Nous vous proposons de venir renforcer notre

Bureau d'Études-Produit

Placé directement sous l'autorité du chef du bureau d'études, vous conduirez des projets complexes comportant de la mécanique, de l'électronique et de l'hydraulique.

Une bonne pratique de l'anglais vous sera indispensable.

Merci d'adresser CV avec photo et salaire actuel à MEDIA SYSTEM 55, place de la République 69002 Lyon, sous réf. 463, qui transmettra.



SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE,

filiale du Groupe Générale des Eaux, unique opérateur sur le marché privé du radiotéléphone public, recherche pour son DEPARTEMENT RADIO un

ADJOINT AU RESPONSABLE

Ingénieur radio-télécommunication de formation, vous pouvez justifier d'une expérience de 3 à 4 ans dans le domaine radio communication. Vous serez chargé de participer :
- aux définitions des caractéristiques des stations radio électriques, du dimensionnement du réseau
- au suivi des mesures de champ
- à l'ajustement du réseau en fonction du trafic réel des abonnés.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Possibilités à moyen terme d'évolution de carrière.

Envoyez votre dossier de candidature avec CV, photo, prét. et disponibilité à S.F.R. au Service Recrutement 35, Bd Brune 75014 PARIS.

CONTESSE

Ingénieur développement automatismes

Groupe industriel français (13 établissements, 1500 personnes), recherche pour l'une de ses unités (240 personnes, 115 MF de CA), chargée notamment de la conception et de la réalisation d'automates et de sous-ensembles d'automatismes à base de microprocesseurs, UN INGENIEUR DEVELOPPEMENT AUTOMATISMES.

- *Il assurera la conception hard et soft de microprocesseurs utilisés en milieu industriel dans des applications de série.*
- *Nous demandons au candidat une formation d'ingénieur électronicien (INSA, ISEP, EFME) et une première expérience réussie de 3 à 5 ans.*

La connaissance des réseaux commutés sera un atout supplémentaire.

Lieu de travail : MOUY (60).

*Les candidatures **impérativement** constituées d'une lettre manuscrite et d'un CV indiquant les prétentions sont à adresser en précisant la référence 39287 à Média System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.*

MORS

SYSECA

Plein essor... pour CHEFS DE PROJETS TELECOMS

Société de Service et d'ingénierie en Informatique (1280 collaborateurs aujourd'hui, dont 85 % d'ingénieurs), partenaire d'un groupe industriel international, nous avons su progresser dans un univers de technologies de pointe et de compétition.

Le développement de nos activités Systèmes de Télécommunications, en particulier dans les domaines tels que :
- la radiotéléphonie
- le RNIS
- les réseaux locaux
- les réseaux à valeur ajoutée

nous amène à rechercher vos compétences. Vous les exprimerez chez nous si vous souhaitez de l'autonomie et des responsabilités.

Prenez votre essor avec nous.

Lieu de travail : Région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 393 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.

SYSECA SELECTION

TECHNOLOGIE

ACCES AUX GRANDS SYSTEMES D'INFORMATION

ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE développe sa maîtrise de toutes les technologies informatiques et prépare ses collaborateurs à participer à l'évolution des grands systèmes d'information.

Intégration de Systèmes, Génie Logiciel, Intelligence Artificielle, Réseaux, ... ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE met en œuvre des compétences de pointe à l'échelon national et international (500 chercheurs, répartis entre plusieurs centres mondiaux d'expertise, communiquent en permanence). En multipliant les séminaires et les formations, elle favorise l'accumulation des connaissances.

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS
(Grandes Ecoles option Informatique)

Intégrés à nos équipes, vous participez à toutes les phases de nos projets (conception, réalisation) et intervenez sur des grands systèmes d'information. La complémentarité des missions et la diversité des environnements techniques (IBM, BULL, DEC, HP...) favorisent la progression de vos responsabilités.

Jeunes diplômés de formation ingénieur, avec ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE, vous bénéficiez d'un environnement performant (projets clés en mains, politique internationale en Recherche et Développement). A terme, vous évoluerez vers le conseil informatique, le management de projet ou l'expertise technique dans une structure dynamique opérant en synergie avec le leader mondial du conseil.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature à Monsieur Henri DAVIGNON - ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE - Tour GAN - Cédex 13 92082 LA DEFENSE 2.

ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE 

HCA

INFORAMA : LES LOGICIELS QUI IMMERGENT 8 000 TONNES EN QUELQUES SECONDES.

INGENIEURS GRANDES ECOLES
Des projets de poids en temps réel

Présents depuis 20 ans dans tous les domaines de l'informatique scientifique, technique et industrielle, notre savoir-faire est à la hauteur de nos projets et de nos réalisations.
Pour réussir, pour satisfaire les exigences de nos clients, leaders des industries de haute-technologie, nous savons nous entourer des meilleurs : ceux qui, comme vous, savent émerger dans un environnement très concurrentiel et n'hésitent pas à plonger dans les projets les plus ambitieux.
Placer un satellite à 36 000 km à quelques fractions de degré près, immerger un sous-marin nucléaire en quelques secondes ou arracher 240 tonnes à la pesanteur : pour nous l'erreur est impossible !
La vôtre serait de ne pas nous rencontrer !
Frédéric BRUNET - INFORAMA - Division Ingénierie - 7, rue Pasquier - 75008 PARIS
47.42.14.40



PARIS - BORDEAUX - BARCELONE - BRUXELLES - GENEVE - LILLE - LOS ANGELES - LYON - MARSEILLE - MUNICH - PAU - SOPHIA - ANTIPOLIS - TOULOUSE

HCA



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Equipements électroniques sophistiqués

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Inde, Moyen-Orient, Italie

Cette société d'environ 1 000 personnes, filiale d'un des plus importants groupes industriels français, est spécialisée dans la conception, le développement et la fabrication de systèmes électroniques très sophistiqués. Elle réalise déjà près de 300 Millions de Francs à l'exportation dont une part importante sur les pays industrialisés.

Au sein d'une équipe de 5 personnes, que vous compléterez, vous prendrez en charge avec une grande autonomie la responsabilité commerciale complète d'un secteur géographique comprenant l'Inde, tous les pays Arabes et l'Italie. Les négociations seront menées à haut niveau, alternativement ou en parallèle avec les clients finaux et des avioneurs français ou étrangers.

Ce poste est basé en proche banlieue sud de Paris. Il conviendrait bien à un Ingénieur de formation ayant acquis une première expérience commerciale ou éventuellement d'affaires à l'export de biens d'équipement industriels.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 32/2086 D à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

ETES-VOUS PRET A ACCEDER A UN NOUVEAU SECTEUR ?

L'essor de nouvelles technologies de la communication (Réseaux, image, vidéotex, RNIS, services à valeur ajoutée,...) créé un secteur nouveau :

l'Ingénierie des Télécoms.

TELESYSTEMES, filiale de FRANCE TELECOM, a pris l'initiative de développer en association avec des partenaires prestigieux, un réseau de Centres de Compétences dont l'objectif est de répondre aux besoins de ce secteur.

INGENIEURS

GRANDES ECOLES

De grandes entreprises de l'industrie de la communication ont confié au CITCOM la sélection de leurs futurs

CHEFS DE PROJET

en ingénierie des télécoms

Le CITCOM vous propose de valoriser votre potentiel en rejoignant ce secteur, soit par intégration directe, soit en acquérant les compétences nécessaires dans l'un de ses centres situés à PARIS, NANTES, MONTPELLIER et SOPHIA ANTIPOLIS, dans le cadre d'un programme post-ingénieur de niveau international pour lequel sont systématiquement offertes des BOURSES D'ETUDES de 32 000 à 42 000 F.

Envoyer CV sous référence CIT-10 à
CITCOM (Institut TELESYSTEMES)
11-15, rue Sorrette - 75014 PARIS

CITCOM
Groupe Telesystemes

Vous avez des **connaissances en variation de vitesse et automatismes associés.**

Nous recherchons pour notre **DIVISION MATERIEL ELECTROMECANIQUE** situé à JEUMONT (Nord)



INGENIEURS DE MISE EN ROUTE ET DE MAINTENANCE

Sur sites nucléaires

Ces postes offrent des **débouchés** promotionnels dans différents secteurs de l'entreprise.

Facilités de logement.

La connaissance de **l'anglais courant** est souhaitée.

Adresser CV, et rémunération souhaitée S/réf. IMSE/MO à JEUMONT SCHNEIDER - Direction des Ressources Humaines - 31, quai de Dion Bouton, 92811 PUTEAUX Cedex.

JEUMONT SCHNEIDER

CONTESSE

Si l'univers médical vous attire...

apportez-lui vos compétences d'ingénieur en intégrant un groupe prestigieux : Général Electric CGR.
Notre Direction des Etudes et des Produits Nouveaux recherche en effet, pour plusieurs de ses départements, des

Ingénieurs Electroniciens et/ou Informaticiens

débutants et confirmés

Vous intégrerez des équipes «High Tech» étudiant et développant des produits d'imagerie médicale tels que échographes, équipements de radiologie numérisés, etc...

Notre seule exigence, hormis votre diplôme d'une grande école, est une volonté affirmée de vous investir, votre faculté à vous adapter dans un groupe qui évolue rapidement, votre dynamisme. Compte tenu de notre dimension internationale, la pratique de l'anglais est également nécessaire.

Avant de rejoindre nos équipes, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, salaire souhaité) à Françoise LEMAIRE - Responsable Ressources Humaines - GE CGR, 283 rue de la Minière 78350 BUC.



General Electric CGR

SYS-COM ingénierie

PARIS - Nous intervenons, principalement dans des entreprises du Tertiaire, pour l'étude et la mise en place de systèmes d'information, en nous appuyant sur un double professionnalisme :
- une spécialisation dans le secteur des assurances, banques et caisses de retraites, en environnements moyens et grands systèmes IBM,
- une maîtrise des techniques de conduite de projets, grâce à des méthodes et des outils performants.

Ces compétences fondamentales, catalysées par l'implication de nos ressources humaines, ont favorisé notre croissance. Celle-ci nous amène à recruter aujourd'hui un

■ Ingénieur d'affaires

Votre connaissance des secteurs dans lesquels nous intervenons, votre maîtrise des systèmes d'information et votre dimension de conseil auprès de nos interlocuteurs vous permettront de poursuivre le développement rapide de nos activités. Vous vous impliquerez dans la détection des besoins, la négociation des contrats et le suivi des comptes clients, en assurant l'interface nécessaire avec nos équipes.
Après une formation supérieure, vous avez pu, au cours d'une expérience de quatre à cinq ans approfondir les systèmes d'information spécifiques aux entreprises du Tertiaire, notamment dans l'Assurance.
Déjà impliqué dans une relation clientèle, ou souhaitant prendre cette dimension, vous recherchez un contexte moteur, où valoriser vos qualités relationnelles comme votre créativite.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la la référence MNL/SYS/IAF à

ORDIS

MEDIA BA

JEUNES INGENIEURS

CENTRALE, MINES, SUPELEC, ENSAE

Nous sommes un des premiers groupes privés français d'assurance collective et individuelle. Notre centre de calcul se trouve basé dans la région niçoise. Nous recrutons des

INFORMATICIENS

● Notre volonté de développement,
● notre maîtrise des techniques avancées du traitement de l'information,
● notre équipe de haut niveau

offrent les garanties d'une évolution de carrière rapide vers des postes de chef de projet..

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 6111 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Important établissement industriel de l'Etat, implanté dans l'Ouest de la France, nous recherchons pour notre Bureau d'Etudes de Construction Navale un

JEUNE INGENIEUR GENIE CLIMATIQUE

ARTS ET METIERS, ENSI, ENI...

Vous serez chargé de mener des études de ventilation et de conditionnement d'air à bord des navires, d'étudier l'implantation des réseaux de fluides et d'électricité et du matériel correspondant.

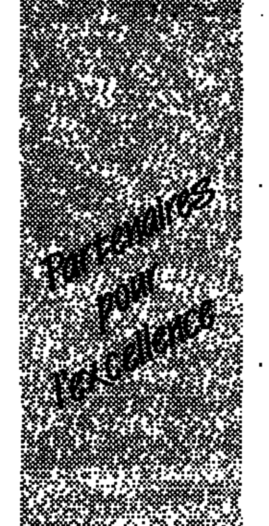
Vous utiliserez des moyens informatiques de calcul scientifique et des logiciels de CAO.

De formation Ingénieur, vous avez, si possible, une certaine expérience de Bureau d'Etudes, et possédez de réelles capacités d'animation. Vous saurez entretenir de bonnes relations avec vos partenaires du BE, vos interlocuteurs de chantiers et les industriels fournisseurs.

Poste basé sur le **LITTORAL OUEST.**

Prenez contact avec nous :
● par téléphone au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h à 13 h) ● par minitel 3616 code CVCOM ● par courrier en adressant lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 5966
ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS,
qui transmettra.

CONTACT-TELEPHONE 16 (1) 42 61 82 81



Notre Division **DYNAMIQUE ET STRUCTURES** recherche

UN INGENIEUR COMMERCIAL

Il sera chargé de vendre dans les domaines AERONAUTIQUE - SPATIAL - MARINE, civil et militaire ses activités d'études et de réalisation en :
- calcul de structures
- vibration
- mécanique rationnelle

Rattaché directement au chef de la Division vous élaborerez, rédigerez et négocierez les propositions. Votre rôle sera de gérer et fidéliser votre clientèle.

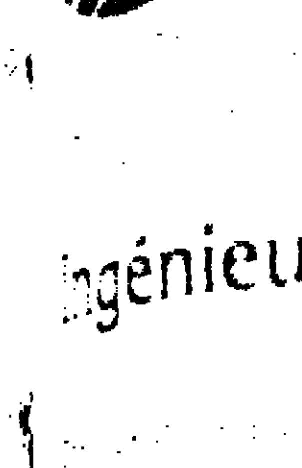
Votre formation et votre expérience vous permettront de négocier aussi bien avec nos équipes techniques qu'avec nos clients.

Anglais exigé.

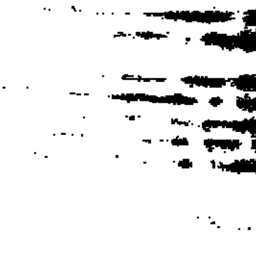
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CGU/M 75.4 à Mme GUERMONT

BERTIN & CIE
BP 3
78373 PLAISIR CEDEX

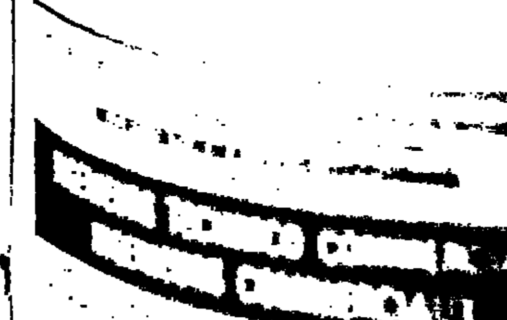
HCAP

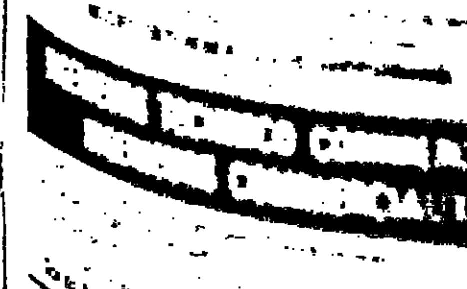


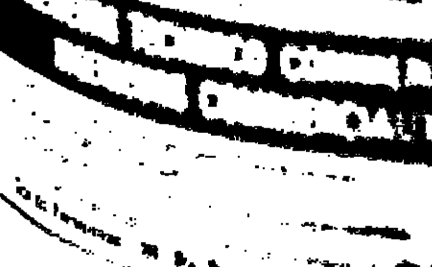




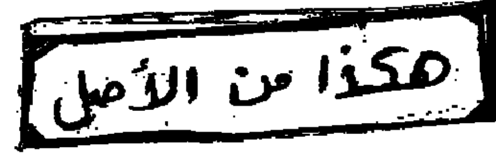












هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Venez créer avec nous la Radiocommunication numérique et cellulaire pour l'Europe de 1992 !

La Grande-Bretagne et la France... MATRA COMMUNICATION et ses partenaires européens ont été choisis par FRANCE TELECOM pour mettre en place la future génération de radiotéléphones : le PAN EUROPEEN.

Avec RADIOCOM 2000, RUBIS... MATRA COMMUNICATION (6 000 personnes, 4,4 milliards de CA) affirme sa présence sur l'un des grands marchés européens les plus porteurs de la décennie à venir et souhaite intégrer dans ses équipes des

Ingénieurs Grandes Ecoles (X, ENST, ESE, ECP, ENSI,...)

Chefs de Projets Logiciel
en commutation et réseaux de Radiotéléphonie

Vous avez une responsabilité technique, d'organisation de projets et d'animation d'équipes chargées de concevoir et de développer les logiciels de communication et d'exploitation de réseaux dans différents domaines :

• transmission de données • protocoles de réseaux • configuration des systèmes

Votre expérience professionnelle (5 ans minimum) confirme votre compétence en informatique temps réel si possible dans le domaine des réseaux télécommunication, informatique, transmission de données. Vous avez de la rigueur et de l'imagination et vous créez autour de vous un véritable esprit d'équipe pour réussir dans une fonction impliquant également ouverture et sens du dialogue avec d'autres services. *Réf.CPL410/M*

Jeunes Ingénieurs Logiciel

Vous participez à la réalisation de logiciels dans les domaines des réseaux de radiotéléphonie et de commutation.

Nous vous offrons l'opportunité d'acquérir des compétences en informatique temps réel, transmission de données et réseaux dans un environnement jeune et motivé pour réussir. *Réf.JIL410/M*

Ingénieurs d'Etudes en électronique numérique

Vous avez la responsabilité de la définition de l'architecture matérielle, du développement et de l'intégration des prototypes de cartes électroniques implantées dans les baies de commutation pour les systèmes de Radiocommunication.

Ingénieur électronicien, vous avez une expérience de 3/4 ans acquise en laboratoire d'études et vous êtes compétent en électronique numérique et microprocesseurs (Intel, Motorola). Des connaissances en MIC seraient appréciées.

L'un des postes peut convenir à un Ingénieur débutant diplomé d'une Grande Ecole (ISEP, ISEN, INSA...). *Réf.IE410/M*

Responsable Intégration de Systèmes

Au sein d'un Groupe Projets, vous participez à la définition générale des systèmes. Vous avez la responsabilité de :

- l'élaboration et la coordination du plan de développement (version et étapes d'intégration)
- *la définition et la mise en place des moyens d'intégration*
- l'organisation et la réalisation des tests de validation d'ensemble, des recettes et mises en service des systèmes sur des sites pilotés en étroite relation avec les clients.

Votre compétence est le résultat d'une expérience de 5 à 8 ans acquise dans le domaine logiciel et matériel sur de grands systèmes de commutation.

Vous aimez organiser le travail d'une équipe et vous êtes reconnu pour votre rigueur technique, votre sens du dialogue et votre ténacité pour aboutir à la solution de problèmes complexes. *Réf.RIS410/M*

Ingénieur Radiocommunication

Vous prenez en charge l'étude et le développement des circuits radio pour de nouveaux produits.

En amont, vous participez à la définition des produits et à l'organisation de l'équipe de développement pour les mener à terme à leur phase industrielle en collaboration avec d'autres équipes internes (labo, équipes logiciels, services industriels et qualité...).

Vous êtes Ingénieur électronicien radio (ESE, ENST, ENSERG...) débutant ou de préférence ayant une expérience de quelques années acquise dans l'étude d'équipement HF, VHF, UHF, radar... et des compétences en traitement du signal.

Vous avez toujours été attiré par la radio et vous avez le goût du travail en laboratoire au sein d'une équipe couvrant toutes les techniques (radio, traitement du signal, intégration...). Vous avez le souci de l'organisation nécessaire pour mener à bien des projets hautement techniques à finalité industrielle. *Réf.IR410/M*

Pour tous ces postes, l'anglais est indispensable pour travailler sur nos projets Européens.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du psote choisi à Nicole KAMERZAC
MATRA COMMUNICATION - B.P. 26 - rue J.P. Timbaud - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis près de vingt cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs • possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dégagés des obligations militaires • libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo, sous réf. M 410, à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.

Carré Turenne

Pour renforcer sa structure commerciale et technique actuelle et en prévision de ses extensions futures

MICRO INFORMATIQUE DIFFUSION,
recrute

INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX
INGENIEURS COMMERCIAUX

— Débutants ou quelques années d'expérience.
— Formation Bac + 5 exigée.
— Connaissances micro-informatique indispensables.

Merci d'envoyer CV + photo et prétent. à **M.I.D.**
Sce du Personnel - 96, Bd Richard Lenoir - 75011 Paris

S'unir, c'est gagner

LA MAINTENANCE, UN ENJEU DE SOCIETE, L'ENJEU DE VOTRE CARRIERE.

THOMSON LCC, leader européen, n°1 des composants passifs, est implanté en Bourgogne mais aussi en Espagne, au Brésil, à Taïwan et en Corée. Créer à Valenciennes un nouveau centre d'études et de fabrication de condensateurs au tantale et de parafoudres relève d'une volonté de développement et de prise de parts de marché croissance à l'échelon national et international. Nos objectifs sont ambitieux : disposer de l'outil industriel et des produits capables d'assurer 10 % du marché mondial à l'horizon 92.

Notre réussite s'appuie sur le fort potentiel d'ingénieurs qui vont s'impliquer dans notre projet en répondant au triple impératif : **QUALITE - PRODUCTIVITE - INNOVATION.**

Elle est fondée sur notre capacité à maîtriser un transfert de technologies d'avant-garde dans lequel le rôle de la maintenance est capital. Dans ce contexte, nous vous proposons le challenge suivant :

CREEZ NOTRE SERVICE MAINTENANCE

Formé au process industriel sur le site d'origine, vous conduisez l'adaptation et la mise en place de l'ensemble des moyens de maintenance, d'entretien et de contrôle des équipements mécaniques ou électroniques de notre centre. Vous contribuez à leur installation. Votre capacité à gérer les moyens budgétaires correspondants, à animer et former les services techniques concernés fait de vous un homme clé dans la réussite de notre projet.

Ingénieur de formation mécanique ou électromécanique, vous possédez une expérience de la maintenance, de préférence dans un environnement d'équipements industriels "grandes séries", dominé par des technologies de pointe en mécanique ou électronique. Vous maîtrisez impérativement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à Monsieur DUEE
THOMSON LCC - ZAE des Dix Muids
59770 MARLY LES VALENCIENNES.
Nous vous ferons parvenir par retour un complément d'information.

THOMSON



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Pour 20 000 personnes (2 500 ingénieurs et cadres), travaillant à l'échelle mondiale a débuté l'ère de l'électricité intelligente. Le groupe réalise 10 milliards de C.A. dont 50 % à l'international.

Hygiène et Sécurité du travail,

MG bouge, bougez aussi... en sécurité.

L'amélioration des conditions de travail, l'hygiène et la sécurité sont des impératifs constants pour chacune de nos unités.

Dans ces différents domaines, vous assisterez les décideurs dans l'analyse de situations variées, la préparation et la mise en œuvre des plans d'actions, les informerez sur l'évolution de la législation et de la réglementation et en surveillerez l'application. Vous développerez l'esprit de sécurité par des actions d'information interne et de formation en y associant les différents acteurs.

Vous contribuerez au bon fonctionnement du Centre des Techniques de la Santé au travail (médico-social plus sécurité) en apportant vos compétences (formation type MST HYSIDI), votre expérience industrielle (5 ans) ainsi que votre sens des relations humaines.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 1MTM 115, au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres, 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique



P.M.I. 300 personnes Banlieue Sud Ouest de Paris, filiale d'un grand groupe français, spécialisée dans les systèmes électromécaniques, électrotechniques et électroniques de haut niveau de qualité, recherche dans le cadre de son expansion :

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE

Chargé de la gestion qualité de plusieurs projets, il établira et suivra les plans qualité et contrôle - participera aux revues de projets, s'assurera de la cohérence des spécifications et des dossiers de définition, effectuera des audits internes et externes.

Formation CNAM ou IUT plus expérience 5 à 10 ans de la qualité, ou à défaut, dans un des domaines suivants : Bureau d'Etudes, Production, Maintenance.

Evolution possible vers le poste d'adjoint au responsable de l'assurance qualité. *REF. 117*

INGENIEUR D'ETUDES MULTITECHNIQUES

Adjoint au Chef de Projets

Assurera une partie de la conception des spécifications et du suivi des sous-traitances pour des affaires importantes. Devra posséder un bon contact et le goût des relations extérieures importantes.

Formation AM ou équivalent. Débutant ou première expérience. Langue anglaise lue et parlée impérative.

Evolution possible vers poste de Projets. *REF. 111*

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à PARFRANCE ANNONCES : 4 rue Robert Estienne, 75008 Paris

Membre du SNPAC

Informatique industrielle à Grenoble

Ingénieur ESE, ENST, Centrale... Animez une Equipe R & D Matériel

Filiale industrielle du groupe TEKELEC AIRTRONIC (1 600 personnes, 2 milliards de CA), THEMIS développe une gamme complète de cartes et systèmes informatiques au bus VME, destinée aux marchés industriels : Robotique, Vision, Traitement Numérique du Signal, Télécoms...

Des produits novateurs, à fort service, une stratégie de diversification soutenue lui ont permis de se situer parmi les dix premiers constructeurs mondiaux et l'un des leaders français.

Pour renforcer son équipe R & D, elle recherche un Ingénieur confirmé (30/35 ans) qui prendra en charge l'animation de l'équipe HARD.

Fortement impliqué sur les projets techniques (Design de haut niveau), en liaison étroite avec l'équipe Système, il assure la coordination et la gestion des différents projets et le management d'une équipe d'Ingénieurs.

Fortes compétences techniques de concepteur Matériel (Bus VME, Microprocesseurs 68020, 68030), ouverture sur le développement logiciel (UNIX, Noyau Temps Réel pSOS, OS9), mais surtout qualités relationnelles, d'organisation et de réelles capacités de leader et d'animateur sont les clés de la réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE qui garantit toute confidentialité à votre démarche, en précisant votre rémunération, sous la référence 280M.

ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

ALGOE
DE L'IDÉE... À L'ACTION

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Filiale française de l'un des leaders mondiaux de la construction informatique, de la vente multisectorielle de solutions complètes, recherche de véritables partenaires.

INGENIEUR CONSULTANT

POSTE BASE A PARIS

Agé de 30 ans, de formation supérieure, dynamique et volontaire, vous avez, au sein d'une grande entreprise, d'une SSII, grâce à **une expérience de 4 ans minimum** (consulting informatique interne ou prestataire de service), acquis et maîtrisé une culture informatique qui vous donne l'ampleur d'un **excellent généraliste.**

Pour réussir cette mission, vos connaissances portent sur les principaux constructeurs (MINI, GRANDS SYST.), les systemes d'exploitation (UNIX, CICS, VM, VMS), les réseaux (TRANSAC, ETHERNET...), les langages (C, assembleur,...) **les produits de coexistence** (DISOSS, SNA, DECNET, PROFS...).

VOTRE MISSION

Passionnante et diversifiée, elle sollicite vos qualités techniques, relationnelles, organisatrices pour :
- être l'interlocuteur technique, privilégié, de clients importants, dans le cadre de M.B.O. (réponse au cahier des charges, présentation, etc.) ; prendre en charge après-vente la réalisation de projets importants,
- accroître la compétence de nos ingénieurs commerciaux par les actions de formation, d'information, que vous estimerez pertinentes (relation avec notre Département Formation),
- créer et développer nos futurs outils suivant votre connaissance du marché.

Ce challenge passionnant constituera pour vous, à la mesure de votre réussite, un tremplin pour de réelles possibilités d'évolution (managériale, technique, ou commerciale).

Adresser votre C.V., photo, niveau de rémunération, sous la référence LM/1065, à Claude BERNARD - Département Recrutement. -



CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

MEDIA PA

L'AUTOMATISME AU SERVICE DE L'INDUSTRIE

Nous participons de façon très active aux grands programmes Européens. Dans ce contexte, notre division "SYSTEMES et PILOTAGE" développe et conçoit des matériels automatisés et des commandes de systèmes mécaniques.
Nous recherchons

CHEF DE PROJET

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous serez responsable techniquement et financièrement de vos projets.
Ingénieur automaticien, vous avez des connaissances en mécanique et une expérience de 5 ans minimum dans la réalisation de systèmes industriels. Réf. 80/4

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

Vous procéderez à l'analyse fonctionnelle, définirez les spécifications des matériels automatisés, participerez à la conception et à la réalisation des prototypes.
De formation généraliste, vous avez de solides connaissances en automatismes et le travail au sein d'équipes pluridisciplinaires vous motive. Réf. 80/66

Pour ces 2 postes, l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre dossier de candidature ainsi que la réf. choisie



BERTIN et Cie
BP3
78373 PLAISIR CEDEX

HCA

Nous sommes un important groupe industriel (2,5 milliards de CA, 2000 personnes), filiale d'une entreprise de dimension internationale, spécialisée dans la conception et la fabrication de biens d'équipements.
Nous vous proposons de participer à notre expansion en rejoignant notre Direction Financière en tant que

RESPONSABLE DES ETUDES ECONOMIQUES PRODUITS FUTURS

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

ARTS ET METIERS, INSA, ENSM...

Vous avez, si possible, une expérience de quelques années en mécanique générale. Nous vous proposons de prendre en charge les études économiques et analyses de nos futurs produits (chiffrages comparatifs, études de rentabilité, études make or buy...)
Vous travaillerez en étroite collaboration avec les Directions Opérationnelles de l'entreprise (Bureau d'Etudes, Achats, Méthodes et Fabrication)
Votre sens de l'organisation, votre rigueur complétés par une bonne pratique de la micro-informatique sont des atouts importants pour réussir dans cette activité.

Lieu de travail : proche banlieue ouest de Paris.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature s/réf 17089 à CONTESSE PUBLICITE, 20 av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE



ALCATEL ESPACE

L'univers des grands projets

Spécialiste des Télécommunications Spatiales.
Dans le cadre du démarrage du projet **INTELSAT VII à TOULOUSE,**

Rejoignez les ingénieurs technologues de cette équipe.

Votre expérience (supérieure à 5 ans), acquise de préférence dans le spatial, se situe dans le domaine des MATERIAUX et PROCEDES (assemblages mécaniques et micro-électroniques, brasure de puces, couches minces, substrats).
Suivre l'évolution des technologies est pour vous un must.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole ou Université. Vous pourrez exercer un métier passionnant dans un secteur de pointe et évoluer dans l'une des filiales d'un groupe international.

Faites-nous parvenir un dossier de candidature à la Direction du Personnel, B.P. 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.

ALCATEL
ESPACE

CIGIE

MEDIA-SYSTEM



PARIS

recherchent
pour leur nouveau rayon de produits

DERMO-COSMÉTIQUES

Titulaire du diplôme d'Etat de Pharmacien ou de Docteur en Pharmacie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) à :
E. REMONTET - Galeries Lafayette,
40, boulevard Haussamnn,
75009 PARIS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT ET DE CONSEIL DE TOUT PREMIER PLAN

développant son équipe d'**Audit informatique** recrute :

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

Grande Ecole option Informatique, MIAGE, Mastère ou équivalent

- Débutants ou première expérience de 2 ans maximum.
- Au cœur des missions, ils interviendront dans l'audit des grands systèmes d'information et participeront à la conception et à la réalisation d'outils d'audit.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions **sous réf. 3998 M** à l'Agence **AFFLUENTS** - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

CERIB recherche pour assurer la poursuite de ses objectifs

2 INGENIEURS
A.M. - E.N.S.I. - E.S.I.E.E.

Capables de prendre des responsabilités, ils devront avoir une expérience significative dans le domaine de l'expérimentation, de bonnes notions d'informatique et parler anglais.

Le premier prendra en charge la coordination d'études à caractère technologique.

Le second se verra confier les calculs, l'analyse de la valeur et la conduite d'essais.

Adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions à Mr DUTRUEL
CERIB - BP 59 - 28232 EPERNON Cedex.

OB&L - Pierre Lichau

L'innovation en électronique et informatique

DIGILOG GROUPE DIGITONE

Filiale du groupe **DIGITONE**, spécialisée en matière de logiciels techniques, recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

Postes à pourvoir : **AIX EN PROVENCE et TOULON**

Domaines d'activités : traitement du signal, graphique, informatique scientifique.

Expérience : débutants ou quelques années d'expérience.

Compétences en électronique appréciées.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à **DIGILOG**
21, rue Frédéric Joliot Z.I. - 13763 LES MILLES Cedex.

OB&L - Pierre Lichau

Laboratoire de recherche souhaite recruter

UN INGENIEUR GENERALISTE

de 28 à 40 ans, à prédominance mécanique BAC + 5 pour assurer la conception et la réalisation d'appareillages de haute technologie dans un contexte de collaboration internationale.

Compétences : R.d.M., élasticité, métallurgie, dynamique des vibrations, éléments finis.

Anglais nécessaire ; rémunération motivante.

Ecrire à la Direction Technique - LABORATOIRE DE L'ACCELERATEUR LINEAIRE - Centre d'Orsay - Bâtiment 200 91405 ORSAY CEDEX

LEADER MONDIAL

des modems pour micros recherche

UN INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

ayant une très bonne expérience des domaines suivants :
- Langage C ;
- Langage d'assemblage 8086 ;
- Protocoles de paquets (X 25, Tranpac...);
- Si possible RNIS.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Ecrivez au journal qui transmettra sous n° 8 788
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 Paris.



Terminaux et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de
SYSTEMES ET TERMINAUX D'IMPRESSION

Société en progression constante depuis 10 ans avec un résultat net supérieur à 5 % depuis 6 ans, **IER** recherche

ingénieur commercial export

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs. Expérience minimum à l'Export de 3 ans dans la vente de terminaux et/ou périphériques.

L'anglais courant est impératif, l'arabe ou l'espagnol est souhaité.

Le candidat consacrera 50 % de son temps en déplacements en Afrique (sauf pays du Maghreb) et au Moyen-Orient, pour développer l'implantation déjà existante de notre Société sur ces pays.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions accompagnés d'une lettre manuscrite, sous la référence LM.EX.410, au Service du Personnel, **IER**, 12 rue de Sébastopol - 92400 Courbevoie.

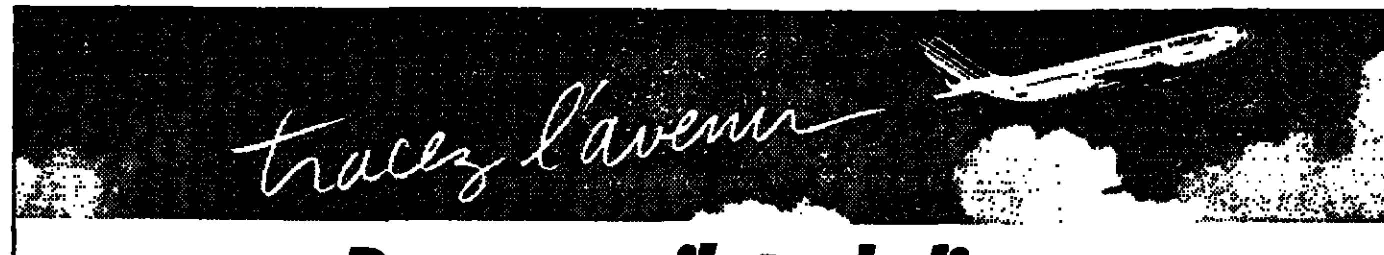
P.R.P.

Société à vocation internationale spécialisée dans la gestion de grands projets

recherche INGÉNIEURS

- **VOTRE MISSION.** Vous serez chargé de développer et de mettre en place des applications de gestion de projets (environnement B.D. relationnelle) sur P.C., mini, Mainframe (formation assurée).
- **VOTRE PROFIL.** Vous avez : une formation Grande Ecole ou Universitaire ; de 1 à 5 ans d'expérience (débutants acceptés) ; une bonne connaissance de la micro-informatique ou autres systèmes ; une bonne maîtrise de la langue anglaise (souhaitable).

Les candid. sont à adr. à : MÉTHODES ET TECHNIQUES INTERNATIONAL, Direction générale - 5, avenue Bertie-Albrecht, 75008 PARIS.



Devenez pilote de ligne

Jeunes scientifiques, techniciens... avec ou sans expérience aéronautique

Pour faire face à son développement à l'horizon 1992, AIR FRANCE lance un nouveau recrutement de Femmes et d'Hommes en vue de les préparer au métier de pilote de ligne.
Vous êtes jeune (né(e) après le 31 décembre 1961), en excellente condition physique, dégagé ou non des obligations militaires.
Titulaire du baccalauréat, vous êtes actuellement en 2ème année d'Etudes Supérieures ou vous justifiez déjà de 2 ans minimum d'Etudes Supérieures dans les domaines scientifique ou technique.
De nationalité française ou ressortissant de la CEE, vous parlez couramment le français et avez une bonne pratique de la langue anglaise.

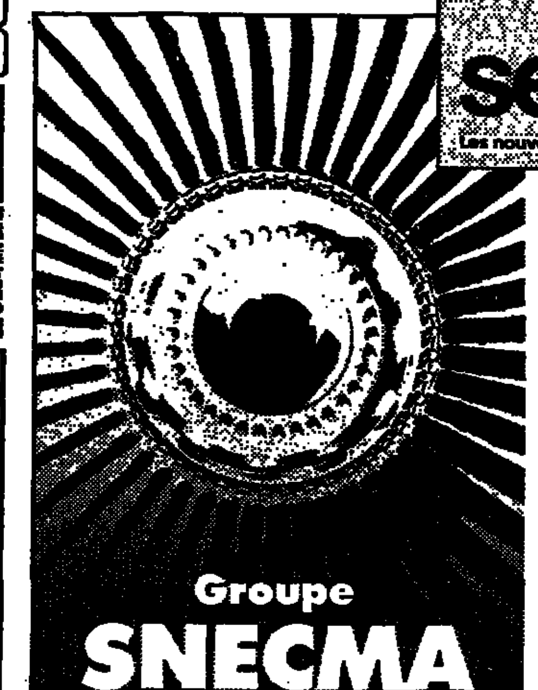
Alors vous réunissez toutes les conditions pour participer à notre sélection.
Adressez-nous rapidement (avant le 1er décembre 88) votre demande d'inscription avec CV en joignant une enveloppe (19x27,5) comportant vos nom et adresse.
Les premières épreuves de sélection se dérouleront les 17 et 18 décembre 1988 et les stages débuteront le 27 mars 1989.
AIR FRANCE. Unité de Sélection Pilote (1) Orly Sud 114.
94396 ORLY, Aérogare Cédex. Tél. 46.75.71.79.

Consultez Minitel 3614 AF



AIR FRANCE

MEDIA-SYSTEM



sep Les nouveaux espaces

**Motoristes de l'espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulsifs des trois étages du lanceur Ariane.
Notre société est filiale du groupe SNECMA, 26000 personnes dont 3500 cadres.**

JEUNES INGENIEURS DIPLÔMES

Grandes écoles ou universités.

NOS SUCCES SERONT VOS SUCCES.

Participez à nos réalisations d'aujourd'hui et à nos projets d'avenir aux dimensions internationales (Ariane, Hermès,...).

Nous vous confierons à **VERNON** (Eure, 1 heure de Paris) ou **VILLAROCHE** (banlieue Sud de Paris) des responsabilités dans les fonctions suivantes :

- **Etudes et Développement** : systèmes propulsifs, sous-systèmes moteurs, faisant appel aux spécialités hydrauliques, combustion, mécanique des fluides, thermique...
- **Qualité** : assurance qualité systèmes propulsifs et exécution d'essais.

Ces postes sont à pourvoir très rapidement, la pratique de l'anglais est nécessaire.

La taille de la Société et du Groupe SNECMA permet une réelle évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JNB/A à SNECMA, Département Encadrement, 2, boulevard Victor, 75724 Paris Cedex 15.

CONTESSE

Offre forte IBM : conseillez les décideurs.

Votre motivation pour le Conseil et la Vente est forte ; aptitude à communiquer, ambition, sens de la méthode, esprit de synthèse, talent pour négocier et convaincre sont vos qualités. Ce sont aussi celles qui sont nécessaires pour représenter notre Compagnie à un haut niveau, dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services...

JEUNES DIPLOME(E)S D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE

(Bac + 4 minimum)

après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité la plus adaptée à votre projet professionnel. Vous deviendrez

INGENIEUR COMMERCIAL ou INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE, avant la fin de 1988.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence R 81 à :
IBM FRANCE – Département Recrutement – 5, Place Vendôme 75001 PARIS.

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

CONSENSUS



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

Division Automatismes

pour renforcer ses équipes d'étude dans le domaine des

des AUTOMATES BANCAIRES et de la MONETIQUE

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

diplômés grandes écoles

ayant 3 à 4 ans d'expérience, pour étude des matériels et des logiciels de base d'automates pilotés par microprocesseurs.

Expérience de l'analogique et de l'électromécanique particulièrement appréciée.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

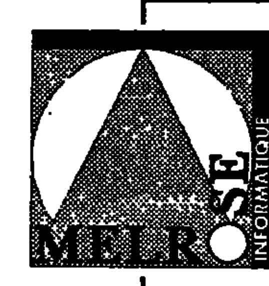
Les dossiers de candidature - sous référence 3543 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

IBM - VAX - RESEAUX - SYSTEMES EXPERTS :
Un environnement performant pour des chefs de projets ambitieux.



CHEFS DE PROJETS

MELROSE (80 personnes - CA : 28 MF) bénéficie d'un savoir faire privilégié dans l'ingénierie financière. Notre expansion et notre volonté de pénétration des grands comptes du secteur tertiaire nous conduisent à recruter des Chefs de Projets.

De formation BAC + 4, vous avez acquis une 1ère expérience en SSII ou chez un utilisateur, de préférence dans le secteur tertiaire. Vous concevrez et réaliserez des applications dans le domaine des marchés financiers. Pour cela, vous maîtrisez au moins une méthode de conception.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. LM.10. CP à Annick BONNAVAUD

MELROSE
8, rue du sentier 75002 PARIS

HCAP

CORNING FRANCE

Ingénieur industrialisation

Fibres optiques et composants

CORNING GLASS WORKS est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la Recherche et au Développement.
La production pilote de l'une de nos nouvelles lignes de produits : composants en optique intégrée pour les réseaux de télécommunications connaît un succès croissant.
Nous vous proposons de rejoindre cette équipe jeune et motivée par son challenge.
Vous serez le responsable des opérations de finition (micromécanique, automatisme, optique), le garant de la qualité des produits, l'organisateur et le gestionnaire de votre secteur de fabrication.
Diplômé d'une G.E. d'ingénieur, vous avez acquis une première expérience industrielle.
Rigoureux et concret, vous êtes attiré par les réalisations techniques dans un environnement international...
Anglais indispensable. Localisation Fontainebleau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. II/M, à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44 av. de Valvins, 77211 AVON Cedex.

MEDIA-SYSTEM

COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS

la chimie des spécialités

Nous sommes une société française de 800 personnes qui réalise un C.A. de 740 millions en Agrochimie et spécialités industrielles - dont 25 % à l'exportation et 16 % de l'effectif en Recherche et Développement.
Nous recherchons le

RESPONSABLE ETUDES ET PROJETS
DE NOTRE CENTRE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Vous êtes Ingénieur Chimiste ou équivalent et avez plus de 8 années d'expérience professionnelle, de préférence dans le domaine des applications industrielles de spécialités chimiques.

Homme de dialogue, vous savez persuader et motiver vos interlocuteurs.

Votre talent d'organisateur, votre goût pour le développement vous permettront d'élaborer les programmes de Recherche et Développement de l'entreprise en liaison avec nos responsables commerciaux et nos chefs de laboratoire.

Votre ouverture d'esprit et votre sens de la communication vous permettront d'animer nos groupes d'innovation et de mener les études marketing afin de sélectionner les projets à développer.

Directement rattaché au Directeur de la Recherche et du Développement, ce poste vous offrira de larges possibilités d'évolution personnelle.



Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 8368 à CFPI, Direction des Relations Humaines, 28 boulevard Camélinat, 92233 Gennevilliers Cedex.

AXIAL

---

directeur

DE PRODUCTION

Filiale française de la multinationale américaine COULTER, nous sommes leader dans le domaine de l'instrumentation scientifique de haute précision destinée aux laboratoires.

En étroite collaboration avec le Directeur Général, vous conduirez l'ensemble des départements liés à la production (120 personnes).
Vous aurez l'entière responsabilité technique et budgétaire des activités qui s'y rapportent : production et essais, contrôle des stocks, techniques de fabrication, contrôle de la qualité, achats et magasins.

Ce poste stratégique vous concerne.
Agé de 35 ans environ, de formation Ingénieur Généraliste (A & M ou équivalent), vous avez nécessairement une expérience confirmée de gestion de production. Vous parlez anglais.
Animé d'une volonté déterminée, vous savez accroître vos responsabilités et communiquer votre dynamisme et votre envie de réussir à vos équipes.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions s/référence 8375 à **COULTRONICS S.A.,** *Direction des Ressources Humaines, 29 avenue Georges Pompidou, 95580 MARGENCY.*
Discrétion assurée.



AXIAL



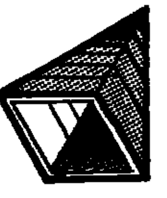
BTS/DUT ou BAC + 3

RHONE-ALPES

Important Laboratoire Pharmaceutique
LYON recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR H/F - BTS/DUT ou BAC + 3
ayant de solides connaissances EN IMMUNOLOGIE GENERALE et ayant déjà travaillé dans la CULTURE CELLULAIRE et la PRODUCTION D'ANTICORPS MONOCLONAUX avec expérience sur les modèles d'IMMUNOLOGIE ANIMALE.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et photo) en précisant sur l'enveloppe la réf. 1231M à PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra.

Membre du SNPAC



GROUPE TRIGONE INFORMATIQUE

SSII spécialisée dans le conseil
et les interventions SYSTÈME

recherche pour faire face à son développement des

INGENIEURS SYSTEMES

expérimentés dans les domaines suivants :

MVS/XA - SNA - CICS - DB2

Notre Clientèle est constituée de grandes entreprises françaises, possédant d'importantes configurations IBM.

Notre philosophie :

- **l'écoute et l'analyse des besoins,**
- **des interventions de qualité,**
- **la maîtrise des technologies de pointe.**

VOTRE PROFIL CORRESPOND A NOTRE PHILOSOPHIE
REJOIGNEZ-NOUS

Merci de nous adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. à Groupe Trigone Informatique, 7, rue Ganneron, 75018 Paris.

TELERATE

LANCE LE NOUVEAU SYSTEME TRANSACTIONNEL DE TRADING

Après les services d'informations financières en ligne, permettant d'accéder aux cours et aux taux les plus significatifs des marchés monétaires français et internationaux, et les outils d'aide à la décision, TELERATE-FRANCE, 19.000 abonnés, 57.000 terminaux dans le monde, parmi lesquels les Institutions Françaises et étrangères les plus représentatives des Marchés Financiers Internationaux, lance un nouveau système de trading destiné à réaliser des transactions électroniques. Pour ce lancement fait simultanément dans 10 capitales, nous recherchons :

Des ingénieurs technico-commerciaux

Sous l'autorité du Directeur des Ventes, ils devront assister nos commerciaux dans leur prospection et dans le suivi technique des clients. Nous souhaitons rencontrer des femmes ou des hommes de formation Ingénieur (ou possédant de solides connaissances techniques) ayant acquis, dans un poste similaire, la maîtrise de la micro-informatique (niveau DOS) et des réseaux X25, locaux (Token Ring ou Ethernet) et autres. A l'aise dans les contacts, ils devront, au sein d'une équipe très professionnelle, participer à la réalisation des objectifs commerciaux. Pour ce poste, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Nous parlerons ensemble de votre rémunération, très motivante.
Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + Photo + Prétentions à notre conseil, PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10, rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la réf. 458.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL



TITN, Société d'Ingénierie Informatique
filiale du groupe CGE/ALCATEL,
leader dans sa région, recherche pour applications temps réel :

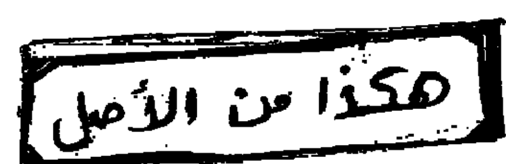
JEUNES INGENIEURS LOGICIEL

connaissances en aéronautique appréciées - FORTRAN IV.

TITN

Envoyer C.V. à : **TITN PROVENCE**
7, rue Louis Armand - 13762 LES MILLES
Z.I. AIX EN PROVENCE
Tél : (16) 42.24.41.49







SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La Direction du BUREAU D'ETUDES VEHICULE, recherche

Ingénieur de conception

230 - 260 KF (Réf. IC)

Votre mission :
Assurer l'encadrement d'une équipe de conception de réducteurs d'hélicoptères.
L'activité couvre les études nouvelles, leur développement et l'amélioration des matériels de série.

Votre profil :
Ingénieur ou cadre confirmé, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans en BE mécanique aéronautique (réducteurs).
Notions d'informatique et connaissance de l'anglais sont souhaitées.

Ingénieur au service installation motrice 230 - 260 KF

(Réf. ISM)

Votre mission :
Assurer le développement (calculs, suivi de masse, essais, suivi en service) des circuits d'air embarqués (ventilateur, chauffage, climatisation du cockpit, de la cabine et des équipements).

Votre profil :
Ingénieur ou cadre confirmé, vous avez acquis une expérience de 7 à 10 ans, si possible dans le domaine chauffage et climatisation de véhicules aéronautiques, automobiles ou ferroviaires.
De solides connaissances en mécanique des fluides (essais aérolfiques en particulier), associées à une expérience de définition de matériels aéronautiques peuvent remplacer l'expérience demandée.
Des connaissances en CAO (CADAM ou CATIA) seraient appréciées.
Lire l'anglais est nécessaire. Le parler serait un plus.

Aérospatiale division hélicoptères

Etablissement de MARIGNANE



Ingénieur responsable d'affaires structure 230 - 260 KF

(Réf. IRAS)

Votre mission :
Assurer l'animation d'une équipe chargée de la définition de la structure d'un ou plusieurs types d'hélicoptères.
- Enquêtes techniques.
- Définition du produit.
- Suivi de fabrication.
- Support aux équipes de vente et d'après-vente.
- Rédaction de documents techniques.

Votre profil :
Vous prouvez une expérience de 7 à 15 ans dans le domaine des structures et si possible dans celui des composites. La pratique de l'anglais (lu, écrit, parlé) est souhaitée.

Ingénieur projeteur aménagement cabine

230 - 260 KF (Réf. IPAC)

Votre mission :
Assurer l'animation d'une équipe chargée de la définition des aménagements VIP des hélicoptères.
- support aux équipes de vente :
- définition,
- suivi fabrication et équipementiers,
- présentation des dossiers de certification aux Services Officiels.

Votre profil :
Vous justifiez d'une expérience de 7 à 15 ans dans le domaine des aménagements, avec des compétences en matière de DESIGN, ainsi que des connaissances techniques en mécanique, résistance des matériaux et électricité. La pratique de l'anglais est souhaitée.

De larges perspectives d'évolution sont ouvertes à un candidat de valeur. Si notre projet vous intéresse, veuillez adresser votre dossier de candidature en mentionnant le poste choisi à Monsieur HEMOUR, Service Gestion des Ressources Humaines, AEROSPATIALE, Division Hélicoptères, BP 13, 13725 MARIGNANE Cedex.

---

spécialistes micro pour support utilisateur

IBM 38 (ET AS 400) — PARIS ET ALSACE

Nous sommes une société américaine de premier plan (2,2 milliards de dollars de C.A.). Nous élaborons et fabriquons des **produits chimiques** pour l'industrie et l'agriculture.

Nos profits (123e au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Notre **filiale française**, dont le siège est à Paris et une des usines à Lauterbourg en Alsace, réalisera cette année plus de **2 milliards de F de C.A.**

Dans un environnement **réseau de micros** (IBM PC et compatibles), nous recherchons deux informaticiens, l'un pour notre siège à Paris et l'autre pour notre usine à Lauterbourg, capables d'assurer auprès des utilisateurs le support technique, la formation dans le cadre de **développement d'applications** diverses en micro-informatique.

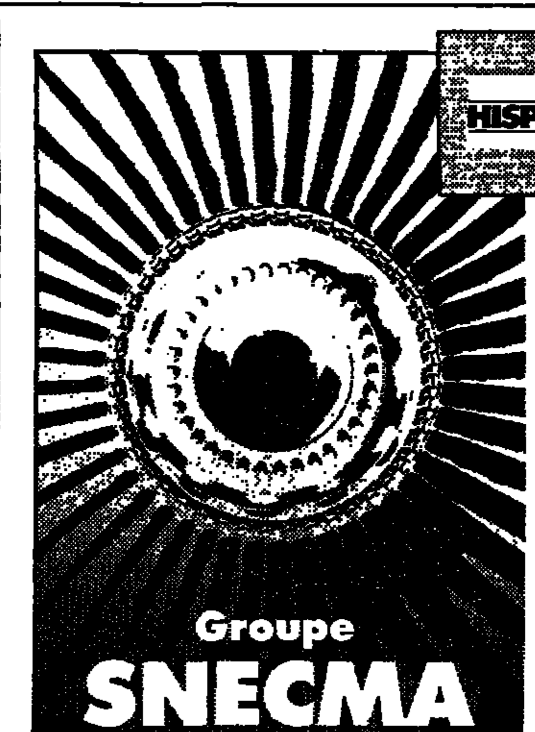
Nous souhaitons rencontrer des candidats d'excellente formation informatique avec si possible une première expérience réussie dans des domaines similaires. La **maîtrise** de **l'anglais** est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence RH 16 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN



HISPANO SUIZA

Spécialistes des équipements aéronautiques et nucléaires, des turbines industrielles et matériels d'armement, nous appartenons au groupe SNECMA 26 000 personnes dont 3 500 cadres qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Notre établissement du **HAVRE**, spécialiste de l'équipement moteur des Airbus A320 et A340 recherche

5 INGENIEURS MECANICIENS

débutants ou ayant une première expérience de la production, des méthodes ou de la qualité.

Une connaissance des composites de haute technologie sera appréciée.

L'évolution de carrière de ces ingénieurs sera ensuite assurée sur l'ensemble des 30 sites du Groupe SNECMA.

Merci d'adresser votre candidature et vos prétentions sous référence M.HS/JB1, à SNECMA, Département Encadrement 2, bld Victor, 75724 PARIS Cedex 15.

CONTESSE



Plein essor... pour INGENIEURS LOGICIEL

Temps réel sous UNIX

Le temps réel est l'activité dans laquelle notre Société excelle depuis plus de vingt ans. Nos réalisations et références nous permettent de répondre à des appels d'offres internationaux dans les domaines du contrôle de la navigation aérienne, des outillages d'évaluation de radars, de l'informatique graphique.

Nous vous proposons des projets ouverts à concevoir et développer en «C» sous UNIX.

Vous disposerez de moyens de traitement de données et de stations de travail performantes et travaillerez dans de petites équipes de haut niveau.

Si vous avez confirmé votre formation en participant à des cycles complets de développement de logiciels «temps réel», nous saurons vous offrir un cadre enrichissant et évolutif.

Prenez votre essor avec nous.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 395
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



INGÉNIEUR D'EXPLOITATION

Société internationale de pétrochimie leader dans son domaine d'activité (usines en Haute-Normandie)

LES OBJECTIFS :
- Animer une équipe ;
- Gérer plusieurs systèmes d'exploitation ;
- Etudier les améliorations des procédés.

PERSPECTIVES D'AVENIR :
- Evolution possible au sein de tous les services de la société.

PROFIL :
- Jeune ingénieur chimiste ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Anglais indispensable.

Adresser lettre, C.V. et prétentions sous n° 8772,
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



Au carrefour de l'Europe, choisissez votre voie pour évoluer

CHAMPAGNE-ARDENNE

Jeunes ingénieurs Supelec, Centrale, Mines, Ponts, ENSTA, ENSIEG, ENSEEIHT, ENSEM...

Etudes Générales

Dans le cadre de la politique d'amélioration de la qualité du produit et du service à la clientèle, vous aurez à développer la vision à moyen et long terme de l'évolution des réseaux électricité et gaz.
Responsable d'une équipe, votre activité comportera une large part d'études technico-économiques, d'élaboration et de suivi de programmes d'investissement et d'entretien intégrant l'utilisation de moyens informatiques performants.

Technico Commercial

Dans le cadre d'une action globale de développement des ventes, vous serez chargé des relations et de la négociation commerciale avec la clientèle industrielle. Vous réaliserez des études technico-économiques pour l'implantation de nouveaux procédés utilisant l'électricité et le gaz.
En contact avec des partenaires de haut niveau : banques, fabricants, installateurs, bureaux d'études..., vous participerez au montage d'opérations commerciales dans le secteur de l'industrie.

Votre implication, votre goût pour le travail en équipe et les contacts, votre créativité et, tout comme nous, l'énergie d'entreprendre seront les atouts qui vous permettront d'évoluer vers d'autres responsabilités.
Merci d'adresser lettre de motivation et CV en précisant le poste souhaité sous réf. M/4/ à EDF-GDF, Division Recrutement, 12 place des Etats-Unis 75016 Paris.

MEDIA-SYSTEM

LA Communication en informatique DES Communications...

TITN, Société d'Ingéniérie Informatique, filiale du groupe **Alcatel**, pour son **Département Réseaux et Communications**, qui développe, industrialise, supporte une famille de **produits de communication** normés (X 25, transport, session, X 400, télécopie groupe III...) ; des **systèmes de test et validation** (de protocoles, réseaux en plateforme, points d'accès et serveurs vidéotex...) ; et qui conseille, spécifie, réalise des réseaux hétérogènes dans le cadre d'actions d'audit, de schémas directeur..., recherche

CHEF DE PRODUIT

INGENIEURS CONCEPTEURS

INGENIEUR COMMERCIAL

INGENIEURS D'ETUDE

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe d'experts qui participent à l'élaboration des normes, qui contribuent à la recherche... notre équipe de spécialistes des communications, qui, comme vous, sont aussi, des hommes de la communication et du dialogue.

TITN Merci d'envoyer votre candidature au service recrutement :
TITN - 1, rue Galvani BP. 110 - 91301 MASSY Cedex

Jeunes ingénieurs

Vous êtes de formation type **ARTS ET METIERS, CENTRALE, MINES, PONTS, T.P. ...**

NOUS AVONS DES POSTES ADAPTES A VOTRE PROFIL

La Société des Tuyaux Bonna, c'est 2500 personnes qui participent à la réalisation de grands projets :
- conduits de refroidissement des centrales nucléaires, • pose de conduites d'alimentation en eau de mer,
- réalisation de galeries étanches dans la gare souterraine de Paris-Nord, • voûtes du métro de Lille,
- participation au projet européen Euréka...

Choisissez votre spécialité :

bonna

- **LA FABRICATION** dans ses usines de la région parisienne, Lyon, Marseille.
- **LES CHANTIERS DE POSE** moitié Nord de la France.
- **LES ETUDES DE PROJETS** (FRANCE ET ETRANGER) à son siège social à Paris.
- **LA GESTION TECHNIQUE INFORMATISEE** pour sa division régionale Banlieue Ouest de Paris.

Des candidats performants peuvent envisager de plus larges responsabilités tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser c.v. et photo sous référence 8419 (en précisant le poste qui vous intéresse) à SOCIETE DES TUYAUX BONNA, Boîte Postale 359-08, 75365 Paris Cedex 08.

AXIAL



Un simple mouvement n'est pas toujours un mouvement simple

Le danseur donne à son geste la précision et la clarté de l'évidence. La perfection du mouvement masque l'étude, la recherche, la concentration et les efforts déployés. Chez SKF, nous comprenons ce travail discret. Dans son esprit, il est proche du nôtre. Derrière la simplicité apparente d'un de nos roulements se cache une multiplicité de savoir-faire, de technologies, d'applications et de marchés.

INGENIEURS QUALITE
INGENIEUR METHODES
INGENIEURS DE VENTE

Jeunes ingénieurs, entrez dans le mouvement. Notre entreprise vous ouvre de nombreuses perspectives dans ses divisions Production et Commerciale.

Prenant des responsabilités au sein d'équipes motivées, vous évoluerez grâce à un plan de formation adapté pour faire de votre parcours la pleine expression de votre potentiel.

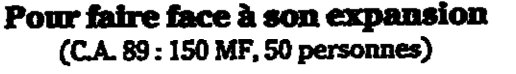
SKF France - Mlle Claude TURPIN
Direction des Relations Humaines
8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART.

Le groupe SKF implanté dans plus de 130 pays est le leader mondial du roulement avec 20 % du marché soit deux fois plus que son concurrent le plus proche. Chaque jour, 45 000 personnes déclinent à travers le monde le concept de qualité pour toutes les industries des plus simples aux plus sophistiquées qui font appel au savoir-faire, à la technologie et à la puissance industrielle SKF.

MEDIA BA.

SKF. Le plus qui fait la différence





Pour faire face à son expansion
(C.A. 89 : 150 MF, 50 personnes)

Société de micro-électronique

recherche

● CHEF DE PROJETS

– **Mission :** Encadrer une équipe, garantir le développement des projets dans les délais jusqu'à leur mise en série, assurer l'interface technique avec nos clients.

– **Profil : Ingénieur** confirmé, 5 à 7 ans d'expérience, vous êtes aussi un homme de contact.

● INGÉNIEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

– **Mission :** Définir, concevoir, réaliser des systèmes électroniques embarqués.

– **Profil : Ingénieur électronicien,** vous avez 2 à 5 ans d'expérience, vos connaissances en conception de circuit intégré seront appréciées.

● INGÉNIEUR QUALITÉ

– **Mission :** Superviser le contrôle qualité de la fabrication. Renforcer et diriger l'équipe existante.

– **Profil :** Vous avez une expérience réussie dans ce type de fonction.

Ces postes sont à pourvoir rapidement en proche **BANLIEUE OUEST.**

Envoyer c.v., lettre manuscrite et prétentions à

NATIONAL MODULE SYSTEMS, 9, av. de Friedland, 75008 PARIS.

JEUNES INGENIEURS ENSI, INSA,...
VENEZ DECOUVRIR NOS ACTIVITES SCIENTIFIQUES AUX ULIS LE 7 OCTOBRE PROCHAIN !

DANTEC

Leader mondial en Anémométrie Laser et Thermique, nous organisons une réunion d'information en nos locaux, qui sera suivie d'un entretien individuel en vue de pourvoir un poste d'

Ingénieur technico-commercial

Il s'agit d'une fonction à forte dominante technique, qui nécessite de bonnes connaissances en électronique/informatique, mais aussi du dynamisme, le goût des déplacements et un anglais courant.

Vous assurerez la commercialisation de nos matériels et assisterez techniquement des clients variés (laboratoires, centres d'essais,...).

Pour prendre contact avec nous, téléphonez à
Mme BOUCHOT au (1) 64.46.10.73
ou adressez un CV à DANTEC,
22 avenue de la Baltique
91953 Les Ulis Cédex (réf. GC).

Mercuri Urval

DIRECTEUR INDUSTRIEL
mais aussi
CHEF D'ENTREPRISE

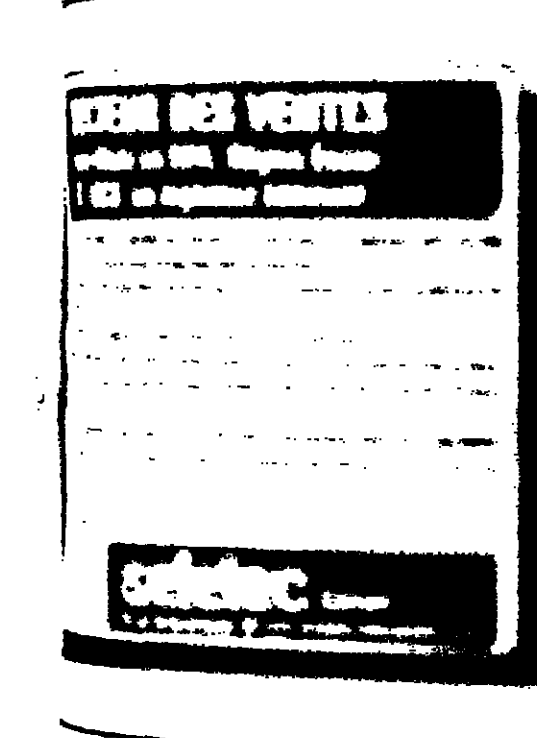
Pour une PMI de la Chimie Leader mondial dans sa spécialité implantée dans la Région de Rennes.

Notre Direction Générale se consacrant de plus en plus à notre développement international, nous recherchons notre Directeur Industriel qui prendra en charge la Gestion de l'unité de production, la recherche et la supervision de l'équipe commerciale.

Véritable patron d'un centre de profit, il aura une formation d'ingénieur, de préférence Mécanicien (AM, INSA,...), justifiera d'une expérience de 8 à 10 ans et parlera couramment l'Anglais.

Vous avez les qualités et le potentiel d'un Chef d'Entreprise ? Vous pouvez nous contacter, en toute confidentialité, en envoyant votre dossier (CV + *lettre manuscrite + photo et prétentions*) à notre Conseil :

Tech So
consultants
Techniques Sociales Consultants
89, rue Damrémont 75018 Paris.





DELOG *informatique*

Nous intervenons dans les secteurs de la banque et des établissements financiers.
Nos spécialités : • la conception de systèmes d'information. • la coordination de grands projets. • le portage de systèmes informatiques.

Votre formation : BAC + 5, Ingénieur Grande école ou universitaire.
Votre expérience : Vous maîtrisez l'environnement des grands systèmes IBM ou BULL.
Vos spécialités : Vous pratiquez les méthodes et outils de conduite de projets et de génie logiciels.

CONCEPTEURS
2 à 3 ans d'expérience (Réf. M/CP)

MANAGERS de PROJETS
4 à 6 ans d'expérience (Réf. M/MP)

DEVENEZ NOS EXPERTS GRANDS PROJETS, en valorisant vos compétences professionnelles, votre rigueur méthodologique et votre sens de la communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la réf. choisie à
DELOG Informatique - 107, rue de Courcelles, 75017 PARIS

OBJECTIF 92

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise, école d'ingénieurs...).
Vous avez démontré en milieu industriel vos capacités à analyser, concevoir, réaliser, gérer, des besoins de formation.
Vous possédez de grandes capacités relationnelles.
Vous avez l'ambition de créer, développer, innover.

Nous recherchons pour Besançon

LE RESPONSABLE DE NOTRE CENTRE DE FORMATION

Envoyez CV + photo + prétentions sous le nº 8774
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

هكذا من الأصل





SOREFI Haute-Normandie

Etablissement Financier Régional des Caisses d'Epargne gérant un encours de prêts de 5 millions de francs

recherche

ASSISTANT FINANCIER

pour son département Crédits

Directement rattaché au Responsable de cette activité au sein de la Direction de l'exploitation bancaire, vous aurez :

- à optimiser la gestion des prêts ;
- à assister les caisses d'épargne dans leurs activités et à veiller à l'application des procédures comptables et informatiques.

Vous participerez également à l'élaboration des nouveaux produits et services du réseau et vous serez amené à proposer des montages financiers complexes.

Intégré à une équipe jeune et en pleine évolution, vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur de moins de 30 ans (Sciences Eco ou gestion avec spécialisation gestion financière, actuariat banques-assurances ou équivalent), maîtrisant les techniques financières et statistiques. Ayant de préférence une première expérience bancaire.

CHARGÉ DES AFFAIRES JURIDIQUES ET FISCALES

directement rattaché au directoire

Vous lui apporterez assistance et conseil pour tout ce qui concerne l'observation de l'ensemble des obligations légales et la surveillance des intérêts de l'établissement.

Vous aurez à analyser et à résoudre les problèmes juridiques et fiscaux liés à l'activité de la SOREFI.

Vous interviendrez également en tant que conseil vis-à-vis des caisses d'épargne du réseau Haute-Normandie.

Doté d'une bonne capacité d'analyse et de traitement des dossiers juridiques et fiscaux, vous avez moins de 30 ans, une formation supérieure (DEA des affaires, DESS droit des entreprises...), éventuellement une première expérience de la banque ou de l'assurance.

Adresser votre candidature manuscrite avec C.V. et photo à :

Monsieur le Directeur des Ressources Humaines, SOREFI Haute-Normandie - B.P. 698 - 76008 ROUEN CEDEX.

DIRECTEUR DES VENTES

de notre filiale en RFA. Région Essen
ESC - IECS ou ingénieur bâtiment

Notre entreprise, 1300 personnes, 5 usines en France et à l'étranger, 20 agences, est l'un des leaders mondiaux des produits d'étanchéité modernes pour le bâtiment.

Nous voulons poursuivre notre développement commercial en RFA et mettre en place rapidement de nouveaux moyens :

- réseau plus étoffé de vendeurs mieux formés, mieux motivés et contrôlés
- renforcement de notre marketing et de notre communication : mailings, documentations, publicités, démonstrations etc... en direction de nos clients poseurs, des prescripteurs et des bureaux d'études.

Pour mettre en oeuvre ces actions, nous recherchons un cadre commercial énergique, parfaitement germanophone, ayant une solide expérience de l'organisation des ventes et de la communication en RFA.

Poste d'avenir très évolutif.
Rémunération très motivante.
Voiture de fonction.

Adr. CV dét. ss réf. S/1350 à

seletec Conseil
25, av. de la Gare de Sarre - BP 332 - 67009 STRASBOURG CEDEX

Ministère de l'éducation nationale (académie de Créteil) Formation continue Greta 94 Est (Val-de-Marne)

recherche

1 CHARGÉ(E) DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

La personne recherchée aura :

- Expérience des métiers de la formation ;
- Solide expérience en matière de gestion de personnel et de gestion administrative (utilisation de l'outil informatique);
- Dynamique, disponible il(elle) aura le sens aigu des relations humaines et réussi des études supérieures, et, ou, une grande expérience professionnelle.

Transmettre c.v. détaillé et prétentions salariales à :

Greta 94 Est, lycée Langevin-Wallon, à l'attention de Monsieur Joseph, 126, avenue Roger-Salengro, 94500 CHAMPIGNY.

LE QUOTIDIEN DE LA RÉUNION

recrute

DEUX JOURNALISTES CONFIRMÉS

(Localier, Secrétaire de Rédaction)
Minimum 5 ans d'expérience dans la presse régionale.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions au
QUOTIDIEN DE LA RÉUNION
B.P. 303 - 97467 SAINT-DENIS CEDEX.

LA VILLE DE LYON RECHERCHE

pour assurer la gestion du Centre International de Séjour de LYON, établissement d'accueil de tourisme collectif géré par une association Loi 1901

UN DIRECTEUR

Qualités de gestionnaire. Sens commercial développé. Sens des relations sociales. Aptitudes à concevoir et développer une politique d'animation de qualité. Compétences en matière de relations internationales. Celui-ci aura la responsabilité de la gestion administrative et financière de la gestion du personnel, de l'organisation technique et de la maintenance des équipements et des locaux.

Renseignements téléphoniques complémentaires à Ville de LYON.
78-27-71-31 - Postes 3275 ou 3265.

Adresser curriculum vitae en indiquant prétentions avant le 15 octobre 1988 à : SIMONE ANDRÉ.

Adjointe à la Vie Associative et aux Affaires Sociales
Hôtel de Ville - B.P.1065, 69205 LYON CEDEX 01.

Le Monde des Télécommunications

INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS

Nous étudions et assurons la maîtrise d'oeuvre de systèmes complexes de radio-communication de défense. Notre technologie et notre savoir-faire sont mondialement reconnus, ainsi qu'en témoignent de nombreux succès à l'exportation.

Notre réussite technique et commerciale est due en grande partie à la qualité et à la motivation des équipes que nous avons su constituer. Notre croissance nous conduit à intégrer de jeunes ingénieurs électroniciens débutants, afin de leur confier des responsabilités d'études et de développements.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole (ENST, ESE, INPG, ISEP, ...) ou titulaire d'un 3ème cycle en Electronique, et souhaitez rejoindre notre univers de haute technologie dans un des domaines suivants :

- **Techniques analogiques radio,**
- **Electromagnétisme et propagation,**
- **Techniques numériques,**
- **Logiciels temps réel**

Au-delà de vos compétences et de vos goûts pour un de ces domaines, nous attachons une importance toute particulière à votre capacité à communiquer et à travailler en équipe.

Poste à pourvoir en proche banlieue Nord de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération souhaitée sous réf. M 53/1386 BH à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL



BRANCHEZ-VOUS SUR LES HYPERFREQUENCES !

La **DIVISION TUBES ELECTRONIQUES** de THOMSON produit et développe une gamme de produits hyperfréquences pour les marchés de l'électronique professionnelle. Pour renforcer notre position sur les marchés des radars et des télécommunications en France et à l'exportation, nous recherchons de

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

A la fois responsable "ventes" et "marketing", vous analysez le marché, élaborez les prévisions de ventes, définissez les besoins des clients et conduisez l'action commerciale jusqu'à la négociation finale.

Ingénieur en électronique, votre intérêt pour l'action commerciale s'est déjà concrétisé par une formation complémentaire de gestion. Vous avez une première expérience professionnelle (1 à 3 ans) technique ou technico-commerciale et vous pratiquez couramment l'anglais.

Vos résultats seront votre meilleur atout pour évoluer rapidement vers une responsabilité plus large.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 92930 à :
THOMSON-DTE
Direction du Personnel - BP 305
92102 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

THOMSON

HCA

SAS Institute s.a.

Avec 42 000 produits installés dans 80 pays, SAS Institute* figure parmi les sociétés de logiciels les plus importantes du monde. La réussite de l'entreprise repose sur une approche nouvelle, véritable mutation dans le développement et la commercialisation des progiciels informatiques. Pour optimiser cette dynamique, SAS Institute recherche à Paris des :

INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

Marché Mainframe (IBM) — Marché Mini (DEC)

- De niveau bac + 4, vous avez sur l'un des deux marchés une expérience de 3 à 5 ans.
- Vous possédez le sens des relations avec la clientèle et savez vous intégrer à une équipe tout en la stimulant sur les projets.
- Agé de 27 ans minimum, vous parlez anglais couramment.

Chargé essentiellement de diffuser le Système SAS® (sur Mainframe ou sur Mini), vous participerez à l'élaboration de la stratégie commerciale sur votre secteur (définition d'objectifs qualitatifs et quantitatifs).

La dynamique de SAS Institute France séduira les candidats privilégiant le long terme et désireux de participer à la mutation du marché.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions à SAS Institute s.a. Réf. : M.04.10 pour Mainframe, MI.04.10 pour Mini.

SAS Institute
50, avenue Daumesnil 75579 PARIS CEDEX 12

L'INFORMATIQUE EN MUTATION

DIVISION RALENTISSEURS TELMA

Important Groupe Français de dimension internationale (11.000 p., C.A. 4 MdF) spécialisé dans la fabrication d'équipements pour l'aéronautique, l'automobile, l'armement et l'électronique, recherche pour sa

DIVISION RALENTISSEURS TELMA

INGENIEUR RELATIONS TECHNIQUES EXPORT

TELMA conçoit, fabrique et commercialise des ralentisseurs électromagnétiques pour les véhicules industriels (camions, autocars, autobus) et réalise plus de 50% de son C.A. hors de France.

Au sein du Service Assistance Technique, vous serez chargé, en vous appuyant sur notre filiale en R.F.A., d'assurer les liaisons technico-commerciales avec les constructeurs de véhicules industriels et les distributeurs établis en **R.F.A., SUISSE et AUTRICHE.**

Ingénieur de formation (type INSA - ESTACA ou équivalent), vous disposez d'une expérience similaire de 3 à 4 ans, si possible dans le secteur automobile ou poids lourds.

Ce poste exige une pratique courante de l'allemand et une connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ce poste basé à CERGY-PONTOISE (95) nécessite de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à LABINAL
Christian LEFRANCOIS - Gestion des Cadres - Direction des Affaires Sociales - B.P. 218 -
78051 SAINT QUENTIN YVELINES Cedex.

CONTESSE









UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 29,2 milliards de C.A. consolidé dont près de 17% à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Concepteur de systèmes d'information

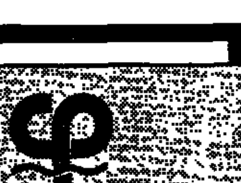
Mobilisez-vous autour d'un grand projet

La Direction IARD des Particuliers repense l'ensemble de ses procédures autour d'un projet impliquant l'installation de centaines de micros VAX chez ses partenaires.
Dans le cadre de ce projet, nous recherchons un concepteur pour encadrer la cellule informatique chargée de la conception et de l'analyse des outils informatiques supports des procédures de la branche.
Ce poste s'adresse à un informaticien (6 à 7 ans d'expérience) souhaitant évoluer vers un métier plus en amont de l'informatique technique ou à un chef de projet en environnement mini.
Préférence sera donnée à un candidat de 30 ans environ, diplômé d'une grande école (INSA, ENSIMAG, ENSEIHT, X, Mines, Centrale...) justifiant d'une bonne connaissance des SGBD relationnels (ORACLE, INGRES ou RDB) et d'une pratique de la méthode MERISE.
La connaissance de l'anglais sera un plus.
Merci d'adresser lettre + C.V. (en précisant votre rémunération actuelle) sous réf. M38C au Département Gestion de l'Emploi.



A.G.F. – 33, rue La Fayette – 75009 Paris

UNA IM photo Zefa



Société Française à vocation internationale, leader sur son marché, réalisant des biens d'équipements pétroliers, recherche :

Ingénieur d'études

Formation Grande Ecole à dominante Mécanique, possédant de bonnes connaissances en RDM, hydrodynamique, chimie liée au pétrole, métallurgie, plasturgie. 28/32 ans, 2 à 3 ans d'expérience dans l'industrie offshore : B.E., construction de plateformes, pipe-lines.
Maîtrisant l'outil informatique : VAX 780 ou 750, langage FORTRAN. Bilingue Anglais. Esprit vif, dynamique, disponible, créatif, facilité pour rédiger.
En mettant en œuvre des moyens de calculs variés, il réalisera et rédigera (en Anglais) les études techniques relatives aux flexibles ou systèmes flexibles. **Réf. 7062 M**

Ingénieur de Projet futur Chef de Projet

Généraliste, formation Grande Ecole à dominante Mécanique ou Génie Industriel, 28/32 ans. Expérience d'au moins 3 ans dans l'industrie pétrolière offshore ou l'ingénierie : plateformes, rigs et forage. Habitué à manier des contrats de sous-traitance de langue anglaise. Utilisateur de l'informatique : MICRO VAX, PC, LOTUS. Parfaitement bilingue Anglais. Responsable, mobile, disponible, esprit d'équipe et meneur d'hommes, rigueur, organisation.
Après une période probatoire et de formation au flexible, il aura la responsabilité complète des projets qui lui seront confiés et sera garant de leur réalisation en maîtrisant les 3 critères essentiels : qualité, délais, coûts. **Réf. 7063 M**

Postes basés à PARIS. Déplacements en France et à l'étranger sur sites, bateaux de pose, et auprès des Clients.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence du poste à Manrégies, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

INGENIEUR EXPLOITATION ELECTRICITE

REGION LE HAVRE

Parmi les premiers chimistes français, ATOCHEM - filiale du groupe Elf Aquitaine - avec un CA consolidé de 23 milliards de francs et 20 sites de production en France, développe ses activités dans les secteurs de la pétrochimie et les grandes matières plastiques, la chlorochimie et le PVC, la chimie des spécialités et les polymères techniques.

Aujourd'hui, nous recherchons pour notre site-phare de GONFREVILLE un ingénieur responsable de l'exploitation de l'énergie électrique.

Vous avez pour mission le suivi de la production et de la distribution électrique HT et MT du site. (Consommation 100 mégawatts/plus de 3 000 moteurs électriques dont un à vitesse variable de 33 MW/alimentation EDF de 225 KV et production propre par 2 turboalternateurs.)

Vous veillez à l'équilibre des réseaux énergétiques, assurez la mise en sécurité des installations lors des interventions de maintenance, remplacez par intérim le responsable Energie/Traitement des Eaux et participez aux études techniques relevant de votre spécialité. Vous assurez les relations avec EDF.

Ingénieur Electricien, vous avez une première expérience Energie sur un site industriel et vous souhaitez étendre votre compétence aux autres fluides. La dimension de notre groupe vous permettra de saisir des opportunités de carrière dans ou hors la spécialité Energie.

Adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence 10/1350/AW, à EGOR TECHNOLOGIES - 125, Champs-Elysées - 75008 PARIS.

EGOR
EGOR TECHNOLOGIES
125, Av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

ATOCHEM
groupe elf aquitaine ATO

UNE CHIMIE POUR LES CREATEURS

INGENIEURS SYSTEMES

QUATRE HOMMES ORCHESTRE... POUR UN CONCERT PARFAIT

Notre informatique de gestion est à notre image... en pointe. MVS/XA - TSO ISPF - IMS/DL1 - DB2 - SNA/VTAM... composent l'environnement dans lequel vous développerez vos actions et votre expertise ; nous renforçons nos équipes et offrons plusieurs opportunités à des jeunes diplômés, de préférence de Grandes Ecoles, ayant déjà une expérience de cet environnement.

Orientés configuration système, vous concevrez et mettrez en place toutes les solutions destinées à garantir l'utilisation optimale de nos moyens informatiques sur l'un des systèmes suivants :
- Systèmes MVS (Réf. O/DMV/LM)
- Systèmes IMS DB/DC DB2 (Réf. O/DIM/LM)
- Systèmes Réseaux SNA (Réf. O/DSN/LM)
- Systèmes d'Automatisation de l'Exploitation (Réf. O/AEX/LM)

Nous évoluons dans un univers technologique de pointe. Nos réalisations sont le fruit d'un travail de groupe.
Au-delà de vos compétences techniques, votre capacité à communiquer est donc indispensable à votre réussite.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la référence choisie, à notre Conseil Didier LESUEUR - RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Place Sophie-Laffitte - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS.

MEDIA PA



HAUTE-SAVOIE

Nous sommes le leader mondial des systèmes de commandes électriques et automatiques pour la protection solaire et la fermeture du bâtiment (500 personnes). Notre technologie, la qualité de nos services, notre réseau commercial international (10 filiales dont USA et JAPON) nous donnent une expansion soutenue. Notre division industrielle, installée à mi-chemin entre Genève et le Mont-Blanc recherche son :

COORDINATEUR-CONTRÔLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

Rattaché au Directeur Industriel et en liaison avec la Direction Financière, il prendra en charge : • l'élaboration des budgets et la mise au point de tableaux de bord • le contrôle des performances de la Division (coût, quantité, coût de fonctionnement, prix de revient) • l'amélioration des procédures administratives pour garantir la fiabilité des informations utilisées et le bon fonctionnement de la division • la planification et le suivi des projets R & D.
Une formation de base technique (ingénieur), une expérience industrielle sur le terrain (technique, production ou méthodes) de 3 ans au moins et un intérêt marqué pour la gestion, soutenu par une formation complémentaire dans ce domaine sont les éléments indispensables au succès dans le poste.

Merci d'adresser, sous réf. 3295, lettre manuscrite + CV + photo + salaire actuel à Carré Turenne 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.

SNAP!

SOMFY

Prêt à négocier votre virage professionnel ?

Important négociant en produits métallurgiques de la région lyonnaise, notre activité est très centrée sur le bâtiment et l'industrie. La forte expansion que nous connaissons depuis 10 ans repose sur :
- notre capacité à fournir des produits de qualité dans des délais très courts,
- le dynamisme et la motivation de notre équipe.

Nous vous offrons un POSTE-CLE dans notre société

[RE]SPONSABLE DES ACHATS

Dans le cadre d'une large délégation et d'un budget de plusieurs millions de francs, vous vous engagerez personnellement dans le négoce de produits métallurgiques. Votre sens des affaires et votre aptitude à la négociation vous permettront d'optimiser nos stocks et de négocier d'importants marchés au bon moment et au meilleur prix.
Vous avez 35 ans environ et êtes diplômé de l'enseignement supérieur.
Professionnel de la fonction achats, dans notre branche d'activité, vous êtes à un tournant de votre carrière et souhaitez assumer de hautes responsabilités avec une large autonomie.

Parlons-en !

Lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 122
APTICONSULT - 273, rue André Philip - 69003 LYON

APTICONSULT

HCAP

STORA

IMPORTANT GROUPE FORESTIER SUÉDOIS

cherche
pour sa filiale en France

RESPONSABLE DES VENTES

DE SES NON-TISSÉS
ACTUELLEMENT EN FORTE EXPANSION

– Vous serez responsable du planning, budget et résultat de ses produits commercialisés en France.
– Vous assurerez les contacts commerciaux et techniques à tous les niveaux, ainsi que les contacts avec la maison mère en Suède.

Ce poste convient à une personne de formation supérieure, avec une expérience technico-commerciale, de préférence dans le domaine des non-tissés.
Une parfaite connaissance de l'anglais est nécessaire.
Une formation en Suède est prévue.

Ecrire avec C.V. et photo à :
STORA KOPPARBERG BERGVIK S.A.
183, AVENUE CHARLES-DE-GAULLE,
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Groupe de presse situé à Paris

recherche pour compléter son équipe rédactionnelle

UN RÉDACTEUR ADJOINT

Ce collaborateur a des compétences dans le domaine de l'informatique, des télécommunications, de l'électronique et des logiciels.

Il sait transmettre ses compétences par écrit. Le goût de la formation fait partie de sa culture. Le travail en équipe est une nécessité pour lui.

Une disponibilité rapide serait appréciée.

Env. lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/nº 8.785, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Cabinet Conseil en Ressources Humaines, recherche un :

Consultant

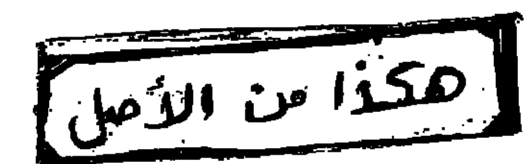
Votre profil :
- Diplômé de l'enseignement supérieur type DESS Psychologie du Travail.
- Expérience du recrutement.
- Attiré par les activités riches et diversifiées du Conseil.

Votre mission :
- Prendre en charge la partie recrutement : analyse des candidatures, tests, compte-rendus, suivis.
- Evolution possible vers le développement d'un portefeuille clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CO/0410 à ANY BOULADE PARTNERS - 35/37, avenue Joffre 94169 Saint - Mandé.

ABP Any Boulade Partners

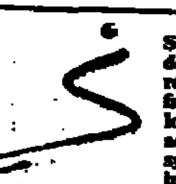




هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

SECTEURS DE POINTE



Société écossaise, n° 1 européen dans le domaine des moniteurs et logiciels pour réseaux Ethernet, nous développons, fabriquons et distribuons des réseaux locaux haut de gamme destinés à accroître la fiabilité et l'efficacité des systèmes de communication informatiques d'entreprise.

Notre stratégie d'expansion internationale comprend une pénétration accrue du marché européen. Pour y parvenir, nous devons maintenant créer notre filiale française. Ce sera surtout l'œuvre de notre

National Sales Manager France, future Director.

400 KF +.

Après avoir participé à la mise en place de cette structure, il en garantira la réussite tant par ses actions directes sur le terrain que par la qualité de l'équipe (administrative, technique, vente) qu'il recrutera et managera.

Avec une formation supérieure commerciale et/ou informatique et une expérience probante d'au moins cinq ans de la négociation de produits similaires à divers niveaux dans l'entreprise, vous êtes à l'aise dans des situations exigeant efficacité et rapidité de décision et d'action. Vous communiquez facilement en anglais.

Nous vous garantissons les moyens de mise en œuvre de ce challenge. Il exige une implication personnelle élevée et apporte la possibilité d'une évolution de carrière dont vous détiendrez les rênes.

Marion DELPARD attend votre dossier complet sous référence 1101-S.

Elle vous garantit une totale confidentialité.

SEQUOIA CONSULTANTS — 8, rue Cimarosa - 75116 PARIS.

GPA ASSURANCES

recrute pour sa branche I.A.R.D.

ÉLÈVES INSPECTEURS

Vous avez une formation juridique (Maîtrise de Droit).

Vous aimez les contacts humains et vous êtes disponible géographiquement.

Nous vous proposons d'intégrer notre équipe d'inspecteurs chargés de :
- la formation de nos agents.
- la promotion de nos produits.
- le règlement des sinistres.

Une formation préalable théorique et pratique vous sera dispensée pendant une année dans les différents services de notre Siège Social et de nos Directions Régionales avant d'exercer votre activité en Province.

Adresser lettre, C.V. et photo sous réf. 3/88 M au GPA à l'attention de M. SAGUIN
13, Square Max Hymans - 75744 PARIS CEDEX 15

AMX APX

L'AMX-APX, 1 600 personnes, assure la maîtrise d'œuvre de Systèmes d'Armes Complexes, recherche

JEUNES INGENIEURS

pour participer à l'étude et au développement de ses projets, à l'aide de puissants moyens. Dans ce cadre, des postes motivants sont à pourvoir dans des domaines suivants :

ELECTRONIQUE
MECANIQUE
ELECTROTECHNIQUE
OPTRONIQUE

En fonction de votre spécialité et de vos souhaits vous recevrez une ou plusieurs propositions de postes.

Pour rejoindre des équipes performantes, envoyez lettre, photo et prétentions à :
Etablissement d'Armement AMX-APX
13, route de la Minière - Satory
78013 VERSAILLES
Service RTHA



En 1987 nous avons réalisé 120 MF de chiffres d'affaires. Pour renforcer notre secteur télécommunication qui représentera 30 % de notre C.A. ne 1989, nous recrutons :

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES pour assurer prospection auprès de nos clients, élaboration de propositions d'études et suivi de marchés.

A des connaissances techniques approfondies dans le domaine. Il alliera son aptitude à l'action commerciale.

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES pour nos développements de logiciels temps réel.

Outre une bonne connaissance matérielle des systèmes à base de microprocesseur, il devra maîtriser OS9, UNIX, MSDOS, PASCAL, C...

Ces postes comportent des contacts fréquents avec différentes administrations (France Télécom, E.D.F., etc.).

Les candidatures sont à adresser avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :

BARRAS PROVENCE
RECRUTEMENT TÉLÉCOM
Z.I. Saint-Joseph,
04100 MANOSQUE.



L'Expertise Informatique

Ingénieurs commerciaux
Débutants
Nous formons les professionnels de demain

CAP SOGETI FRANCE occupe une place prépondérante dans le domaine des prestations intellectuelles en informatique et poursuit sa politique active de développement.

Réussir au quotidien c'est le pari technologique et commercial que nous vous proposons de gagner au sein de nos agences décentralisées.

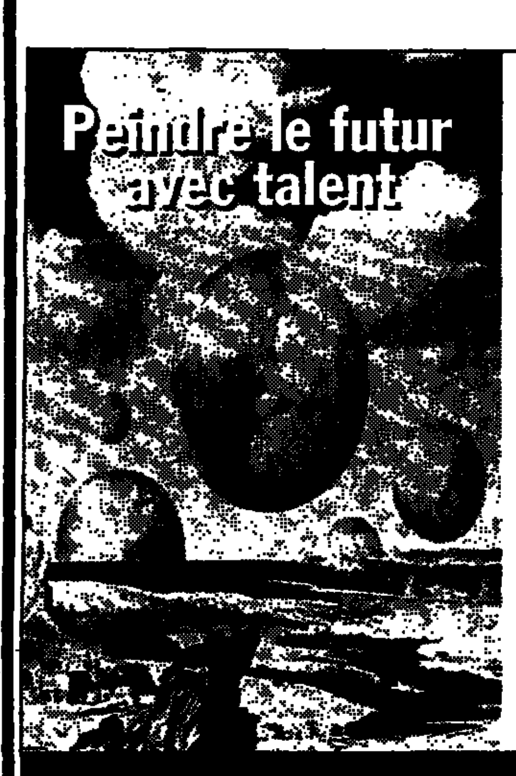
Jeunes diplômés Grande Ecole d'Ingénieur (option informatique), vous avez la fibre commerciale et souhaitez faire vos preuves dans cette fonction. Avant de vous confier des responsabilités nous vous formerons à nos techniques de vente.

Jeunes diplômés d'une Ecole de Commerce, vous êtes attirés par les techniques de pointe et les projets informatiques de haut niveau. Formés par les professionnels de notre groupe, vous serez très vite opérationnels.

Responsable du développement de votre clientèle, votre goût pour le challenge et les responsabilités vous permettront de partir à la conquête de nouveaux marchés dans l'une de nos activités : conseil, grands projets, assistance technique spécialisée...

La puissance de notre groupe sur tous les grands marchés, la diversité de nos projets vous permettront de saisir des opportunités multiples où vous pourrez agir en toute autonomie. Adresser votre dossier de candidature à E. BAZEILLE, CAP SOGETI FRANCE, 11 rue de Tilsitt 75017 Paris.

CAP SOGETI FRANCE



THERMODYN, Division de FRAMATOME, est spécialisée dans l'étude, la construction, l'installation et la maintenance de turbo-machines dans le monde entier. Pour accompagner notre expansion et pour mettre en œuvre notre important programme d'investissement, nous recrutons des

Ingénieurs grandes écoles

Vous interviendrez dans les domaines suivants :
- Etudes appliquées : en CAO, mécanique/calcul de structures, aérodynamiques.
- Chantiers-maintenance : après un an de formation aux produits, intervention en France et dans le monde entier.

Vous commencerez votre carrière en Bourgogne (40 mn de Lyon, 1H30 de Paris) en vous formant dans un contexte industriel de pointe.

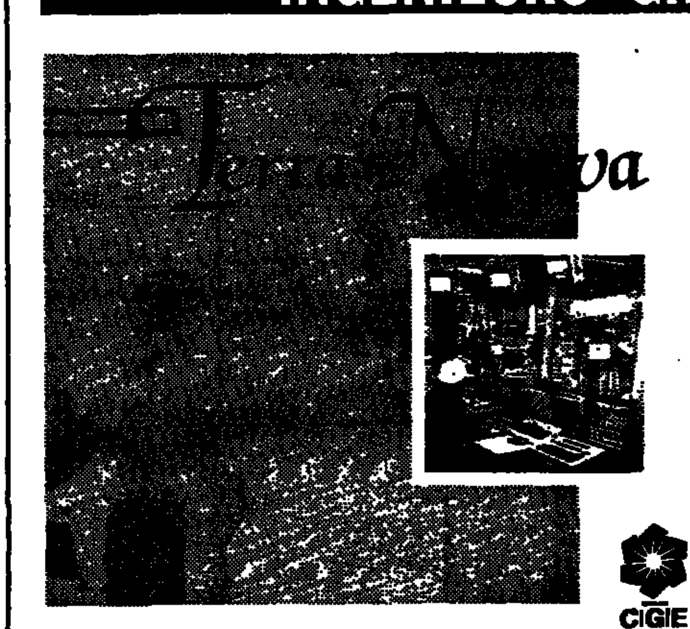
De vraies opportunités peuvent vous être offertes dans cette division en pleine expansion ou encore au sein du groupe FRAMATOME.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence TD à Valentine TRABUT — FRAMATOME Tour Fiat Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.



LE FUTUR EN TETE

INGENIEURS GRANDES ECOLES



Avec 22 000 personnes dont 8 000 ingénieurs et techniciens supérieurs, CGEE ALSTHOM est leader en entreprise électrique, contrôle industriel et assistance technique.

Son établissement de BELFORT, spécialisé dans la conception et la réalisation d'équipements et systèmes électriques utilisant des techniques de pointe destinés à des process industriels, recherche

INGENIEURS DE VENTE

vous serez chargé de la prospection commerciale et des ventes en France et à l'Etranger.

INGENIEURS D'ETUDES

vous serez chargé des études de réalisation et évoluerez ensuite vers des postes de chefs de projet.

Ingénieurs Grandes Ecoles, de formation électrotechnique (option électronique, automatique, informatique industrielle) vous êtes débutant ou avez une première expérience ; vous maîtrisez l'anglais et si possible l'espagnol.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant le poste choisi et la réf. 410, à Danièle POISSENOT - CGEE ALSTHOM - 90018 BELFORT Cedex.

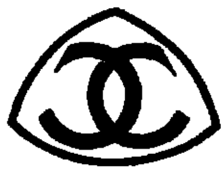


CGEE ALSTHOM
Les moyens pour gagner

CIGIE



SAVOIR ACHETER POUR CONSEILLER





Au sein de notre Service Achats (13 personnes), vous assisterez le Bureau d'Etudes et Projets dans ses tâches de conception par votre connaissance des fournisseurs et des caractéristiques techniques de leurs produits. Ainsi contribuerez-vous à abaisser les coûts, améliorer la fiabilité de nos produits et donc poursuivre le développement technique de notre société.

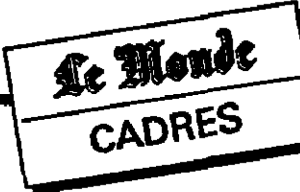
Constructeur à forte vocation exportatrice de biens d'équipements lourds, filiale d'un grand groupe, nous sommes conscients de l'importance de notre service Achats, qui traite 75 % de notre C.A. global. Aussi créons-nous ce poste d'INGENIEUR TECHNIQUE ACHATS.

Ingénieur de formation, vous avez des connaissances en mécanique, électricité et électronique. Votre goût des contacts humains et votre maîtrise de la langue anglaise compléteront utilement votre expérience (5 ans minimum) d'acheteur dans les biens d'équipements lourds.

Le rapide développement de notre activité vous permettra ensuite d'évoluer vers les achats, les études ou encore le commercial.

Le poste est basé au Havre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à CAILLARD LEVAGE - B.P. 1368 - 76065 LE HAVRE Cedex.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Nous avons beaucoup de choses à dire mais personne pour les écrire...

BERTIN, vous connaissez ?

1ère société européenne de services technologiques, 600 personnes, 271 MF de CA, des domaines d'intervention aussi variés que la mécanique des fluides et des structures, l'énergétique, les machines et systèmes mécaniques, l'acoustique, l'automatique, l'informatique, l'électronique, l'optique, la biotechnologie, le génie chimique...

Nous avons énormément d'informations à communiquer car notre secteur, à la pointe des nouvelles technologies, est en perpétuelle mutation.

Consciente de cette réalité, notre Direction du Marketing et de la Communication recherche un

JOURNALISTE TECHNIQUE H/F

Afin de promouvoir nos activités, vous prendrez en charge, au sein de l'équipe communication, la rédaction et la diffusion des communiqués et articles de presse.

En étroite relation avec les différentes rédactions de presse françaises et étrangères, vous organiserez des conférences de presse et veillerez en permanence à l'image de notre société.

A 35 ans environ, de formation ingénieur de préférence, votre passion pour les nouvelles technologies dans le domaine industriel et votre goût pour la rédaction ont fait de vous un journaliste performant.

Vous parlez couramment l'anglais.

Si ce poste suscite en vous un réel intérêt, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AMB/M.03.3

BERTIN
BERTIN & Cie
BP 73
78373 PLAISIR CEDEX

HCA

Ingénieur commercial export

étienne LACROIX tous artifices s.a.

Le DEPARTEMENT ARMEMENT du GROUPE Etienne LACROIX TOUS ARTIFICES SA à Muret, conçoit, fabrique et commercialise des **PRODUITS PYROTECHNIQUES attestés RAQ 1.**

Compte tenu du développement de l'Activité Internationale de la Division ARMEMENT CONVENTIONNEL dont les PRODUITS ont déjà été vendus dans plus de 40 PAYS, nous recrutons **un INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT.**

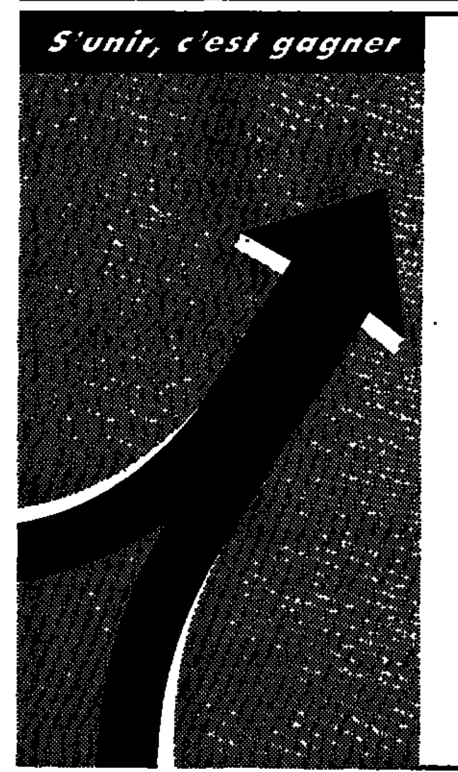
Près du Directeur de la DIVISION, cet Ingénieur d'Affaires est chargé de prospecter, de recueillir les besoins techniques et opérationnels des Clients Etatiques et Privés, de provoquer de nouvelles demandes au niveau des ETUDES, et de la VENTE des Munitions et Systèmes AIR, TERRE et MER.

Il prépare et négocie les Contrats de VENTES et d'ETUDES avec les décideurs des SERVICES OFFICIELS et les INDUSTRIELS étrangers. Il est responsable de son chiffre d'affaires et de sa marge.
Les Ingénieurs de Projets l'assistent pour tous les aspects techniques, mais il reste l'interlocuteur des Clients avec lesquels il entretient toutes les relations de suivi.
La rémunération est complétée par une partie intéressement liée aux résultats. Poste basé à Toulouse.

Profil : Vous êtes INGENIEUR Diplômé, **vous assumez depuis plusieurs années des fonctions Technico-Commerciales à l'EXPORT, vous maîtrisez très bien l'Anglais**, vous êtes disponible et autonome. **La pratique de l'ESPAGNOL serait très appréciée.**

Les entretiens auront lieu à Paris et Toulouse.
Merci d'envoyer un courrier manuscrit, avec un CV détaillé, (photo) et salaire souhaité, sous réf. *M 8026*, à Cabinet LAUTREC LEPY, "Division Recrutement", 35 rue des Couteliers. 31000 TOULOUSE.
Réponse et totale discrétion garanties.

marie-françoise lautrec lepy
Conseiller d'Entreprise .Toulouse



JEUNE INGENIEUR, VIVEZ L'EUROPE DE L'ELECTRONIQUE

THOMSON LCC, n°1 français des composants passifs, filiale du groupe THOMSON, réalise 2/3 de son CA (1 milliard) dans le monde. Nous sommes déjà présents en Europe, au Maroc, au Brésil, à Taiwan, en Corée.... Notre réussite s'appuie sur une présence commerciale performante et des produits compétitifs de qualité. Pour renforcer notre position sur le marché européen du composant électronique, notre Direction Commerciale intègre un

RESPONSABLE ZONE EXPORT

Avec l'appui de 3 assistantes commerciales, vous représentez THOMSON LCC pour notre zone germanique (100 MF de CA et un fort potentiel de développement).
Auprès de nos filiales commerciales, vous organisez votre mission autour de 3 axes :
- Stratégie commerciale : politique de vente, animation des forces de vente locales.
- Soutien technique.
- Négociation des grands contrats internationaux des multinationales de votre zone.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous disposez d'une première expérience en commerce, de préférence international. Bilingue anglais, vous avez de bonnes connaissances en allemand.
Poste basé à Courbevoie - Fréquents déplacements à prévoir.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. MC à :
Jean-Marc ANTOINE
Direction des Affaires Sociales
THOMSON LCC - 50, rue J.P. TIMBAUD
92400 Courbevoie.



HCA

Banque d'affaires PARIS-VIII° recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ (H/F)

FONCTIONS : intégré à une petite équipe performante, le candidat devra être capable d'assurer les déclarations réglementaires, de suivre les filiales et plus généralement de participer activement à l'établissement des résultats.

PROFIL : 28-32 ans environ. Niveau DECS. Expérience dans fonctions similaires dans banque ou établissement financier. Connaissance de la comptabilité et de la fiscalité des titres souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/n° 8787,
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75008 PARIS.

CONSULTANT SENIOR

DÉPARTEMENT TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous sommes une société de conseil en systèmes d'information et de télécommunications. Nous assistons nos clients, depuis la réalisation de schéma directeur ou études stratégiques jusqu'à la mise en œuvre de projets complexes, en tant que maître d'ouvrage délégué. Nous cherchons à renforcer notre Département Télécommunications.

• VOTRE RESPONSABILITE :
diriger nos interventions sur tous les projets concernant la communication d'entreprise dans les secteurs de la Banque, de l'Industrie ou de l'Administration.

• DE FORMATION INGENIEUR (ENST ou équivalent), vous avez 5 ans d'expérience en systèmes, en architecture de réseaux, PABX, réseaux locaux.
Très autonome, de bon contact commercial, vous savez animer une équipe.

• NOUS VOUS OFFRONS :
- la possibilité d'enrichir et de valoriser votre expérience,
- une grande délégation de responsabilité,
- une rémunération motivante liée à vos résultats,
- le support d'une équipe dynamique en expansion rapide.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, à Jacques DARMON - D.D.A. CONSULTANTS - 64, bd Flandrin - 75116 PARIS.



CONSULTANTS

MEDIA BA



ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES

- RECHERCHE -

FORMATEUR " LOGISTIQUE / TRANSPORT "

Basé à NANTES et rattaché à la Direction de la Formation, sa zone d'activité est nationale.

Ses missions :

- Suivre l'évolution du secteur logistique et transport ;
- Analyser les besoins d'emploi et de formation ;
- Effectuer des recherches techniques et pédagogiques ;
- Réaliser des programmes de formation ;
- Animer des équipes d'enseignants ;
- Aider à la mise en place de formations dans les centres de l'AFPA.

Son profil :

- 30-35 ans environ, de formation DESS gestion transport et logistique commerciale ou diplôme de l'Ecole supérieure des transports ;
- Expérience professionnelle exigée et bonne connaissance technique, juridique et administrative des modes de transport.

Merci d'adresser votre dossier
(lettre manuscrite, c.v., photo, prétentions) à :
CPTA de Nantes
23, rue de la Rivaudière,
44800 Saint-Herblain.



les mutuelles du mans

DES PROJETS AUJOURD'HUI POUR DIRIGER DEMAIN

Les Mutuelles du Mans, l'un des principaux groupes français d'Assurances, souhaite recruter, pour mettre en œuvre ses projets d'avenir, des

DIPLÔMÉS DE GRANDES ÉCOLES

Centrale, Mines, Ponts, Hec, Essec, Escp... Débutants ou expérimentés

Ces intégrations préparent au futur encadrement du Groupe.
Elles nécessitent donc de la part des candidats :
- une culture informatique et de bonnes capacités de conception pour élaborer et réaliser de nouvelles applications dans un environnement important et avancé (gros systèmes IBM sous MVS, BULL DPS 8 et 6, 2600 terminaux, outils d'aide à la conception et à la réalisation),
- de fortes qualités d'écoute et de Conseil pour assister les Directions opérationnelles,
- un potentiel de prise de responsabilités techniques, financières et humaines.

Les postes sont basés au Mans.
Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence CC/740 à notre Conseil

UNILOG Ethnos
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS
Membre de SYNTEC Informatique

AD'COM.

SOCIETE
GROUPE INTERNATIONAL
SECTEUR EQUIPEMENTS
BIO-MEDICAUX
[illegible]

UN CHEF DE PRODUIT

Intégré au Service Commercial, vous serez responsable de la mise à jour et de la redéfinition de notre gamme de produits existants et en développement dans une optique marketing.

- Une bonne connaissance du marché de l'HOPITAL et du LABORATOIRE est nécessaire, ainsi qu'une solide formation technique de base (type D.U.T.).
- Des connaissances en génie chimique ou biologique seraient également appréciées.
- Curiosité, esprit de synthèse, sens du contact et aptitudes commerciales, esprit d'équipe font partie des qualités nécessaires pour réussir dans ce poste.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Si vous souhaitez vous investir dans une PME dynamique en pleine évolution dans un contexte international, rencontrons-nous rapidement.

[illegible]

Groupe de Sociétés de prestations de services du secteur audiovisuel, en plein développement, recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

A 30 ans environ, diplômé d'une école supérieure de commerce et après 5 années d'expérience dans des fonctions similaires, vous souhaitez donner une autre dimension à votre carrière en nous accompagnant dans notre croissance.

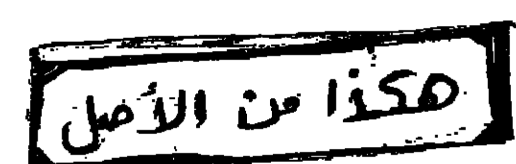
La rémunération incitative sera en rapport avec votre profil.
Le poste est basé en proche banlieue ouest.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et photo à
Didier LANGMANTIL - BLA - 13/15, rue Buffon - 75005 PARIS.



De création récente, la filiale spécialisée d'un important groupe bancaire recherche pour Paris :
Jeune cadre financier - 27-30 ans - formation supérieure anglais courant - première expérience réussie.
Adressez C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions s/réf. 41.63 à
RSCG CARRIERES - 48, rue St-Ferdinand 75017 PARIS.





هكذا من الأصل



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Membre du Pay'G depuis 1976

50 HÔTELS ET RESTAURANTS EN 2 ANS
35 NOUVELLES OUVERTURES PAR AN

RESTHOTEL Primevère RECHERCHE RESTOGRIL Capucine

SON DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

Votre excellent niveau et votre expérience vont vous permettre une **recherche constante d'investisseurs privés ou institutionnels.**

Vous vous attachez à l'élaboration et à **la recherche de nouveaux produits financiers** tendant à faire de nouvelles affaires.

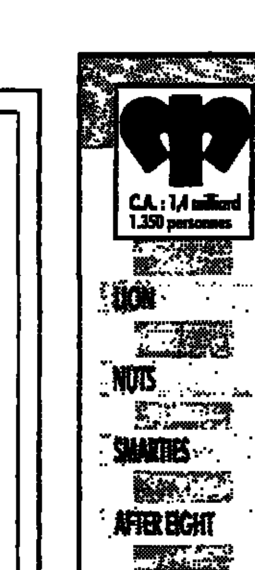
Chargé des recherches et réservations de terrains adéquats, vous assurerez la mise au point des **dossiers de financement avec suivi juridique.**

Vous êtes capable d'engager votre poste sur vos résultats qui doivent nous autoriser à vous rémunérer jusqu'à 350 KF et au-delà.

Adresser votre CV + photo + lettre manuscrite sous réf. S.A.P.H. 8271 sur l'enveloppe à **Cabinet Thierry DORFSMAN** BP 204 - 91007 EVRY Cedex

PLURIAL

Rowntree Mackintosh



recherche pour son Siège de MARNE LA VALLEE

RESPONSABLE DU SERVICE DEVELOPPEMENT PACKAGING

Rattaché au Directeur des services Produits, vous serez chargé :
- de conduire les projets de développement packaging de nos produits permanents et de notre gamme de fin d'année.
- d'améliorer et d'optimiser les emballages existants.

Vous travaillerez en liaison étroite avec production, ingénierie, marketing, achats, logistique et aussi nos fournisseurs.

Vous animerez et coordonnerez les activités d'une équipe de 5 collaborateurs (ingénieurs et techniciens).

Profil souhaité :
- 30/35 ans, formation supérieure,
- bonne pratique de l'Anglais,
- expérience de plus de 5 ans dans le domaine du packaging des produits alimentaires.

Seront déterminants :
- votre capacité à travailler en équipe, animer, coordonner, convaincre,
- votre qualité de contact,
- votre expérience de l'analyse de la valeur et votre connaissance des matériaux et matériels.

Merci de bien vouloir transmettre lettre, CV (photo), prétentions ou salaire actuel sous réf. RDP, à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Michel Dasse, Noisiel, 77422 Marne-La-Vallée Cedex 2

CONTESSE

PRINCIPIA

société d'ingénierie scientifique recherche pour ses établissements de :
SOPHIA-ANTIPOLIS (06)
LE PLESSIS-ROBINSON (92)
LA SEYNE-SUR-MER (83)

INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES en MÉCANIQUE HYDRODYNAMIQUE ÉNERGÉTIQUE ACOUSTIQUE ayant une expérience de la modélisation informatique.
Envoyer dossier à : PRINCIPIA B.P. 22 06561 VALBONNE Cedex.

IMPORTANT ORGANISME PUBLIC DE LOGEMENT SOCIAL

MARSEILLE
630 agents
BUDGET ANN. : 1 milliard

recherche

INGÉNIEUR EXPLOITATION/SYSTÈME

SES MISSIONS : les systèmes CCO57/TDS/IDS 2 sur DPS 7030 ; Le réseau, 70 terminaux plus minitels. Réseau local de micro-ordinateurs.
Les procédures d'exploitation et la sécurité de données. L'étude et la mise en œuvre de nouveaux produits (L4G...).

SON PROFIL : ingénieur informaticien (INSA...) ou équivalent. Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

POSTE DISP. IMMÉD.

Adresser c.v. et prétentions s/nº 8 791, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE D'ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS D'HÉBERG. POUR TRAVAILL. ÉMIGRÉS recherche pour ses établissements

GESTIONNAIRES DE COLLECTIVITÉ

ayant le sens du contact. Gestion informatisée. Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable. Envoyez c.v. détaillé, lettre manusc., photo ainsi que prét. à ADEF, 16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE Saint-Lazare recherche ASSISTANT CONFIRMÉ dynamique.
Tél. au : 45-22-68-85.

IMPRIMERIE ROTATIVE OFFSET PÉRIODIQUE en pleine expansion
proche banlieue est de Paris
recherche

UN RESPONSABLE

POUR SON SERVICE « REPORTS » (MONTAGE/COPIE).

Expérience du poste exigée, sens de l'organisation, sens des relations humaines.

Envoyer C.V. et prétentions sous nº 8789, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Association grand public rech. JURISTE (maîtrise de droit privé), sensibilité à l'écoute. Contrat à durée déterminée 6 mois.
Env. lettre man. + C.V. à C.N.I.D.F.F., 7, rue du Jura, 75013 Paris.

Organisme de formation cherche

PROFS ANGLAIS

Tél. : 42-26-52-30.

AIX-EN-PROVENCE
jne sté en forte expansion RECRUTE IMMÉDIATEMENT

INGÉNIEUR AM + IAG

(ou équivalent)

exp. 2 à 3 ans souhaitée pour projets automatismes.
Evolution rapide pour candidat de valeur et à forte motivation.
Rémunération en rapport.

Envoyer c.v. + photo à J.-P. Barbaise, Le Verger, chemin du Coton-Rouge, 13100 Aix-en-Provence.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION BANLIEUE SUD DE PARIS.

recherche

UN RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

Sa mission sera d'assurer le montage et le suivi d'opérations d'aménagement urbain ainsi que la mise en place des modes de financement des équipements collectifs, logts, activités économiques.
Il aura une expérience attestée dans ce domaine, le goût du contact avec les collectivités locales, les agents économiques, les usagers.

Env. dossier de candidature sous réf. 810 M à SIGMA FORMATION Recrutement Conseil 17-19, rue des Envierges, 75020 PARIS.

L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE GRENOBLE

recrute

DES VACATAIRES

pour enseigner le projet d'architecture dans les cycles DEFA, DPLG, en particulier en première année. Une grande expérience professionnelle et pédagogique est nécessaire.

Envoyer rapidement un C.V. et une lettre de motivation à M. le Directeur de l'EAG, 10, galerie des Baladins, 38100 GRENOBLE.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PARIS

recherche

DOCUMENTALISTE

(H. ou F.)

Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'administration en France.

Dactylographie indispens. Libre rapidement.

Envoyer C.V. + photo à : S.G.P. 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Recherche

INFORMATICIEN

niveau minimum maîtrise pour développement scientifique appliqué à la médecine. Expérience FORTRAN et VAX/VMS souhaitée. DEA - DESS ou diplôme d'ingénieur apprécié.
Ecrire avec c.v. et prétentions à J.-C. ROSENWALD unité de radiophysique INSTITUT CURIE 26, rue d'Ulm, 75231 PARIS Cedex 05.

GENIOUS

SSII de 50 ingénieurs en informatique technique dans les domaines de pointe : aéronautique, défense, électronique, process...
recherche

INGÉNIEURS

1 à 5 ans d'expérience UNIX, C, 68000, VAX.
Tél. : 47-85-83-39.

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

rech. collaborateurs(trices) souhaitant s'intégrer à une équipe de vente (pas de porte-à-porte)
SI VOUS AVEZ
- Minimum 23 ans.
- Un bon niveau de culture générale.
- Le goût des contacts humains.

Votre candidature nous intéresse tél. au 47-54-98-18.

CLINIQUE BOULOGNE rech.

PANSEURS(EUSES) I.D.E. bloc.

Tél. : 48-25-48-25.

THÉATRE DE GAP recherche

PROCHE COLLABORATEUR DU DIRECTEUR

sera chargé du choix et de la vente d'une saison de spectacles, en liaison avec l'équipe existante.
Salaire brut : env. 9.000 F.
Ecr. : MAIRIE DE GAP, 3, r. Colonel-Roux, 05000 Gap.
Délai de candid. : 10 octobre.

IMPORTANT BET EN GÉOTECHNIQUE recherche

JEUNE INGÉNIEUR en GÉOTECHNIQUE et MÉCANIQUE

des sols ayant une expérience de 3 à 5 ans. Grande école souhaitée, pour contrôle travaux sur grands chantiers province.

Env. lettre + c.v. + photo + prét. s/réf. 4 594 LTA, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris cedex 02 qui tr.

Important organisme de construction et de location de logements (25 000 logements) rech.

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

de formation juridique ou sciences économiques, il dirigera un service d'une dizaine de personnes et aura pour mission de contrôler la conformité des dépenses engagées au cadre législatif de notre organisme.
Poste évolutif basé en province à 100 km de Paris.

Les candidats auront si possible une première expérience de gestion administrative avec une bonne connaissance de la comptabilité ainsi qu'une pratique de la législation en matière de marchés publics.

Merci d'adresser votre candidature et rémunération actuelle s/Rf. 73017/M à Sélé-CEGOS, tour Vendôme 92516 BOULOGNE CEDEX.

3e et 4e AGE UNE ATTENTE NOUVELLE

si vous avez cette réflexion de par votre formation ou expérience, nous serions très heureux d'échanger avec vous...
Nous sommes une importante société et développons une nouvelle activité de gestion de résidences services et résidences médicalisées.
Rattaché au directeur de cette filiale, vous participerez au développement et au suivi de ces établissements.
Poste basé à Paris.
Déplacements en France.
Merci d'adresser c.v. + photo, sous référence BM/1088/PE, à NORAY, 41, bd du Montparnasse, 75006 PARIS.

Cabinet conseil juridique ORLÉANAIS recherche FISCALISTE EXPÉRIMENTÉ
Rémun. départ 200 000 F.
Ecrire c.v. + photo HAVAS MÉDIA rég. nº 207 146, BP 1519, Orléans Cedex 01.

Paris Mensuel économique

recherche

Secrétaire Général de rédaction

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 3794 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Bourse recherche pour son département obligataire

1) TRADER

DÉBUTANT gde école d'INGÉNIEURS connaissances micro-informatique, anglais courant.

2) TRADER

DÉBUTANT formation supérieure, vocation commerciale, anglais courant.
Ecrire nº 32 388, Centrale d'Annonces, 32, rue N.-D.-des-Victoires, 75002 PARIS qui transmettra.

Société de commercialisation, recherche représentant (H./F.), même débutant, voiture indispensable, pour visiter grandes surfaces et collectivités s/la rég. paris. et limitrophe. Env. c.v. à Sté SECOTUB, 2, quai de la Jonelière, 44300 NANTES.

ÉDITEUR SPÉCIALISÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIE recherche

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

parfait. bilingue français, anglais. Bon niveau général, bonnes connaissances PAO, traitement de textes.
Emploi à responsabilités.

Envoyer c.v. sous nº 8 762 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Association Nationale Education Populaire recrute immédiatement

CHARGÉ(E) DE MISSION

Minimum 30 ans pour promouvoir son action au niveau européen.
Avoir connaissance politique de l'Europe, mobilité, disponibilité, expérience internationale, parler anglais couramment.
Description détaillée mission et conditions de travail disponible.

Tél : Association Peuple et Culture, Paris : 43-38-49-00.
Délai candidature : 29 septembre prochain.

DEMANDES D'EMPLOIS

ATTACHÉE DIRECTION
47 ans, organise, administre, crée, gère, étudie toutes propositions.
Tél. : (1) 46-56-51-08.

JEUNE CADRE EXPORT
JF, 22 ans, célib. Ec. sup. cce ext., Bac + 4, ang., all. (+ esp.) déb. rech. poste France/Etr. prod. gde cons. de préf. 34-71-04-64.

J.F. AUTEUR de 2 livres publiés, maîtrise CAPES, lettres, licence grec moderne, trilingue angl., grec, bonnes notions all., italien. Exp. enseignement et secrét. de haut niveau. Etudie toutes propositions sérieuses, de préférence, EDITION CULTURE
Merci tél. : 42-74-41-47.

Juriste d'entreprise, 34 ans, D.E.A. droit + Sciences Po, 6 ans d'exp. bancaire (finance, immobilier, assurances).
Etudie ttes propositions.
Ecrire sous le nº 8786 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Chef de publicité confirmé. Expérience : média-agence. Compétences:commerciales, gestion de budgets, techniques.
Etudierait ttes propositions support, agence, annonceur.
Libre rapidement.
Tél. : 48-75-56-53.

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES dans entreprise à établissements multiples (6 500 pers.), membre du comité de direction, 41 ans, offre collaboration active à entreprise dynamique résolument décidée à mettre en œuvre une politique efficace de mobilisation des ressources humaines. Paris ou grande ville de province de préférence. Ecrire nº 1 236, PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris.

Vendeur confirmé 28 ans, Hifi haute gamme, équipements, studio d'enregistrement, appareils audio.
Libre de suite.
Etud. ttes propositions. T. 47-31-27-56 (message).

J. F. 30 a., 3e cyc. psycho. du trav. C.N.A.M. ch. P.M.E. d'accueil entre le 23-09 et le 30-09 en vue thèse sur « espace de travail ».
Ecrire sous le nº 0 250 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Dipl. Ingénieur des Mines minéralurgie (prép. des mines), 34 a., 5 a. exp. à l'int. des mines à Belgrade (laborat. semi industr., doc. tech.), bonne connaissance de la langue fr., rech. un travail en France ou à l'étranger : bur. de rech., int. semi indus., projet techn., laverie. Pour contact écrire sous nº 8777, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Ingénieur logiciel, 30 ans, 3 ans exp. système, télécom., 2 ans, prof. en Afrique, ch. poste Afrique ou Asie.
Tél. : (16) 31-88-15-53.

POUR L'INTERNATIONAL
Cadre Sup., 45 ans, ESLSCA bilingue anglais + espagnol. Exp. : USA-CANADA 11 a., France 9 a., Nigéria. Exp. Polyvalent : DAF, Secrétaire Général, Négociateur. Fort tempérament commercial, ouvert aux techniques, disponible et dynamique
RECHERCHE P.M.E.-P.M.I.
1° Management filiale créée ou à créer à l'étranger.
2° Poste de second avec mission developper export.
Ecrire sous le nº 8790 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Pratiquant dessin, modelage et moulage, ch. emploi assistant dans atelier, maquillage, effets spéciaux.
Tél. : 43-65-74-39.

DIRECTEUR
généraliste chevronné, rompu rouages comm. internat., vte, mark., gestion chantiers et bases-vie à l'étranger. Très gde exp. pays arabes et Moyen-Orient. Anglais, arabe, albanais (parlé écrit). Libre, gde mobilité. Etudie ttes prop. Ecr. Mathieu AREF, 69, bd Mal-Juin, 06800 CAGNES-S/MER.

F. journaliste, long. exp. GRANDE PRESSE, 8 ans à Rome, conn. ital., angl., esp., all., ch. Paris poste média ou autres entr. HORIZON EUROPE. 47-05-65-42.

Ex Directeur départemental adj. des services fiscaux ch. emploi FISCALISTE tps partiel sur Paris et rég. paris. Disponible immédiatement.
Tél. : (16) 32-33-15-38.

capitaux propositions commerciales

DISTRIBUTION SECTEUR PAPETIER
Je suis intéressé par la distribution de produits papetiers en Espagne et au Portugal. Je connais très bien le secteur et suis bien introduit sur les marchés espagnol et portugais.
Ecrire B.P. nº 1 100 « Distribucion » MADRID (Espagne).

formation professionnelle

STAGE DEMANDEURS D'EMPLOI
1 200 H. CONSEIL RÉGIONAL DE L'ILE-DE-FRANCE

CHEF D'EXPLOITATION TRANSPORTS CEE

3 ans d'expér. domaine du transport ou bac +2 requis.

Env. c.v. + lettre + photo à DEF, BP 582, Garonor, 93621 AULNAY-S/BOIS, CEDEX.

propositions diverses

MASTERE « fiabilité et sûreté industrielles » ÉCOLE CENTRALE PARIS gratuit pour INGÉNIEURS demandeurs d'emploi DÉBUT OCTOBRE.
Tél. : 64-59-11-07.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

GOBELINS 2 p.

TT CFT, REFAIT, 3e ét. CALME, 610 000 F.
TÉL. : 43-22-61-35.

6e arrdt

BEAUX-ARTS immeuble DIRECTOIRE, très beau 5 p. tout confort, 2e étage, ascenseur, 156 m² + serv. COMADIM 42-66-15-63, p. 192.

10e arrdt

R. des PETITES-ÉCURIES

bel immeuble ancien 3 pièces, entrée, cuisine, w.-c., bains, 500 000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82.

12e arrdt

GARE DE LYON

immeuble récent, séjour + 2 chambres, 6e ét., balcon.
Tél. : 48-78-67-33.

13e arrdt

QUARTIER LES PEUPLIERS, maison s/2 nivx, 110 m² hab., gd gar., terr. + dépend. LIBÉRAL ou MÉDICAL POSSIB., 5 000 000 F. Cab. RAIMON 45-88-77-95.

GOBELINS

BEAU 2 PIÈCES. cuis., s. bains. REFAIT NEUF. 650.000. 45-26-99-04.

14e arrdt

ALÉSIA imm. p. de t.

GD LIV. + 2 CH.

PARFAIT ÉTAT
1 670 000, 43-22-61-35.

17e arrdt

Mº ROME
studio tt cft, 290 000 F.
Mº GUY-MOQUET
grand 3 pièces, 72 m² + balcon, 1 220 000 F. Immo. Marcadet 42-52-01-82.

78-Yvelines

LA CELLE-SAINT-CLOUD
belle résidence, 4 p., entrée, grande cuisine, s. de bains, w.-c., balcon, 700 000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82.

appartements achats

Recherche 2 à 4 pièces PARIS, préf. RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-48-07 même le soir.

IMMO MARCADET
rech. urgent ttes surfaces même à rénover. Paris ou portes 42-52-01-82.

locations non meublées offres

Paris

80 m² REFAIT NEUF GD CALME, VERDURE

IMM. PIERRE DE TAILLE
10 000 F/mois + charges.
sq. H.-Paté. 45-02-13-43.

viagers

Votre viager personnel. par

F. CRUZ - 42-66-19-00

8, R. LA BOÉTIE, PARIS-8e
Gar. financ. 5.000.000 F.
49 ans expér. Estimat. grat.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN., et DIPLOMATES GDS APPTS de stdg. 5, 6, 7 pièces. Tél. 42-80-20-42.

RÉSIDENCE CITY

rech. pour multinationales et ambass. APPTS HAUT DE GAMME VIDES et MEUBLÉS, m. 2 ch. et VILLAS.
Tél. : (1) 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris, recherche APPTS DE GRANDE CLASSE, belles réceptions avec minimum 3 chambres.
Tél. (1) 45-62-78-99.

CENTURY 48-55-06-09

rech. VIDES ou MEUBLÉS BX APPTS DE FONCTION VILLAS DE CARACTÈRE CLIENT. INTERNATIONALE 50, av. Foch, 75116 PARIS.

locations meublées offres

Paris

A LOUER STUDIO
9e arrdt, 6e ét., asc., 21 m², cuis. équipée, dche.
Très lumineux.
Libre le 10-10-88.
Loyer 2.200 F C.C.
Bur. : 45-56-91-82, p. 42.85.
Dom. : 40-23-05-17.

bureaux

Locations

DOMICILIATION 8e

Bureaux, Télex, Télécopie.
AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATION DEP. 80 F. Av. Champs-Elysées ou rue St-Honoré ou bd des Italiens ou Paris 9e, 12e et 15e. INTER DOM 43-40-68-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL – RC – RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

DOMICILIATION 2e

bureaux équipés + services.
C.A.V. 42-60-01-60.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATIONS

Forum des Halles, Bureaux, Constitution de Sociétés Télex, Secrétariat
ACCESS – 40-26-15-12.

CENTRE AFFAIRES

gare LYON loue bureaux équipés, accès 7 jours/7, 24 h/24, 43-42-12-12.

L'AGENDA

Bijoux

ACHAT BIJOUX

Or, ancien et moderne brillants, pierres précieuses PERRONO, bd des Italiens. OPÉRA, 4, Ch.-d'Antin. ÉTOILE, 37, av. V.-Hugo.

Divers

Courses urgentes occasionnelles ou régulières. Livraison rapide de tous colis Paris et province. Spécialiste matériel fragile (informatique, médical, etc.). SOCABET.
Tél. : (1) 40-26-68-56 ou (1) 48-66-16-79.

Vacances

Tourisme

Home d'enfants à la montagne (Ht-Doubs, 900 m prox. frontière suisse). TOUSSAINT, NOËL, PAQUES. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans ancienne ferme XVIIe siècle, confortable, rénovée, chbres 2 ou 4 avec s. de bains. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts, idéal en cas 1re séparation. Ambiance familiale et chaleureuse. Activités : tennis, ski de fond, jeux collectifs, fabrication pain, peinture sur bois. 1 450 F Toussaint (tennis); 1 890 F Noël, Pâques (ski de fond). T. (16) 81-38-12-51.

Sur collines de Vallauris VUE SUR LA MER
A louer A PARTIR D'OCTOBRE.
Au r.-d.-c. gd 2 pces, cuis. Park. voit. Confort et calme. 4 personnes plus 2 enfants. Prix abordable.
Renseignements :
Tél. : 93-64-10-29. M. CARON.

automobiles ventes

moins de 5 C.V.

VDS R5, 5 portes TR, 4 cv, menthe, peinture métal., boîtes 5 vitesses, essuie-glace AR, ordinateur de bord, rétro extérieur droit, 14 000 km, m. 88, 45 000. T. 69-24-18-57 après 18 h.

de 5 à 7 C.V.

A VENDRE SAMBA cabriolet 84, TT BEG, prix intéressant. Tél. : 48-20-51-36.

de 8 à 11 C.V.

Part. vd LAND-ROVER 109 Diesel 9 cv, fév. 80, 1re main, 88 000 km, jamais tt terrain, embrayage complet (disque, butée, cylindres émetteur et récepteur) 5 000 km ; cardans, transmission, pompe gazole 3 000 km, échappement neuf, étanchéité boîte complète. Equipement : moyeux débrayables, galerie, banquettes latérales rabatt., protège-feux AV et AR, marchepied, porte-jerrican, attelage ; amortisseur, direction, batterie 1 an ; 1 jeu complet 4 roues équipées pneus neige. 55 000 F. Tél.45-55-12-66 hres burx.

plus de 16 C.V.

VDS AUDI 90 QUATTRO 88, noir métal.,15 000 km, int. cuir, climat., quadriphonie, ABS, alarme, garant. 3 ans,

PRIX 195 000 F.

Tél. : (16) 35-80-15-65.

Education

A l'université de Lille

Loterie pour les étudiants en mathématiques

Les enseignants de mathématiques de l'université des sciences et techniques de Lille (Lille-I) ont procédé, lundi 3 octobre, au tirage au sort des 144 étudiants – sur 360 inscrits en année de licence – qui seront admis à suivre les travaux dirigés (TD), comme ils menaçaient de le faire depuis plusieurs jours pour alerter l'opinion publique et les pouvoirs publics sur le manque de personnel d'enseignement (*le Monde* du 4 octobre). La lettre « R » ayant été choisie, seuls les étudiants dont le nom commence par une lettre située entre « R » et « Z » ont été admis à s'inscrire en TD, les autres étant seulement autorisés à suivre les cours magistraux en amphithéâtre.

Selon M. Jacques Denel, directeur adjoint de l'UFR de mathématiques, seule la création immédiate de treize postes d'enseignants supplémentaires peut permettre d'accueillir tous les étudiants en licence « *dans les moins mauvaises conditions* ». Selon lui, il manque 42 enseignants pour l'ensemble de l'UFR de mathématiqus et 350 pour l'ensemble de l'université.

Furieux, quelque 200 étudiants ont manifesté leur colère lundi et ont unanimement voté à main levée contre le principe du tirage au sort. Certains des élus de la curieuse loterie organisée par les professeurs ont même exprimé l'intention de ne pas remettre dans l'immédiat leur dossier d'inscription en signe de protestation, et doutent que les enseignants puissent aller jusqu'au bout de leur « *coup de bluff* ».

Les syndicats d'étudiants ont demandé à leurs sympathisants de se rendre aux cours et aux séances de travaux dirigés comme si de rien n'était.



Sciences-Po en Chine

L'Association Asie-Extrême des élèves de Sciences-Po organise, le samedi 5 novembre, un colloque sur « *Droit et stratégie dans les relations d'affaires avec la Chine* ». Cette rencontre sera le point d'orgue d'une série d'initiatives des élèves de l'Institut d'études politiques pour resserrer les liens économiques avec Pékin. Trente d'entre eux ont séjourné en juin et juillet à Canton, Shangai et dans la capitale chinoise. Une semaine d'animation sur la Chine est également prévue, cet automne, dans les locaux de l'école.

Les membres de cette association se proposent de découvrir le milieu universitaire chinois par des contacts approfondis avec des étudiants et des professeurs, mais aussi, comme le souligne Hervé Bazin, un des animateurs d'Asie-Extrême, « *avec l'aide des antennes d'entreprises et de banques françaises établies à Pékin, Shangai ou Canton, d'analyser les perspectives de développement des exportations vers la Chine et les modes d'implantation des entreprises françaises dans ce pays* ».

Pour faire partager cette passion de l'Extrême-Orient, l'Association envisage d'ouvrir ses portes à tous les élèves de grandes écoles intéressés par l'Asie et aux anciens de Sciences-Po. En 1989, elle organisera un nouveau colloque et une exposition. Un voyage d'étude est prévu, l'été prochain, au pays des « quatre dragons » (Taïwan, Singapour, Hongkong et Corée du Sud), avec, bien sûr, une escale en Chine.

(Association Asie-Extrême, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.)

J. P.

● Nouvelles technologies et aménagement

L'Institut européen d'architecture et d'aménagement du territoire (INEAA), qui vient d'être créé à Rouen, à l'initiative de l'Atelier d'urbanisme et d'aménagement de l'école d'architecture de Normandie, organise, les 12, 13 et 14 octobre, un colloque international consacré à l'impact des nouvelles technologies sur l'aménagement du territoire et à la stratégie des partenaires régionaux, dans le cadre de l'Europe de 1993.

Renseignements et inscriptions : ACRI, 27, rue Lucien-Fromage, 76100 Dametal. Tél. : 35-08-56-67.

● Gestion européenne

L'IUT de Saint-Denis lance une formation nouvelle : *Gestion européenne et internationale*, axée sur les questions liées à l'exportation. Cette formation s'adresse à des titulaires de diplôme de premier cycle, d'un DUT ou d'un BTS de secteur tertiaire.

IUT, université Paris-Nord, place du 8-Mai-1945, 93206 Saint-Denis. Tél. : 48-21-61-55.)

● A Paris-Sud

L'université de Paris-Sud publie un *Annuaire* de ses enseignements de troisième cycle (sciences exactes et naturelles, médecine, pharmacie, droit).

(Office des carrières et de l'orientation. Université de Paris-Sud, 91405 Orsay Cedex. Tél. : 69-41-72-77/69-41-73-63.)

Le Carnet du Monde

Mariages

– On nous prie d'annoncer le mariage de

Mlle Sophie CRÉANGE,
fille de M. et Mme Daniel Créange,
avec
M. Patrick BOYARD,
fils de M. et Mme Jean-Paul Boyard,

qui a eu lieu à Dury (Somme), le samedi 1er octobre 1988.

Décès

– M. Maurice Albord,
officier de la Légion d'honneur,
et Mme,
M. et Mme Edouard Dugleux,
ses enfants,
Ses petits-enfants
Et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

général (CR) Tony ALBORD,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
croix de guerre 1939-1945,
officier
de la Légion du mérite américaine,
croix de guerre belge et yougoslave,
médaille de la Résistance,

enlevé à leur affection le 30 septembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 3 octobre, en l'église de Blanzay (Vienne).

1, rue de Provence,
86000 Poitiers.

– M. Victor Arous,
son époux,
Colette Benhamou,
Claude et Ketty Zarka,
Emile Arous,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Ses frères, ses belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Tous ses parents
Et amis,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Angèle AROUS,
née Boccara,

survenu le 1er octobre 1988.

L'inhumation aura lieu le 5 octobre, à 15 h 30, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

350, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

– Mme Jean Bourdeau,
son épouse,
M. et Mme Jean-Pierre Bourdeau
et leurs enfants Thomas et Julien,
M. et Mme François Bourdeau
et leurs enfants Sandrine, Valérie et Michaël,
ses enfants,
Les famille Vialatte, Bourdeau et Celeyron,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean BOURDEAU,

décédé le 3 octobre 1988, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 6 octobre 1988, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au nouveau cimetière de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Général-Cordonnier,
92200 Neuilly-sur-Seine.
30-32, rue François-Bouvin,
75015 Paris.
Clos de la Lodola,
Dieweg 54, boîte 14,
1180 Bruxelles.

● SOUSCRIPTION. – L'Automobile Club de l'Ile-de-France lance, pour le compte de la Fondation Garches, une souscription jusqu'au 15 octobre 1988. Les billets (numérotés) de souscription, d'une valeur individuelle de 10 francs, sont à demander au siège de l'Automobile Club de l'Ile-de-France, 14, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris ; numéro vert : 05.3000.05.

La Fondation Garches, créée par le personnel de l'hôpital Poincaré, a pour but d'aider et de soutenir les jeunes affectés par un handicap moteur sévère.

● COLLOQUE. – La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) organise les 14 et 15 octobre, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, les deuxièmes Journées de l'informatique, axées sur le thème de la formation des chefs d'entreprise à ces nouvelles techniques. Actuellement, seulement 15 % des entreprises artisanales du bâtiment possèdent un matériel informatique.

★ CAPEB, 2 *bis*, rue Michelet, 92133 Issy-les-Moulineaux.

– Paulette Dubuisson,
Pierre et Lucie Dubuisson,
Elodie et Dorothée,
Gabrielle Thomas,
ont la tristesse de faire part du décès subit de

Jean DUBUISSON,

le 27 septembre 1988.

203, rue de Charenton,
75012 Paris.
233, rue de Charenton,
75012 Paris.

– Mme Jean-Marie Faverge,
née Antonia de Nobili,
son épouse,
Sylvie et Jean-Jacques Faivre-Maçon,
Marie-Claude Faverge,
ses enfants,
Laurent et Romain Guigues,
ses petits-fils,
Mme et le colonel (ER) Michel Camus
et leurs enfants,
Mme François Faverge,
ses enfants et petits-enfants,
sa sœur, son beau-frère, sa belle-sœur,
ses neveux et nièces,
Les familles Chalnot, Bailleul, Pelletier, Jeannolle, de Nobili, Bonniaud, Dembrin,
ses cousins,
Les familles parentes et alliées,
ont la profonde douleur de faire part du décès, survenu à Bourg-en-Bresse, le jeudi 29 septembre, de

Jean-Marie FAVERGE,
agrégé de l'Université,
professeur émérite
à l'université de Bruxelles,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre de la Couronne belge,
grand officier de l'ordre de Léopold II,

à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Coligny (Ain).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Louis Lehmann,
M. et Mme Claude Chanut,
M. et Mme Gilbert Franck,
M. Georges Rosemberg,
ses petites-nièces, petits-neveux, arrière-petites-nièces et arrière-petits-neveux,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marcelle FRANCK,

le 28 septembre 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Rinaldo Giovaninetti,
MM. Alain et Reynald Giovaninetti,
leurs enfants
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Rinaldo GIOVANINETTI,

survenu le 30 septembre 1988, à Saint-Raphaël.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Marlyse Guthmann,
son épouse,
Jean-François et Yvette Guthmann,
Annie-Claude et Gilbert Roubach-Guthmann,
Michèle et Arnaud Weil-Guthmann,
Gilles et Ruth Guthmann,
ses enfants,
Emmanuelle, Jean-David, Karine, Magali, Maïa, Aurélie, Noémie, Antoine, Alexis et Laurie,
ses petits-enfants,
Alice Amédée-Bloch,
sa belle-mère,
Robert et Edith Guthmann,
Margot et Marcel Caleb,
Jacqueline et Georges Lévy,
ses frère, sœur, beaux-frères et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,
Toute sa famille
Et ses nombreux amis,
ont la chagrin de faire part du décès de

M. Louis GUTHMANN,
officier de la Légion d'honneur,
président de chambre honoraire
à la cour d'appel de Paris,
président de la communauté israélite
de Fontainebleau,

à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 octobre 1988, à 14 heures, au cimetière israélite de Fontainebleau.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, résidence Bernard-Palissy,
77210 Avon.

[Louis Guthmann est entré dans la magistrature en 1934, a été juge à Bourges puis à Nevers. Mobilisé, il fut cinq ans en captivité. A la Libération, il fut nommé juge d'instruction à Nice. Il rejoint Paris en 1954 où il est successivement juge puis vice-président au tribunal de grande instance, conseiller puis président de chambre à la cour d'appel où il était spécialisé en droit civil et commercial.]

CARNET DU *MONDE*
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	79 F
Abonnés	69 F
Communicat. diverses	82 F

Renseignements : 42-47-95-03

– Mme Arlette Mamou,
Le docteur et Mme Jean-Luc Mamou
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Mamou
et leurs enfants,
M. Philippe Mamou,
Mlle le docteur Florence Mamou,
Les familles Valensi, Boccara, Setboun et Taieb,

ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

Jacques MAMOU,

survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 octobre.

La levée du corps se fera à 9 h 45, au 41, boulevard de la Chapelle, Paris-10e, suivie de l'inhumation au cimetière parisien de Pantin, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Kosta St. PAVLOWITCH,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'instruction publique,
officier de la Couronne de Yougoslavie,
ancien diplomate
du royaume de Yougoslavie,
ancien lecturer
de l'université de Cambridge,

survenu à Southampton (Royaume-Uni), le 18 septembre 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

De la part de la famille, à Southampton, Miami et Belgrade.

– Angers. Vielmur (Tarn).

Mme P. Recoules,
née Pierrette Urbain,
son épouse,
M. et Mme Henri Zénone,
M. et Mme Jacques Lefevre,
ses enfants,
Philippe, Yves et Claire,
Cécile, Mireille et Laurence,
ses petits-enfants,
M. Jacques Recoules,
Mlle Geneviève Recoules,
M. et Mme François Recoules,
M. et Mme Jean Recoules,
M. et Mme Guy Wagner,
M. et Mme Daniel Urbain,
Mlle Nicole Gand,
ses frères, sœur, beaux-frères et belles-sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre RECOULES,
chevalier du Mérite national,

survenu le 2 octobre 1988, à Angers.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 4 octobre 1988, à 9 h 30, en l'église de la Madeleine, à Angers.

L'inhumation aura lieu à Vielmur-sur-Agout (Tarn), le mercredi 5 octobre 1988, à 14 h 30.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.

100, rue Chèvre,
49000 Angers.

– Nous avons la douleur de faire part du décès du

docteur Jean REVIRON,
directeur du centre
de transfusion sanguine
de l'hôpital Saint-Louis de Paris.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Châteauroux, le 26 septembre 1988.

Mme Roselyne Reviron,
M. Denis Reviron,
Mme Solange Reviron,
M. et Mme Pierre Reviron,

17 *bis*, rue de Champigny,
94430 Chennevières.

– M. et Mme Jacques Vasseur-Chenal
Et leurs enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Chantal VASSEUR,
inspecteur du Trésor,

leur fille, sœur et parente,

survenu le 30 septembre 1988, à l'âge de quarante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 6 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, Paris-16e.

27, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

Anniversaires

– Avec courage, nous quittait

Victor LOYER,

il y a treize ans déjà.

Avis de messes

– La maréchale de Lattre de Tassigny,
Le général A Sciard,
président de l'Association Rhin-et-Danube,
Et les membres du Comité national,
fidèles au souvenir de leur ancien président, le

colonel Marceau CRESPIN,

vous prient d'assister à la messe qui sera célébrée en sa mémoire, le jeudi 6 octobre 1988, à 18 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Cabinet de Me Louis CHEVALIER, membre de la SCP CHEVALIER-CHEVALIER / ANDRIER-BARADEZ, av. au Barreau du Val-de-Marne, 39, rue de Crosne à VILLENEUVE-ST-GEORGES (Val-de-Marne). Tél. 43-89-09-68.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice de CRÉTEIL (94), rue Pasteur-Vallery-Radot, le JEUDI 20 OCTOBRE 1988, à 9 h 30, *D'UN*

APPARTEMENT

4 P. princ. CAVE. Et droit à la jouissance exclusive d'un jdin dans un imm.

A VILLEJUIF

(VAL-DE-MARNE) 16 à 28, R. SEVERINE (lots nos 24-25-26-27-28-13-57).

MISE A PRIX : 70 000 F

Consignation obligatoire pour enchérir. Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au Barreau du Val-de-Marne, (l'avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRETEIL
le jeudi 30 octobre 1988 à 9 h 30
En un seul lot

UN LOGEMENT

dépendant d'un immeuble sis à

IVRY-SUR-SEINE (Val-de-Marne)

7 et 9, rue Edmée-Guilloux

Dans le bât. A, au rez-de-chaussée, ayant son entrée par la porte de face dans le couloir de droite donnant sur le hall d'entrée composé de : une pièce, une cuisine, une salle d'eau, une cave dans le bât. B, au sous-sol.

Mise à prix : 20 000 F

S'adresser pour tous renseignements
1o au cabinet de Me Serge TACNET, avocat, 20, rue Jean-Jaurès à 94500 Champigny-sur-Marne
2o au cabinet de la SCP SCHMIDT, DAVID, GUIBÈRE, sté d'avocats, 76, avenue de Wagram à Paris, 17e. Tél. : 47-63-29-24.

Vente s/sais. Palais de Justice de Créteil (94), jeudi 13 octobre 1988, à 9 h 30

APPARTEMENT et CAVE à VITRY S/SEINE (94400)

48, AVENUE ANATOLE-FRANCE
3 Pces cuis., entrée, w.-c. – 2e ét. g.

M. à Px 50.000 F

S'adresser à Maître Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or à Créteil (94000). Tél. : 43-87-18-90.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 13 octobre 1988, à 14 h

APPARTEMENT à PARIS 16e

au 2e étage dans un immeuble

25 bis, rue Chardon-Lagache

de 3 pièces principales avec Cave

Mise à prix : 200 000 F

S'adresser à la S.C.P. CONSTENSOUX-MOCCAFICO, avocats, 19, rue Ampère, 75017 Paris. Tél. : 47-63-53-68 et à tous avocats postulant près le tribunal de Grande Instance de Paris.

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 13 octobre 1988, à 14 h

UN APPARTEMENT à PARIS 10e

76 et 80, rue René-Boulanger
4 à 10 et 14 à 18, rue Bouchardon
cité Riverain sans No

de 4 P., une CAVE et un emplacement de parking.

Mise à prix : 1 661 000 F

S'adresser pour tous renseignements à la SCP COURTEAULT, LECOCQ, RIBADEAU-DUMAS, SCP d'avocats, 17, avenue de Lamballe à Paris 16e. Tél. : 45-24-46-40.



Économie

SOMMAIRE

« Nous ne voulons pas que la place de Paris soit dominée par les banques »

nous déclare M. Régis Rousselle, président de la Société des Bourses françaises

L'assemblée générale de la Société des Bourses françaises s'est réunie lundi 3 octobre pour approuver les modalités de l'augmentation de capital annoncée le 19 septembre et qui portera les fonds propres de la SBF de 325 millions de francs à 1,045 milliard au 1er janvier 1989. Toutefois les commissaires aux comptes ont émis des réserves sur « l'adéquation » des provisions au niveau des pertes futures. Annoncée dès le 14 juin pour combler les pertes de 613,7 millions de francs enregistrées sur le MATIF (Marché à terme international de France), cette augmentation de capital permet dorénavant d'associer les banques et les assureurs directement au fonctionnement du marché. L'un des risques pourrait être que la place parisienne tombe entre les mains des banquiers qui dirigeront alors le marché. Ce que ne croit pas M. Régis Rousselle, président de la Société des Bourses françaises depuis la mi-juin et qui est l'un des initiateurs de cette réorganisation.

« Un an après le krach, la Bourse de Paris a oublié le séisme d'octobre 1987, elle a même gagné plus de 47 % depuis le début de l'année. Comment analysez-vous la situation ?

– Tout d'abord, je n'ai pas l'intention de faire des pronostics boursiers car c'est le jeu le plus dangereux qui soit. M. Pierre Bérégovoy disait récemment que le krach avait montré une chose étrange : on ne l'avait pas prévu, et une fois qu'il s'était déroulé, tout le monde prédisait une importante récession économique. Ce n'est pas arrivé. Le krach a néanmoins eu un avantage. Il a remis les pendules à zéro. Tous ceux qui croyaient que les marchés ne devaient que monter sont devenus un peu plus sages.

– Y a-t-il eu, depuis, des modifications dans le comportement des gens ?

– Je crois qu'il y a eu une double modification : celle de l'épargnant qui n'assimile plus la Bourse à un casino dans lequel on gagne toujours et celle des professionnels. On revient vers une situation où on s'aperçoit qu'il faut du travail de qualité pour faire à la fois de la bonne gestion et de la bonne négociation.

– Au niveau européen, Londres entend maintenir sa suprématie. N'observe-t-on pas un déplacement de certains échanges vers la Grande-Bretagne ? L'affaire Bouygues est un récent exemple de ce transfert des opérations.

– Quand on parle effectivement des négociations à Londres, on évoque toujours les grandes affaires. Durant celles-ci, les Anglais et les maisons internationales s'occupent davantage du marché de Paris. Mais si on prend en période normale, on s'aperçoit que la place de Londres n'a pas progressé et qu'elle a même un peu reculé depuis un an, tout simplement parce que, encore une fois, les marchés étrangers ne sont plus tous orientés dans le même sens et qu'ils n'intéressent plus les investisseurs étrangers de la même façon.

« Sinistres » et « risques naturels »

– Revenons au marché parisien. Pensez-vous que l'ère des scandales qui a défrayé le premier semestre est terminée ?

– Je ne pourrais pas m'engager là-dessus. Simplement, je voudrais parler du mot scandale. Ce qui me gêne souvent à l'évocation de la période récente, c'est qu'à chaque fois que l'on perd de l'argent on considère que c'est scandaleux. Si on tient ce raisonnement, il y aurait eu beaucoup de scandales le 19 octobre 1987, parce que tout gestionnaire qui avait un peu de patrimoine a perdu de l'argent. Dans beaucoup de situations, une gestion financière plus ou moins heureuse a entraîné soit des pertes, soit des manques à gagner. Des cas de ce genre, il y en aura toujours.

» Deuxième aspect, les métiers d'intermédiaires financiers et les opérateurs qui prennent des positions. Tant que la personne est fiable et enregistre les opérations, une société bien gérée doit être capable de surveiller son risque. Le problème survient lorsque l'intervenant se met à ne plus déclarer les opérations parce qu'il a fait une erreur, qu'il a dépassé une limite. Dans ces cas-là, l'organisation, même si elle est excellente, mettra au plus tard trois semaines pour s'en rendre compte. Alors arrivent les sinistres. Ce genre de risque du trader fou ou du gestionnaire fou, toutes nos organisations la vivent. C'est un risque naturel même pour celles qui sont le plus organisées. Ce n'est pas scandaleux.

– Pour la Société des Bourses françaises qui a perdu 613,7 millions de francs sur le MATIF qu'en était-il ?

– Reconnaissons qu'il y avait une insuffisance de contrôle.

– L'Assemblée générale de la SBF a décidé de reconstituer les fonds propres et de faire entrer au capital des établissements bancaires et des compagnies d'assurances. Cette opération n'entérine-t-elle pas la main mise de ces établissements sur la Bourse ?

– Je ne crois pas qu'on puisse analyser le problème ainsi. Premièrement, les banques sont entrées dans les sociétés de Bourse et y entreront encore. Je trouve donc que c'est un langage du passé que de continuer à opposer banque et société de Bourse, alors que souvent ces dernières sont intégrées dans une stratégie bancaire. L'autre élément qui me frappe, concerne les compagnies d'assurances et les investisseurs finaux, particulièrement la Caisse des dépôts et consignations. Ces établissements, qui ne souhaitent pas devenir majoritaires dans des sociétés de Bourse et qui se considéraient donc comme un peu écartés de la réforme, ont profité de l'occasion donnée cet été pour exprimer leur point de vue en nous disant : nous voulons participer à l'organisation du marché et nous donnons un signe politique en affirmant que nous ne voulons pas que la place française devienne un place à l'allemande, c'est-à-dire une Bourse dominée par des banquiers.

» De la même manière, nous avons réussi à établir un consensus sur la gestion de la Société des Bourses françaises. A partir du moment où tout le monde est d'accord pour faire la même chose, que ce soit les investisseurs finaux, les banquiers prépondérants français et les sociétés de Bourses opératrices, c'est-à-dire un outil qui soit fiable, et pas trop cher, il n'y a pas de problèmes. Personnellement je souhaite pouvoir dépasser ces coupures anciennes.



– Quel va être désormais le rôle de la SBF ?

– Son organisation va être recentrée sur les fonctions fondamentales du marché. Nous avons distingué quatre directions importantes : la Bourse, les opérations financières, le contrôle des adhérents (sociétés de Bourse), et la compensation et la garantie. Certaines d'entre elles existent déjà, comme la direction de la Bourse. Celle des opérations financières nécessite des chargés d'affaires de bon niveau juridique, capables de suivre chacune des opérations qui défraient la chronique. Il faut des capacités nouvelles, le Conseil des Bourses étant devenue une sorte d'autorité de première instance avec des recours juridiques de plus en plus fréquents. Sur le plan du contrôle, nous avons à améliorer nos équipes et à les augmenter. Quant à la direction de la compensation et de la garantie, elle est entièrement à construire.

– Quand cette réorganisation sera-t-elle terminée ?

– Elle est bien avancée, il faudra encore au moins trois mois. »

Propos recueillis par
DOMINIQUE GALLOIS.

● RECTIFICATIF. – A propos du conflit entre Paris et Ottawa sur la pêche, précisons que le négociateur canadien s'appelle Yves Fortier, et non Jacques Fortier, comme nous l'avons écrit par erreur dans *le Monde* du 1er octobre.

ÉNERGIE

Le brut à moins de 10 dollars le baril

L'Arabie saoudite relance la guerre des prix du pétrole

Le retour à la guerre des prix du pétrole, attendu et redouté par tous les acteurs de la scène énergétique mondiale, est désormais officiel. Lundi 3 octobre l'Arabie saoudite, dans un communiqué, a annoncé qu'elle ne respectera le quota de production qui lui a été assigné par l'OPEP qu'à la condition que tous les autres pays membres acceptent de revenir aux niveaux d'extraction fixés au sein de l'organisation. *« Nous n'accepterons plus qu'un pays augmente à nos dépends sa production »*, a ajouté le royaume, *« notre rôle de producteur tampon* (chargé d'équilibrer *in fine* le marché mondial en ajustant sa production) *est révolu »*.

Cette déclaration de guerre, succédant à de nombreux avertissements du premier exportateur mondial de brut, a plongé le marché pétrolier dans la consternation. Les cours, déjà très faibles, ont encore chuté. Pour la première fois depuis le 4 août 1986 un brut a passé la barre des 10 dollars : le pétrole de Dubaï, seule qualité du Golfe arabo-persique échangée sur le marché libre – notamment asiatique –, qui a *de facto* remplacé depuis deux ans le célèbre Arabian light saoudien comme brut de référence, a été coté 9,50 dollars par baril, soit 8 dollars en dessous de la grille de prix officiels de l'OPEP.

« Au point où nous en sommes, on est partis pour un scénario de baisse sans fin. Je n'ose songer à ce que seront les prix dans quinze jours », assure-t-on au sein d'une grande compagnie pétrolière, en ajoutant toutefois : *« l'OPEP ne peut plus rester dans la situatio actuelle »*. Pour la plupart des observateurs il ne fait plus de doute que l'Arabie saoudite,comme en 1986, a décidé de *« noyer le marché »* et de faire chuter les cours au plus bas, afin d'infliger une leçon à ses partenaires et de négocier dans de bonnes conditions un nouvel accord de limitation de la production.

L'indiscipline de certains pays membres de l'OPEP comme les Emirats Arabes Unis qui produisent depuis l'été deux fois plus que leur quota officiel, jointe à la fin de la guerre Iran Irak, alquelle libère de nouvelles capacités de production gelées depuis huit ans, ont en effet fait exploser les accords existants. La production des treize membres, officiellement limitée à 15,06 millions de barils/jour (sans l'Irak) a dépassé en septembre les 20 millions de barils/jour et s'achemineraít, selon les compagnies vers des niveaux records en octobre. La demande restant relativement faible, et les stocks s'étant gonflés tout l'été, la poursuite de cette surproduction conduit donc inévitablement à une nouvelle et violente rechûte des cours, qui pourraient, selon les experts retomber dans les prochaines semaines jusqu'au minima – 7 à 8 dollars – atteint en juillet 1986, voire encore au-dessous.

Reste à savoir pour combien de temps. Si la volonté de remise en ordre saoudienne paraît claire, il semble tout aussi évident que le royaume n'envisage la guerre des prix que comme une étape douloureuse mais nécessaire pour conlure au sein du cartel un nouvel accord permettant comme cela a déjà été le cas en 1987 de stabiliser à nouveau les prix à un niveau plus satisfaisant pour l'ensemble des producteurs : 18 dollars, le prix officiel ou un peu en dessous.

« Ça passe ou ça casse »

Mais la situation, loin de s'améliorer s'est singulièrement compliquée avec l'arrêt des combats dans le Golfe et le Royaume risque d'avoir beaucoup plus de mal qu'il y a deux ans à reprendre en main ses troupes. Le fait que la déclaration saoudienne intervienne au lendemain d'une visite du ministre irakien du pétrole à Ryad montre que le principal souci du royaume consiste à empêcher Bagdad, désormais libre d'exporter autant qu'il le peut, de gonfler exagérement sa production, ce qui ne pourrait se faire qu'aux dépends du quota saoudien. Selon la plupart des prévisions, la demande de brut adressée à l'OPEP ne devrait au mieux s'accroître d'ici à l'an prochain que de 0,5 million de barils par jour, ce qui ne suffit pas à faire la place à l'Irak et à l'Iran sans réduire symétriquement le quota d'autres pays membres.

L'Arabie saoudite, précise le communiqué publié lundi *« ne peut accepter que quelques pays membres de l'OPEP bénéficient de privilèges concernant leur production alors que d'autres n'en ont pas »*. On ne saurait être plus clair. La seule question paraît donc désormais de savoir combien de temps il faudra au royaume pour réussir sa manœuvre de reprise en main. *« Ça passe ou ça casse »* notait lundi un expert. En attendant les pays communautaires ont de bonnes chances de profiter d'un automne exceptionnel.

VÉRONIQUE MAURUS.

SOCIAL

Ouverture des négociations salariales

Le ministère de l'économie veille au maintien de la rigueur dans la fonction publique

Les négociations salariales dans la fonction publique, qui commencent le mardi 4 octobre, s'annoncent difficiles, alors qu'il n'y a pas eu d'accord depuis 1985. La seule marge de manœuvre de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, face aux sept fédérations de fonctionnaires, est de négocier à la fois sur 1988 et 1989. A l'exception de la CGT, aucun syndicat ne demande le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat des années antérieures, mais les dernières grèves dans l'audiovisuel public et le mouvement des infirmières révèlent un climat social assez tendu.

Le 4 octobre, M. Durafour devrait écouter les demandes des syndicats et fixer un calendrier de négociation, afin de conclure pour la fin du mois.

Deux augmentations unilatérales ont été accordées en niveau : + 1 % au 1er mars et + 1 % au 1er septembre, soit 2 % depuis le début de l'année alors que le glissement des prix a été de 2,3 % et que l'hypothèse gouvernementale – jugée bien optimiste – pour 1988 est de 2,8 %. En conservant la vision stricte du *« glissement vieillesse technicité »* (GVT, mesurant les promotions et l'ancienneté) du gouvernement Chirac, le GVT étant compté pour 1,6 %, la hausse de la masse salariale est déjà de 3,7 %. Si l'on adopte, ce qui semble être la position du ministère des finances, une vision moins rigide du GVT ramené alors à 0,6 %, l'augmentation de la masse est de 2,7 % à comparer avec une hausse en moyenne des prix attendue en 1988 de 2,6 %.

Les propositions initiales du gouvernement aux syndicats étaient avantageuses. Une nouvelle augmentation générale était prévue pour 1988 et une hausse des traitements en niveau de 5 % était garantie pour les deux années (à comparer aux prévisions de glissement des prix de 2,8 % en 1988 et 2,2 % en 1989).

Le résultat désastreux du commerce extérieur en août et la peur d'afficher sur les places internationales un apparent relâchement de la rigueur salariale ont conduit le ministère de l'économie à bloquer les premières propositions. Pour la rue de Rivoli, l'idée serait de proposer seulement une mesure pour les bas salaires en 1988 et une hausse en niveau de 2,2 % en 1989 (soit 4,2 % sur deux ans). Mais les ultimes arbitrages de Matignon ne pourraient être rendus qu'après l'ouverture de ces délicates négociations.

M. N.

Économie

TRANSPORTS

15 % d'augmentation de la masse salariale

M. Delebarre signe un accord satisfaisant la majorité des syndicats de contrôleurs aériens

M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, et cinq organisations syndicales représentatives (CGT, CFDT, SNTCA, FO, SATAC) des personnels de la navigation aérienne ont signé, le 4 octobre, un protocole d'accord sur les effectifs, l'évolution des carrières et des primes, qui devrait assurer pendant trois ans la paix sociale dans un secteur traditionnellement agité.

L'accord prévoit que les corps techniques de la navigation aérienne échapperont pendant trois ans au gel des emplois publics, ce qui veut dire que les départs seront remplacés. Il sera créé chaque année cent emplois de contrôleurs, vingt de techniciens et dix d'ingénieurs.

Parmi les nombreuses mesures décidées pour remodeler les carrières, on note, chez les techniciens, que la part des techniciens « supérieurs », dans l'effectif total, passera de 26,4 & à 61 % en 1991 et celle des chefs techniciens de 13 % à 19,1 %. Chez les ingénieurs, la part des ingénieurs « principaux » passera de 32 % à 46 %. Tout comme les contrôleurs, les électroniciens accèdent à la catégorie A de la fonction publique.

Les primes progresseront, en 1989, avec effet rétroactif au 1er septembre 1988, de 15 % avec un minimum de 400 F, pour les contrôleurs et les techniciens. L'augmentation sera de 10 % en 1990 et de 5 % en 1991. A titre d'exemple, ces mesures améliorent de 888 F la prime des contrôleurs les mieux rémunérés qui bénéficient déjà de 3 258 F par mois et de 556 F, celle des contrôleurs au bas de l'échelle qui touchent 1 042 F par mois. Une indemnité spéciale de qualification sera versée aux contrôleurs et techniciens, soit 1 485 F pour un premier contrôleur et 1 039 F pour le contrôleur situé au bas de l'échelle.

Au total, ces mesures représentent une importante progression de la masse salariale consacrée à la navigation aérienne qui semble dépasser 15 %, si l'on rapporte les 153 millions de francs de mesures nouvelles aux 963 millions de francs consacrés aux frais de personnel dans le budget annexe de la navigation aérienne de 1987.

En contrepartie, les syndicats ont accepté une modulation des horaires de travail actuellement fixés à trente-deux heures par semaine. Les personnels pourront effectuer jusqu'à trente-six heures pendant une période ne dépassant pas quatre mois par an. Enfin, l'amplitude de la durée de travail de chaque équipe sera augmentée en période de pointe de trafic aérien grâce à des horaires échelonnés.

La signature de cet accord représente un réel succès pour M. Delebarre qui avait évité, dès le mois de juin, que le conflit latent ne dégénère en grèves au moment des grands départs. Certes, la CFTC a réservé sa signature. Le SAPAC (électroniciens autonomes) et la CGC ont refusé la leur. La CGC a même déposé un préavis de grève pour relancer les négociations. Mais les signataires représentent 82 % des cinq mille six cents agents concernés, M. Jean-Marc Montanard, secrétaire général de la CFDT de l'aviation civile, se déclare, pour sa part, *« très satisfait de cet accord et, avec une hausse de 15 % de la masse salariale, je ne vois pas comment nous aurions pu ne pas signer »*.

Ce succès devra être confirmé à l'occasion des différents comités qui suivront l'application de l'accord et qui reviendront inévitablement sur la vieille revendication – toujours non satisfaite – de l'intégration des primes dans le calcul des retraites.

ALAIN FAUJAS.

● **Grève des dockers le 4 octobre.** – La Fédération nationale des ports et docks CGT appelle l'ensemble des dockers à observer un arrêt de travail de vingt-quatre heures, le mardi 4 octobre. Le lendemain, ce sera au tour du personnel des ports autonomes et des chambres de commerce maritimes d'être invité à cesser le travail. Les dockers, qui appartiennent quasiment tous à la CGT, ont présenté aux pouvoirs publics et au patronat des revendications portant à la fois sur les salaires, les préretraites et l'embauche de nouveaux ouvriers dans les ports où l'augmentation du trafic le justifie.

AUTOMOBILE

La Commission de la CEE veut exercer un contrôle sur les investissements japonais

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

A quelles conditions des voitures japonaises, assemblées dans un Etat membre, peuvent-elles circuler librement dans la Communauté? La Commission de la CEE réfléchit à ce problème, après avoir reçu la lettre de lord Young, le ministre britannique de l'industrie, qui déplore l'intention prêtée à la France d'appliquer aux voitures Bluebird de Nissan, produites dans le nord de l'Angleterre, les mêmes limitations que celles imposées aux voitures importées du Japon. La France pourrait les comptabiliser dans le quota égal à 3% du marché, qui limite la commercialisation en France des voitures japonaises. La Commission vient d'adresser une lettre aux autorités françaises leur demandant leurs observations. Elle souhaite savoir s'il est vrai que les Français exigent 80% de contenu local pour considérer que des véhicules sont originaires de la CEE et, le cas échéant, comment ils sont parvenus à ce chiffre. (*Le Monde* du 4 octobre 1988).

Le 19 octobre, la Commission transmettra aux Etats membres une communication d'ensemble sur le secteur automobile, qui abordera notamment le problème des voitures de pays tiers assemblées dans la Communauté. Il semble que sur le fond elle s'apprête à adopter une position assez voisine de celle des Français. Le contenu local pouvant être réclamé pour circuler librement dans la Communauté serait fixé à 70% puis porté dans une seconde étape à 80%. Les Britanniques, quant à eux, retiennent le seuil de 60 %.

Nul doute que la Commission considère avec prudence les investissements dans le secteur automobile que les Japonais, ou peut-être demain les Coréens, projettent dans la Communauté. Elle a décidé en juin dernier que tous les dossiers d'aides à de tels investissements de pays tiers devraient désormais lui être notifiés pour approbation, y compris ceux, jusqu'ici dispensés d'une telle notification, qui sont entrepris dans des régions défavorisées. Avec une telle réglementation concernant les aides nationales, l'usine de Nissan, à Sunderland près de Newcastle, qui a bénéficié de subventions des autorités britanniques, n'aurait pu être installée sans le feu vert de Bruxelles. La Commission pense par ce biais être en mesure d'imposer aux constructeurs des pays tiers ses propres critères en matière de contenu local. Dans le cas où cela se révélerait nécessaire pour préserver les intérêts des producteurs communautaires, la Commission dispose ainsi d'un instrument juridique pour donner un coup d'arrêt à la multiplication des investissements extérieurs.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le patron de Peugeot à « L'heure de vérité »

M. Calvet convainc les Français sur l'austérité, la pollution et la vitesse

Grande première le 3 octobre pour l'émission d'A 2, « L'heure de vérité », avec comme invité, pour la première fois, un chef d'entreprise, le patron du groupe Peugeot-Citroën, M. Jacques Calvet. Exercice difficile, inimaginable il y a quelques années. Mais les entreprises ont désormais une meilleure cote dans l'opinion publique et l'automobile n'est pas n'importe quelle industrie. Suscitant les passions et les réactions volontiers cocardières, elle permet en tout cas aux dirigeants des grands constructeurs de jouer les stars médiatiques plus facilement que s'ils vendaient du tuyau en fonte ou du yaourt.

La meilleure preuve est que peu nombreux étaient les « sans opinion » lors des sondages effectués au cours de l'émission, qu'il s'agisse de protectionnisme ou de limitation de vitesse. Avec des scores parfois étonnants qui tendraient à prouver que l'état d'esprit des Français a bien changé au cours de ces dernières années. En effet, 61 % des personnes interrogées estimaient que le groupe Peugeot SA avait eu raison de supprimer 100 000 emplois en dix ans (contre 25 % qui pensaient qu'il avait eu tort) ; 52 % des sondés étaient pour la concurrence internationale et seulement 42 % pour le protectionnisme (mais la connotation positive du premier terme et négative du second influençait sûrement la réponse) ; 53 % des personnes interrogées estimaient que la limitation de vitesse était un faux débat, contre 41 % qui estimaient qu'il s'agissait d'une nécessité.

Sans doute la personnalité très médiatique de M. Calvet ne fut-elle pas étrangère à ces résultats. Encore que lui-même fût assez peu connu : 37 % des personnes interrogées avaient une bonne opinion de lui avant l'émission; elles étaient 78 % après (contre respectivement 5 % et 11 % de « mauvaise opinion »). Il emporta même l'adhésion d'environ la moitié de ses auditeurs sur la rigueur salariale, sur ses opinions en matière de pollution et de sécurité routière.

C. B.

Les nouveaux modes de gestion du personnel dans les entreprises

La redécouverte du « capital humain »

(Suite de la première page.)

Dans un ouvrage sur la *« fonction ressources humaines »* (2), Dimitri Weiss présente un schéma de la relation employeur-employé aux antipodes de celui de Karl Marx : *« La valeur ajoutée, apportée par l'homme en termes de compétence, créativité, professionnalisme et vitalité est indispensable au fonctionnement efficace de technologies sophistiquées et de systèmes organisationnels complexes et flexibles. »*

De cette vision forcément idéalisée des ressources humaines, il ressort que les directions du personnel nouvelle manière considèrent les salariés comme *« des participants dynamiques censés apporter une contribution considérée comme étant vitale au succès de l'entreprise »*. Les antagonismes doivent donc être réduits, et la direction des ressources humaines (DRH) a pour tâche d'utiliser ces richesses, *« tout en accordant à chacun l'importance qui lui est due »*. Il s'agit de créer un cadre mobilisateur, dynamique et innovant dans l'entreprise – projet, direction par objectifs, management participatif, etc. – favorisant les *« performances attendues »* du personnel. Même si certaines formules nouvelles, comme les cercles de qualité, en arrivent parfois à tourner vite en rond.

« Mouton à dix pattes »

Nouvelle conception de la gestion du personnel, la GRH suppose aussi un changement de méthode. Il ne s'agit plus de comptabiliser les entrées et les sorties de salariés, de respecter les obligations légales et contractuelles, mais de mettre en œuvre une gestion à la fois prévisionnelle et préventive de l'emploi (l'itinéraire professionnel de chacun mais aussi l'évolution d'une catégorie), des rémunérations, des qualifications, du temps de travail, de la formation continue, des conditions de travail. Il s'agit d'avoir pour souci permanent de relever le défi de la maîtrise sociale des mutations technologiques qui affectent, et bouleversent, le paysage économique et, surtout, humain de l'entreprise.

Pour réussir, la GRH nécessite plusieurs conditions. Comme le montrait un récent dossier de *Courrier cadres* (la revue de l'Association pour l'emploi des cadres), le directeur des ressources humaines doit être un *« mouton à dix pattes »*. A la fois *« bon gestionnaire, juriste confirmé, expert ès syndicats, fin psychologue, doué en communication, d'une autorité innée, maître en organisation, spécialiste des questions de sécurité, curieux de sociologie, expérimenté en recrutement »*..., il doit être en fait une sorte de généraliste pointu, entouré d'une armée de spécialistes. La gestion des ressources humaines passe donc par un management décentralisé des hommes. L'entreprise est alors éclatée en petites équipes disposant d'une certaine autonomie, sous la conduite d'un responsable direct : le manager.

Autant dire que le concours des cadres est indispensable au succès de la GRH. Le concours, mais aussi la conversion de membres de l'encadrement, appelés non à profiter de leur rôle hiérarchique, qui fait des *« chefs »* les seuls détenteurs de l'information, mais à devenir de véritables animateurs d'équipes. Passage du management autoritaire au management participatif. Le problème est d'autant plus délicat que les cadres, qui assoient leur autorité sur leurs compétences techniques, n'ont pas toujours été formés pour ce nouveau rôle. Rien d'étonnant donc à ce que l'UIMM, dans son étude, ait parlé « d'*« échecs dus notamment à du scepticisme, voire à des résistances de l'encadrement (cadres moyens) devant la crainte de perdre une partie de leur autorité, des risques liés à la fluidité et à la transparence des informations »*.

D'autres obstacles jalonnent la route de la GRH, qui est encore loin d'être la règle d'or des entreprises. Nombre de sociétés – et c'est également vrai dans le monde largement dominant des PME – fonctionnent encore sur un schéma hiérarchique classique de la gestion du personnel. Qui parle de ressources humaines reconnaît implicitement, dans le but de valoriser le facteur humain, l'expression et la diversité des aspirations des salariés. Or ces demandes sont alors ressenties comme autant de mises en cause du fonctionnement des entreprises. Nombre d'entre elles ne sont pas prêtes, à cet égard, à entreprendre leur révolution culturelle. L'éclatement du salariat, la montée du chômage et de la précarité de l'emploi, l'exigence de mobilité pour les salariés, supposent une grande souplesse dans la gestion des ressources humaines. Qu'ils s'appellent « projet » ou « éthique », les modèles risquent d'être ressentis comme autant de fuites en avant. Ils apparaissent alors peu mobilisateurs.

Un autre problème tient à l'attitude des syndicats. Dans un pays largement sous-syndicalisé, où le fait syndical est loin d'être majoritairement accepté par les employeurs, les syndicats décèlent souvent dans la GRH un nouveau piège, où l'employeur s'efforce de détourner les aspirations des salariés de leur traduction revendicative. Si, à l'exception de la CGT, ils ne voient plus dans l'entreprise le lien privilégié d'une lutte des classes qu'il faudrait nourrir en permanence, ils n'en ont pas pour autant une vision consensuelle où les antagonismes et les conflits seraient abolis. S'ils ont du mal à exercer – et surtout à renouveler – leur fonction revendicative, ils sont encore très hésitants à participer à une *« gestion managériale des objectifs de l'entreprise »*. Ils restent donc en marge de la GRH.

Le défi européen

Le dernier défi pour les entreprises est de réfléchir, dans la perspective de 1993, à une gestion des ressources humaines à l'échelle européenne. Une étude de la fondation European Management Forum, réalisée il y a quelques années avait établi un classement par pays sur la prise en compte de l'importance des ressources humaines dans la compétitivité des entreprises. Les Etats-Unis, la Finlande, le Japon étaient en tête, mais la France n'était que vingtième, derrière la Grande-Bretagne et devant l'Italie. Depuis, un rapport de la Commission des communautés européennes a fait ressortir des tendances communes dans le management des hommes, avec une recherche de *« mobilisation des salariés »* centrée sur des politiques de la qualité et des systèmes de participation. Une plus grande harmonisation est-elle possible ? Les grandes entreprises implantées dans plusieurs pays de la CEE n'ont pas de temps à perdre pour montrer, par l'expérimentation et la concertation, que la GRH peut aussi être un moyen de construire l'Europe sociale. Avec les salariés et... leurs syndicats.

MICHEL NOBLECOURT.

(2) *La Fonction ressources humaines*, ouvrage collectif sous la direction de Dimitri Weiss. Les Editions d'organisation, 764 pages.

Les Journées prospectives du « Monde »

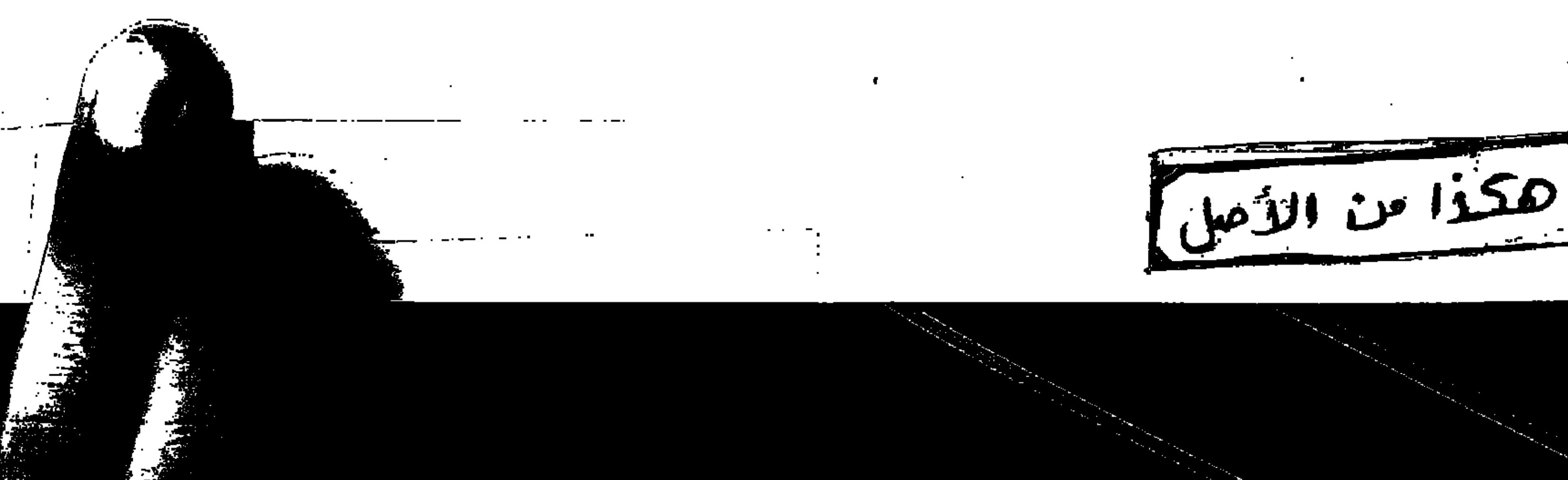
Convaincu que la gestion des ressources humaines est un élément clé du développement des entreprises dans les années 90, *le Monde* a décidé d'organiser sur ce thème les premières Journées prospectives les 11, 12 et 13 octobre au palais de l'UNESCO à Paris.

Un colloque intitulé « Ressources humaines : réinventer la compétitivité » permettra mardi 11 octobre de confronter dans ce domaine les points de vue de dirigeants d'entreprise, de syndicalistes et d'experts internationaux pour les dix années qui viennent. Plusieurs responsables politiques interviendront au cours de cette journée : le premier ministre, M. Michel Rocard, prononcera l'allocution d'ouverture. M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, conclura les débats, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du Plan, prendra la parole au cours de l'après-midi.

Ce colloque du 11 octobre organisé avec la participation de la Commission des Communautés européennes sera suivi de deux journées de débats et de rencontres entre dirigeants d'entreprise, cadres spécialistes du recrutement, formateurs et étudiants. Vingt-quatre entreprises parmi les plus dynamiques en matière de gestion des hommes présenteront chacune un des aspects les plus originaux de leur politique. Des conseils en recrutement donneront aussi des consultations sur place aux cadres.

★ *Renseignements et inscriptions :* Image et Images, tél. : 47-53-70-70. L'accès au colloque du mardi 11 octobre se fait sur inscriptions payantes.

L'entrée au palais de l'UNESCO, 125, avenue de Suffren, 75007 Paris, est libre et gratuite pour les journées des 12 et 13 octobre.



FINANCES

Membre du directoire de la Bundesbank

M. Köhler se prononce pour une banque centrale européenne à sept

Prouver le mouvement en marchant et créer *« avant qu'il ne soit trop tard »* une banque centrale européenne avec les sept pays répondant déjà aux impératifs de l'union de l'Europe : ce pari sur l'avenir, volontairement pragmatique, a été lancé, le lundi 3 octobre, par l'un des trois membres du directoire de la Bundesbank, M. Claus Köhler, invité par la *Revue d'économie financière*. Encore inconoclaste aux yeux de bien des Allemands, même si M. Köhler reconnaît que l'idée fait doucement son chemin au sein de l'institut d'émission, cette option s'appuie sur une analyse lucide.

La construction d'une union européenne repose sur « trois piliers » : le libre-échange des biens, des services et des personnes qui devrait être réalisé avec le grand marché de 1993; la libre circulation des capitaux prévue par la directive du sommet de Hanovre pour 1990; un système de taux de change fixe. Si tous les pays membres de la CEE se sont engagés à participer aux deux premiers, seuls sept pays participent au troisième. Sur ce terrain, la réalité est celle d'une Europe à trois vitesses. M. Köhler est le premier à le déplorer. Mais comment ne pas tenir compte du fait que la Grande-Bretagne hésite toujours à adhérer pleinement au mécanisme de change européen? Comment oublier que l'Italie dispose toujours d'un statut particulier, la possibilité de faire fluctuer sa monnaie de 6% par rapport à son court pivot l'excluant encore du système de taux de change pratiquement fixe des autres devises, soumises à une fluctuation maximale de 2,25 % ? Comment évacuer les problèmes propres à l'Espagne, au Portugal, à la Grèce, encore loin de pouvoir participer à un système monétaire européen (SME) exigeant une lente adaptation ?

Pour M. Köhler, deux réponses sont possibles, étant entendu que la création d'une banque centrale doit, dans l'esprit de tous, constituer le « toit » de la construction de l'union monétaire. *« Attendre que les plus lents rattrapent les autres »* semble la solution la plus sûre. Cette « théorie du couronnement » présente le risque de ne jamais voir le jour. L'autre solution consiste à « plonger dans l'eau froide » et à créer à sept une banque centrale que les autres pays pourront rejoindre par la suite. Le danger est de fonder cette construction sur des piliers peu solides. L'absence de la livre notamment est jugée regrettable par M. Köhler. Mais en avançant dans cette direction dès l'achèvement de la libre circulation des capitaux en 1990, l'Europe se donne une chance de ne pas être distancée par l'Asie ou les Etats-Unis. Pour mieux prouver l'intérêt d'un tel « plongeon » le responsable de la Bundesbank n'a pas manqué de s'appuyer sur une expérience vécue par la CEE, celle du SME et de l'ECU, créé dans le scepticisme général en mars 1979 et qui, au fil des années, a gagné ses titres de noblesse.

F. Cr.

EN BREF

● **Revalorisation salariale dans les banques.** – Les deux cent cinquante mille salariés du secteur bancaire relevant de l'Association française des banques (AFB) ont obtenu, le lundi 3 octobre, le versement d'une prime spéciale mensuelle égale à 3 % d'une mensualité brute et la revalorisation du point de 1 % au 1er novembre. Une augmentation de salaire de 1 % était déjà intervenue au 1er mars. Selon les syndicats, la fourchette de la prime spéciale se situe entre 180 F et 600 F, suivant les salaires, qui sont payés sur quatorze mois et demi. Seul le SNB-CGC a signé l'accord proposé par l'AFB. La CFTC et FO vont consulter leurs adhérents. La CFDT a refusé de signer. La CGT, qui chiffre la perte de pouvoir d'achat à 12 % depuis 1982, a pris la même position et annoncé une journée d'action pour le 11 octobre.

● **Pas de relèvement pour le tarif des analyses biologiques.** – Le ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale a indiqué, le 1er octobre, que *« le tarif des analyses biologiques ne sera pas relevé de 2,78 % à compter du 1er octobre »*, car la nouvelle convention entre la Caisse nationale d'assurance-maladie et l'organisation syndicale des biologistes, conclue sous le gouvernement de M. Chirac, *« n'a pas été ratifiée »* par les pouvoirs publics. La lettre-clé B, attribuée par la Sécurité sociale aux biologistes pour le calcul de leurs honoraires, restera donc à 1,80 F.

● **Agriculture : baisse du prix du tournesol.** – Le prix du tournesol payé aux producteurs de la CEE sera inférieur d'environ 10 % à celui qui leur était garanti en 1987-1988. *C'est la décision qui vient d'être prise par la Commission européenne en raison de la progression jugée excessive de la production.*

CONJONCTURE

Le gouvernement veut contenir le pouvoir d'achat

(Suite de la première page.)

Il confirme surtout les tendances inquiétantes observées depuis plusieurs mois. Enfin les échanges extérieurs, dans leurs structures actuelles, exigent un redressement qui cadre mal avec les revendications salariales du moment.

Qu'observe-t-on en effet ? Les exportations régressent de près de 3 % en deux mois (juillet et août), alors que, dans le même temps, les importations augmentent de 6 %. Certes celles des biens d'équipements professionnel fléchissent, mais elles ont connu une très forte poussée au premier semestre (+ 11 % en moyenne mensuelle) ; celles des biens intermédiaires font un bond de près de 12 % en août, autant que celles des biens de consommation courante. Industriels et particuliers se montrent aussi dépensiers les uns que les autres, les premiers pour répondre à une activité économique toujours en hausse, les seconds ne cessant de vouloir consommer.

Chacun contribue au déséquilibre des échanges extérieurs. Comme il n'est pas question de réfréner les entreprises dont on attend au contraire que, l'investissement aidant, elles parviennent enfin à fournir les produits qui sont demandés, on ne voit d'autre solution que de faire pression sur la demande des ménages, et d'agir sur le pouvoir d'achat des particuliers

On affirme, Rue de Rivoli, qu'il n'y a là rien de bien nouveau, que la politique salariale a été fixée il y a quelques mois et que déjà elle prévoyait de faibles marges de progression. Bref, le coup de semonce donné par le mauvais résultat du commerce extérieur aurait rappelé au gouvernement son devoir de rigueur. La persistance voire l'aggravation d'un déficit de nos échanges ferait peser une menace sur le franc. Or, la stabilité de la monnaie est, on le sait, un des piliers de la politique économique du ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, réaffirmée dans le projet du Xe Plan.

Sans que cela soit dit, le gouvernement souhaite (et il y sera bien obligé si les résultats de septembre ne sont pas meilleurs) mettre en place un mini-plan de rigueur... au moment où se multiplient les revendications salariales auxquelles il est difficile d'opposer des arguments péremptoires. L'année qui vient s'annonce, en effet, sous d'excellents auspices, le chômage et, précisément, le commerce extérieur étant les seuls points noirs.

Les prévisions du ministère de l'économie pour 1989, telles qu'elles sont consignées dans le rapport économique et financier remis aux députés, font état d'une croissance de 2,7 % (après 3 %, voire 3,5 % en 1988), d'un fort développement des investissements, d'une hausse du pouvoir d'achat des ménages de 2,2 % (après 2,4 % cette année). Pour couronner le tout, les résultats des entreprises apparaissent meilleurs que jamais : leur taux de marge, c'est-à-dire le solde du compte d'exploitation, s'élèvera en 1989 à 30,3 % (hors grandes entreprises nationales). Mieux qu'en 1973 où il était de 29,9 %.

A-t-on trop fait état de ces chiffres, laissant croire du même coup à un retour de la prospérité que plus rien ne menacerait ? On n'est pas loin de se repentir, dans les milieux gouvernementaux, du trop grand optimisme manifesté ici ou là. Mais comment taire certains résultats, telle la progression en volume de 16 % des activités des travaux publics sur les sept premiers mois de l'année ou l'augmentation de 6 % de la production industrielle au premier semestre, après six années de stagnation ? Comment faire admettre aux intéressés que la progression de 1,3 % en 1988 du pouvoir d'achat du salaire moyen par tête est suffisante ?

Trouvera-t-on les arguments pour calmer les esprits et amener les infirmières, les gardiens de prison, les dockers ou les fonctionnaires à se ranger aux nécessités de la rigueur salariale et de l'équilibre des comptes sociaux ? Le fait que, dans le secteur privé, la masse salariale ait progressé de 5,1 % au premier semestre amène les milieux patronaux à surveiller de près les négociations en cours dans la fonction publique. Comme le gouvernement, ils redoutent maintenant toute nouvelle progression trop rapide.

FRANÇOIS SIMON.

Marchés financiers

Après son rachat par ses salariés

L'Institut de développement industriel a entièrement remboursé sa dette

Privatisé en juillet 1987 et racheté par ses salariés au prix de 1,48 milliard de francs emprunté auprès des banques, l'Institut de développement industriel (IDI) a repris son indépendance, après remboursement de ce prêt au bout de seize mois seulement. L'an dernier, la totalité des trente-sept salariés de l'IDI, du PDG à la standardiste, avaient réuni 12 millions de francs pour prendre 40% du holding – la Financière IDI –, chargé d'opérer le rachat avec le concours d'autres actionnaires : le groupe Rothschild, le groupe Pébereau (Marceau Investissement), la Générale occidentale, le Crédit national, l'UAP, Euris et EDF. Le remboursement du prêt a été acquis grâce à la revente, dans de bonnes conditions, de la plus grande partie des participants – Salomom, Vuitton, etc., – pour 1,4 milliard de francs.

Après cette opération, l'IDI dispose encore d'une trentaine de petites participations et, surtout, de parts appréciables dans des organismes de capital-développement et de capital-risque : 23% dans Astorg (1 milliard de francs d'actif net), 30% dans Finovelec (300 millions de francs d'actif) et Finovectron (220 millions), et 50% dans CICLAD (330 millions de francs), société spécialisée dans le montage et le financement de transmissions d'entreprises qui, depuis sa création en juillet 1988 – avec le Crédit lyonnais et le grand spécialiste britannique Candover, – a déjà participé à deux opérations de ce type : les RES de Darty et Chauvat-Sofranq (serrurerie industrielle marque JPM).

Aujourd'hui, le « groupe IDI » gère 2 milliards de fonds propres et de participations dans 155 entreprises. Avec un flux annuel de 250 millions de francs d'investissements dans une quarantaine d'entreprises, il s'inscrit au premier rang français du capital-développement, côte à côte avec le Crédit national et la Banexi, filiale de la BNP.

A Claude Mandil, ingénieur général des Mines, président de l'IDI de 1984 à 1988 qui acheva son redressement amorcé par Dominique de la Martinière dès 1982 (et qui va prendre, prochainement, la direction du Bureau de recherches géologiques et minières-BRGM), succède Christian Langlois-Meurinne, âgé de quarante-trois ans (X et Harvard Business School), entré dans l'entreprise en 1972, et également administrateur directeur général d'Astorg, filiale commune de l'IDI et de Suez, après un passage de trois ans dans l'administration comme directeur des industries chimiques, textiles et diverses au ministère de l'industrie de 1972 à 1982.

FRANÇOIS RENARD.

Rémy Martin acquiert les champagnes Piper-Heidsieck

La société Rémy et Associés, filiale du groupe Rémy Martin (cognacs, vins, champagne) a acquis, le vendredi 30 septembre, 56 % du capital de Piper-Heidsieck pour un montant de 585 millions de francs. Les cinq membres de la famille du président, M. François d'Aulan, ont ainsi reçu 2 600 F par action et 1 420 F par certificat d'investissement. Rémy et Associés s'est engagé à acquérir au même prix tous les titres offerts sur le marché du 4 au 24 octobre. Le rachat de la totalité du capital se traduira par un investissement de plus d'un milliard de francs.

Piper-Heidsieck réalise un chiffre d'affaires de 382 millions de francs et un bénéfice de 19,1 millions. Rémy et Associés, qui avait échoué au début de l'année à prendre le contrôle de Bénédictine, finalement repris par Martini et Rossi, a utilisé les lignes de crédit ouvertes pour financer cette opération, qui apparaît comme un sauvetage franco-français d'une affaire convoitée (on a cité les noms de Grand Metropolitan et du même Martini et Rossi) et dont le titre en Bourse est recherché depuis plusieurs mois.

A la suite de cette acquisition, Rémy et Associés, qui réalise un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de francs, et qui contrôle déjà les marques Charles Heidsieck et Krug, devient la cinquième maison de champagne, après Moët et Chandon (groupe LVMH), Mumm (groupe du canadien Seagram), Marne et Champagne (marques de distributeurs) et Lanson et Pommery (BSN).

● **Valeo a lancé une OPE sur Epeda-Bertrand Faure.** – C'est une offre publique d'échange (OPE) que le groupe équipementier automobile Valeo a lancé sur 2 millions d'actions Epeda-Bertrand Faure, soit les deux tiers environ du capital, à raison d'une obligation convertible à émettre 6,5 % Valeo plus une soulte de 500 F en espèces contre une action Epeda-Bertrand Faure. L'annonce a été faite lundi 3 octobre par la Société des Bourses françaises (*le Monde* daté 2-3 octobre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DÉVELOPPEMENTS INTERNATIONAUX

I. Valeo : développement international par accords croisés de licence avec Kokusan Kinzoku Kogyo Co. LTD.

Valeo et la société japonaise d'équipements automobiles Kokusan Kinzoku Kogyo CO. LTD ont signé des accords portant sur des échanges de technologie avancée dans les domaines de la protection et commutation pour automobiles.

Kokusan exploitera au Japon une licence Valeo de fabrication de télécommandes programmables à infrarouge « Plip » et en équipera principalement les véhicules Nissan.

En Europe, Valeo exploitera une licence Kokusan pour antivols de direction et fermetures de porte pour véhicules japonais.

II. Valeo : développement international en Turquie.

Valeo a signé avec la société Transturk Holding, dont le siège est à Istanbul, un protocole d'accord prévoyant la constitution d'une joint-venture détenue à 51 % par Valeo et à 49 % par Transturk Holding.

Dans un premier temps, la joint-venture reprendra l'activité « embrayages » de Transturk et l'usine de Bursa. Située à 200 km d'Istanbul, cette usine fabrique aujourd'hui des embrayages sous licence Valeo. Cette activité représente des ventes annuelles d'environ 50 millions de francs, notamment à Oyak Renault, filiale de la Régie en Turquie. Il est prévu de tripler ce chiffre dans les trois ans à venir.

Par la suite, d'autres équipements automobile de Valeo seraient produits en Turquie par la nouvelle société.

D'autre part, la joint-venture absorbera les activités de distribution automobile de Transturk.



Le conseil d'administration de la société Valeo réuni le 30 septembre 1988 a décidé de présenter une offre publique portant sur les actions de la société Epéda Bertrand Faure en vue de prendre le contrôle de cette société.

La société Valeo a chargé la banque Paribas et la banque Stern de présenter l'offre publique pour son compte auprès de la Société des Bourses françaises.

Un rapprochement entre ces deux équipementiers automobiles français permettra d'associer et de renforcer leurs compétences et leurs moyens technologiques, industriels, commerciaux et financiers.

NEW-YORK, 3 octobre ↓

Nouveau recul

Même une nouvelle chute des prix du pétrole n'a pas réussi à dissiper les états d'âme de la Bourse de New-York, qui depuis quelques séances vit, à nouveau, dans la hantise d'une surchauffe de l'économie. En effet, les investisseurs attendent avec une certaine appréhension la publication des prochaines statistiques, notamment celles du chômage pour septembre, qui seront connues vendredi. Ils craignent que ces chiffres ne confirment pas les signes de ralentissement de la croissance notés cet été et poussent ainsi la Réserve fédérale à resserrer encore d'un cran sa politique monétaire.

En tout cas, ces craintes d'une croissance soutenue ont occulté la bonne nouvelle que constitue la poursuite de la chute des cours du pétrole. Seuls les marchés obligataires ont réagi à cette nouvelle, s'appréciant encore légèrement. Les taux d'intérêt se sont effrités : ceux des bons du Trésor à trente ans, principale référence du marché, ont terminé la journée à 8,96 %, après être tombés, vendredi, au-dessous du seuil des 9 %, à 8,98 %.

Sur le marché des actions, l'indice Dow Jones a fini la séance sur une baisse de 7,65 points, à 2 105,26 points, après être tombé au-dessous de la barre des 2 100 points en cours de séance. Le marché était peu animé, avec seulement 130 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours du 30 sept.	Cours du 3 oct.
Alcoa	52 3/4	52 1/2
A.T.T.	26 1/8	26
Boeing	64 1/8	63 3/8
Chase Manhattan Bank	30 1/8	29 7/8
Du Pont de Nemours	81 3/4	81 1/4
Eastman Kodak	45 1/8	45 3/4
Exxon	44 3/4	44 3/8
Ford	51 1/8	51 7/8
General Electric	43 3/8	43 1/4
General Motors	75	75 1/8
Goodyear	58	57 3/8
I.B.M.	115 3/8	114 7/8
I.T.T.	49 1/2	50
Mobil Oil	42 5/8	42 5/8
Pfizer	54 3/8	54 1/2
Schlumberger	33 3/4	33 1/4
Texaco	45 3/8	45
UAL Corp. ex-Allegis	95 1/4	96 1/8
Union Carbide	23 3/4	23 7/8
U.S.X.	28 1/8	27 3/8
Westinghouse	52 3/4	52 1/2
Xerox Corp.	57 1/2	57 1/2

PARIS, 3 octobre =

Irrégulier

Animée principalement par des affaires « particulières », la Bourse de Paris a été irrégulière lundi dans un marché assez animé.

Oscillant constamment autour du niveau affiché vendredi en clôture, l'indicateur instantané accusait vers 14 heures une hausse de 0,07 %. A 17 heures, il cédait 0,11 %.

La Bourse aurait besoin de souffler un peu, estimaient les milieux professionnels, après les hausses sensibles enregistrées ces deux dernières semaines. En effet, la cote a gagné près de 7 % en quinze jours et plus de 45 % depuis le début de l'année.

Mais les investisseurs ne veulent pour rien au monde rater les opportunités qui se présentent actuellement sur le marché. En effet, tous les jours quelques titres se mettent en vedette à la suite de rumeurs d'OPA ou d'attaques bien concrètes. Bouygues s'est toutefois calmé après que M. Robert Maxwell eut annoncé détenir 5 % du capital de Bouygues pour venir en aide au « roi du béton ». Le titre cédait, en fin de journée, 1,5 % à 589 F, avec 97 850 titres échangés.

Les boursiers ont également été fixés lundi sur les modalités de l'OPE que lance Valéo sur Epeda-Bertrand-Faure. Mais, en revanche, ils ont été surpris d'apprendre que Rémy et Associés (les cognacs) allait acquérir auprès du groupe familial réuni autour de M. François d'Aulan, majoritaire dans Piper Heidsieck, 45 % du capital des champagnes Piper Heidsieck.

L'opération va se faire au prix de 2 600 F l'action Piper Heidsieck, dernier cours coté en Bourse.

Les actions considérées, à tort ou à raison, comme « opéables » figuraient sur la liste des plus fortes hausses : Accor, Navigation Mixte, Aussedat-Rey ou Labinal. La Compagnie du Midi, à nouveau « travaillée » depuis quelques séances, a également gagné du terrain.

Au compartiment des valeurs étrangères, hausse de 1,4 % de Maxwell Communication. Baisse des japonaises et des américaines.

Le MATIF a gagné un demi-point après la baisse des taux d'intérêt des Bons du Trésor à trente ans aux Etats-Unis.

LONDRES, 3 octobre ↓

Forte baisse

L'ambiance est plutôt morose actuellement à la Bourse de Londres, en raison notamment de la chute des cours du pétrole. La cote a encore accentué ses pertes lundi, l'indice Footsie des cent valeurs abandonnant, en clôture, près de 24 points, à 1 802,6.

Quelque 336,6 millions de titres ont été échangés dans un marché où les investisseurs broyaient du noir. La baisse des prix du brut, mais aussi l'annonce d'une augmentation des chiffres du crédit à la consommation en août en dépit de la récente hausse des taux d'intérêt, ne sont pas des nouvelles de nature à créer un terrain favorable aux investissements, déclaraient les opérateurs.

Les valeurs pétrolières ont évidemment souffert de la baisse des prix du brent. Le groupe d'assurances Sun Life continuait de baisser de 74 pence, à 1 018, à la suite de prises de bénéfices et en l'absence d'espoir d'OPA. Après avoir annoncé l'acquisition de 22,2 % du capital du fabricant d'hélicoptères Westland, le groupe mécanique GKN reculait de 10 pence, à 312. Scottish and Newcastle (brasseries) bénéficiait de rumeurs d'OPA et gagnait 5 pence, à 342 pence.

Les mines d'or gagnaient plus d'un dollar et les fonds d'Etat se raffermissaient grâce à la stabilité de la livre.

TOKYO, 4 oct. ↓

Baisse

La tendance était encore orientée à la baisse, mardi, à la Bourse de Tokyo, où l'indice Nikkeï a perdu 44,51 points, soit 0,16 % à 27 501,02. Lundi, cet indice avait déjà cédé 154,60 points. Le marché était calme, reflétant l'attentisme des opérateurs. En effet, les boursiers attendent notamment des signes d'évolution de l'état de santé de l'empereur Hirohito.

Ils restent également très prudents avant la publication des prochaines statistiques américaines, et notamment celles, vendredi, des chiffres du chômage pour septembre. A noter que samedi prochain sera férié au Japon, les opérateurs ne pourront donc réagir à ces chiffres que lundi. Une raison supplémentaire pour être prudent, indiquait un intervenant du marché.

VALEURS	Cours du 3 oct.	Cours du 4 oct.
Akai	570	565
Bridgestone	1 240	1 220
Canon	1 380	1 370
Fuji Bank	3 120	3 100
Honda Motors	2 120	2 090
Matsushita Electric	2 420	2 440
Mitsubishi Heavy	993	1 010
Sony Corp.	6 400	6 250
Toyota Motors	2 560	2 540

FAITS ET RÉSULTATS

● **Lévitan et Kuom rachetées par une banque arabe.** – Les sociétés Lévitan Ameublement et Ameublement moderne Kuom, détenues depuis 1984 par le groupe français Carite-Wahnich, ont été achetées par Vendôme Développement, détenue à 30 % par la BAII (Banque arabe et internationale d'investissement), dont le siège est à Paris. En 1987, le chiffre d'affaires des deux sociétés s'élevait à 282 millions de francs et leur bénéfice à 12 millions de francs.

● **Siemens se réorganise.** – Le groupe allemand Siemens a annoncé, le lundi 3 octobre, une réorganisation attendue (*le Monde* du 12 juillet), sa structure précédente datant de plus de vingt ans. Les services centraux du groupe électrique et électronique passent de cinq à six (planification, recherche et développement, finance, production et logistique, personnel, régions) et de nouvelles divisions spécialisées par groupes de produits sont mises en place. Cette nouvelle organisation est effective à partir du 1er octobre.

● **La Lainière de Roubaix rachète deux filatures à Damart.** – La Lainière de Roubaix (groupe Prouvost) vient de conclure un accord avec le groupe Damart pour lui racheter deux filatures situées l'une à Neuville-en-Ferrain (Nord), l'autre au Liechtenstein. L'usine de Neuville-en-Ferrain « *est très performante et son activité sera maintenue* », indique la Lainière. En revanche, l'usine du Liechtenstein sera progressivement arrêtée et la production correspondante sera reprise à Roubaix.

● **La société espagnole Ceselsa acquiert 40,6 % du français Giravions Dorand.** – La société privée espagnole Ceselsa, qui se consacre à la fabrication de produits électroniques et de défense civile, a acquis 40,6 % des actions du groupe français Giravions Dorand (spécialisé dans les simulateurs pour tir de missiles). Le coût de l'opération s'est monté à 500 millions de pesetas (270 millions de francs). Ceselsa deviendra ainsi le principal actionnaire du groupe français. Cette opération permettra à l'entreprise espagnole d'étendre son rayon d'action sur le marché international, étant donné que Giravions Dorand possède des succursales en RFA, en Grande-Bretagne, en Belgique et aux Etats-Unis.

● **Exxon Chemical prend le contrôle de Noroxo, filiale de Orkem.** – La filiale française d'Exxon Chemical va racheter au groupe Orkem sa filiale Noroxo, qui fabrique des alcools et des acides organiques à Harnes, près de Lens, dans le Pas-de-Calais. La reprise de Noroxo, dont la production est exportée à plus de 80 %, assurera la poursuite de l'activité de l'usine de Harnes, dont la fermeture avait été envisagée. L'usine emploie cent quatre-vingts personnes pour une capacité de production de 115 000 tonnes par an.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	311	309	La Commande Electro.	312	301
Arnault & Associés	....	521	Le gd livre du mois	284	280
Asystel	285	289	Loca Investissement	284	288
B.A.C.	430	430	Locamic	....	175 50
B. Demachy & Assoc.	435	440	Marlin Immobilier	....	250
B.I.C.M.	549	545	Metallurg. Minière	129 90	....
B.I.P.	....	585	Métrologie Internat.	490	503
Boiron	385	388	Microservice	128 50	130
Bolloré Technologies	860	860	M.M.B.M.	586	575
Buitoni	1060	1060	Molex	250	248
Câbles de Lyon	1573	1570	Navale-Delmas	....	797
Calberson	715	710	Olivetti-Logabax	....	160
Cardif	840	850	Om. Gest. Fin.	....	320
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	288	P.F.A. S.A.	424	427
C.A.T.C.	137 50	137 50	Presbourg (C. In. & Fin.)	....	96
C.D.M.E.	1100	1100	Prévoyance Assurances	406	404
C. Equip. Elect.	290	290	Publicat. Filipacchi	....	451
C.E.G.I.D.	750	740	Rexel	930	925
C.E.G.E.P.	....	....	St-Gobain Emballage	....	1485
C.E.P.-Communication	1500	1500	St-Honoré Matignon	210	213
C.G.I. Informatique	849	850	S.C.G.P.M.	....	306
Ciments d'Origny	554	580	Segin	390	391
C.N.I.M.	....	398	Sema-Metra	550	....
Concept	244	245	S.E.P.	....	1430
Conforama	....	926	S.E.P.R.	....	1370
Creeks	478 40	487 50 d	S.M.T. Goupil	....	338
Dafsa	180	180	Sodexho	930	930
Dauphin	1054	1050	Supra	....	335
Devanlay	933	940	TF 1	297	294 90
Deville	598	595	Unilog	155	158
Dmenil-Leblé	1070	1070	Union Financ. de Fr.	405	404
Editions Belfond	108	112 30	Valeurs de France	329 50	330
Elysées Investiss.	27 50	28 60			
Finacor	231	237			
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	245	245			
Guintoli	516	528			
I.C.C.	....	238			
IDIA	230	230			
I.G.F.	112	109 10			
IN2	185 80	180 50			
Int. Metal Service	....	415			

Marché des options négociables le 3 octobre 1988

Nombre de contrats : 8 963.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Décembre dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Décembre dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	520	23,50	29	27	–
CGE	320	35	–	8	–
Elf-Aquitaine	360	9	19	32	–
Lafarge-Coppée	1 300	125	–	28	–
Michelin	180	14,50	21	9,60	13
Midi	1 500	119	150	–	–
Paribas	400	58	69,50	3,20	–
Peugeot	1 300	50	96	107	–
Saint-Gobain	520	45	–	12	–
Société générale	400	65	–	6,50	13,50
Thomson-CSF	180	13,80	23	10	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 3 oct. 1988

Nombre de contrats : 52 269.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 88	ÉCHÉANCES Mars 89	ÉCHÉANCES Juin 89
Dernier	106,15	105,55	104,95
Précédent	105,65	105,05	104,40

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 88	OPTIONS D'ACHAT Mars 89	OPTIONS DE VENTE Déc. 88	OPTIONS DE VENTE Mars 89
106	0,97	1,38	0,78	1,81

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,3325 F ↓

La tendance baissière du dollar, amorcée vendredi dernier, se poursuit, mardi 4 octobre, en liaison, notamment, avec une vive chute des prix pétroliers. A Paris, le billet vert s'échange à 6,3325 F (contre 6,3535 F la veille), 1,8590 DM et 133,10 yens.

FRANCFORT	3 oct.	4 oct.
Dollar (en DM)	1,8670	1,8590

TOKYO	3 oct.	4 oct.
Dollar (en yens)	133,90	133,10

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (4 oct.)	7 1/2-7 5/8 %
New-York (3 oct.)	8 1/8-8 3/16 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-87*)

	30 sept.	3 oct.
Valeurs françaises	129,9	
Valeurs étrangères	117,2	
(*Sbf, base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	380,2	379,7
(*Sbf, base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 418,13	1 422,58

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	30 sept.	3 oct.
Industrielles	2 112,91	2 105,26

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	30 sept.	3 oct.
Industrielles	1 476,5	1 455,8
Mines d'or	171,6	171,1
Fonds d'Etat	87,92	87,96

TOKYO

	3 oct.	4 oct.
Nikkeï Dow Jones	27 545,53	27 501,02
Indice général	2 135,62	2 129,78

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E.-U.	6,3350	6,3370	– 40	– 25	– 75	– 50	– 200	– 120
$ can.	5,2355	5,2415	– 124	– 94	– 239	– 201	– 644	– 537
Yen (100)	4,7542	4,7593	+ 120	+ 146	+ 231	+ 268	+ 719	+ 811
DM	3,4050	3,4079	+ 74	+ 91	+ 147	+ 170	+ 449	+ 512
Florin	3,0195	3,0219	+ 52	+ 63	+ 101	+ 119	+ 341	+ 407
FB (100)	16,2415	16,2529	+ 54	+ 144	+ 99	+ 237	+ 437	+ 792
FS	4,0108	4,0146	+ 148	+ 165	+ 282	+ 309	+ 806	+ 886
L (1 000)	4,5707	4,5755	– 119	– 84	– 243	– 201	– 712	– 608
£	10,7660	10,7697	– 416	– 372	– 766	– 699	– 1982	– 1785

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 9/16	8 11/16
DM	4 5/8	4 7/8	4 13/16	4 15/16	4 13/16	4 15/16	5 3/16	5 5/16
Florin	5 1/4	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2	5 5/8	5 5/8	5 3/4
F.B. (100)	6 3/4	7 1/4	6 15/16	7 1/4	7 1/16	7 3/8	7 5/16	7 5/8
F.S.	3 3/8	3 5/8	3 3/16	3 5/16	3 3/16	3 5/16	3 3/4	3 7/8
L (1 000)	8	9	10	10 1/2	10 5/8	11	11	11 3/8
£	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12	11 7/8	12	11 7/8	12
F. franç.	7 1/4	7 1/2	7 9/16	7 3/4	7 9/16	7 13/16	7 7/8	8 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 3 OCTOBRE

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
3820	C.N.E. 3% ★	3710	3705	3700	– 0 27
1025	B.N.P. T.P.	1040	1045	1046	+ 0 58
1110	C.C.F. T.P.	1122	1128	1128	+ 0 53
1123	Créd. Lyon. T.P.	1158	1158	1158	....
1370	Renault T.P.	1384	1380	1380	– 0 29
1728	Rhone-Poul. T.P.	1738	1675	1679 c	+ 2 34
1248	St-Gobain T.P.	1241	1245	1245	+ 0 32
1231	Thomson T.P.	1237	1237	1237	....
490	Accor	494	499	514	+ 4 05
540	Air Liquide	538	536	535	– 0 58
2100	Alcatel ★	2352	2380	2310	– 1 79
1390	Als. Superm.	1434	1430	1430	– 0 28
300	A.L.S.P.I.	311	318	323 70	+ 4 08
340	Alsthom ★	377	370	377	....
1950	Arjom. Prioux ★	2145	2130	2143	– 0 09
520	Aussedat-Rey ★	512	520	526	+ 2 73
990	Aux. Entrepr. ★	1090	1080	1069	– 1 93
665	Av. Dassault ★	660	681	680	+ 3 03
370	BAFIP ★	390	391 40	418	+ 7 18
290	Bail-Equipem. ★	299 90	301	300 60	+ 0 20
605	Bail Investiss.	615	635	625	+ 1 23
290	B.N.P. C.I. ★	325 10	330 60	325	– 0 03
470	Cie Bancaire ★	472	479	475 10	+ 0 66
440	Bazar H.-V.	447	446	445	– 0 45
490	Béghin-Say ★	514	515	515	+ 0 19
1060	Berger (Mé)	1100	1120	1120	+ 1 82
820	Bic ★	864	861	854	– 1 16
1730	B.I.S.	1874	1860	1870	– 0 21
2570	Bongrain S.A. ★	2680	2685	2691	+ 0 04
470	Bouygues ★	598	590	589	– 1 51
58	B.P. France ★	64 50	64 10	64 30	– 0 31
5500	B.S.N. ★	5460	5400	5440	– 0 37
645	Canal Plus	618	628	624	+ 0 97
2400	Cap Gem. S. ★	2380	2400	2429	+ 2 06
475	Carnaud ★	479 90	490	480	+ 0 02
2620	Carrefour ★	2848	2860	2855	+ 0 25
152	Casino	162	163	160	– 1 23
108	Casino A.D.P.	113	114 50	112 20	– 0 71
1240	C.C.M.C.	1210	1200	1200	– 0 83
670	Cetelem	662	680	680	+ 2 72
415	Cerus ★	412	416	410	– 0 49
1600	C.F.A.O. ★	1677	1677	1670	– 0 42
340	C.G.E.	344	343 90	344	....
1250	C.G.I.P. ★	1264	1245	1245	– 1 50
1170	Chargeurs S.A. ★	1275	1260	1216	– 4 63
1030	Ciments franç. ★	1086	1089	1080	– 0 46
420	Club Méditerr. ★	425	426	425 50	+ 0 12
155	Codetel ★	160 50	161 90	164 90	+ 2 74
280	Colimeg	293 50	294	291	– 0 85
570	Coles ★	619	623	610	– 1 45
220	Compt. Entrepr.	224 50	228 80	223	– 0 67
765	Compt. Mod. ★	770	765	753	– 2 21
765	Créd. Foncier ★	800	799	796	– 0 50
400	C. F. Internat. ★	408	417 90	428	+ 4 90
136	C.C.F.	135	135	135	....
500	Cr. Lyon. (CI) ★	520	529	520	....
900	Crédit Nat. ★	934	922	923	– 1 18

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
585	CSEE (exSign.) ★	585	585	579	– 1 03
395	Crouzet ★	395	395	393	– 0 51
2750	Damart S.A. ★	2752	2760	2820	+ 2 47
....	Darty	....	....	....	....
1600	De Dietrich	1575	1590	1600	+ 1 59
190	Dév. P.d.C. (Li)	198 50	198 50	198 50	....
430	D.M.C.	435	441	437 90	+ 0 67
365	Drouot Assur. ★	362 20	370	357 60	– 1 27
2100	Docks France ★	2080	2090	2081	+ 0 05
700	Dumez ★	713	715	712	– 0 14
1490	Eaux (Gén.)	1483	1471	1504	+ 1 42
1690	Ecco ★	1680	1660	1655	– 0 30
785	Electrofinanc. ★	858	851	850	– 0 70
460	El. S. Dassault	460	469	460	....
340	Elf-Aquitaine	335	334	335	....
290	– (certific.) ★	292	291	285	– 2 40
790	Epeda-B-Faure ★	930	....	....	....
2880	Essilor	2740	2740	2742	+ 0 07
1710	Essilor Int. (DP)	1655	1700	1700	+ 2 72
305	Esso S.A.F. ★	290	290	290	....
1510	Eurafrance	1576	1580	1588	+ 0 63
1190	Eurocom ★	1229	1216	1216	– 1 06
2290	Euromarché	2369	2356	2380	+ 0 46
580	Europe n° 1 ★	570	568	584	+ 2 46
38	Eurotunnel ★	34 95	35	34 40	– 1 57
1190	Exor ★	1187	1170	1175	– 1 01
865	Facom	875	870	861	– 1 60
950	Fichet-Bauche	980	1005	1005	+ 2 55
190	Finextel ★	190	191	194	+ 2 11
129	Fives-Lille ★	145 90	144	143	– 1 99
1400	Fromageries Bel	1406	1405	1430	+ 1 71
1050	Gal. Lafayette ★	1054	1050	1040	– 1 33
340	Gascogne	355	341	341	– 3 94
1510	Gaz et Eaux	1531	1532	1535	+ 0 26
410	Géophysique ★	452	455	455	+ 0 66
545	Gerland	525	539	540	+ 2 86
2850	Groupe Cité ★	2875	2900	2875	....
650	GTM-Entrepose	663	673	669	+ 0 90
680	Guyenne-Gas. ★	747	745	744	– 0 40
230	Hachette ★	257 50	257 90	264	+ 2 52
690	Havas ★	730	701	715	– 2 05
540	Hénin (La)	569	554	556	– 2 28
1120	Hutchinson ★	1111	1120	1110	– 0 09
235	Imétal ★	263 20	261 10	261	– 0 84
305	Imm. Plaine-M.	313 20	310	311	– 0 70
435	Ingénico ★	430	435	424	– 1 40
3870	Inst. Mérieux	4380	4360	4395	+ 0 34
530	Interbail ★	511	525	520	+ 1 76
1130	Intertechnique	1105	1102	1087	– 1 63
940	J. Lefebvre	1000	1005	1000	....
860	Labinal ★	920	880	931	+ 1 20
1380	Lab. Bellon	1517	1510	1508	– 0 59
1400	Lafarge-Coppée	1378	1380	1370	– 0 58
1160	Labon ★	1220	1203	1200	– 1 64

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
3120	Legrand ★	3118	3118	3147	+ 0 93
2500	Legrand (DP) ★	2530	2540	2585	+ 2 17
845	Leroy-Somer ★	938	938	935	– 0 32
2100	Lesieur	2040	2050	2010	– 1 47
660	Locabail Immob.	668	670	665	....
400	Locafrance ★	425	420	419 90	– 1 20
820	Locindus	830	845	821	– 1 08
280	Luchaire	327	325	359	+ 9 79
3060	L.V.M.H. ★	3051	3055	3085	+ 1 11
1480	Lyonn. Eaux ★	1515	1500	1510	– 0 33
87	Mais. Phénix	71 20	67	64 *	– 0 23
230	Majorette (Ly)	236	228 50	227 c	– 0 53
385	Mar. Wendel ★	372	383	370	– 0 54
185	Matra ★	195	194	190	– 2 56
2920	Merlin-Gérin ★	3082	3080	3081	– 0 36
189	Michelin	180	180 80	179	– 0 56
1470	Midi (Cie)	1429	1460	1520	+ 6 37
189	Midland Bk SA ★	172 10	176	174	+ 1 10
460	Min. Salsig. (Mal)	476	475	475	– 0 21
68	M.M. Penarroya	82 70	83 40	81 10	– 1 93
115	Moulinex	115 90	116	114 40	– 1 29
1110	Navig. Mixte ★	1235	1248	1246	+ 0 89
113	Nord-Est ★	121 50	118	120	– 1 23
375	Nordon (Ny)	383	385	385	+ 0 52
420	Nouvelles Gal.	412	416 10	412	....
750	Occid. (Gén.) ★	800	800	800	....
1100	Omn.F.Paris	1300	1325	1325	+ 1 92
320	Olida-Caby ★	365	364 60	358	– 1 92
3800	Oréal (L')	3757	3760	3770	+ 0 35
435	Paribas	443	446	450	+ 1 58
415	Paris-Réesc. ★	424 50	425	428	+ 0 82
1120	Pechelbronn ★	1140	1142	1140	....
380	Penhoet	395	400	403	+ 2 03
1040	Pernod-Ricard ★	1240	1237	1207	– 2 66
1250	Peugeot S.A.	1221	1230	1225	+ 0 33
580	Pollet ★	572	586	572	....
1040	Prétabail Sic.	1070	1070	1070	....
600	Primagaz	610	619	625	+ 2 46
600	Printemps ★	614	605	615	+ 0 16
2170	Promodès	2185	2180	2195	+ 0 46
715	Radiotechn. ★	647	651	640	– 1 08
63	Raff. D. Total ★	69	69	69	....
2840	Redoute (La) ★	2998	2940	3095	+ 3 20
335	Robur financière	335	338	338	+ 0 90
1230	Roussel-Uclaf ★	1329	1330	1300	– 2 18
950	R.-Uclaf-CNI ★	890	865	847	– 4 83
3600	R. Impériale (Ly)	3595	3577	3577	– 0 50
164	Sade	165 20	168	168	+ 1 69
1630	Sagem ★	1625	1638	1640	+ 0 92
540	Saint-Gobain	545	540	536	– 1 65
840	St-Louis ★	960	961	965	+ 0 52
1800	Salomon	1799	1755	1755	– 2 45
685	Salvepar	680	675	675	– 0 74
775	Sanofi ★	812	807	817	+ 0 62

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
750	S.A.T. ★	776	750	759	– 2 19
240	Saul.-Chât. (Ly) ★	238	235	235 10	– 1 22
1280	Saupiquet (Ns)	1315	1340	1350	+ 2 66
490	Schneider ★	493	495	493	....
57	S.C.O.A.	57 40	56 50	55 40	– 3 48
570	S.C.R.E.G. ★	633	630	610	– 3 63
820	Seb ★	836	825	827	– 1 08
390	Sefimeg ★	393	395	391 50	– 0 38
1400	S.F.I.M.	1486	1490	1480	– 0 40
35	S.G.E.	38 50	37	38	– 1 37
710	Silic	705	705	700	– 0 71
460	Simco-U.P.H. ★	475	475	466	– 1 89
1010	Skis Rossignol	1085	1075	1050	– 3 23
920	Sligos ★	890	910	910	+ 2 25
435	Société Générale	451	454	460	+ 2
146	Sodecco	140	144	144	+ 2 86
169	Sodero (Na)	174	172	172	– 1 15
2880	Sodexho ★	2880	2886	2860	– 1 04
105	Sogenal (Ny)	119 90	120	120	+ 0 17
240	Sogerap	300	292	299	– 0 33
2080	Somm.-Allib. ★	2130	2130	2112	– 0 85
1180	Source Perrier ★	1206	1200	1199	– 0 58
735	Sovac ★	755	720	755	....
400	Spie-Batignol. ★	423	427	425	+ 0 47
575	Strafor ★	692	690	725	+ 4 77
290	Suez	305	305 90	305	....
375	Synthelabo ★	375 20	380	376	+ 0 21
820	Talcs Luzenac ★	819	....	....	....
4500	Tél. Elect.	4450	4600	4500	+ 1 12
189	Thomson-C.S.F.	181	180	181	....
330	Total (CFP) ★	320	320	318 60	– 0 44
72	– (certific.)	72	72 50	73	+ 1 39
1060	T.R.T. ★	992	1000	998	+ 0 60
380	U.F.B.-Locab. ★	406	397	407	+ 0 25
710	U.I.C. ★	775	776	773	– 0 26
495	U.I.F. ★	500	498	510	+ 2
790	U.I.S.	799	793	792	– 0 88
165	U.C.B. ★	171	170 10	170	– 0 58
640	Unibail	698	698	702	+ 0 43
685	Valéo ★	627	627	585	– 6 70
142	Vallourec ★	174	170 50	180	+ 3 45
340	Via Banque	360	365	370	+ 2 78
720	Elf-Gabon ★	765	750	778	+ 1 70
125	Amax Inc.	129 50	130	130	+ 0 39
177	Amer. Express	181	179	179	– 1 10
168	Amer. Teleph.	169 90	167 50	167 60	– 1 41
63	Anglo Amer. C.	88	89 60	88 60	+ 0 67
390	Amgold	416	421 50	421 50	+ 1 32
925	BASF (Akt)	926	920	910	– 1 73
1040	Bayer	1041	1035	1036	– 0 48
80	Buffelsfont.	76	74 20	74 60	– 1 97
190	Chase Manh.	196	190	190	– 3 06
105	Echo Bay Mines	109 50	107 90	108 60	– 0 82
63	De Beers	65	64 20	64 50	– 0 77

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1740	Deutsche Bank	1775	1773	1785	– 0 58
970	Dresdner Bank	987	985	980	– 0 71
81	Driefontein Cal	54 95	55	57	+ 3 73
520	Du Pont-Nem.	520	520	520	....
285	Eastman Kodak	280 50	285	285 c	– 1 89
28	East Rand	29 85	29 50	29 50	– 1 17
240	Electrolux	252	250 50	245 10	– 2 74
295	Ericsson	288 50	288	288	– 0 17
285	Exxon Corp.	287	294	281 10	– 2 06
320	Ford Motors	327	322	322	– 1 53
41	Freegold	44 10	44 35	44 35	+ 0 57
81	Gencor	85 10	87 90	87 90	+ 3 29
275	Gén. Electr.	279 50	275 80	275 80	– 1 32
690	Gén. Belgique	695	700	702	+ 1 01
475	Gen. Motors	472	474	474	+ 0 42
144	Goldfields	142 80	139	139	– 2 66
53	Gd Metropolitain	54	53	53 c	– 1 85
34	Harmony	38 70	38 30	38 45	+ 1 94
81	Hitachi	80 30	77 30	78 c	– 2 86
1000	Hoechst Akt.	1013	1008	1009	– 0 39
109	Imp. Chemical	112 40	110 50	110 10 o	– 2 06
720	IBM	734	731	732	– 0 27
310	ITT	319 50	313	313 c	– 2 03
187	Ito-Yokado	186 50	184 90	184 70	– 0 97
300	Mac Donald's	308 90	300 10	301	– 2 43
120	Matsushita	119 50	115 50	115 80 c	– 3 26
375	Merck	374 80	369 80	369 80 c	– 1 33
405	Minnesota M.	412	408	406	– 1 46
275	Mobil Corp.	272	267	267	– 1 84
245	Morgan J.P.	243	244	244	+ 0 41
34780	Nestlé	35480	35260	35100	– 1 07
1500	Nixdorf	1457	1421	1421	– 2 47
195	Norsk Hydro	100	98 30	98 50	– 0 50
110	Olivetti	119 50	120 80	127	+ 6 28
2270	Petrofina	2312	2280	2260	– 2 25
620	Philip Morris	628	623	623	– 0 80
98	Philips	97 50	97	96 60	– 0 92
78	Placer Dome	79 50	79 20	78	– 1 89
350	Quilmès	335	334	337 90	+ 0 87
360	Randfontein	378	385	391	+ 3 44
680	Royal Dutch	676	672	675	– 0 15
47	Rio Tinto Zinc	48 20	47 20	47 15	– 2 18
36	Saat. & Saatchi	37 20	38	38	+ 2 15
42	St Helena Co	45 60	45 50	44	– 3 51
215	Schlumberger	216 20	215	215	– 0 56
105	Shell transp.	106 20	105	105	– 1 13
1580	Siemens A.G.	1598	1593	1598	+ 0 06
320	Sony	313 50	306 50	306 50 c	– 2 23
47	Telefonica	49	48 70	48 70	– 0 61
215	T.D.K.	213 50	205 50	207	– 3 04
63	Toshiba Corp.	53 60	52 50	52 50 c	– 2 05
345	Unilever	348	349 50	348	....
245	Unit. Techn.	255	251 30	251 50	– 1 37
380	Vaal Reefs	399	400	400	+ 0 25
355	Volvo	355	349 50	354	– 0 28
150	West Deep	165 20	165	170	+ 2 91
350	Xerox Corp.	367	365	365 c	– 0 54
181	Yamanouchi	189	191	191 10	+ 1 11
2 02	Zambia Corp.	2 14	2 04	2 04	– 4 67

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	128 12	3 231
9,80 % 78/93	103	2 255
10,80 % 79/94	108 50	0 888
13,25 % 80/90	105 40	4 465
13,80 % 81/89	101 60	9 916
16,20 % 82/90	109 56	11 730
16 % juin 82	112	5 129
14,60 % fév. 83	113 46	9 015
13,40 % déc. 83	119 70	10 544
12,20 % oct. 84	112 72	12 087
11 % fév. 86	113 80	8 782
10,26 % mars 86	108 05	5 781
ORT 12,75 % 83	1949	..
OAT 10 % 2000	107 30	3 562
OAT 9,90 % 1997	108 54	8 007
OAT 9,80 % 1996	105 86	6 640
Ch. France 3 %	152 50	..
CNB Bques janv. 82	103 14	2 401
CNB Paribas	103 10	2 401
CNB Suez	103 13	2 401
CNI janv. 82	103 20	2 401
PTT 11,20% 85	112 20	8 848
CFF 10,30% 86	105 70	8 536
CNE 11,50% 85	109	3 498
CNT 9% 85	100	3 985
CRH 10,90% déc. 85	110 49	7 478
C.N.C.A. T.P.	1138	113
Drouot Ass. Obl. conv.	2348	..
Mécalogie L 6% 8/7	82 40	8 250

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	1900
A.G.F. (St Cent.)	....	625
Applic. Hydraul.	....	701
Arbel	520	517
Astorg	196 90	198
Avenir Publicité	716	705
Bain C. Monaco	295	307 c
Banque Hypoth. Eur.	345	346
Béghin-Say (C.I.)	420	420
B.G.I.	871	....
Blanzy-Ouest	610	611
B.N.P. Intercontin.	257	246 70
Bénédictine	5980	....
Bon-Marché	....	941
B.T.P.	....	128 10
Calif	586	590
Cambodge	....	898
C.A.M.E.	163	163
Carbone-Lorraine	602	626 d
Caso-Pochin	25 10	....
C.E.G.Frig.	....	530
Centen. Blanzy	1350	1330
Centrest (Ny)	211	206
Cerabati	....	125

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex (Ny)	150	150
C.I.C. (Financ. de)	....	148
C.I. Maritime	722	725
Citram (B)	2200	....
Clause	....	700
Cofradel (Ly)	1060	1100
Cogifi	338	340
Comiphos	321	320 50
Cie Industrielle	....	2400
Comp. Lyon-Alem.	....	500
Concorde (La)	....	720
C.M.P.	19 90	19 46
Créd. Gén. Ind.	525	525
Cr. Universel (Cie)	....	585
Crédital	....	150
Dasbley S.A.	....	700
Degremont	220	....
Delalande S.A.	1400	1400
Delmas-Vieilj. (Fin.)	....	1910
Didot-Bottin	....	855
Eaux Bass. Vichy	....	970
Eaux Vittel	2390	2450
E.C.I.A.	1280	1330
Electro-Banque	....	296
Eli-Antargaz	735	736
E.L.M. Leblanc	595	687
Ensill-Bretagne	....	250 60
Entrepôts Paris	495	475
Epargne (B)	3600	3606
Europ. Accumul.	....	70 50
Europe Soudre Indust.	120 70	....
Eternit	2380	....
Fipalors	215	215
FPP	421	437
Fenc	776	750
Foncière (Cie)	455	455
Fonc. Lyonnaise	444	462
Forcina	....	376
Forinter	1095	1095
Fougerolle	....	359 80
France I.A.R.D.	293	289
France (La)	5900	5860
From. Paul Renard	....	799
GAN	....	765
G.F.L.I.	290	295
Gaumont	600	590
Gévelot	735	732
Gr. Fin. Constr.	....	385
Gds Moul. Paris	....	545
Groupe Victoire	645	650
G. Transp. Ind.	525	525
Immindo S.A.	370 40	372
Immoinvest	261	257
Immobail	358	373
Immobanque	646	650
Immob. Marseille	....	6300
Immofice	460	....
Invest. (Sté Cent.)	740	768
Jaeger	198	206
Lafitte-Bail	430	....
Lambert Frères	....	345
Lille-Bonnières	....	780
Loca-Expansion	247	252
Locafinancière	....	338
Locatel	....	641

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louis Vuitton	609	606
Louvre (Sté)	1975	1965
Lucia	1340	1370
Machines Bull	....	96 50
Magasins Uniprix	139	137 90
Magnant S.A.	108	105
Maritime Part.	329	325
Métal Déployé	424	....
Mors	106	....
Navig. (Nat. de)	....	98
Nozal	234	243 30
Optorg	425	415
Oréal (L') C.I.	2600	2610
Origny-Desvroise	1200	1210
Palais Nouveauté	....	500
Pelsol Marmont	563	563
Parfinance	184 50	....
Paribas-CIP	374	378 30
Paris France	248 50	238
Paris-Orléans	....	215
Partenfin	....	286
Patern. Banq. Div.	1070	1100
Pathé-Cinéma	....	....
Pechiney (cert. inv.)	267	277 70
Plas Wonder	1100	1110
Piper-Heidsieck	2800	....
P.L.M.	....	153
Porcher	418	420
Promodès	....	1487
Providence S.A.	....	....
Publicis	....	3200
Rhône-Poul. (c. inv.)	425	431
Ricqlès-Zan	....	218 40
Rochefortaise S.A.	....	495
Rochette-Cenpa	85 60	89
Rosario (Fin.)	735	780
Roudière	203 80	212 d
Rougier et Fils	108 50	113
Sacer	580	579
SAFAA	291	299
Saflo-Alcan	840	810
SAFT	....	1697
Saga	....	246
Salins du Midi	466	466
Santa-Fé	105 30	133 d
Saram	....	99
Savoisienne (M)	205	205
SCAC	526	523
Senelle Maubeuge	....	....
S.E.P. (M)	156	157
Sici	....	331
Sicotel	....	277 50
Simnor (Li)	....	....
Sinvim	251	248
Siph (Plant. Hévéas)	326	339
Sofal financière	....	1900
Soficel	....	980
Sofio	605	....
Soficomi	....	700
S.O.F.I.P. (M)	138	138
Sofragi	880	900
Sopagri	164	165
Soudure Autog.	495	520 d
Sovabail	....	600
Suez (Fin. de)-CIP	254	243 90
Steni	....	....
Taittinger	2695	2805

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	188	188
Tour Eiffel	....	350
Ulinor S.M.D.	....	....
U.A.P.	350	348
U.T.A.	1820	1890
Vicat	....	1765
Viniprix	....	1134
Virax	115	113
Waterman S.A.	....	690
Brass. du Maroc	127	127

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	689	720
Akzo	420	....
Alcan Alum.	179	176
Algemene Bank	125	....
American Brands	316	329
Am. Petrofina	428	....
Arbed	425	510 d
Asturienne Mines	143 50	....
Banco de Santander	350	350 10
Bco Pop Espanol	428	430 50 c
Banque Ottomane	2230	2230
B. Régl. Internat.	41600	42000
Br. Lambert	549	551
Canadian-Pacific	108	105
Chrysler corporation	150 50	153
CIR	26 50	....
Commerzbank	807	785
Dart. and Kraft	370 10	370
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	556	562
Gén. Belgique	695	702
Gevaert	1150	....
Glaxo	117 50	119 50
Goodyear	360	360
Grace and Co	157	153
GTE corporation	274	271 c
Honeywell Inc.	409 60	395
I. C. Industries	228	227 c
Johannesburg	710	....
Kubota	40	37 c
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	45	44 50
Mineral-Ressourc.	78	....
Noranda	112	117
Olivetti	25	26 20
Pakhoed Holding	255	255
Pfizer Inc.	342 30	339 90
Procter Gamble	504	500
Ricoh Cy Ltd	57	54 10 c
Rolinco	286 50	287
Robeco	279 50	280
Rodamco	464 20	465 50
Saipem	9 20	9
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	304	....
Steel Cy of Can.	110	112
Squibb	425 90	....
Tenneco	280 50	310
Thorn EMI	69	68 50
Toray indust. inc	40	39 c
Vieille Montagne	1262	1260
Wagons-Lits	957	940
West Rand	8 45	8 90

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	247	....
Calciphos	205	220
Chambourcy (M.)	978	978
Cochery	150 10	....
Cogenhor	103	103
C. Occid. Forestière	180	....
Copamex	342	....
Dubois Inv. (Cents.)	854	851
Gachot	73	71
Guy Degrenne	840	....
Hoogovens	167	....
Metanornica (bons)	12 05	12 05
Nicolas	875	....
Particip. Perrier	362	....
Rémy et Associés	269 50	259 50
Rorento N.V.	175 10	177
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	370	....
Sté Lecteurs du Monde	550	....
Ufimex	380	....
Union Brasseries	137 10	....

SICAV (sélection) 3/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	893 29	871 50
Actilion	213 21	207 50
Actions France	462 90	446 17
Actions sélectionnées	553 08	542 74
Aedificand	591 52	570 24
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1073	1045 83 ◆
A.G.F. 5000	561 43	547 74 ◆
A.G.F. ECU	1076 93	1065 97 ◆
A.G.F. Foncier	103 50	100 98 ◆
A.G.F. Interfonds	429 46	418 99 ◆
A.G.F. Invest	113 40	110 63 ◆
A.G.F. OBLIG.	1082 90	1077 51 ◆
A.G.F. Sécurité	10581 95	10581 95 ◆
Agimo	592 15	577 71 ◆
Altefi	214 54	205 79
A.L.T.O.	184 44	177 77
Amérique-Gan	5546 42	5380 38
America-Valor	689 51	672 69
Amplitude	561 28	535 22 ◆
Arbitrages court terme	5545 13	5538 59 ◆
Associc	1180 98	1180 98
Asset Futur	308 75	298 57
Aussic	1395 17	1354 53
Avenir C.I.C.	103 76	100 74
Axa Europe	116 04	110 78
Axa Investissements	113 97	108 80
Bred Associations	2638 91	2629 02
Capital Plus	1719 20	1719 20
Cardan-Pierre	28 31	27 09
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptavalor	5073 76	5066 16 ◆
[illegible]	111 31	108 07
Convertimmo	348 85	336 38
Credinter	495 71	481 27
Drouot-France	689 89	667 96
Drouot-Investiss.	1018 82	972 82
Drouot-Sécurité	252 18	240 74
Drouot-Sélection	138 82	132 33
Ecuic	1195 86	1176 19
Ecureuil Monétaire	30662 18	30662 19 ◆
Ecureuil Privatisations	357 89	347 47
Energie	232 64	222 09
Epacic	2783 05	2783 05
Eparcourt Sicav	4243 94	4233 36
Epargne Associations	25021 14	24983 66
Epargne-Capital	8250 77	8169 06
Epargne Court-Terme	501 97	501 97
Epargne Croissance	1518 35	1477 71
Epargne-Industr.	75 63	72 20
Epargne Inter	607 91	581 64
Epargne J	54289 41	54289 41
Epargne Long-Terme	177 65	172 90
Epargne Monde	1141 69	1111 13
Epargne Première	13001 83	12906 04
Epargne-Oblig.	196 95	191 69
Epargne-Quatre	1102 57	1073 06
Epargne-Unie	1225 80	1181 48
Epargne-Valeur	426 82	416 40
Eparoblig	1304 26	1301 66
Epsilon	1115 80	1104 76
Eurinvest Croissance	1182 52	1128 90
Eurinvest Rendement	1142 79	1090 97
Eurocic	9274 45	9137 39
Eurodyn	1043 27	1008 97
Euro-Gan	5424 75	5178 74
Euro-Maif	26 12	25 73
Finord Placement	60754 30	60754 30
Finord Valorisation	13770 73	13500 72
Fonsicav (div. par 10)	11017 85	11017 85 ◆
Fonciel	263 92	245 93
France-Gan	6606 10	6489 28
France-Garantie	277 69	277 14
France-Investiss.	394 43	376 54
France-Obligations	452 75	448 27
Francic	399 56	387 92
Francic Pierre	99 07	96 18

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	1030 64	1000 62
Fructi-Associations	27 80	27 80
Fructi-Epargne	27 80	27 12
Fructicapi	32 58	32 10
Fructicourt	110120 28	110120 28
Fructidor	246 39	242 75
Fructifrance	782 39	763 30
Fructimmo	28 84	28 19
Fructivar	4292 23	4281 63
Fructi ECU	576 38	568 88
Fructi-Première	11180 33	11015 10
Futuroblig	1115 84	1079 15
Gestilion	58853 90	58846 78
Gestion Associations	150 45	147 14
Horizon	1084 94	1053 05 ◆
Interoblig.	12118 51	11852 41
Intersélect France	462 45	439 27
Invest. net	15143 74	15113 51
Invest. Obligataire	18555 80	18518 79
Japacic	189 92	184 39 ◆
Jeune épargne	237 24	233 73
Laffitte-Amérique	245 04	233 93
Laffitte-Europe	248 73	238 41
Laffitte-Expansion	276 92	264 36
Laffitte-France	312 86	298 48
Laffitte-Immobilière	235 72	225 03
Laffitte-Japon	386 49	369 96
Laffitte-Oblig.	146 76	140 10
Laffitte-Rend.	206 56	197 19
Laffitte-Tokyo	353 82	337 78
Latitude	5121 89	5114 32 ◆
Lion-Associations	11719 98	11719 98
Lion-Institutionnels	23695 84	23636 75
Lionplus	756 43	747 85
Lion Trésor	2083 91	2063 28
Livret Bourse Investiss.	456 29	443
Livret portefeuille	855 57	836 48
Méditerranée	163 37	155 96
Mondiale Investissements	421 50	402 39
Monacic	5597 32	5597 32
Monecim	52145 50	52145 50
Moné J.	55930 64	55930 54 ◆
Morgan court terme	14372 81	14372 81 ◆
Mutuelle Unie SIL	149 14	142 38
Natio-Assoc.	6851 08	6837 39
Natio-Epargne	14013 42	13834 67
Natio-Court terme	210212	210212
Natio-Inter	1220 98	1168 30
Natio-Obligations	557 86	542 93
Natio-Patrimoine	1385 46	1349 36
Natio-Placements	66570 40	66570 40
Natio-Revenus	1083 90	1053 37
Natio-Sécurité	11646 43	11646 43
Natio-Valeurs	707 92	688 86
Nippon-Gan	5942 70	5673 22
Nord-Sud Développ.	1204 41	1202 01
Nouvotif	13379 44	13117 10
Obli Association	124 59	123 36
Oblicic Régions	1050 95	1044 29
Obligations Convert.	424 58	405 33
Oblig. toutes catég.	168 28	163 30 ◆
Oblifion	1115 43	1104 39
Optimavalor	208 94	198 97
Oracion	1222 86	1182 65
Orvalor	5765 12	5558 74
Paribas Croissance	591	586 91
Paribas Epargne	16107 75	16075 60
Paribas France	98 77	93 95
Paribas Oblimonde	1008 95	991 97
Paribas Opportunités	112 28	109 01
Paribas Patrimoine	524 30	502 93
Paribas Revenu	95 36	94 41
Parnasse-Valeur	1120 97	1089 47
Patrimoine Retraite	1736 66	1701 04

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Pensifor	609 65	591 89
Planik Placements	263 06	251 80 ◆
Plans Investiss.	677 24	646 53
Placement A	949 66	949 66
Placement court-terme	72590 46	72590 46
Placement J	55819 13	55819 13
Placement Premier	54375 68	54375 68
Plénitude	112 59	109 59
Première Obligations	10822 59	10800 99
Prévoyance Ecureuil	111 69	108 69
Prév'Association	22834 69	22834 69
Quartz	112 97	110 19
Quatre-quarts Rentable	1 08	1 05
Rentacic	165 71	163 26
Revenus Trimestriels	5582 52	5527 25 ◆
Revenu Vert	1192 81	1176 18
St-Honoré Assoc.	14477 54	14405 61
St-Honoré Bio-aliment.	779 28	743 94
St-Honoré Pacifique	546 82	522 02
St-Honoré P.M.E.	482 22	460 36
St-Honoré Réel	11714 24	11667 57
St-Honoré Rendement	11856 24	11797 25
St-Honoré Services	508 79	489 22
St-Honoré Technol.	754 64	720 42
St-Honoré Valor	12269 30	12269 30
Sécuricic	5591 71	5486 21
Sécuri Taux	10780 50	10780 50
Sélection Croissance	518 10	503 01
Sicavdan (Cardan IP)	730 71	719 91
Sicav-Associations	1428 83	1426 69
S.F.I. fr. et étr.	636 93	618 38
Sicav 5000	357 70	348 13
S.I. Est	1343 97	1283 03
S.I.G.	768 45	752 35
Silvafrance	555 70	540 63
Sivam	416 99	404 77
Sivarente	210 88	208 79
Sivinter	424 96	413 59
S.N.I.	1163 59	1129 70
Sogepargne	380 65	385 89
Sogevar	1034 15	987 26
Soginter	1333 87	1273 48
Soleil Investissement	496 53	434 01
Stratégie Actions	1083 65	1041 97
Stratégie Rendement	1132 20	1098 55
Technocic	1121 37	1090 71
Techno-Gan	6024 16	5750 89
Transcontinents	83 66	81 92
Trilion	5292 24	5239 84
U.A.P. Investiss.	417 92	402 81
Uni-Associations	116 17	116 17 ◆
Unifrance	486 80	469 20
Unifoncier	1203 71	1180 20
Uni-Garantie	1371 93	1346
Uni-Régions	2788 98	2697 82
Unirente	2333 70	2258 96
Univer	187 83	187 83 ◆
Univers-Actions	1082 31	1056 39
Univers-Obligations	1610 01	1567 07
Valorem	513 64	501 11
Valorg	1805 11	1803 51
Valrel	41098 81	41076 27
Vaptan	23398 36	23374 96

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/10	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 395	6 353	6 100	6 600
ECU	7 059	7 065	....	....
Allemagne (100 DM)	340 340	340 580	330	350
Belgique (100 F)	16 244	16 253	15 600	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	302	302 080	291	311
Danemark (100 krd)	88 770	88 720	86	92
Norvège (100 k)	92 660	92 220	88 500	95 500
Grande-Bretagne (£ 1)	10 778	10 769	10 400	11 100
Grèce (100 drachmes)	4 202	4 186	3 800	4 500
Italie (1 000 lires)	4 573	4 572	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	402 280	401 600	389	411
Suède (100 krs)	99 420	99 260	....	....
Autriche (100 sch)	48 400	48 410	46 850	49 850
Espagne (100 pes.)	6 154	5 152	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 129	4 127	3 700	4 400
Canada ($ can 1)	5 283	5 232	5 090	5 450
Japon (100 yens)	4 756	4 751	4 610	4 830

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/10
Or fin (kilo en barre)	81800	80800
Or fin (en lingot)	82000	80800
Pièce française (20 fr)	484	483
Pièce française (10 fr)	380	.....
Pièce suisse (20 fr)	515	514
Pièce latine (20 fr)	473	469
Souverain	600	591
Pièce de 20 dollars	3240	3195
Pièce de 10 dollars	1620	1615
Pièce de 5 dollars	905	.....
Pièce de 50 pesos	3090	3080
Pièce de 10 florins	491	483
Or Londres	398 60	394 20
Or Zurich	395	396 50
Or Hongkong	397 75	393 85
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

LIBAN

Un nouvel otage étranger libéré après vingt et un mois de détention

BEYROUTH
de notre correspondant

Après vingt et un mois de détention, un nouvel otage étranger a retrouvé la liberté, lundi 3 octobre au soir, à Beyrouth. Cette fois-ci, de l'une des limousines, dont le ballet dans les rues obscures de la capitale libanaise entoure habituellement les libérations d'otages, a émergé M. Mithileswhar Singh, un ressortissant indien titulaire d'une carte de résident permanent aux Etats-Unis. Jusqu'au dernier moment, l'incertitude aura été totale quant à son identité, nombreux étant ceux qui attendaient — et avaient même annoncé un peu précipitamment — la libération d'un Américain.

Professeur au Beirut University College, M. Singh avait été enlevé le 24 janvier 1987 par le Jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP) en même temps que trois de ses collègues, américains : MM. Jesse Turner, Alan Steen et Robert Plohill, qui, eux, sont toujours aux mains de leurs ravisseurs.

Le JILP s'était manifesté le 15 septembre pour proposer la libération de ses quatre otages en échange d'une position américaine « positive » à l'égard des droits du peuple palestinien. Washington avait publiquement rejeté l'offre, ou du moins la condition posée. Néanmoins, le JILP revenait à la charge le 2 octobre et annonçait qu'il allait quand même libérer un de ses otages, sans contrepartie, *« en signe de bonne volonté »*. Ce qu'il a fait, dans la nuit du 3 au 4 octobre, en relâchant M. Mithileswhar Singh dans le secteur musulman de Beyrouth, près de l'ambassade du Koweït (désertée depuis plusieurs années).

Recueilli par l'armée syrienne, qui possède plusieurs barrages à proximité, l'otage a été aussitôt transféré à Damas pour y être remis à l'ambassade des Etats-Unis.

L'attitude brusquement conciliante du JILP ayant coïncidé avec la visite du secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Murphy, à Damas qui devait y conclure l'accord sur l'élection présidentielle libanaise, contesté par le camp chrétien, le rapprochement entre les deux événements a paru évident à Beyrouth, la libération d'otages étant considérée comme une *« récompense »* plausible à Wahington.

Cependant, la mise au point américaine consécutive à la remise en liberté de M. Singh minimisant le rôle syrien — au lieu de lui rendre hommage pour pousser à d'autres libérations — et le fait qu'en tout cas, les deux principaux otages américains, MM. Anderson et Sutherland détenus par le Djihad islamique ne faisaient pas partie des « libérables », ont rendu cette interprétation aléatoire. Y a-t-il eu un rôle iranien dans cette affaire ? Une déclaration du ministre des affaires étrangères de Téhéran, M. Velayati, peut le laisser croire. Mais, en réalité, elle semble s'appliquer à l'ensemble des otages plutôt qu'au cas précis de M. Singh.

En tout état de cause, l'impression est que les otages occidentaux ont perdu de leur valeur pour les ravisseurs depuis que la politique iranienne s'est infléchie vers moins d'activisme et que la Syrie a pris le contrôle de la banlieue sud de Beyrouth-Ouest, sanctuaire des preneurs d'otages.

LUCIEN GEORGE.

Washington minimise le rôle joué par la Syrie

Le département d'Etat a minimisé, lundi 3 octobre, le rôle joué par la Syrie dans la libération à Beyrouth de l'otage indien Mithileshwar Singh, résident permanent aux Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat George Shultz a déclaré au ministre syrien des affaires étrangères, M. Faouk Al Charah, qu'il appréciait *« l'aide que les Syriens ont apportée dans cette affaire »*, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. Mais il a ajouté : *« Pour autant que je sache, le rôle de la Syrie a été d'accepter M. Singh »*, qui a été conduit mardi matin à Damas. *« Nous ne savons vraiment pas quelle sorte d'influence a pu contribuer à sa libération »*, a-t-il déclaré.

M. Charah avait annoncé, lundi matin, à la presse, peu avant de rencontrer M. Shultz, la libération imminente d'un *« otage américain »*, dont il ne connaissait pas le nom.

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, avait, lui aussi, semblé revendiquer une part de responsabilité dans cette libération. *« Nous avons fait de notre mieux pour user de notre influence parmi nos amis »*, avait-il déclaré.

De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a réaffirmé que Washington n'avait conclu aucun marché pour la libération d'otages américains. *« Personne*, a-t-il dit, *n'est en train de conclure des marchés au nom des Etats-Unis. »* Le journal israélien *Nation* avait affirmé que des négociations étaient en cours à Genève en vue de la libération des otages américains. — *(AFP.)*

Les étrangers encore détenus

Quatorze otages étrangers sont encore détenus au Liban, après la libération, lundi 3 octobre, de M. Mithileswhar Singh. Il s'agit de :

Neuf Américains :

— Terry Anderson, quarante ans, directeur régional de l'agence Associated Press, enlevé le 16 mars 1985 ;

— Thomas Sutherland, cinquante-six ans, doyen de la faculté d'agronomie de l'AUB (Université américaine de Beyrouth), enlevé le 9 juin 1985 ;

— Frank Reed, cinquante-cinq ans, directeur de la Lebanese International School (LIS), enlevé le 9 septembre 1986 ;

— Joseph Cicippio, cinquante-sept ans, comptable à l'AUB, enlevé le 12 septembre 1986 ;

— Edward Austin Tracy, cinquante-sept ans, enlevé le 21 octobre 1986 ;

— Trois enseignants du BUC (Beirut University College), enlevés le 24 janvier 1987 : Jesse Tuner, quarante-sept ans, Alain Steen, quarante-six ans, et Robert Polhill, cinquante-six ans ;

— Le lieutenant-colonel Richard Higgins, commandant en chef adjoint de l'ONUST (Organisation des Nations unies pour la supervision de la trêve), enlevé le 17 février 1988.

Deux Britanniques :

— Terry Waite, quarante-huit, envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbéry et principal médiateur dans l'affaire des otages étrangers, disparu le 20 janvier 1987 pendant une nouvelle mission au Liban entamée le 12 ;

— John Mac Carthy, trente et un ans, caméraman, enlevé le 17 avril 1986.

Un enseignant irlandais, Brian Keenan, trente-six ans, enlevé le 11 avril 1986.

Un cadre commercial italien, Alberto Molinari, soixante-huit ans, enlevé le 11 septembre 1985.

Un médecin belge, le Dr Jan Cools, travaillant pour le Comité d'aide norvégien (NORWAC), porté disparu le 21 mai 1988.

Par ailleurs, les huit passagers d'un bateau de plaisance, le *Silco* (une Française, ses deux enfants et cinq Belges), enlevés le 8 novembre 1987 au large de Gaza, sont toujours entre les mains du groupe palestinien Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal. Un bébé est né en décembre suivant, portant à neuf le nombre des détenus du Fatah-CR. — *(AFP.)*

Au Mondial de l'automobile

« Nous ne devons pas avoir peur de la concurrence »

déclare M. Mitterrand

« Il faut aller de l'avant », a affirmé M. François Mitterrand, ce 4 octobre, à l'issue de sa visite au Mondial de l'automobile — qui se tient à Paris jusqu'au 9 octobre. *« L'automobile française vient de nous montrer qu'elle en était capable. Nous ne devons pas avoir peur de la concurrence »*, a continué le chef de l'Etat en mettant l'accent sur l'Europe. *« Il faut que la France s'insère dans la concurrence européenne, sur le plan de la sécurité comme sur celui de l'écologie. Il n'y a pas à résister à ce courant, d'autant qu'il est bon et porteur. Il faut s'adapter. »*

M. Mitterrand a ainsi désavoué ceux dans son gouvernement et du côté des constructeurs (en l'occurrence le groupe Peugeot) qui s'étaient élevés contre les dernières décisions prises par la Communauté sur les normes antipollution concernant les petites voitures. M. Mitterrand a également mis l'accent sur la nécessaire limitation de vitesse. *« La vitesse est un mal national en France, et j'ai demandé à mon gouvernement une extrême sévérité et aux constructeurs automobiles de nous y aider. »*

Le chef de l'Etat a également souhaité bonne chance à l'automobile française en constatant que cette année notamment elle avait fait la preuve de sa capacité à supporter la concurrence, quelle qu'elle soit. Il l'a donnée comme exemple aux autres secteurs pour la conquête des marchés étrangers.

C. B.

M. Raymond Barre prône la « vigilance constructive »

M. Raymond Barre a indiqué, lundi 3 octobre sur la Cinq, qu'il n'a pas renoncé à son ambition présidentielle : *« On peut avoir une ambition et attendre tranquillement que les événements s'écoulent »*, a-t-il déclaré en ajoutant *« l'avenir n'est à personne, l'avenir est à Dieu »*.

L'ancien premier ministre a répondu à ceux qui le soupçonnent d'avoir changé de camp : *« Il y a eu un travestissement systématique de mes propos et de mes écrits, il y a eu une opération politique. Il y a eu un certain délire dans les médias (...), je suis bien décidé à laisser ce délire se calmer. »* Il a réaffirmé qu'il n'y a de sa part *« ni reniement, ni ralliement »* à M. François Mitterrand et que, s'il a jugé bonnes pour le pays les grandes orientations du président de la République, il a aussi averti qu'il jugerait avec *« une vigilance constructive »* leur mise en œuvre.

En ce qui concerne la politique du gouvernement, l'ancien premier ministre a déclaré qu'il se réserve le droit de dire son approbation *« chaque fois que les choses iront dans la bonne direction »* et son désaccord dans le cas inverse. Contrairement à l'opinion de ses amis politiques, M. Barre a estimé que le remplacement à la direction d'Air France de M. Friedman par M. Attali *« n'est pas un cas très significatif »* pour apprécier l'impartialité de l'Etat : *« Lorsqu'on remplace quelqu'un, il faut le remplacer par un successeur qui soit compétent. Celui qui a été nommé à Air France a été mon collaborateur (...) lorsque j'étais premier ministre, et je sais qu'il a de grandes qualités de compétence »*, a-t-il dit.

Rappelant qu'il avait été le seul à émettre clairement des critiques sur les changements effectués par le gouvernement dans la haute magistrature, M. Barre a ajouté : *« Vous pouvez être certain que si on recommençait à la fois la purge comme en 1981 et 1983, ou l'emprise totale sur l'Etat comme nous l'avons vu entre 1986 et 1988, je serais là pour protester de la manière la plus claire. »*

Le député du Rhône a d'autre part, indiqué qu'il était *« dans l'expectative »* en ce qui concernait le vote du budget. *« J'ai un certain nombre de critiques à lui faire, il est encore difficile de savoir la position que je prendrai »*, a-t-il dit.

Sur le vif

Des clous !

Je suis pas fière, moi, aujourd'hui. Sortie de ma bouche de métro où je joue à longueur de journée au rat d'égout, je me faufile comme une souris en rasant les murs sur les trottoirs entre les crottes de chiens et les bagnoles rangées à 20 centimètres des immeubles, histoire de pas érafler leur portière en l'ouvrant. C'est qu'il en a après moi, le secrétaire d'Etat aux transports. Transporté de colère, il était, en lançant, hier, sa super-campagne de sécurité routière.

Il en a marre. Marre de qui ? Marre de tous ces délinquants du bitume sur quatre roues et sur deux pattes. Non, c'est vrai, c'est plus supportable, tous ces piétons qui provoquent une moyenne de dix accidents par jour, rien qu'à Paris, tous ces connards qui viennent se jeter sous les pare-chocs de chauffards trop pressés pour freiner. Tous ces débiles qui traversent les couloirs réservés aux bus et aux taxis sans même savoir qu'ils le sont, vu que c'est pas indiqué. Tous ces égoïstes qui n'ont pas encore compris que les clous, c'est pas fait pour les protéger mais pour servir de starter à des Prost en R 5 gonflées formule 1.

Regardons, enfin, la réalité en face. Ce flot de bagnoles, gelé des heures d'affilée entre la Bastille et la Concorde, c'est pas la faute des camions de livraison et de déménagement, des voitures stationnées en double et triple file, des bennes à ordures et des entreprises de ravalement qui installent leurs camping-cars en plein jour, en pleine rue et à plein temps, des feux mal réglés et des flics mal lunés. Jamais de la vie ! C'est la faute de ces minables, qui se font agrafer, tamponner, écraser. Les embouteillages, les bouchons, cherchez pas, c'est ça. Faut ramasser les morceaux, éponger le sang, nettoyer par terre, et la circulation, ça la bloque, forcément.

Ils disaient, ce matin, au journal de TF 1, que mon Jacquot va creuser des tunnels, premier coup de pioche d'ici quatre ou cinq ans, sous la capitale, pour absorber le trop-plein des bagnoles. Ils rigolent, ou quoi ? Jamais les motorisés n'accepteront de circuler dans le noir à des vitesses limitées comme de vulgaires péquenauds. Les galeries souterraines, ce sera encore pour ma pomme, je vous en fiche mon billet, ou plutôt mon ticket. De métro.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 octobre

Consolidation

Séance de consolidation, mardi à la Bourse de Paris. L'indicateur instantané, à – 0,09 à l'ouverture, gagnait très peu en cours de séance, à + 0,08. Effervescence autour de Navigation Mixte, Valeo, Accor et Aussedat-Rey. Parmi les valeurs en hausse : BAFIP (+ 4 %), Compagnie du Midi (+ 4 %), Synthelabo (+ 4 %), Club Méditerranée (+ 4 %), Aussedat-Rey (+ 4 %), Penhoët (+ 3 %), Valeo (+ 2 %). En baisse, on notait : Exor (– 4 %), Fromageries Bel (– 3 %), Legrand (– 3 %), Docks de France (– 3 %), Avions Marcel-Dassault (– 3 %), La Redoute (– 2 %).

Le numéro du « Monde » daté 4 octobre 1988 a été tiré à 621 037 exemplaires

Le contentieux des législatives

Le Conseil constitutionnel rejette vingt requêtes

Réuni le lundi 3 octobre, le Conseil constitutionnel a poursuivi l'examen des contestations portées devant lui après les élections législatives des 5 et 12 juin dernier.

Le Conseil a statué sur vingt et une requêtes qui demandaient l'annulation des élections dans quatorze circonscriptions.

Le Conseil constitutionnel a pris acte du désistement de la requête qui visait l'élection de M. Jean-Paul Virapoullé (UDC) dans la 5e circonscription de la Réunion. Il a rejeté les vingt autres recours qui concernaient les députés suivants : MM. Jérôme Lambert (PS, 3e circ. de la Charente) ; Jean-Pierre Brard (PC, 7e circ. de la Seine-Saint-Denis) ; Alain Jonemann (RPR, 5e circ. des Yvelines) ; Pierre Bachelet (RPR, 9e circ. des Alpes-Maritimes) ; Pierre-Yvon Tremel (PS, 5e circ. des Côtes-du-Nord) ; Daniel Vaillant (PS, 19e circ. de Paris) ; Jean Tardito (PC, 9e circ. des Bouches-du-Rhône) ; Gilbert Bonnemaison (PS, 1re circ. de la Seine-Saint-Denis) ; Jean-Pierre Bequet (PS, 3e circ. du Val-d'Oise) ; Jacques Brunhes (PC, 1re circ. des Hauts-de-Seine) ; Michel Giraud (RPR, 5e circ. du Val-de-Marne) ; Emmanuel Aubert (RPR, 4e circ. des Alpes-Maritimes) et Georges Tranchant (RPR, 2e circ. des Hauts-de-Seine).

A B C D F G H